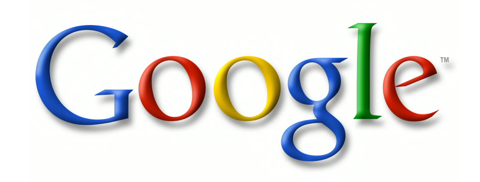




on microfilm *2-6547

HCY
STEVENSON

VOYAGE

EN ARAUCANIE, AU CHILI, AU PÉROU ET DANS LA COLOMBIE,

OU

RELATION

HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE D'UN SÉJOUR DE VINGT ANS

DANS

L'AMÉRIQUE DU SUD,

SUIVIE

D'UN PRÉCIS DES RÉVOLUTIONS DES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD,

TRADUITE DE L'ANGLAIS

DE W. B. STEWENSON,

[illegible]

[illegible]

PAR SÉTIER.

TOME III.

PARIS,

LIBRAIRIE UNIVERSELLE

DE P. MONGIE AÎNÉ,

BOULEVART DES ITALIENS, N° 10.

1828.

VOYAGE

DANS

L'AMÉRIQUE DU SUD.

III.

PARIS.—IMPRIMERIE DE FAIN,
Rue Racine, n°. 4, place de l'Odéon.

VOYAGE

EN ARAUCANIE, AU CHILI, AU PÉROU ET DANS LA COLOMBIE,

OU

RELATION

HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE D'UN SÉJOUR DE VINGT ANS

DANS

L'AMÉRIQUE DU SUD,

SUIVIE

D'UN PRÉCIS DES RÉVOLUTIONS DES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD;

TRADUITE DE L'ANGLAIS

DE W. B. STEVENSON,

ANCIEN SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT DE QUITO, ET ENSUITE DE LORD COCHRANE;

ET AUGMENTÉE DE LA SUITE DES RÉVOLUTIONS DE CES COLONIES DEPUIS 1823 JUSQU'À CE JOUR :

PAR SÉTIER.

TOME III.

PARIS.

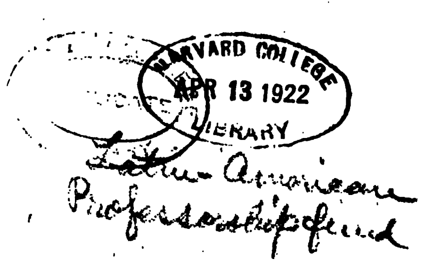
LIBRAIRIE UNIVERSELLE

DE P. MONGIE AÎNÉ,

BOULEVART DES ITALIENS, N°. 10.

1828.

ES


ARVARD COLLEGE
APR 13 1922
LIBRARY
Latin-American
Professorship fund

RELATION
HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE
D'UNE
RÉSIDENCE DE VINGT ANS DANS L'AMÉRIQUE DU SUD.

CHAPITRE PREMIER.

Premiers symptômes révolutionnaires dans l'Amérique du sud. — Morales et Quiroga. — Caractère de Morales. — De Quiróga. — Communications faites par le capitaine Salinas à deux moines. — Leur rapport au gouvernement. — Emprisonnement de Morales et de Quiroga, de Salinas et de Riofrio. — Caractère de Salinas — Du docteur Riofrio. — Mise en liberté des prisonniers. — Junte formée à Quito. — Sa lettre au président comte Ruis. — Manière dont la révolution fut conduite. — Nouveau serment. — Marquis de Selva Alegre. — Son caractère. — Dissensions dans le nouveau Gouvernement. — Réinstallation du comte Ruis. — Arrivée des troupes de Lima et de Santa Fé. — Emprisonnement des insurgés. — Leur procès. — Caractère du comte Ruis. — De l'oidor Don Felipe Fuertes Amar. — Du fiscal Arrechaga. — Du colonel Arredonda. — *Proceso* envoyé à Santa Fé.

Peu de temps après l'arrivée de son excellence le comte Ruis de Castilla à Quito, capitale de son

gouvernement, les écoliers de San Fernando lui donnèrent quatre représentations théâtrales, auxquelles tous les nobles assistèrent comme spectateurs. Ils choisirent pour pièces Caton, Andromaque, Zoraïde et l'Auraucana, qui avaient toutes pour objet d'inspirer l'amour de la liberté et les principes du républicanisme. Néanmoins, comme cela arrive souvent à ceux qui se rendent au spectacle pour y prendre du plaisir, cette tendance générale des esprits ne fut point remarquée du Président, ni des autres membres du gouvernement. Ne suivant point d'un œil observateur l'influence que pouvait exercer sur les colonies l'état des affaires dans la mère-patrie, les représentants de l'autorité royale en Amérique se crurent encore entourés des mêmes vassaux obéissants et soumis que leurs prédécesseurs avaient gouvernés d'une manière si despotique, sans même soupçonner que le peuple, éveillé sur ses propres intérêts, portait des regards attentifs sur ce qui se passait en ce moment en Espagne; car, malgré les soins pris par le gouvernement pour que la liberté de la presse ne pût concourir à rien apprendre à ses colonies, cependant les Américains qui résidaient en Espagne à cette époque, étaient activement occupés à instruire leurs

amis d'Amérique du véritable état des affaires, et les naturels étaient en général mieux informés de ce qui passait dans la métropole que le gouvernement lui-même, parce que les correspondants espagnols, craignant de mettre en danger leurs propriétés dans les colonies, ou jugeant que les colons devaient implicitement obéir à tous les ordres qu'ils pouvaient recevoir, envoyaient en Amérique des détails obscurs ou remplis d'exagération en faveur de leurs opinions; traitant d'ailleurs les Américains avec tout le mépris dont ils croyaient pouvoir les accabler en raison de leur supériorité, sur laquelle ils ne formaient pas le plus léger doute.

Après la représentation des pièces, je me liai avec les individus qui en avaient fait le choix : le docteur Quiroga et Don Manuel Morales ; le premier, avocat, jouissant d'une bonne réputation, né à Arequipa, dans le Pérou, établi et marié à Quito ; le dernier, né dans la ville de Mariquita, dans la vice-royauté de Santa Fé de Bogota, avait été secrétaire du gouvernement à l'époque où le baron de Carondelet en était président; lui ayant déplu, il fut destitué de son emploi. Il avait espéré obtenir sa réintégration à l'arrivée du comte Ruïs; mais ce chef ayant à sa suite un jeune avocat

nommé Don Tomas Arrechaga, qu'il avait fait élever, et dont il désirait assurer le sort, n'eut aucun égard aux réclamations de Morales, et son protégé fut nommé secrétaire du gouvernement.

Morales était doué d'une âme forte, avait reçu une éducation libérale, et, par suite de ses travaux de plusieurs années dans le secrétariat, avait acquis une grande connaissance des affaires du gouvernement, et se trouvait initié très-avant dans les intrigues de la Cour d'Espagne. Il se considérait comme injustement traité par le baron de Carondelet, et plus encore par le comte Ruis : il se voyait condamné à l'exil, son emploi occupé par un étranger : il était déterminé à se venger sur ceux qu'il regardait comme les coopérateurs de sa ruine, s'ils n'en étaient pas les auteurs. Les circonstances, qui ne pouvaient échapper à ses regards observateurs, devenaient chaque jour plus favorables à ses desseins, et si la violence de son caractère ne l'avait pas fait agir avec trop de précipitation, il aurait pu réussir et vivre pour recevoir les témoignages de reconnaissance de ses concitoyens, tandis qu'ils n'ont que des regrets à lui offrir, et des larmes à verser sur ses cendres, en se rappelant sa mort malheureuse et prématurée.

Quiroga était d'un caractère inquiet et ambitieux, téméraire et intrépide dans ce qu'il entreprenait, mais très-opiniâtre; ne pouvant supporter la censure, mais accessible à la conviction lorsqu'on employait la persuasion pour la faire arriver jusqu'à lui. Au barreau il gagnait souvent les causes dont il était chargé; il portait facilement la parole, et parlait avec éloquence; mais, même devant les magistrats, sa précipitation lui suscitait souvent des embarras: il était fréquemment réprimandé par le tribunal, et, à la fin, il fut plusieurs fois suspendu de ses fonctions d'avocat. Ayant un jour été condamné à une amende, il déclara qu'il ne pouvait la payer, parce que le tribunal n'était pas compétent pour l'exiger; que le régent et ses juges exerçaient leurs fonctions au mépris des lois, ou ne les remplissaient pas d'une manière conforme à la justice, et il prouva ses assertions en citant les exemples, les lois et les règlements auxquels les tribunaux étaient assujétis. Cette conduite devait nécessairement attirer sur lui la haine des membres du tribunal, et il fut obligé de quitter le barreau. Quiroga devint le compagnon inséparable de Morales, espérant comme lui qu'à l'arrivée du comte Ruis, un appel à son Excellence, comme Président de l'au-

dience royale, suffirait pour le rendre à l'exercice de sa profession; mais un rapport du régent Bustillas trompa son attente, et cette circonstance le réduisit au désespoir.

Ces deux individus, ainsi désappointés, choisirent les pièces qui furent représentées au collége de San Fernando, en octobre 1809, peut-être pour sonder les intentions et les opinions des chefs du gouvernement. Si tel était en effet leur dessein, le résultat dût satisfaire complètement leurs vues; car aucun soupçon ne se manifesta, aucune alarme ne put être remarquée.

En février 1809, le capitaine Salinas, qui commandait l'infanterie à Quito, donna connaissance à deux moines, le père Polo et un autre, d'un complot pour déposer les autorités espagnoles, et en choisir d'autres pour les remplacer, en les prenant parmi les citoyens les plus respectables. Les moines allèrent aussitôt rendre compte de cette circonstance au Président, qui donna à l'oidor Fuertes Amar une commission secrète pour procéder légalement contre les individus soupçonnés. Don Pedro Munos fut chargé de remplir les fonctions de secrétaire particulier, sans avoir d'autres titres à cette nomination que celui d'être espagnol. Quiroga, Mo-

rales, le curé de Sangolqui, le docteur Riofrio et le capitaine Salinas furent arrêtés, et renfermés dans le couvent de la Merci. Leurs déclarations furent reçues et écrites par Munos, et toutes les précautions possibles prises pour empêcher que le peuple n'eût connaissance de l'état du procès; les prisonniers furent privés de tous les moyens de communiquer à leurs amis aucune particularité relative à leur situation; le secrétaire ne put se faire aider d'un copiste; et toutes les mesures ordinairement employées par l'Inquisition, furent mises en pratique dans cette circonstance. Dans les premiers jours d'avril, au moment où Munos se rendait le soir au palais pour rendre compte au Président de l'état de la procédure, tous les papiers lui furent enlevés. Cet évènement produisit une grande sensation; plusieurs de ceux qui avaient réellement trempé dans cette affaire, purent se convaincre que leurs noms n'avaient pas été donnés par les prisonniers qui nièrent, d'un commun accord, avoir aucune connaissance du complot, et Salinas protesta qu'il n'avait rien déclaré aux deux moines: ce fut ainsi que, par un heureux incident, les plans du gouvernement se trouvèrent dérangés, la persécution cessa, et les prisonniers furent mis en liberté. Cet évènement leur apprit néanmoins à

être plus circonspects à l'avenir. Mais le flambeau de la liberté était allumé; et, quoique sa flamme se trouvât ainsi étouffée pendant un court espace de temps, elle n'était point éteinte.

Le caractère de Salinas était parfaitement connu de Morales et de Quiroga. C'était un véritable Quiteno, léger et inconstant; amateur de toutes les innovations, qu'il embrassait avidement, sans réflexion ni discernement, Salinas était aussi ardent à entreprendre l'exécution d'un nouveau plan, que prompt à l'abandonner aussitôt qu'il perdait à ses yeux le charme de la nouveauté, ou dès qu'un autre lui était proposé; mais comme cet officier était à la tête de l'infanterie, qui consistait dans environ quatre cents hommes, dont il avait précédemment commandé une partie à Panama, ce qui, dans leur opinion, était considéré comme une campagne en pays étranger, il était devenu l'idole des soldats, en sorte qu'il était absolument nécessaire de l'amener au point de consentir à seconder les plans de Morales et de Quiroga, ce qui fut très-facile : ces plans étaient nouveaux, et promettaient une suite d'évènements qui réjouissaient d'avance son esprit inquiet et turbulent.

Le docteur Riofrio était un ecclésiastique,

d'un caractère hautain et morose, toujours porté à se réunir aux associations d'hommes disposés à tout désapprouver; cependant, par suite d'une stupidité naturelle, ou par poltronnerie, il paraissait n'être qu'un instrument passif; il eut probablement connaissance des plans qui s'ourdissaient dans les fréquentes visites qu'il faisait dans une maison de Quito où Morales avait vécu, et par le séjour que le même Morales avait fait chez lui, lorsqu'il avait été éloigné de Quito par les ordres du président Carondelet. Cet homme et Salinas étaient natifs de Quito; mais leurs familles n'avaient ni rang ni fortune, quoiqu'elles fussent toutes les deux très-considérées de leurs concitoyens.

Après la mise en liberté des quatre individus dénoncés comme conspirateurs, Salinas et Riofrio retournèrent à leurs précédentes occupations; Quiroga rentra dans sa famille, plus ulcéré que jamais, et Morales alla dans l'intérieur du pays, sans avoir acquis d'autre résultat de sa démarche qu'un nouveau degré d'expérience. Le gouvernement parut alors entièrement satisfait, après avoir honorablement acquitté les prisonniers, vit avec plaisir qu'il n'avait été obligé de commettre aucun acte injuste ou arbitraire, et crut que les papiers perdus par

Munos, étaient tombés entre les mains de quelque voleur, ou qu'étant perdus dans la rue, ils avaient cessé d'exister. Mais le gouvernement était dans l'erreur, les papiers parvinrent dans l'étude de Quiroga, qui en tira les conséquences les plus propres à seconder ses vues, et fit circuler leur contenu parmi ceux à qui il croyait pouvoir le plus sûrement se confier. Aucun nouvel incident ne survint depuis le mois d'avril jusqu'à celui d'août 1809, excepté des nouvelles d'Espagne, telles que l'abdication de Charles, l'avénement de Ferdinand, son emprisonnement, et l'invasion du pays par les Français, qui étaient le sujet de toutes les conversations. Mais une tranquillité parfaite régnait dans toutes les parties de la colonie, et ses habitans semblaient rivaliser dans les démonstrations enthousiastes de loyauté et de dévouement pour leur *amado Fernando*. Chaque nouvelle d'Espagne concourait à augmenter la crainte et le découragement des Espagnols résidants en Amérique, et toute leur attention était tellement dirigée vers la situation politique du royaume auquel ils appartenaient, qu'ils n'avaient pas le temps de méditer, comme cependant ils auraient dû le faire, sur les effets qui pouvaient en résulter dans la contrée où ils se trouvaient momen-

tanément placés; d'après la conviction où ils étaient que les colonies devaient suivre le sort de la mère-patrie, exactement comme si elles lui avaient été attachées par les liens de la nature, tandis qu'elles ne l'avaient réellement été que par la force et la violence. Mais l'explosion se fit au moment et sur le point où on s'y attendait peut-être le moins, et, quoique ses effets fussent promptement réprimés, le voile n'en fut pas moins déchiré, et de là résultèrent les fondements de cette émancipation, maintenant l'heureux partage de toutes les nations du nouveau monde.

Le 10 août 1809, de grand matin, deux citoyens de Quito, Ante et Aguire, se rendirent chez le Président avec une lettre. L'ordre donné à la porte de l'antichambre s'opposait à ce qu'il fût porté à son Excellence aucune lettre à une heure si indue; mais Ante insista sur la nécessité de la remettre de suite, en disant qu'elle contenait des observations importantes de la *Junta Soberana*, Junte souveraine, nom aussi nouveau pour les oreilles de l'huissier de la chambre que le corps l'était pour l'Amérique. L'huissier éveilla le Président, lui remit la lettre et lui répéta les mots qu'il avait entendus, pour motiver et excuser son entrée intempestive. Le Prési-

dent ayant lu l'adresse, « La Junte Souveraine au comte Ruis, ex-président de Quito, » s'habilla et lut ce qui suit :

« L'état actuel d'incertitude dans lequel l'Espagne est plongée, l'anéantissement totale des autorités légalement constituées, et les dangers auxquels sont exposées la personne et les possessions de notre bien-aimé Ferdinand VII, de tomber au pouvoir du tyran de l'Europe, ont déterminé nos frères trans-atlantiques à former des gouvernements provinciaux pour leur sécurité personnelle : tant pour se garantir des machinations de quelques-uns de leurs perfides compatriotes indignes du nom espagnol, que pour se défendre contre l'ennemi commun. Les loyaux habitants de Quito, déterminés à conserver à leur roi légitime et souverain maître, cette partie de son royaume, ont établi une Junte souveraine dans cette ville de San Francisco de Quito, au nom de laquelle, et d'après l'ordre de son Excellence le président, j'ai l'honneur d'annoncer à votre Seigneurie, que les fonctions des membres de l'ancien gouvernement ont cessé. Que Dieu conserve votre Excellence pendant encore un grand nombre d'années. Salle de la Junte, à Quito, le 10 août 1809. Manuel Morales, secrétaire de l'intérieur. »

Après avoir lu cette épître si peu attendue, son Excellence entra dans l'antichambre et s'avança vers les messagers qui lui demandèrent s'il avait reçu la dépêche; la réponse ayant été affirmative, ils le saluèrent et se retirèrent. Le Comte les suivit jusqu'à la porte extérieure qu'il voulut dépasser; mais la sentinelle l'en empêcha. Il envoya ensuite son officier d'ordonnance chercher l'officier de garde, qui répondit poliment qu'il ne pouvait, d'après les ordres qu'il avait reçus, conférer avec le Comte, et prononça ce dernier mot avec un accent emphatique. A six heures du matin, on vit se former sur la place, en face du palais, un rassemblement très-nombreux; on entendit en même temps une décharge d'artillerie, ou salut royal, et la musique militaire, stationnée sur l'esplanade en face du palais, joua jusqu'à neuf heures quelques airs nationaux. Alors il y eut une réunion des membres du nouveau gouvernement exécutif, composé du Marquis de Selva Alegre, président, des marquis d'Orellana, de Solanda, et de Miraflores, du comte Casa Guerrero, de Don Manuel Zambrano, de Don Manuel Mateus, et de Don Pedro Montufar, ayant pour ministres Morales et Quiroga. On publia la déclaration d'installation, et on rédigea la formule du serment que devaient prêter toutes

les personnes attachées au nouveau gouvernement. L'évêque de Quito fut élu vice-président, mais il refusa d'assister à cette assemblée, et à toute autre subséquente.

La révolution eut lieu dans la nuit du 9. Morales vint à Quito, et, de concert avec Quiroga, convoqua une assemblée, informa ceux qui la composaient des dangers auxquels tout le pays était exposé; publia l'intention où était le gouvernement de reconnaître Napoléon pour souverain, parce que les Rois d'Espagne lui cédaient leur souveraineté, et les exhorta en même temps à se préserver, ainsi que cette partie de la domination Espagnole, du sort qui attendait le reste, en leur disant que ce but ne pouvait être atteint qu'en établissant, au nom de Ferdinand, un gouvernement provincial, et en destituant de leurs emplois toutes les personnes suspectes. Cette harangue n'eut lieu que pour la forme, parce que tous les préliminaires avaient été convenus d'avance. Salinas, qui était présent, fut député pour s'assurer des soldats, ce qu'il fit immédiatement; il se rendit aux baraques et ayant formé l'infanterie dans la place, il leur apprit que leur bien-aimé Roi était prisonnier en France, peignit très au long ses souffrances, et leur dit ensuite que

les autorités actuelles en Amérique étaient déterminées à livrer le pays à l'ennemi commun, et termina sa harangue en leur demandant s'ils voulaient défendre la cause de leur roi Ferdinand, ou devenir les esclaves de Bonaparte. Les soldats abusés s'écrièrent aussitôt, vive Ferdinand VII! vive Quito! Le commandant de la cavalerie, Don Joaquin Saldumbide, reçut les mêmes ordres, et les exécuta de la même manière. Lorsque ces deux individus revinrent auprès de la Junte, elle leur ordonna de donner les ordres nécessaires aux différents corps de garde, et de faire prêter aux troupes le serment suivant :

» Je jure, par Dieu et sur la croix de mon épée, de défendre mon légitime souverain Ferdinand VII, de soutenir ses droits, de maintenir la pureté de la sainte Eglise catholique romaine, et d'obéir aux autorités constituées. »

Après la fin de cette cérémonie, on donna les ordres nécessaires à l'officier de garde au palais du Président, aux baraques et aux prisons. On plaça une garde à la porte de chaque personne suspecte, particulièrement aux portes du régent et des oidores, et, toutes ces dispositions prises, les membres du gouvernement se retirèrent chez eux.

On envoya immédiatement un exprès au Chillo, domaine appartenant au marquis de Selva Alegre, pour lui apprendre ce qui s'était passé, en priant sa Seigneurie de se rendre immédiatement à Quito, pour y prendre possession du commandement suprême du gouvernement du royaume; on vit ainsi, dans l'espace d'une nuit, déplacer, sans effusion de sang, et même sans commotion populaire, un gouvernement qui était établi depuis plus de trois cents ans, et le remplacer par un nouveau organisé sur ses bases.

Le marquis de Selva Alegre arriva dans la matinée du dixième jour, et tous les membres du nouveau gouvernement vinrent lui rendre visite, tandis que ses deux ministres exerçaient les fonctions de leurs charges, en plaçant les nouveaux officiers et employés dans les bureaux de la secrétairerie, et en prenant possession des archives de l'Audience royale.

Il est presque impossible de définir le caractère de Selva Alegre. Comme particulier, il était extrêmement affable et poli, ayant le ton distingué d'un homme de cour, plus qu'on ne devait l'attendre chez un individu né dans ce qu'on peut appeler une contrée isolée. Il déployait dans ses maisons de

ville et de campagne une splendeur, un goût exquis dont Quito offrait bien peu de modèles; cependant il ne pouvait soutenir de comparaison avec Miraflores et Solanda, ni pour la fortune, ni pour la popularité. Comme homme public, Selva Alegre était incertain et timide, cherchant à concilier les deux partis plutôt qu'à soutenir l'un ou l'autre; aimant l'ostentation et la magnificence, mais redoutant jusqu'à son ombre.

Le treizième jour, le nouveau gouvernement se rendit à l'église du Carmen Alto, les divers membres revêtus de leur costume de cérémonie. Son Excellence, en grand habit de l'ordre de Charles III, les membres de la junte en écarlate et en noir; les deux ministres portaient des plumes à leurs chapeaux; la corporation, les officiers de la trésorerie et les autres tribunaux, dans les anciens uniformes espagnols, et les militaires en habit bleu et parements blancs, au lieu de parements rouges comme auparavant.

Après le treize août, l'anarchie commença à présider à toutes les réunions de la junte. Morales insistait pour qu'il y eût une réforme dans la régularisation des tribunaux; Quiroga demandait qu'il fût fait des dispositions offensives et défensives

contre les provinces voisines qui ne suivraient pas l'exemple de Quito. Selva Alegre et les autres membres de la junte désiraient que tout pût rester comme il était. Cependant l'armée fut augmentée, et des détachements envoyés à Guallabamba, contre les Pastusos, et à Huaranda, pour prévenir une invasion des Gúayaquilenos. Le peuple commença à donner des marques de mécontentement, essentiellement motivés sur la crainte de manquer de sel, article qu'il tirait de Guayaquil. Le gouverneur de Guayaquil menaça d'abord d'envahir les provinces, et le vice-roi de Santa Fé, ainsi que celui du Pérou, fit la même menace. Il arriva des avis portant que des troupes venaient de se mettre en marche de ces différents points, et, pour compléter la consternation du peuple, le comte Ruis quitta son palais pour aller habiter une petite *quinta*, maison de plaisance, à deux lieues de la ville, où il demeura jusqu'au huit novembre, époque à laquelle une députation de la Junte souveraine vint lui proposer de le réinstaller dans sa présidence, ce qu'il accepta. Il y mit pour conditions que les membres de la Junte se retireraient dans leurs domiciles respectifs, pour y vivre en citoyens paisibles, comme avant le 10 août; et la Junte, qu'il serait rendu compte

à la Junte centrale d'Espagne de ce qui s'était passé, et qu'il ne serait exercé contre ses membres aucune persécution jusqu'à ce qu'on eût connu sa résolution. Ces préliminaires ayant été agréés, son excellence le comte Ruis entra à Quito le lendemain matin, et fut reçu avec les démonstrations de l'enthousiasme le plus vif et d'une joie universelle. Les habitants et les membres de la junte se présentèrent et remirent au président les diplômes des titres qu'ils avaient obtenus, et tous les autres papiers du gouvernement usurpateur, qu'il ordonna de brûler; *mais* Arrechaga, au lieu d'obéir à l'ordre qui lui avait été donné, les conserva dans des intentions perfides et pour en faire l'usage le plus coupable.

Le 2 décembre, on vit arriver les troupes auxiliaires de Lima et de Guayaquil, composées de cinq cents hommes d'infanterie et de cinquante artilleurs, sous les ordres du colonel Arredonda. Les habitants de Quito, se reposant avec confiance sur l'accomplissement des conditions acceptées par le Président comte Ruis, élevèrent des arcs de triomphe pour les recevoir; jonchèrent de fleurs les rues par lesquelles ils devaient passer; mais, à peine eurent-ils pris paisible possession de la ville et licencié ses troupes, qu'Arrechaga qui, à la mort d'Yriarte,

avait été nommé fiscal, conseilla à Arredonda de solliciter du Président l'ordre d'arrêter tous ceux qui avaient pris une part active à la dernière révolte, en motivant cette démarche sur ce qu'on ne devait pas agir de bonne foi avec des traîtres. Le Comte eut la faiblesse d'accéder à cette demande, et il parut aussitôt un ordre donné à Don Manuel Arredonda, colonel d'infanterie, commandant des troupes pacificatrices, d'arrêter toutes les personnes qui se trouvaient compromises dans la dernière rébellion, dont les noms furent donnés par Arrechaga; en conséquence de ces dispositions, plus de cinquante des habitants les plus respectables de Quito furent arrachés de leurs maisons et enfermés dans les cellules des baraques, et le juge Fuertes Amar fut de nouveau nommé pour instruire le procès criminel. Chaque jour suivant vit de nouvelles incarcérations; car on arrêtait non-seulement ceux qui avaient pris une part active à la révolution, mais encore plusieurs individus à qui les insurgents avaient écrit des lettres, et d'autres pour ne point s'être montrés assez ennemis du gouvernement révolutionnaire. Cependant le régent, les oidores, les fiscaux et autres, qui étaient demeurés neutres, et quelques Espagnols en place qui avaient continué

à remplir leurs fonctions pendant l'administration de la junte, ne furent point compris dans cette mesure; mais il n'en fut pas de même de l'évêque qui, en sa qualité d'américain, était porté sur la liste des insurgents et accusé d'avoir coopéré à la trahison de ses ouailles, parce qu'il n'avait point lancé contre elles l'anathème, interdit les lieux de culte public, et condamné à des tourments éternels tous ceux qui refusaient de se soumettre passivement aux volontés émanées du pouvoir souverain.

Deux cents soldats de plus, arrivés de Santa Fé de Bogota, vinrent ajouter à la sécurité des ministres du despotisme, et toutes les provinces dépendantes de Quito gémirent sous le poids de leur tyrannie. Un grand nombre des plus riches habitants allèrent se réfugier dans leurs maisons de campagne, et plusieurs, quoiqu'entièrement étrangers aux affaires de la Junte, craignirent d'être victimes des persécutions. Du nombre de ceux assez heureux pour avoir pu se cacher et tromper la vigilance du gouvernement, fut le marquis de Selva Alegre; le marquis de Miraflores mourut de chagrin dans sa propre demeure, et une garde de soldats fut placée auprès de lui jusqu'au moment de son enterrement.

Non-seulement ceux qui pouvaient être consi-

dérés comme les chefs de la révolte furent incarcérés, mais les soldats le furent aussi dans une prison séparée appelée le *presidio*. Cette mesure porta l'alarme parmi les basses classes qui commencèrent à s'enfuir dans la campagne, pour chercher, sur les montagnes et au milieu des bois, un asile contre le système de persécution qui atteignait alors la misérable hutte du laboureur, aussi bien que la somptueuse demeure de celui qu'il servait; la cabane de l'indigent, aussi bien que le palais, séjour de l'opulence. Les provisions devinrent chaque jour plus rares dans la ville, par la même raison la soldatesque devint plus insolente, lorsque, pour combler le désespoir dans lequel toutes les classes des habitants étaient plongées (excepté les naturels d'Espagne qui résidaient dans ces pays), l'interrogatoire des prisonniers fut terminé et suivi du *vista* fiscal. Cette horrible production, bien digne de son auteur, Arrechaga, divisa les prisonniers en trois classes et les condamna tous à mort, au nombre de 84, dans lesquels étaient compris les absents qui se trouvaient proscrits; l'évêque lui-même ne fut point épargné, quoique, selon les lois d'Espagne, il ne pût être jugé que par le conseil de Castille. La détresse, la douleur et l'affliction furent alors à leur comble.

dirigées dans leurs opinions par la justice; mais il leur opposait une résistance complète, du moment où il se croyait fondé à soupçonner leur intégrité. La cour d'Espagne était tellement convaincue de la conduite vertueuse de ce Seigneur, qu'en 1795, il parut une ordonnance royale qui le dispensait d'une investigation résidenciaire à l'expiration de son premier gouvernement à Cusco; honneur qui, je crois, n'avait jamais été accordé à aucun gouverneur des colonies espagnoles.

L'oidor Don Felipe Fuertes Amar était d'une extrême timidité; on ne pouvait porter plus loin la poltronnerie, et cette faiblesse le conduisit à la potence, par suite d'un mouvement des Indiens qui eût lieu en 1810.

Le fiscal Don Thomas Arrechaga était originaire d'Oruro et passait pour être le fruit de l'intrigue d'un moine de San Juan de Dios avec une métis d'Oruro. A une époque où il était encore très-jeune, le comte Ruis le prit sous sa protection, l'éleva et l'emmena avec lui à Quito où il lui donna la profession d'avocat pour laquelle il avait fait ses cours.

Arrechaga était brutal dans ses manières comme dans ses actions; il avait toute la cruauté subtile qui est le partage spécial des Chinos, qui sont un

mélange du sang africain et de l'indien. Arrechaga aurait répandu tout le sang de ses compatriotes pour assurer son avancement, et, depuis la première découverte de ces contrées, ce moyen n'avait que trop souvent été couronné de succès.

Don Manuel Arredonda était fils du Vice-Roi de Buenos Ayres, et neveu du régent de l'audience royale de Lima; il était avide de réputation et d'avancement, tyran impérieux dans la prospérité, et le plus abject de tous les misérables lorsqu'il était sous l'influence de l'adversité.

L'individu choisi pour porter la procédure à Santa Fé fut le docteur San Miguel, jeune avocat, qui était devenu le compagnon assidu d'Arrechaga. Cet important paquet ne contenait pas moins de six rames de papier écrit, pour la sûreté duquel, un piquet de cavalerie eut ordre d'escorter San Miguel jusqu'à Pasto, de crainte que quelques-uns des proscrits ne s'en emparassent sur la route. Les prisonniers n'attendaient aucune faveur du Vice-Roi, parce qu'il était oncle de Fuertes, qui les avait jugés, et qu'il était naturel qu'il partageât l'opinion de son neveu et qu'il s'y conformât.

Les mères, les femmes et les filles remplirent l'air de leurs cris, demandant grâce pour leurs fils, leurs époux et leurs frères, enlevés de leurs bras et enfermés dans des cachots où il était impossible de les voir, et où ils gémissaient sous le poids d'une sentence de mort ignominieuse, ayant perdu toute espérance, excepté celle que le Président ne consentirait point à confirmer l'arrêt, et en cela leur attente ne fut pas déçue.

Lorsque le procès fut terminé et qu'il ne fallut plus, pour l'exécution du jugement, que la confirmation du Président, la sentence lui fut présentée ; mais, au lieu d'adopter l'opinion du fiscal, et de céder aux instances du colonel Arredonda, il ordonna que tous les papiers fussent remis dans son cabinet. L'agitation du vieux Comte fut alors portée au plus haut degré, et il me dit très-souvent qu'il aimerait mieux signer son propre arrêt de mort que de sacrifier tant de victimes abusées, dont la plus grande partie n'étaient coupables que d'une erreur de jugement, fondée peut-être sur un royalisme mal entendu. A la fin, il se détermina à renvoyer la révision de cette affaire au Vice-Roi de Santa Fé, au grand chagrin de Fuertes, d'Arrechaga et d'Arredonda, qui fondaient tout leur espoir d'a-

vancement en Espagne sur l'exécution des prisonniers qui avaient été qualifiés traîtres.

Le comte Ruis était alors âgé de quatre-vingt-quatre ans ; il en avait résidé plus de quarante en Amérique, d'abord en qualité de corrégidor d'Oruro, ensuite de gouverneur-intendant de Huancavilica, ensuite comme président de Cusco, et en dernier lieu de Quito. A l'époque de sa résidence à Huancavilica, il commandait, en 1780, les troupes qui combattirent contre le malheureux Tupac Umaru, qui fut fait prisonnier et écartelé vivant sur la grande place de Cusco, attaché à quatre poulains sauvages qu'on dirigeait chacun à un des quatre angles opposés de la place.

Tandis qu'il était Président à Cusco, en 1796, les malheureuses victimes de la cruauté et de la jalousie espagnoles, Ubalde et Ugarte, furent exécutées sur une déposition de témoins. Ce procès fut conduit par l'oidor Berriosabal, depuis comte de San Juan et marquis de Casa Palma, qui fut ensuite, en 1821, proscrit par San Martin. Comme simple particulier, le comte Ruis était bon, affable, et extrêmement charitable. Dans sa vie publique il était trop facilement influencé, surtout par les personnes soumises à son autorité, lorsqu'il les croyait

CHAPITRE II.

Seconde révolution à Quito. — Massacre des prisonniers. — Assemblée générale. — Les troupes espagnoles abandonnent Quito. — Révolution à Santa-Fé. — Arrivée de Don Carlos Montufar à Quito. — Arredonda envahit Quito. — Il arrive à Huaranda. — Sa fuite de cette ville. — Montufar marche sur Cuença. — Il se désiste du projet d'attaquer cette ville. — Retour à Quito. — Ma nomination à Esmeraldas. — Je suis pris et j'échappe. — Le général Montes entre dans Quito. — Mort de Montufar. — Prise de Quito par le général Sucre.

Après le départ de San Miguel pour Santa Fé, un grand nombre de soldats qui avaient fait partie de l'armée des insurgents, supposant que la persécution avait cessé, retournèrent dans la ville; mais ils furent arrêtés, et envoyés au Presidio. On s'assura également, sur de simples soupçons, de plusieurs individus arrivant de différents points du pays, et, quoiqu'ils fussent mis en liberté après leur in-

terrogatoire, l'alarme fut promptement répandue d'un lieu à un autre, de sorte que personne ne voulut porter des provisions au marché et qu'il en résulta dans la ville une excessive disette. Cette circonstance, au lieu de faire prendre des mesures conciliatrices, rendit furieux les soldats espagnols, qui commirent de nombreux désordres, dont la crainte empêcha qu'on ne se plaignît à leurs officiers; ceux qui s'y hasardaient s'entendaient prodiguer les épithètes d'insurgents, de rebelles, de traîtres. Ce fut ainsi que le mal s'accrut journellement jusqu'au 2 août 1810. Ce même jour, quelques-uns des soldats enfermés au Presidio, surprirent leurs gardes, s'emparèrent de leurs armes, revêtirent leurs uniformes, et coururent aux baraques à une heure après midi. Leur déguisement empêcha qu'on ne soupçonnât leur approche; ils réussirent à écarter de son poste la sentinelle placée à la porte, et à s'assurer de l'officier de garde. En ce moment on sonna une des cloches pour donner l'alarme. Les officiers qui venaient de se mettre à table dans le palais, coururent sur la plasa mayor, et aperçurent un mouvement considérables à la porte des baraques, à moins de cinquante verges du palais; ils ordonnèrent de faire feu sur les soldats qui étaient

dans les baraques, ceux-ci en firent autant. Ce désordre dura environ dix minutes; alors, tout étant tranquille, un officier alla s'informer de la cause de ce tumulte; ayant appris ce qui était arrivé, il retourna faire son rapport à son commandant Arrcdonda. Un autre officier fut aussitôt envoyé, pour connaître quelle était la situation des prisonniers, et il revint bientôt avec la nouvelle qu'ils étaient tous morts. Quelques-uns avaient été fusillés pendant l'action, par les sentinelles placées au-dessus d'eux, et un grand nombre avait été assassiné par un jeune Zambo, l'un des cuisiniers des soldats, qui était entré dans leurs cellules, et les avait dépêchés à coups de hâche. La terreur et la consternation se peignirent un moment sur les traits du Président et des officiers, lorsque tout-à-coup ils entendirent les soldats espagnols, se répandant en foule des baraques dans les rues, crier, vengeance! vengeance! notre capitaine est assassiné. A peine cette alarme fut-elle donnée, que les soldats furieux quittèrent leurs postes, coururent de côté et d'autre dans les rues, et tuèrent tous les individus qu'ils rencontrèrent, sans distinction d'âge ni de sexe. Les tambours battirent la charge dans les différentes parties de la ville; le meurtre et le pillage durèrent jusqu'à

trois heures, tous les officiers se tenant sur l'esplanade du palais sans faire aucun mouvement pour arrêter le massacre. A la fin, les soldats ayant employé toutes leurs cartouches, commencèrent à s'en retourner vers les baraques, quelques-uns si chargés de butin qu'ils avaient abandonné leurs armes.

Le nombre des prisonniers renfermés dans les cellules, qui furent victimes de l'insubordination des soldats et de l'ineptie de leurs chefs, montait à soixante-douze. Un ecclésiastique nommé Castelo, et un autre individu nommé Romero, furent les seuls qui échappèrent; ils sauvèrent leur vie en feignant d'être morts. Morales, Quiroga, Riofrio et Salinas périrent; mais plus tard le gouvernement de Venezuela ordonna qu'il y eût chaque année un jour consacré au deuil pour honorer leur mémoire. Il arrêta aussi qu'à l'avenir ils seraient désignés sous le nom de martyrs de Quito. Environ trois cents individus périrent dans les rues, en y comprenant sept soldats espagnols qui furent tués par quelques bouchers indiens qu'ils avaient insultés à plusieurs reprises. La fureur déployée en cette occasion par les troupes pacificatrices, fut telle qu'un de leurs détachements ayant rencontré un capitaine en uniforme, qui appartenait à la cava-

lerie de Guayaquil, un soldat saisit l'épée de son commandant et la lui passa au travers du corps, le laissant baigné dans son sang, à moins de cinquante verges de la porte de sa baraque.

Il n'est point d'expression qui puisse décrire l'anxiété que cette terrible affaire excita parmi les habitants qui, en ignorant l'origine, la considérèrent comme un massacre sans motifs de leurs concitoyens, et, par conséquent, comme pouvant, au premier moment, avoir encore lieu. Dans le nombre des soldats sortis du Presidio, il n'y en eut que *cinq qui* entrèrent dans les baraques. S'il s'en était introduit vingt, il n'est pas douteux qu'ils ne seraient parvenus à rendre la liberté aux prisonniers; mais ceux-ci furent assassinés tandis que les autres étaient aux mains avec les gardes.

Les rues furent entièrement désertes; des groupes du peuple étaient disséminés sur les hauteurs voisines, jetant des regards mornes sur la ville qui présentait l'aspect de la désolation la plus complète. Les rues et les places étaient jonchées de cadavres, et tout respirait l'horreur et le découragement. Pendant la nuit les corps des prisonniers furent transportés à l'église de San Augustin, et ceux qui avaient été assassinés dans les rues furent portés

aux églises les plus proches. Les deux jours suivants, 3 et 4 août, les habitants restèrent chez eux, et, à l'exception des soldats, aucun individu n'osa se montrer dans les rues. Le gouvernement commença alors à craindre la levée en masse de toutes les provinces; ayant appris la nouvelle de la révolution de Caracas, qui avait eu lieu le 19 avril 1810, et ignorant ce qui se passait dans la mère-patrie, excepté que Bonaparte s'était emparé de Madrid, il voulut tenter une réconciliation, sans pourtant avouer sa mauvaise foi, manifestée d'une manière qui avait eu des suites si funestes.

Le 5, il fut publié un ordre qui enjoignait aux chefs de toutes les corporations, aux officiers et aux principaux habitants de se rendre au palais pour y délibérer sur le choix des moyens les plus propres à ramener dans le pays la paix, la tranquillité et la confiance. Le Président prit le fauteuil, ayant à sa droite l'évêque, et le colonel Arredonda à sa gauche; le régent, les oidores, les fiscaux, le procureur-général et les autres officiers, et personnes de distinction, prirent place. Le Président se leva et exprima brièvement combien il était peiné de ce qui était arrivé, et son désir sincère de voir la paix et l'union renaître parmi le peuple. L'évêque répondit

en peu de mots, qu'il craignait que cela ne fût impossible jusqu'au moment où les personnes qui avaient conseillé à Son Excellence de manquer à sa parole fussent éloignées de cette partie du pays. Arrechaga se leva et fit observer que sa Seigneurie récriminait sur sa conduite; à quoi le prélat répondit que son âge et sa dignité rendaient impossible toute récrimination. Cette discussion engagea le prélat à demander qu'Arrechaga quittât la salle; ce qu'il fit avec répugnance; quelques jours plus tôt, cette sortie de l'évêque lui aurait valu la prison.

Le docteur Rodrigues, prêtre séculier, très-estimé de tous ceux qui le connaissaient pour sa sagesse et sa vertu, se leva, et, s'avançant au milieu de la salle, prononça un discours aussi éloquent qu'animé, qui dura plus d'une heure. Il traça le portrait des Quitenos en général, expliqua, avec une charité vraiment évangélique, les causes de la dernière révolution, et s'appesantit sur ses funestes résultats avec un tel accent de douleur et de regrets, qu'il fit abondamment couler les larmes des yeux de ses auditeurs; il finit par dire, comme le prélat, que les habitants de Quito ne pourraient cesser de craindre pour leurs vies et leurs fortunes, que lorsque les individus qui avaient si fortement dérogé à

leur glorieux titre de pacificateurs seraient éloignés du pays : « Je vous parle, dit-il, des officiers et des soldats qui ont fait périr plus de trois cents individus aussi paisibles qu'innocents; si on ne comprime pas leur soif du carnage, ils convertiront bientôt en un vaste désert une des plus fertiles contrées de la monarchie espagnole, et les voyageurs à venir s'écrieront, en vouant leur mémoire à l'exécration : ici fut Quito! »

A ces mots, Don Manuel Arredonda, tremblant pour sa sûreté personnelle, se leva, et dit qu'il était convaincu que le gouvernement de Quito pouvait compter sur la loyauté des Quitenos, et lui permettre de se retirer avec les troupes qu'il commandait. Cette proposition fut aussitôt adoptée et le procès verbal de l'assemblée ayant été clos, fut signé par le Président, l'Evêque, le commandant des troupes et plusieurs autres personnes. On commença aussitôt à faire les dispositions convenables pour l'évacuation de la ville, et les troupes commandées par le colonel Arredonda, commencèrent à se mettre en marche le lendemain matin, laissant les deux cents soldats de Santa Fé et le gouvernement à la merci d'une populace presque réduite au désespoir par leur conduite barbare.

Peu de jours après le départ d'Arredonda et de ses troupes, le docteur San Miguel revint de Santa Fé, rapportant la nouvelle d'une insurrection qui avait éclaté dans cette ville. Elle avait commencé le 23 juillet 1810, la veille de l'arrivée de San Miguel avec sa charge de papier. Lorsqu'il se présenta devant les nouvelles autorités de Santa Fé, il reçut l'ordre de se rendre sur la grande place avec ses volumineuses dépêches, pour les remettre entre les mains du bourreau, qui les fit brûler aussitôt. Ce fut ainsi que se termina ce procès, qui couvrit de honte et d'infamie ceux qui l'avaient suscité. Le retour de San Miguel ne fit qu'accroître la consternation du gouvernement et la profonde douleur des citoyens qui avaient si malheureusement perdu le 2 août leurs parents et leurs amis.

L'insurrection de Santa Fé s'effectua, comme celle de Quito, sans effusion de sang. On avait reçu dans cette ville la nouvelle de la commission donnée par la Junte centrale d'Espagne à Villaviencio, pour visiter son pays natal et pour faire, dans le mode de gouvernement, tous les changements qu'il jugerait nécessaires pour la conservation de ces contrées. Les amis de cet Américain voulant préparer d'avance une maison pour sa réception, un d'en-

tre eux demanda à emprunter un candélabre d'un Espagnol qui, voyant avec regret qu'une commission royale eut été donnée à un colon, insulta l'emprunteur; cette conduite excita entre eux une altercation ; la populace s'assembla à la porte ; l'Espagnol tenta d'éloigner le peuple en employant, pour y parvenir, les menaces et les insultes, qui produisirent enfin un cri de « *Cabildo Abierto!* une assemblée publique à la salle de la ville.» A peine ce cri eut-il été répété par la populace, qu'il s'étendit bientôt à toute la ville et devint le mot d'ordre. Le peuple courut à la plasa mayor, les portes de la salle de la ville furent ouvertes, et les principaux naturels se rangèrent autour de la table. En ce moment un individu s'avança et demanda au peuple pourquoi il s'était rassemblé de cette manière et à cette heure. Quelqu'un répondit : *queremos gobierno nuevo, fuera espagnoles!* Nous demandons un nouveau gouvernement, à bas les Espagnols! Narino fut alors envoyé pour réclamer la présence du vice-roi Amar, comme président de l'assemblée. Son Excellence s'y refusa. Un second message n'obtint pas un meilleur succès. Cette conduite exaspéra le peuple, et le cri de *fuera Espanoles! fuera chapetones!* retentit de nouveau de toutes parts. Un

troisième message fut enfin envoyé pour apprendre à Don Pedro Amar que ses fonctions et celles de tous les Espagnols européens employés dans le gouvernement, avaient cessé. Alors Amar consentit à aller présider l'assemblée; mais il lui fut répondu qu'on ne lui demandait que son bâton de commandement, qu'il remit après une légère altercation. Le nouveau gouvernement prit possession des baraques, du parc d'artillerie et des magasins. Le vice-roi et quelques-uns des ex-oidores furent envoyés à Carthagène pour y être embarqués pour l'Espagne. Un seul jour suffit pour opérer un changement complet dans le gouvernement, et le lendemain les habitants se retirèrent avec le plus grand ordre dans leurs demeures, après avoir vu brûler publiquement les papiers apportés par San Miguel.

Dans le mois de septembre de la même année, Don Carlos Montufar, fils du marquis de Selva Alegre, proscrit, qui s'était de nouveau montré publiquement dans Quito avec plusieurs autres, arriva, portant avec lui les pouvoirs de la Junte centrale d'Espagne, pour établir un nouveau gouvernement ou faire à celui déjà existant des changements tels qu'ils pussent assurer à Ferdinand l'obéissance

de ces contrées lors de la restauration. La joie que cette arrivée aurait causée peu de temps auparavant, fut extrêmement modérée par le souvenir du 2 août. Cependant, pour faire oublier ou expier la conduite du gouvernement à l'égard des malheureuses victimes qui avaient péri dans ce jour fatal, Montufar et ses amis se déterminèrent à rétablir la Junte, en convoquant dans la salle de l'université une assemblée qui fut présidée par le comte Ruis. La commission conférée à Montufar y fut lue, la formation de la Junte proposée et immédiatement acceptée. Le comte Ruis fut nommé président, et le marquis de Selva Alegre vice-président; les membres pour la ville furent choisis par les cinq paroisses, et ceux pour les contrées voisines, par les paroisses des capitales de ces provinces.

Don Carlos Montufar, animé du désir de maintenir la tranquillité générale, et surtout la bonne intelligence avec le Vice-Roi du Pérou, envoya immédiatement à Son Excellence, Don Jose de Abascal, sa commission originale; mais l'innovation était si grande, et le décroissement de l'autorité espagnole si alarmant pour le Vice-Roi, qu'il renvoya les papiers, en assurant qu'il ferait tous ses efforts pour maintenir son autorité, et celle de tous

les fidèles sujets de la couronne d'Espagne. Cette réponse imprudente et intempestive fut donnée au moment où on connaissait l'état des affaires à Santa-Fé et à Vénézuéla, la révolte de San Miguel, et de la vallée de los Dolores, dans le Mexique, qui eut lieu le 19 août, et celle de Buenos-Ayres, du 26 mai 1819, ainsi que les malheurs qui pesaient sur la mère-patrie : toutes ces circonstances réunies firent naître de nouvelles idées, et commencèrent à diriger les esprits vers cet état d'indépendance, si naturellement désiré, si difficile à obtenir. On en parla à demi-voix dans les conversations particulières, et seulement dans les cercles des hautes classes de la société.

Le colonel Arredonda reçut d'abord l'ordre de rester à Guayaquil avec ses troupes; mais, à l'arrivée des communications faites par les nouveaux gouvernements, il reçut l'ordre d'envahir le territoire appartenant à cette juridiction, et déclara la guerre aux autorités nouvellement établies, comme trahissant leurs devoirs envers la couronne d'Espagne. Au momont où Arredonda commençait à se mettre en marche, Montufar rassemblait la force armée de Quito; il s'occupa de discipliner les nouvelles troupes, et marcha avec elles sur Riobamba. Po-

payan et Pasto, sous l'influence de Samano, gouverneur de la première place, donnèrent leur adhésion à l'ancien gouvernement, et avouèrent leur intention d'envahir Quito du côté du nord, tandis qu'Arredonda ferait la même tentative du côté du sud. Quelques troupes placées par Montufar à Guaitara, détruisirent toutes craintes relativement à Samano, et Montufar attendit à Riobamba l'attaque d'Arredonda.

Une sentinelle placée à un poste avancé, à l'Ensillada, fut un matin alarmée par un bruit soudain causé par la glace sur le Chimboraso, qui, dans le premier moment où le soleil la frappe de ses rayons, craque quelquefois avec une grande détonation. Effrayé de ce qu'il entendait, le soldat abandonna son poste, et alla donner la nouvelle de l'approche de Montufar, avec un train nombreux d'artillerie. Arredonda fut alors plongé dans la plus grande consternation, et, sans attendre qu'il fût possible de vérifier la véritable cause de cette alarme, ou de remonter à l'origine de ce bruit, il monta à cheval, et prit la fuite. Les officiers et les soldats suivirent l'exemple de leur chef, et, laissant tout derrière eux, mirent leur salut dans la vitesse de leurs jambes. Montufar ayant immédiatement appris

ce qui s'était passé à Huaranda, dernier quartier-général d'Arredonda, s'y rendit, et prit possession des magasins abandonnés, consistant en huit cents mousquets, six pièces de campagne, une grande quantité de munitions, la caisse militaire, et toutes les propriétés publiques et particulières appartenantes aux troupes pacificatrices.

Cuença ayant déclaré son attachement à la cause royale, ainsi qu'on commençait à l'appeler, en opposition au parti des insurgents, Montufar, encouragé par son premier succès à Huaranda, marcha sur cette ville. L'évêque Quintian Aponte qui, le crucifix d'une main et une épée de l'autre, avait passé les naturels en revue, et les avait exhortés, avec une éloquence plus que pastorale, à s'armer contre les ennemis de la royauté, s'enfuit au premier instant où il reçut l'avis que les insurgés étaient à dix lieues de la ville, et abandonna son troupeau à la merci du même homme qu'il avait dépeint la veille comme un loup dévorant.

Dans cet état des affaires, lorsque tout semblait promettre aux insurgents un succès complet, il arriva d'Espagne une dépêche portant la nouvelle de la dissolution de la Junte centrale, de la formation d'une régence et des Cortès, et l'ordre à tous les

fidèles sujets de Sa Majesté, de ne plus reconnaître la Junte traître, et de prêter serment d'allégeance aux autorités nouvellement constituées. Un ordre de la régence prescrivait que tout restât dans les colonies dans le même état où il pourrait être alors, jusqu'à ce que les Cortès en eussent décidé. A la réception de cette nouvelle, qui lui fut communiquée par le Vice-Roi du Pérou, Carlos Montufar répondit : « qu'en qualité de loyal sujet, et dans l'espoir que la conduite de Son Excellence prouverait autant de loyauté et de déférence aux ordres qu'elle avait reçus, il allait aussitôt se retirer à Quito avec les troupes qu'il commandait. »

Un petit détachement continua à garder les hauteurs de Guaitara, et tout dans Quito fut tranquille, jusqu'au milieu de novembre, jour de l'arrivée du général Molina à Cuença où, d'après l'ordre du vice-roi Abascal, il insista préremptoirement sur la dissolution de la Junte, ce qui fut refusé. Le capitaine Villavicencio arriva de Guayaquil pour traiter avec le gouvernement sur les propositions faites par le général Molina, et tel était alors l'esprit de parti, et la crainte d'une nouvelle oppression de la part des troupes pacificatrices, qu'à l'arrivée de Villavicencio, une femme nommée Salinas, domes-

tique du capitaine du même nom qui avait été assassiné le 2 août, réunit un corps de femmes, qui s'armèrent de lances, et escortèrent Villavicencio jusqu'à la maison qui lui avait été préparée, où elles restèrent pour le garder jusqu'à ce qu'il quittât la ville. Rien de plus ridicule que l'aspect de ce héros, lorsqu'il avait à se rendre à l'assemblée de la Junte, marchant dans les rues avec une garde à l'amazone, de vingt-cinq femmes armées de lances, qui le conduisaient à la salle et le ramenaient ensuite chez lui.

Pendant que Montufar fut absent de la ville avec ses troupes, il y eut plusieurs émeutes populaires, surtout parmi les Indiens; elles furent particulièrement excitées par un naturel dont le fils avait été égorgé dans le massacre du 2 août. Sur ces entrefaites l'oidor Fuertes et le directeur général des postes tentèrent de s'échapper avec intention de descendre le long du Maranon; mais ils furent arrêtés par les Indiens, ramenés à Quito, et, avant que la classe respectable des habitants eût pu avoir le temps de les dégager du danger imminent dont ils étaient menacés, les Indiens élevèrent à la hâte sur la grande place un gibet, auquel ils les pendirent. Me trouvant alors dans la rue, je fus aussi arrêté par les

Indiens qui cherchèrent à m'entraîner de force vers le lieu de l'exécution; mais je fus dégagé de ce péril par un vieil ecclésiastique que je connaissais, et à qui je dus certainement, dans cette occasion, la conservation de mon existence.

L'adhésion de Popayan et de Pasto aux instructions des gouverneurs espagnols, empêcha toute communication avec Quito, Santa Fé, Vénézuéla et autres villes. La junte arrêta d'ouvrir une communication par la côte avec Cali et Buga, comme aussi avec les parties de l'intérieur qui avaient établi chez elles la même forme de gouvernement que celle existante à Quito. En considération des connaissances que j'avais acquises sur tous les pays de la côte, la Junte me conféra le titre de gouverneur d'Esmeraldas, et de commandant militaire de la côte, avec le rang de lieutenant-colonel d'artillerie. Je partis le 5 décembre de Quito, avec cinquante soldats; je pris possession de mon gouvernement, j'ouvris la communication, et je m'assurai du dépôt d'armes appartenant aux Espagnols à Tumaco.

Pendant ma résidence sur la côte d'Esmeraldas, on ne s'occupa dans la Capitale que des préparatifs de défense. Le général Molina mourut à Cuença et l'évêque de Cuença termina ses jours à Guaya-

quil. Aymerich, gouverneur de Popayan, demanda un brig de guerre, qui fut envoyé par le gouverneur de Guayaquil; avec son secours Esmeraldas fut envahi, et je fus fait prisonnier en mai 1811; mais, sur la permission du capitaine Ramires, je m'échappai du brig. Don Toribio Montes fut nommé par la régence Président de Quito, prit aussitôt le commandement des troupes stationnées à Guayaquil et à Cuença, et commença à marcher sur Quito. Le président comte Ruis se retira à un petit couvent dans les faubourgs; mais il survint dans la ville une émeute populaire d'Indiens, dont quelques-uns se rendirent au couvent, en arrachèrent le vénérable vieillard, qu'ils traînèrent dans les rues, et l'assassinèrent. Il y eut quelques escarmouches entre Montes et les Quitenos; mais il entra dans la ville, et fit mettre à mort plusieurs individus des plus marquants, qui avaient pris part aux derniers troubles. De ce nombre fut Don Carlos Montufar qui, ayant été condamné comme traître, fut fusillé par derrière, et son cœur arraché et brûlé. Quelques-uns des Indiens qui avaient été les premiers moteurs de la mort du comte Ruis, furent pendus, et leur têtes placées dans des cages de fer suspendues dans les différents quartiers de la ville, jusqu'au mo-

ment où elles en furent enlevées par les ordres du général Sucre.

Depuis 1811 Quito continua à être gouverné par les autorités espagnoles, jusqu'en mai 1822, époque à laquelle le général Sucre s'en rendit maître par la force des armes et depuis cette ville fit partie de la république de la Colombie.

CHAPITRE III.

Etat de Lima en 1811. — Proclamation de la Constitution. — Quelques-uns de ses effets. — Désir des habitants de Lima. — Manifeste de Vénézuéla. — Etat de Lima. — Expédition au Chili sous les ordres du colonel Gainsa. — Son congé. — Arrivée d'Espagne du régiment de Talavera. — Envois d'une partie à Huamanga. — Révolution de Cusco et d'Arequipa. — Mort de Pumacagua et du patriote Melgar. — Arrivée de drapeaux pris par Osorio au Chili. — Le vice-roi Abascal remplacé par Pesuela. — Caractère du premier. — Commencement de l'administration de Pesuela. — Arrivée de La Serna. Etat de Lima jusqu'en 1817. — Bataille de Chacabuco dans le Chili. — Nouvelle expédition au Chili sous les ordres d'Osorio. — Nouvelles de la bataille de Maypú. — Perte de la frégate espagnole la Maria Isabel et d'une partie du convoi. — Lord Cochrane arrive à Callao.

A mon arrivée à Lima, je trouvai le même esprit de principes révolutionnaires disséminé parmi les Créoles de tous les rangs, à l'exception d'un petit nombre qui possédaient des emplois lucratifs sous le

gouvernement. Le vice-roi Abascal entreprit de calmer l'esprit de rébellion, par les mesures les plus douces possibles, en évitant tout ce qui aurait pu ressembler à des actes de persécution; il créa un régiment auquel il donna le nom de la *concordia*, composé des habitants les plus respectables de la ville, s'en constitua le colonel, et nomma les officiers parmi les individus les plus marquants, Espagnols ou Créoles indifféremment : cette mesure calma pendant quelque temps l'esprit d'insurrection.

La victoire de Guayaquil, remportée par le général Goyoneche sur l'armée de Buenos Ayres fût célébrée par des fêtes et des réjouissances; mais les portes du Chili étant fermées, la disette de blé ne tarda pas à se faire sentir.

En 1812, le gouvernement constitutionnel fut proclamé, et des copies de la Constitution espagnole furent, à dater de ce moment, le seul livre consulté et étudié par toutes les classes. La formation d'une corporation constitutionnelle et l'élection des alcades causèrent quelques troubles dans la ville; mais ces mesures devinrent alarmantes pour les Espagnols, lorsqu'on s'occupa de l'élection des députés pour les Cortès. Les Espagnols, accoutumés

à considérer les Créoles comme leurs inférieurs, et presque comme des intrus dans leur propre patrie, étaient alors exposés au même mépris, à leur résistance, et quelquefois à leurs reproches. L'élection se fit dans le patio ou cloître principal du couvent de la Merci; plusieurs écoliers de San Carlos se placèrent dans le lieu de l'assemblée; et, selon la *Ley de Partido*, aucun naturel d'Espagne ne pouvait résider dans les colonies sans une licence spéciale de la Casa de Contratacion de Séville, ou sans être employés par le gouvernement; et, par le titre 2, chap. IV, art. XXIV de la Constitution, il avait été décidé que ces derniers ne seraient point admis à voter, ce qui les rendit furieux. Un Espagnol se présenta avec son passe-port, et s'avança, d'une manière insultante, vers la tribune pour donner son vote; mais un des écoliers, en examinant ce papier, vit que le votant était originaire des îles Canaries, et, par l'art. 22, tit. 2, ch. IV, de la Constitution, tous les Africains, ou tous les descendants d'Africains, n'ayant point de vote, à moins qu'ils n'eussent obtenu des Cortès des lettres de naturalisation, il fut obligé de se retirer au milieu des cris de joie des Créoles.

Rien ne pouvait être plus favorable aux colonies

que la publication d'une forme constitutionnelle de gouvernement, et la liberté de la presse telle qu'elle avait été sanctionnée par les Cortès. Les restrictions étaient telles, qu'elles auraient excité une violente rumeur en Angleterre; mais, pour un esclave, une heure de répit et de repos est une heure de liberté parfaite; et, pour des hommes dont les plumes avaient été enchaînées par des considérations politiques, la cessation de ces obstacles équivalait à une immunité absolue. Ceux encore fidèle à la mère-patrie avaient les moyens de lire les papiers périodiques, chose inconnue dans ce temps, à l'exception de la gazette du gouvernement; et, quoique les nouvelles qui n'étaient pas favorables au système espagnol, ne fussent point imprimées, on recevait d'autres journaux qui instruisaient le public de tous les événements qui se succédaient avec tant de rapidité. C'est ainsi qu'on apprit l'établissement des gouvernements républicains dans le Mexique, la Colombie, à Buenos-Ayres et au Chili; circonstances qui auraient été déguisées ou dénaturées par les anciennes autorités, desquelles les habitants de ces contrées auraient reçu le nom de bandits, ou d'Indiens mécontents, de traîtres et de voleurs de grands chemins.

Les habitants de Lima désiraient peut-être aussi ardemment que ceux de toutes les autres parties de l'Amérique du sud, un changement dans la forme de leur gouvernement; mais cependant, faute de l'avoir établi, ils ont été considérés, par un grand nombre de personnes, comme coupables d'indolence et de pusillanimité, et ont passés pour tels sans cependant l'avoir mérité. Lorsqu'une ville est sous l'influence d'une force militaire, les habitants, comme les soldats, doivent se soumettre à la volonté des commandants : tel était l'état de Lima; à la vérité plusieurs des soldats étaient Limenos; mais plusieurs aussi étaient originaires des différentes parties du Pérou : presque tous les officiers étaient Espagnols, et ceux qui ne l'étaient pas se voyaient exposés aux regards soupçonneux de supérieurs hautains et jaloux.

D'abord les nombreuses provinces qui s'étaient révoltées et avaient établi de nouveaux gouvernements, déclarèrent, de la manière la plus solennelle, que leur intention n'était pas de se séparer de la couronne d'Espagne, mais de se gouverner par elles-mêmes, de manière à conserver à cette couronne la possession de ses propriétés en Amérique. Néanmoins la régence espagnole, investie de l'au-

torité de gouverner la péninsule, insista sur la prérogative de gouverner aussi les colonies américaines, oubliant que la fameuse concession faite par le pape Alexandre VI, avait annexé l'Amérique aux couronnes de Castille et d'Arragon, et non à la nation ou à tout corps représentatif appartenant à cette nation. Tout individu pris pendant les premières années de commotion et d'effervescence, fut traité comme traître. A Quito, les mots autorités constituées, imprimés dans le serment qui fut prêté, furent considérés comme preuve de haute trahison, et il n'est pas douteux qu'Arrechaga n'eût sollicité la sentence de la peine capitale contre tous ceux qui l'avaient prêté, si, dans le nombre, il ne s'était pas trouvé plusieurs de ses amis.

Les déclarations d'indépendance et les manifestes contenant les motifs pour se séparer entièrement de la mère-patrie, commencèrent alors à circuler parmi les naturels du Pérou, et, quoique quelques-uns continssent des exagérations et que le gouvernement de Lima en possédât plusieurs copies, telle était cependant l'apathie ou la timidité des chefs, qu'ils ne firent jamais aucune tentative pour les réfuter.

Nous nous contenterons de citer quelques passages

du manifeste de Vénézuéla, le plus remarquable de tous ceux qui parurent, rédigé et publié par le congrès général des Etats-Unis, le 30 juillet 1811.

« L'Amérique espagnole, condamnée depuis plus de trois siècles à n'exister que pour accroître la prépondérance politique de l'Espagne, sans participer à sa grandeur, eût été en proie au désordre, à l'anarchie, à la corruption qui ont désorganisé la nation qui l'avait primitivement subjuguée, si l'instinct de conservation que la nature a mis dans tous les cœurs, n'eût appris aux Américains que le moment d'agir était enfin arrivé, et qu'il était temps pour eux de recueillir le fruit de trois siècles de patience.

» Si la découverte du nouveau monde fut pour la race humaine une circonstance du plus haut intérêt, sa dégradation, par l'oppression et la servitude, ne paraîtra pas moins importante, surtout à ceux qui, doués d'un noble caractère, sauront apprécier une semblable position. L'Amérique s'élevant de la poussière, brisant ses chaînes, sans passer par les gradations politiques des autres pays, triomphera à son tour sans inonder le monde de sang. Elle ne fera peser sur lui ni la servitude ni l'abrutissement; elle ouvrira ses bras hospitaliers aux Européens qui, victimes de l'oppression ou de la politique, désire-

ront se soustraire aux maux de la guerre, ou échapper aux persécutions et aux fureurs de parti. On pourra voir alors les habitants d'un hémisphère traverser l'Océan, pour aller chercher la paix et la tranquillité dans l'autre : nous les verrons arriver comme amis et non comme tyrans, comme des hommes disposés à obéir, et non à commander comme d'impérieux despotes; non pour détruire et pour anéantir, mais pour conserver.

» Ce n'est point ici un rêve flatteur, mais un hommage rendu par la raison à la Providence divine, dont l'ineffable sagesse a voulu qu'une partie du genre humain ne gémît pas constamment sous la tyrannie de l'autre.

» L'Amérique du sud se trouvait asservie à l'Espagne, son impérieuse souveraine, lorsque oppressée sous le poids de tous les maux, et minée par la réunion de tous les principes subversifs de la société, elle lui a demandé de la dégager de ses chaînes pour lui donner ainsi les moyens de voler à son secours. Heureusement pour l'Amérique que les préjugés triomphèrent : un orgueil mal entendu prit la place de la prudence; l'ambition, écartant toute idée libérale, substitua la déception et la perfidie à la générosité et à l'intégrité. Nous apprîmes à l'Espagne

elle-même à résister à ses ennemis sous les bannières d'un roi présomptueux, incapable de régner, et n'ayant d'autres titres à l'intérêt de la nation espagnole que la généreuse compassion du peuple et ses propres infortunes.

» Ce fut Vénézuéla qui, la première dans le nouveau monde, offrit à l'Espagne ce généreux secours qu'elle considérait comme un hommage indispensable. Vénézuéla fut la première qui connut les troubles qui menacèrent l'Espagne de son entière destruction; elle fut aussi la première à pourvoir à sa propre sûreté, sans cependant briser les anneaux de la chaîne qui l'attachait à la mère-patrie, et la première à ressentir les effets de son ambitieuse ingratitude.

» Il est inutile de prouver l'injustice de notre dépendance, et de l'état de dégradation auquel nous étions réduits, lorsque chaque nation a regardé comme un outrage envers l'équité politique, que l'Espagne dépeuplée, corrompue et plongée dans un état absolu de paresse et d'indolence, par suite des mesures absurdes d'un gouvernement despotique, eût usurpé exclusivement sur l'industrie et l'activité du reste du continent, les précieuses et incalculables ressources d'un hémisphère arbitrairement

constitué comme fief sujet au monopole d'une petite portion de l'autre.

» L'intérêt de l'Europe ne peut s'opposer à la liberté de l'Amérique, dont elle peut retirer d'ailleurs de si grands avantages; et cependant on voit une simple péninsule opposer les intérêts de son gouvernement et ceux de sa nation, pour soulever l'ancien hémisphère contre le nouveau, à cause de l'impossibilité où elle est de l'opprimer plus longtemps par ses propres moyens.

» L'indépendance d'un peuple chrétien ne peut pas être un crime contre la loi de grâce; le Saint Siége n'a jamais excommunié aucune nation pour s'être insurgée contre la tyrannie des rois ou des gouvernements qui ont violé le pacte social. Les Suisses, les Hollandais, les Français et les Américains du nord, ont, à des époques différentes, proclamé leur indépendance, renversé leurs constitutions, et varié les formes de gouvernement, sans avoir encouru aucune autre censure spirituelle, que celle que l'église pouvait avoir fulminée pour infraction à la croyance ou à la discipline ecclésiastique; mais sans qu'elle eût aucun rapport avec les mesures politiques, ou les transactions civiles des peuples. Les Suisses étaient liés par un

serment à l'Allemagne, les Hollandais l'étaient aussi à l'Espagne, les Français à Louis XVI, et les Américains du nord à Georges III; on ne vit cependant pas les Papes lancer contre eux des excommunications, ni contre les princes qui favorisaient leur indépendance. Le grand père de Ferdinand VII, un des rois les plus pieux et les plus catholiques qui aient jamais occupé le trône d'Espagne, protégea, de concert avec son neveu Louis XVI, l'indépendance de l'Amérique du nord, sans craindre les censures ecclésiastiques, ni la colère du ciel.

» Telles ont été les circonstances impérieuses qui nous ont enfin ouvert les yeux, et qui ont fait sentir aux habitants de Vénézuéla, combien il leur importait de rompre des liens qui leur avaient été si funestes, et de prendre parmi les nations un rang honorable, que nous mettrons tous nos soins à conserver. »

Le manifeste de Vénézuéla, qui indiquait les principaux griefs des Américains dans cette partie spéciale du pays, pouvait également s'appliquer aux colons en général; mais plusieurs provinces étaient plus opprimées que les autres, et plus maltraitées sous certains rapports, surtout celles situées sur le côté ouest du continent; et les Créoles ne

furent ni les premiers à se plaindre, ni ceux dont les clameurs furent les plus bruyantes. Les négociants Espagnols furent très-sensibles à la diminution de leur monopole; car il ne venait plus de vaisseaux de Cadix, tandis qu'il en arrivait sous le pavillon de Hambourg, avec des chargements et des capitaines anglais, sous la protection de passe-ports signés par le gouvernement constitutionnel d'Espagne; les grands planteurs sentirent aussi le besoin de nouvelles importations d'esclaves, et quoique les Créoles souffrissent comme les Espagnols, accoutumés néanmoins à comprimer leurs sentiments, ils demeurèrent silencieux, tandis que les derniers faisaient journellement entendre leurs plaintes. Les planteurs de sucre commencèrent, sous la sanction des nouvelles lois de la Constitution des Cortès, à fabriquer du rhum, au détriment des propriétaires de vignobles de Pisco et de Canete, dont plusieurs étaient Espagnols. Il se tint des assemblées secrètes dans toutes les parties de la ville; celles des Espagnols étaient permises par le gouvernement, comme naturelles et innocentes, tandis que celles des naturels étaient appelées séditieuses et coupables. On saisissait toutes les occasions de tromper le peuple par des récits menson-

gers de victoires remportées sur les insurgents dans le haut Pérou, et le gouvernement faisait usage de l'espionnage le plus odieux, pour empêcher la connaissance du véritable état des affaires de l'Amérique, quoiqu'il ne pût espérer de secours que des naturels. Tout semblait se réunir pour présager au gouvernement de Lima un sort pareil à celui des autres capitales de l'Amérique du sud; Mexico et Lima étaient les deux seules capitales qui conservaient leurs anciennes autorités; les deux autres vice-royautés, Buenos-Ayres et Santa Fe, et les présidences générales du Chili, de Chuquisaca, de Quito et de Caracas, avec une grande partie des gouvernements de l'Amérique du sud, étaient sous la protection de leurs propres autorités constituées, et déclarées par les vice-rois espagnols en guerre ouverte contre la mère-patrie.

En 1812, le colonel Gainsa fut chargé d'une expédition contre les révoltés du Chili, et, ayant débarqué à Talcahuano, il marcha sur la Capitale. Les Espagnols de Lima ne cessaient de vanter ses succès, et en prenaient occasion d'insulter les Créoles en leur faisant sentir leur infériorité, oubliant en cette circonstance que l'armée de Gainsa était presque entièrement composée de naturels. Ce-

pendant, en 1813, on apprit que la carrière militaire de Gainsa touchait à sa fin, et qu'il avait conclu avec les insurgents un arrangement portant en substance, que les choses resteraient dans l'état où elles étaient alors, jusqu'à la décision des Cortès d'Espagne, pour qu'il fût permis aux Chiléens d'envoyer leurs députés. Ce traité fut garanti par le capitaine Hillyer et envoyé à Lima, pour y être ratifié par le Vice-Roi, qui, attendant des troupes d'Espagne, crut devoir, par ce motif, différer de donner sa signature. En avril 1813, le régiment de Talavera arriva; alors Abascal, suivant l'exemple du comte Ruis, déclara que Gainsa n'avait pas eu le pouvoir de capituler, et prépara une autre expédition contre le Chili.

L'arrivée des troupes rendit les Espagnols résidant en Amérique, impérieux et plus insolents que jamais; mais ils ne tardèrent pas à se repentir d'avoir sollicité de l'Espagne l'intervention d'une force armée; parce qu'il survint un ordre de faire payer par les négociants de Lima toutes les dépenses faites pour l'équipement de l'expédition de Cadix. Les officiers et les soldats étaient de très-mauvais sujets, les premiers ayant été expulsés de différents corps dans la mère-patrie, pour les crimes qu'ils y

avaient commis, et les derniers ayant été pris dans les prisons ordinaires, les lieux d'exil, et les galères. L'insolence de ces protecteurs n'épargna aucune classe du peuple; on leur avait dit en Espagne que le pillage des insurgents les enrichirait dans le dix-neuvième siècle, autant que celui des Indiens avait enrichi leurs ancêtres dans le seizième : ce fut ainsi que se commirent un grand nombre de vols, et même d'assassinats, à l'ombre de riches promesses qui leur avaient été faites, et le gouvernement Américain commença à craindre que même les soldats envoyés pour les protéger ne finissent par causer une révolution dans Lima, ou peut-être par la diriger eux-mêmes; il se présenta cependant une occasion de disposer d'une partie des neuf cents soldats qui étaient arrivés. Le cacique Pucatoro, en pleine révolte à Huamanga, déposa les autorités espagnoles, et se déclara en faveur de l'armée de Buenos Ayres. Ce coup hardi, porté si près de Lima, exigeait un prompt remède : deux cents soldats de Talavera furent envoyés pour dompter le rebelle Indien qui les attira dans un ravin étroit, et plaça ses compatriotes divisés en deux troupes sur les montagnes situées de chaque côté, et sur lesquels de grands monceaux de pierres avaient été si habilement dis-

posés, qu'en déplaçant une d'elles qui avait été mise pour servir de clef à la masse entière, le tout roula du haut des montagnes, avec tant de succès qu'aucun Espagnol n'échappa. Les Indiens victorieux continuèrent à rouler et à jeter du haut en bas des quartiers de rochers, jusqu'à ce qu'ils eussent complètement enseveli leurs ennemis sous ces ruines. Le cacique vraiment patriote fut ensuite fait prisonnier par un détachement de troupes envoyées de Cusco, pendu et écartelé à Huamanga.

Cette honteuse expédition ne fit que rendre les soldats Espagnols plus insolents, et il devint très-difficile de prévenir une révolte ouverte.

Dans les premiers jours de juillet 1813, les transports pour une nouvelle expédition au Chili étant prêts, le 13, le colonel Maroto s'embarqua pour Talcahuano, avec les troupes de Talavera. Lima retrouva sa tranquillité qu'elle considéra comme son salut; et le départ de ses forces protectrices fut célébré, comme celui d'un ennemi insolent et oppresseur. Mais le calme ne fut pas de longue durée. Les nouvelles du nord, annonçant la conquête de Quito par le général Montes, furent accompagnées de celles de la révolution de Cusco dans le sud, et de la prise de possession d'Arequipa par le cacique Puma-

cagua, qui menaçait d'avoir les conséquences les plus funestes pour la sûreté de Lima; cependant le général Ramires fut envoyé du haut Pérou, avec une division de l'armée alors sous les ordres du général Pesuela, et reprit Cusco et Arequipa, où il fit périr le vieux cacique avec plus de cent de ses compagnons d'armes, parmi lesquels se trouvait mon ami intime, Jose Maria Melgar.

Il s'était retiré dans sa ville natale où il était sur le point d'épouser une femme qu'il aimait. Pumacagua arriva devant Arequipa dont il se rendit maître. Melgar était patriote, il offrit ses services au cacique général, qui furent acceptés, et il fut nommé juge avocat de l'armée. A la reprise de la ville par Ramires, Melgar fut arrêté, jugé, et condamné à être fusillé. Ses parents, ses amis, ses alliés, sollicitèrent son pardon, qui fut promis, sous condition qu'il retracterait publiquement ses erreurs; il s'y refusa, et fut fusillé.

L'arrivée de nouvelles troupes d'Espagne en 1814, la défaite des Chiléens et l'occupation de Santiago par le général Osorio, la victoire de Vilcapugio remportée dans le haut Pérou par Pesuela, tout semblait conspirer alors contre l'indépendance américaine, et l'insolence et la hauteur des Espagnols s'en accrurent en proportion. Les drapeaux pris par

Osorio dans le Chili furent envoyés à Lima et portés en procession solennelle dans l'église de Santo Domingo, où ils furent présentés à l'autel du rosaire sur lequel on les déposa. Le nouveau président et capitaine-général du Chili, Don Casimiro Marco, arriva et prit possession de sa place. Les finances commencèrent à être insuffisantes pour le paiement des troupes; alors celles qui venaient d'Espagne sortirent de leurs baraques dans la Recoleta, et s'emparèrent de la citadelle de Santa Catalina où ils déclarèrent que si le gouvernement ne leur payait pas leur solde arriérée, ils se paieraient par leurs propres mains; en assurant en même temps les naturels qu'ils ne commettraient point d'hostilités contre eux. L'alarme fut si grande, que le vice-roi Abascal envoya un message aux soldats pour leur annoncer qu'il serait fait droit à leur demande; mais il reçut pour réponse qu'ils ne changeraient rien à leur détermination, jusqu'à ce que le paiement de ce qui leur était dû eût été effectué. Le Vice-Roi se rendit alors auprès d'eux en personne et les harangua; mais il n'obtint d'autre résultat que la confirmation de la première réponse, et ils ne se désistèrent de leurs prétentions que lorsque les arrérages eurent été payés.

En 1815, le vice-roi Abascal fut remplacé par le

général Don Joaquin de la Pesuela, et il se retira aussitôt en Espagne. A l'arrivée du nouveau Vice-Roi, la ville eut le spectacle de *l'entrada publica*, entrée publique, des bals, des fêtes et des combats de taureaux, que son prédécesseur Abascal avait supprimé pour sa réception, afin d'éviter de surcharger la ville de dépenses aussi inutiles.

On doit dire à la louange du vice-roi Abascal, que sa prudence conserva la ville à la couronne d'Espagne, et, quoique jamais vice-roi du Pérou n'eût eu plus de devoirs accidentels à remplir ou d'affaires plus délicates à conduire, cependant Lima lui doit la fondation du collége de San Fernando, institué pour la médecine et la chirurgie, le panthéon ou cimetière général, et la prohibition absolue d'enterrer dans les murs de la ville; la reconstruction du collége del Principe pour l'étude du latin; la restauration complète des murs de la ville, aussi bien que plusieurs excellents établissements de police. Malgré l'esprit public qui régnait alors à Lima, il fut accompagné jusqu'à Callao par tous les habitants recommandables de la ville, pour lesquels son départ fut un jour de deuil. Tels sont, en général, les sentiments du peuple, même envers un ennemi, lorsque la

modération a présidé à ses conseils et la justice à ses actions.

Pesuela, le héros de Huiluma et de Vilcapugio, en prenant connaissance de l'état de la trésorerie, découvrit, ce qui n'était que trop bien connu de son prédécesseur, l'état déplorable des caisses publiques; plusieurs plans furent proposés pour les remplir; on commença par solliciter des dons et on finit par exiger des contributions; mais ces secours, volontaires ou forcés, ne pouvaient suffire aux besoins du gouvernement et de l'armée qui, pendant les premières années de la guerre, imposa de fortes contributions sur ses amis comme sur ses ennemis; on tira d'ailleurs quelques secours des différents trésors du royaume, d'Arequipa, de Charcas et d'autres villes du haut Pérou; mais, malgré ces palliatifs, les ressources commencèrent à s'épuiser, et les besoins continuèrent à s'accroître. L'équipement des expéditions destinées pour Quito, le haut Pérou et le Chili, la demande de l'arriéré de solde formée par les troupes qui arrivaient d'Espagne, et les remises nécessaires pour l'entretien des armées royales, épuisèrent tellement les fonds nationaux, que la trésorerie craignit d'être réduite à faire banqueroute. La paie de tous les

fonctionnaires civils fut réduite d'un tiers, et il parut enfin un décret vice-royal qui augmentait les dîmes de dix à quinze pour cent. Cet impôt causa une grande consternation dans le pays, et sa perception éprouva une forte opposition; les habitants de plusieurs provinces refusèrent de payer, et les gouverneurs ne purent les y contraindre, par le défaut d'une force armée pour les protéger contre la fureur du peuple.

Pesuela continua d'abord le général Ramires dans le commandement de l'armée du haut Pérou; mais il fut bientôt remplacé par le général Don Jose de La Serna, qui débarqua à Arica et se rendit directement au quartier-général. Ce Général était envoyé par le Roi pour commander l'armée, avec l'autorisation d'agir indépendamment du Vice-Roi, à une époque où le plus léger changement dans l'ordre des choses déjà établies, pouvait être très-nuisible à la cause des Espagnols, et c'est à cela qu'on peut attribuer l'inactivité de l'armée commandée par La Serna.

La tranquillité qui exista à Lima jusqu'au commencement de 1817, fit croire aux Espagnols que tout allait bien. Le Chili était tranquille; l'ennemi ne faisait point de progrès dans le haut Pérou;

Quito était sous la domination espagnole; Morillo était victorieux à Venezuela et à Santa Fé; le chef insurgent mexicain Morelos avait cessé d'exister; Ferdinand était remonté sur son trône, la Constitution abolie, l'Inquisition rétablie, et le despotisme monarchique avait repris tout son empire; de nouvelles troupes auxiliaires étaient au moment de partir d'Espagne, pour venir porter le dernier coup aux patriotes d'Amérique, et l'Américain le plus zélé pour la cause de son pays commençait à en désespérer. Mais un changement inattendu des Espagnols, et que les Américains n'osaient espérer, s'opéra au Chili le 12 février 1817, et la nouvelle en fut connue à Lima le 9 mars, ce n'était rien moins que l'entière défaite de l'armée espagnole à Chacabuco, par le général O'Higgins. Cette victoire a été attribuée à tort au général San Martin qui n'était même pas présent à l'action. Voici le détail des événements qui amenèrent cette défaite.

Le 4 février, Don Miguel Atero, chef de l'état-major, informa le gouvernement de Santiago que l'ennemi avait surpris les gardes des Andes, placés à environ douze lieues de Santa Rosa (vingt-cinq lieues de la capitale) et que, de 75 hommes, 30 seulement s'étaient échappés, portant avec eux la

nouvelle que l'ennemi s'avançait rapidement. Dans le même temps, le major Vila instruisit le gouvernement que ses avant-postes, au Paso de los Patos, avaient reconnu l'ennemi et demandaient un renfort. Atero envoya aussitôt une compagnie de Talavera infanterie, et se retira ensuite à Chacabuco avec la division de l'armée stationnée à Santa Rosa, laissant derrière lui deux pièces d'artillerie, des munitions et des bagages; les forces stationnées à Santa Rosa s'élevaient à environ 400 hommes.

Le cinq février, le capitaine-général Marco ordonna au colonel Quintanilla de joindre l'armée à Chacabuco, avec le bataillon des carabiniers; ils arrivèrent le 6. Aussitôt Quintanilla s'avança jusqu'au couvent de Curimon pour reconnaître l'ennemi à Villa Vieja, et ayant dit à Atero que leur nombre n'excédait pas 600, on ordonna aussitôt une attaque qui eut lieu le matin du 7.

La cavalerie royale attaqua celle des ennemis sur un point appelé de las Comas; usant alors d'une ruse de guerre, cette dernière se retira vers les Cordillières et fit alte à Putendo, où elle se renforça d'une embuscade de cent chevaux. L'infanterie ne s'était pas avancée avec la cavalerie qui, aussitôt qu'elle se vit presque enveloppée par les insurgés, prit la fuite dans le plus

grand désordre pour venir s'appuyer sur son infanterie; en arrivant, elle fut très-surprise de voir qu'elle se retirait aussi en déroute complète, sans avoir pris part à l'action, et d'apprendre que le commandant en chef Atero avait également pris la fuite. Le colonel Quintanilla prit alors le commandement et rassembla les soldats dispersés; il plaça l'infanterie au centre, qu'il flanqua de cavalerie, et effectua ainsi sa retraite, quoique son arrière-garde fût continuellement harcelée par l'ennemi. Arrivé enfin à Villa Vieja, les officiers tinrent conseil de guerre, dans lequel il fut arrêté qu'on continuerait à marcher vers Curimon. A leur arrivée ils apprirent que l'ennemi était au moment de renouveler l'attaque; aussitôt qu'il en fut instruit, le colonel Marqueli, à qui Atero avait donné le commandement, continua sa marche vers Chacabaco. L'armée victorieuse établit ses quartiers dans Villa Vieja. Les Espagnols perdirent environ trente carabiniers. Il n'est point douteux qu'on ne doive attribuer toute cette perte à Atero qui, remarquant un détachement de la cavalerie ennemie sur une éminence à sa droite, s'écria: Nous sommes coupés! et, montant immédiatement à cheval, prit la fuite au grand galop. A dix heures du soir ces nouvelles parvinrent

à Santiago, et la plus grande consternation commença à se manifester.

Le 8 février au matin, les deux juges Pereyra et Caspi, ainsi que le général de brigade Olaguer Feliu, s'enfuirent à Valparaiso.

Le 9, le colonel Baranao arriva à Santiago avec le colonel Eloriga et trois cent soixante hussards.

Le 10, le lieutenant-colonel Morgado arriva avec quatre cent cinquante dragons, et, à dix heures du soir, le brigadier-général Maroto fut nommé par Marco, pour prendre le commandement en chef de ces forces, s'élevant à mille hommes de cavalerie et à onze cents d'infanterie.

Le 12, à six heures après-midi, on vit arriver à Santiago un officier, qui donna, de la part du général Maroto, une communication verbale annonçant qu'il avait été complètement battu, ce qui fut confirmé, le 13, par l'arrivée de Maroto et de Quintanilla. Marco était parti de la ville avec environ quinze cents hommes, décidé à renouveler l'attaque ; mais, après un entretien particulier avec Maroto, il retourna à la ville, et convoqua un conseil de guerre. Après une longue conférence, on ne prit aucun parti, et le sous-inspecteur-général Bernedo, le juge-avocat Lescano, et le commandant d'artillerie Cacho

grand désordre pour venir s'appuyer sur son infanterie; en arrivant, elle fut très-surprise de voir qu'elle se retirait aussi en déroute complète, sans avoir pris part à l'action, et d'apprendre que le commandant en chef Atero avait également pris la fuite. Le colonel Quintanilla prit alors le commandement et rassembla les soldats dispersés; il plaça l'infanterie au centre, qu'il flanqua de cavalerie, et effectua ainsi sa retraite, quoique son arrière-garde fût continuellement harcelée par l'ennemi. Arrivé enfin à Villa Vieja, les officiers tinrent conseil de guerre, dans lequel il fut arrêté qu'on continuerait à marcher vers Curimon. A leur arrivée ils apprirent que l'ennemi était au moment de renouv[illegible]
l'attaque; aussitôt qu'il en fut instruit, le co[illegible]
Marqueli, à qui Atero avait donné le com[illegible]
ment, continua sa marche vers Chacabac[illegible]
victorieuse établit ses quartiers dan[illegible]
Les Espagnols perdirent environ [illegible]
Il n'est point douteux qu'[illegible]
toute cette perte à Atero [illegible]
tachement de la caval[illegible]
à sa droite, s'écria: [illegible]
tant immédiatement à [illegible]
galop. A dix heures [illegible]

à Santiago, et la plus grande consternation commença à se manifester.

Le 8 février au matin, les deux juges Pereyra et Caspi, ainsi que le général de brigade Olaguer Feliu, s'enfuirent à Valparaiso.

Le 9, le colonel Baranao arriva à Santiago avec le colonel Eloriga et trois cent soixante hussards.

Le 10, le lieutenant-colonel Morgado arriva avec quatre cent cinquante dragons, et, à dix heures du soir, le brigadier-général Maroto fut nommé par Marco, pour prendre le commandement en chef de ces forces, s'élevant à mille hommes de cavalerie [illegible] onze cents d'infanterie.

[illegible] 12, à [illegible] ures après-midi, on vit arriver à [illegible] go un [illegible] qui donna, de la part du général [illegible] o, une [illegible] cation verbale annonçant qu'il [illegible] té co [illegible] battu, ce qui fut confirmé, [illegible] par [illegible] Maroto et de Quintanilla. [illegible] ville avec environ quinze [illegible] nouveler l'attaque ; mais, [illegible] lier avec Maroto, il re- [illegible] ua un conseil de guerre. [illegible] nce, on ne prit aucun [illegible] énéral Bernedo, le juge- [illegible] dant d'artillerie Cach [illegible]

s'enfuirent à Valparaiso. Du 13 à midi jusqu'au soir du 14, officiers, soldats et citoyens continuèrent à arriver successivement à Valparaiso, où ils s'embarquèrent sur plusieurs vaisseaux alors à l'ancre dans la baie, et s'enfuirent à Lima; mais on ne sut qu'à leur arrivée à Callao, que le président Marco avait été laissé à la merci de Bernardo O' Higgins, à qui les insurgents devaient leur victoire et la défaite des Espagnols.

On put alors observer un grand changement dans la conduite des Espagnols. Le fier Maroto qui, pendant son séjour à Lima, avec son régiment de Talavera, méprisait et insultait tout le monde, n'ayant plus alors ni officiers ni soldats, devint aussi humble qu'il avait été arrogant; le salut d'un Nègre ou d'un Indien était rendu de la manière la plus polie par cet insigne poltron. Bientôt de nouvelles insurrections commencèrent à se manifester dans les provinces du haut Pérou; on connut les victoires du général Bolivar dans la Colombie, et, quoique les nouvelles reçues d'Espagne fussent favorables à cette mère-patrie, les fréquentes réquisitions d'argent n'en étaient pas moins aussi onéreuses qu'affligeantes.

Malgré cet état des affaires, le vice-roi Pesuela

se détermina à entreprendre une autre expédition contre le Chili, et le commandement en fut encore donné au général Osorio. Les forces espagnoles consistaient en un régiment de hussards et le régiment de Burgos, les meilleures troupes qui fussent arrivées d'Europe. Leur destination était pour Talcahuano qui, ayant été fortifié par les Espagnols, était encore occupé par eux avec les troupes auxiliaires du Chili. Pour pourvoir à l'équipement et aux besoins de cette expédition, le Vice-Roi s'empara du trésor appartenant au commissariat des croisades, argent qui, dans l'opinion de toutes les classes inférieures, ne pouvait être employé qu'à soutenir la guerre contre les Turcs, les Maures et les Infidèles, et on vit s'élever les plus grandes clameurs, lorsqu'on sut qu'il allait servir à alimenter une guerre civile entre des chrétiens. Ce trésor n'ayant pas suffi, celui appelé des saints lieux, *santos lugares*, à Jérusalem, fut encore ajouté à celui des bulles.

Après avoir surmonté bien des difficultés, l'expédition partit de Callao en octobre 1817, et, calculant sur son succès complet, les Espagnols reprirent de nouveau toute leur arrogance, qu'ils portèrent au point de s'engager mutuellement, sous un dédit

de 2,000 dollars, à ne jamais à l'avenir employer un créole. Un Espagnol me dit un soir qu'il avait six enfants; mais que s'il pouvait jamais présumer qu'ils pussent devenir insurgés, il irait, pour prévenir un pareil malheur, les étouffer dans leurs lits.

Ce fanatisme avait été graduellement porté à un tel point, qu'un officier péruvien, nommé Landasuri, dit, en présence de Pesuela, qu'il ne pouvait s'empêcher de haïr son père et sa mère, parce qu'il était né en Amérique, et que s'il savait en quelle partie de son corps circulait le sang américain, il le ferait couler de ses veines; cependant Pesuela le blâma sévèrement d'employer de pareilles expressions.

On ne recevait du Chili que des nouvelles de victoires remportées sur les ennemis. Les cloches de Lima ne cessaient de sonner, et les chantres des églises étaient enroués à force de chanter des *Te Deum*; la hauteur des Espagnols devint insupportable: ils se promenaient en triomphe dans les rues, se formaient en groupes, et insultaient tous les créoles que le hasard amenait près d'eux. Mais leur insolence parvint à son plus haut période en avril 1818, lorsqu'on reçut la nouvelle de la victoire

remportée à Cancha-rayada sur San Martin et O' Higgins; ils considérèrent Osorio comme un être supérieur à l'espèce humaine; sa sagesse et sa valeur servirent de texte en chaire, dans le palais, les cafés et les mauvais lieux. Le héros Osorio était à Santiago, il traverserait bientôt les Andes, et irait dégager ses vertueux et braves compatriotes des prisons dans lesquelles ils gémissaient à San Luis et à las Bruscas; et, avec le renfort attendu sur un convoi parti d'Espagne, sous la protection de la frégate espagnole la Maria Isabel, il irait conquérir Buenos Ayres, et reviendrait à Lima avec les têtes de San Martin et d'O' Higgins, et celles de tous les autres chefs de bandits.

Ces excès d'insolence et d'insultes continuèrent à aller toujours en croissant jusqu'au 4 mai, lorsqu'à environ 10 heures du soir, une *valençin*, chaise de poste, conduisit aux portes du palais le héros Osorio, et la nouvelle de sa défaite totale à Maypu. Dans la matinée du 5, un créole put passer dans la rue sans être insulté, et même prendre la liberté de s'asseoir, dans un café, à la même table qu'un Espagnol. La confusion et le découragement étaient peints sur les traits de tous les royalistes; le grand, le fameux Osorio fut tout-à-coup transformé en un

poltron ignorant, qui avait sacrifié ses compatriotes et pris ignominieusement la fuite pour sauver sa propre vie. Les Américains eux-mêmes furent engagés à se joindre aux Espagnols pour déclamer contre le récent demi-dieu Osorio; et tout espoir fut perdu, excepté celui que l'arrivée de l'expédition d'Espagne donnerait les moyens de réparer les pertes occasionnées par la lâche conduite de ce chef.

Cependant les premières nouvelles reçues du résultat de cette expédition tant vantée, fut que les soldats de la Trinidad, un des transports, avaient assassiné leurs officiers, s'étaient emparés du vaisseau, et l'avaient conduit à Buenos Ayres. Cette nouvelle fut suivie, en novembre 1818, de celle que la Maria Isabel, et une partie de son convoi, avaient été prises à Talcahuano, et que les insurgés du Chili s'étaient emparés de l'île de Santa Maria; ces circonstances furent encore agravées par l'abandon de Talcahuano; la forteresse des Espagnols dans le Chili, par le général Sanches, qui avait pris le commandement après la fuite d'Osorio. Mais il était encore une autre épreuve réservée aux Espagnols déjà si fortement humiliés. L'escadre Chiléenne, commandée par lord Cochrane, parut à la

hauteur de Callao, le 28 février 1819, le pavillon de sa Seigneurie flottant au grand mât de la frégate ex-espagnole la Maria Isabel, maintenant le vaisseau pavillon l'O'Higgins.

Il me devint impossible de prolonger mon séjour à Lima, en sorte que je quittai cette ville pour me rendre à la Barranca, où j'arrivai le premier de mars.

CHAPITRE IV.

Etat de Lima à l'arrivée de l'escadre Chiléenne. — Son arrivée à Huacho, à Supe. — Forces navales Chiléennes. — Capture de la Maria Isabel par le commodore Blanco. — Arrivée de lord Cochrane. — Il est nommé Amiral. — Il quitte Valparaiso. — Il arrive à Callao, à Huacho, à Barranca, à Huambacho.—Proclamation de Cochrane, de San Martin et de O'Higgins.—Description de Huambacho.—Prise de Paita. — Je vais à Valparaiso. — Arrivée. — Description de cette ville. — Route de Valparaiso à Santiago.

L'ARRIVÉE de l'escadre Chiléenne sur la côte du Pérou, fit naître tout-à-coup la crainte que cette partie de l'Amérique du sud ne devînt le théâtre de la guerre, et qu'un destin compensateur ne vînt infliger à cette colonie tous les maux qui avaient si généralement pesé sur les autres. On craignit que les calamités résultantes de l'invasion dans les provinces du haut Pérou, de Quito et du Chili, ne fussent reproduites dans un pays qui jus-

qu'alors en avait été exempt. Le fléau de la guerre était aux portes de la ville, et le système de l'attaque avait rendu presque ridicule celui de la défense. On pensait qu'une armée accompagnait l'escadre, et les patriotes de Lima formèrent des conjectures sur le lieu de débarquement. Le mercredi 3 mars, le bruit se répandit dans la capitale que les forces de terre débarqueraient à Ancon, à cinq lieues au nord de Lima. A minuit on entendit, dans la grande rue du faubourg de San Lasaro, appelée Malambo, le bruit de fusées; les patriotes supposèrent que c'était un point de réunion, et les royalistes pensèrent que cela annonçait le débarquement de l'armée : plus de mille des premiers se rendirent dans la rue de Malambo, et la remplirent si complètement, que la cavalerie, envoyée par le gouvernement, ne put percer la foule, et se retira vers le pont. Les deux partis demandaient avec anxiété la cause de ce bruit, et se retirèrent sans avoir obtenu aucun renseignement satisfaisant. Si l'escadre avait débarqué cinq cents hommes de plus, qui eussent marché sur la ville, il n'est pas douteux qu'aidés des secours des naturels, ils ne fussent entrés à Lima, où ils se seraient rendus maîtres de Santa-Catalina et des baraques, attendu que dans ce

même moment le nombre des soldats espagnols n'excédait pas trois cents.

Le 29 mars, une partie de l'escadre mouilla dans la baie de Huacho, pour y obtenir des nouvelles des patriotes des rivages voisins, et pour débarquer des espions envoyés par le gouvernement Chiléen, aussi bien que pour distribuer des proclamations et autres papiers. Lord Cochrane y apprit qu'une somme considérable d'argent appartenante à la compagnie Philippine, avait été envoyée à Huarmey, pour être embarquée sur la goëlette américaine du nord, la Macédonia, et qu'un autre convoi, non moins considérable, était en route pour la même destination. Comme le port de la Barranca était plus favorable pour intercepter le trésor que celui de Huacho, l'O'Higgins et le brig le Galvarino s'y rendirent, et un détachement de marins fut envoyé à terre, et s'empara de l'argent dans la rivière de la Barranca, avant que les muletiers eussent eu le temps de la traverser. Cela fut exécuté sans aucune opposition de la part des soldats espagnols qui avaient été envoyés pour protéger ce transport et lui servir de garde. M. Eliphalet Smith des États-Unis réclama d'abord ces fonds; mais ensuite il signa un document qui spécifiait les noms

de ses véritables propriétaires, ce qui fut appuyé par plusieurs autres documents que M. Smith remit à sa Seigneurie.

Pendant le petit nombre de jours que les vaisseaux de guerre Chiléens demeurèrent à Huacho, le gouverneur permit d'abord aux Indiens de porter sur les bords de la mer leurs fruits et leurs végétaux pour les leur vendre; mais le commandant de la milice du pays, ayant réuni environ deux cents hommes de ses troupes, ordonna aux Indiens de ne plus en porter, et enjoignit, de la manière la plus insolente, à lord Cochrane de partir sur-le-champ, s'il ne voulait pas s'exposer à être chassé du port. En recevant ce message, sa Seigneurie ordonna aussitôt aux marins de débarquer et de marcher sur Huaura, ce qui fut fait, et la ville prise; à la vérité les troupes qui y étaient ne tentèrent pas de la défendre, et s'enfuirent avec leur chef. Les objets appartenants au gouvernement, à la douane et à *l'estanco* de tabac, furent transportés à bord; mais les propriétés particulières ne furent point violées. Après cet incident, le commerce avec les Indiens reprit son cours; cependant, après le départ de l'escadre, cinq jeunes Indiens furent arrêtés, jugés par une cour martiale, sans jamais

avoir été soldats, et, contre les lois du pays, condamnés à mort et fusillés, sans qu'il en fût donné d'autres motifs à Manco Yupanqui, leur protecteur général, à Lima, que l'indispensable nécessité de faire un exemple pour effrayer les autres, et les détourner de toute communication avec les insurgés.

Telles étaient les dispositions du peuple dans cette partie du Pérou, que les habitants du village de Supe déposèrent l'alcade, qui était un Espagnol, et se déclarèrent indépendants; mais, après le départ de l'escadre, les principaux chefs, Villanueva et Aranda, se retirèrent dans une ferme de l'intérieur, dans laquelle ils bravèrent le Vice-Roi et toute sa puissance. Ces deux individus, avec Reyes, respectable fermier, Franco, Requena, un prêtre et moi, furent cités à une cour martiale; mais, nous étant embarqués sur le vaisseau de pavillon, nous ne comparûmes point; en conséquence nous fûmes condamnés à mort, déclarés contumaces, et les autorités eurent ordre d'arrêter tous ou chacun de nous, et de mettre immédiatement la sentence à exécution.

Avant de parler des opérations de l'escadre chiléenne, je donnerai quelques détails sur son origine

et sur l'arrivée de lord Cochrane pour en prendre le commandement.

Le brick Pueyrredon, de quatorze canons, fut le premier vaisseau de guerre possédé par l'État; le brick l'Araucana, de seize, et le sloop le Chacabuco, de vingt-deux, furent ensuite achetés. Le capitaine Guise vint dans ces mers avec le brick le Galvarino, de dix-huit canons, autrefois au service de la Grande-Bretagne, et le vendit au gouvernement. Le San Martin, de soixante-quatre canons, et le Lautaro, de quarante-quatre, étaient deux vaisseaux de la compagnie des Indes orientales, achetés par l'Etat et convertis en vaisseaux de guerre. Lorsque le Chili fut en possession de ces forces navales, on apprit le départ de l'expédition de Cadix, sous le convoi de la Maria Isabel; on parvint aussi à se procurer les ordres donnés aux capitaines de transports de la Trinidad qui étaient entrés à Buenos-Ayres, et de leur rendez-vous dans la mer Pacifique. Don Manuel Blanco fut nommé commandant des vaisseaux de guerre chiléens le San Martin, vaisseau pavillon, capitaine Wilkinson, le Lautaro, capitaine Worster, et l'Araucana: ils eurent le bonheur de prendre la frégate la Maria Isabel dans la baie de Talcahuano, le 28 octobre 1818, et quatre

transports à la hauteur de la baie et à l'île de Santa Maria. Le 17 novembre, le victorieux Blanco entra dans Valparaiso au milieu des transports de joie des habitants de ce port. En commémoration de cette action, le gouvernement du Chili ordonna qu'un signe d'honneur fût offert au commandant Blanco et à chacun de ses officiers: ce fut un écusson d'une couleur verte pâle, ayant un trident au centre, avec cette devise: « Ce premier essai assure au Chili l'empire de la mer Pacifique, *este primer ensayo dio a Chile el dominio del Pacifico.* »

Les forces navales du Chili ayant pour commandant en chef un naturel, tandis que les capitaines, les officiers, les équipages étaient principalement composés d'étrangers, devaient naturellement être dirigées d'une manière irrégulière; et comme Don Manuel Blanco n'avait jamais eu, dans la marine espagnole, de grade plus élevé que celui d'enseigne, on ne pouvait s'attendre à ce qu'il eût les qualités requises pour être commandant en chef, et pour conduire, à son honneur et à l'avantage de son pays, les opérations d'un corps composé d'éléments aussi hétérogènes que l'escadre du Chili. On doit, malgré cela, se rappeler qu'il ajouta une page de gloire aux annales des triomphes maritimes de

l'Amérique du sud, par la capture de la Maria Isabel de quarante-huit canons, et d'une partie de son convoi.

Enfin on vit arriver à Valparaiso, le 28 novembre 1818, lord Cochrane, pour assurer les succès futurs de la marine chiléenne, le bonheur de cet Etat, les progrès de l'indépendance, et la consommation de l'émancipation de l'Amérique du sud. La valeur connue de ce chef, son amour pour une liberté raisonnable, et les sacrifices volontaires qu'il avait faits en acceptant un commandement dans le nouveau monde, étaient connus au Chili; sa Seigneurie reçut l'accueil le plus flatteur de tous les habitants. Néanmoins, avant son arrivée, le capitaine Spry, anglais, et le capitaine Worster, américain du nord, tous les deux employés au service chiléen, avaient hautement déclamé contre lui, sans en alléguer d'autres raisons que celle qu'il était en opposition avec tous les principes républicains, de lui permettre de conserver son titre au service; mais le véritable motif de ce langage était trop évident pour échapper à l'intelligence la plus bornée. Le commodore Blanco avait alors le commandement de l'escadre, et ces deux Messieurs étaient convaincus qu'ils le dirigeraient à leur gré, à raison de son

peu de capacité pour bien remplir les devoirs de commandeur en chef, attendu surtout qu'il avait à diriger des marins anglais. Ces insinuations avaient été faites à Blanco avec les ménagements les plus délicats, et on y ajouta beaucoup de détails au désavantage personnel de lord Cochrane. Cependant, méprisant toutes ces intrigues, le commodore Blanco fut un des premiers à le proclamer comme le conservateur des libertés de son pays, et à offrir de servir sous les ordres de sa Seigneurie. Ce fut ainsi que ce patriote chiléen étouffa, dans leur origine, les germes de discorde qui auraient pu, sans cela, faire perdre à ses concitoyens le fruit de tous leurs sacrifices.

Peu de jours après son arrivée, lord Cochrane reçut du gouvernement la commission de vice-amiral du Chili, amiral et commandant en chef des forces navales de la république, et, le 22 décembre, il hissa son pavillon au grand mât de l'ex-Maria Isabel, actuellement l'O'Higgins, pavillon qui n'a été baissé qu'au moment où celui d'Espagne a cessé de se montrer dans la mer Pacifique.

Le 16 janvier 1819, lord Cochrane quitta le port de Valparaiso à bord de l'O'Higgins capitaine Forster, avec le San Martin portant le pavillon du con-

tre-amiral Blanco, capitaine Wilkinson; le Lautaro, capitaine Guise, et le Galvarino, capitaine Spry; ils furent suivis du Chacabuco, capitaine Carter; mais son équipage s'étant mutiné, il entra à Coquimbo où les principaux mutins furent débarqués, jugés par une cour martiale et fusillés.

Lord Cochrane choisit le premier jour du carnaval pour faire son entrée dans la baie de Callao, dans l'espoir que les habitants seraient alors livrés à toutes les folies du moment; mais son attente fut déçue. Le vice-roi avait pris aussi le même jour pour faire une visite à Callao, et se promenait dans la baie à bord du brick de guerre le Pesuela; lorsque l'escadre Chiléenne se montra en dehors du promontoire de San Lorenzo, le capitaine prit d'abord les vaisseaux Chiléens pour des navires marchands espagnols attendus d'Europe; cependant heureusement pour lui et son parti, il alla aussitôt mouiller sous les batteries. La circonstance de la visite du Vice-Roi avait été un motif pour mettre toutes les troupes sous les armes, et pour garnir les batteries d'artilleurs. Un épais brouillard étant survenu, le San Martin, le Lautaro et le Galvarino perdirent de vue le vaisseau pavillon; cependant, sans les attendre, l'Amiral s'approcha des forts et jeta l'ancre. Aussitôt commença une

canonnade très-vive, et un calme plat qui survint força sa Seigneurie à demeurer seul près de deux heures exposé au feu continuel dirigé sur lui du rivage; outre le feu très-vif des deux frégates espagnoles, l'Esmeralda et la Vengansa, des bricks, le Pesuela et le Maypu et de sept barques canonnières. Aussitôt que la brise se fut élevée, le O'Higgins s'éloigna après avoir éprouvé un léger dommage dans sa voilure; mais sans avoir perdu un seul homme. Le coin nord du Real Felipe fut très-maltraité par le feu de l'O'Higgins, et treize personnes y furent tuées.

Sa Seigneurie entra aussitôt en correspondance avec le Vice-Roi, relativement au traitement qu'avaient reçu, et que recevaient encore, les prisonniers de guerre du Chili et de Buenos Ayres dans les prisons de Callao. Le Vice-Roi nia qu'ils eussent reçu aucun mauvais traitement, assurant qu'ils étaient considérés comme prisonniers de guerre quoique rebelles, et traîtres à leur Roi, et conclut en exprimant sa surprise qu'un seigneur de la grande Bretagne, oubliât sa dignité au point de se mettre à la tête d'une horde de traîtres agissant contre leur souverain légitime et ses autorités légalement constituées. A cela sa Seigneurie répondit, que la gloire de tout Anglais

consistait dans la complète jouissance de l'entière liberté de ses actions; que ce motif l'avait décidé à préférer le commandement des vaisseaux de guerre d'un pays libre, à celui de ceux d'un pays d'esclaves : un commandement lui ayant été offert par le duc de San Carlos, au nom de son maître Ferdinand VII.

Trois proclamations furent alors distribuées le long des côtes du Pérou, et envoyées au Vice-Roi.

Dans la première, lord Cochrane exhorte les Péruviens à secouer le joug, et à se rendre dignes de la liberté; et, après leur avoir fait part des motifs qui l'ont décidé à leur consacrer ses services, il leur promet ses secours et ceux du Chili.

La deuxième était du général San Martin qui, après avoir exhorté les habitants du Pérou à se rendre indépendants, menace de toute la rigueur des armes ceux qui soutiendraient la cause des oppresseurs de l'Amérique.

Dans la troisième, le directeur suprême du Chili, O' Higgins, détaille les avantages de la liberté, reproche aux Péruviens d'avoir entrepris de paralyser les efforts de leurs frères, au lieu d'aider aux progrès de l'indépendance colombienne, et les exhorte à laver cette tache, et à se venger en même temps des in-

sultes qu'ils ont reçues d'un gouvernement despotique. Il finit en protestant que l'intention du gouvernement du Chili n'est point de les traiter en vaincus; mais de leur procurer les moyens d'établir un gouvernement à leur choix, et d'être eux-mêmes leurs propres législateurs.

Le 26, le vaisseau marchand espagnol la Victoria, venant de Chiloe, chargé de planches de cèdre et de chevaux, fut pris par le San Martin; et le 28, il y eut une attaque faite sur Callao où deux chaloupes canonnières furent prises; sa Seigneurie se dirigea ensuite vers Huacho, et ordonna au contre-amiral Blanco de continuer le blocus de Callao avec le San Martin, le Lautaro, et tous les autres vaisseaux qui pourraient arriver du Chili; mais, quelques jours après, Blanco fit lever le siége et mit à la voile pour Valparaiso, où il fut immédiatement mis aux arrêts par le gouvernement jusqu'à l'arrivée de l'amiral, qui le fit juger par une cour martiale, comme ayant abandonné son poste; il fut cependant acquitté. Lord Cochrane alla de Huacho à la Barranca, et de là à Charmey et à Huambaco où il trouva un brick français qui avait reçu à son bord une partie de l'argent appartenant à la compagnie Philippine, et que le capitaine lui remit aussitôt.

La baie d'Huambacho, située à environ quinze

milles au sud de Santa, est une des plus sûres des rives occidentales de l'Amérique du sud. Le mouillage est excellent, et le débarquement très-facile; une petite rivière d'eau limpide entre dans la baie, et on peut se procurer dans la vallée du bois de chauffage en abondance. Cette vallée appartenait autrefois aux Jésuites; mais le gouvernement n'a pas trouvé à la vendre, à cause de la diminution des eaux à certaines époques de l'année, et de l'impossibilité où on est alors d'en arroser les terres.

Le sol est un mélange de sable et de terre végétale, mais très-productif, comme celui du Pérou, lorsqu'il peut être bien arrosé. On en voit la preuve au petit hameau indien de Huambacho, à environ deux lieues de la mer; et ce serait certainement un excellent terrain pour une plantation de coton, qui n'exige pas autant d'eau que la canne à sucre et la luzerne. Les hauteurs qui entourent la vallée, sont couvertes de ruines des maisons qui appartenaient aux Indiens avant la conquête; on y trouve un grand nombre de Huacas, et probablement de nombreux trésors y sont ensevelis.

Après que l'O'Higgins et le Galvarino eurent fait leur provision de bois et d'eau, lord Cochrane descendit le long de la côte jusqu'à Paita où,

après avoir jeté l'ancre, il envoya sur le rivage, en qualité de parlementaire, le péruvien Don Andres de los Reyes, pour annoncer que la ville et les habitants ne seraient lésés en aucune manière, et qu'on ne prendrait que les fonds appartenants au gouvernement, comme cela avait eu lieu à Huaura. Il fit dire que toute résistance serait inutile, et n'a-mènerait d'autre résultat que celui d'exposer la ville à tous les fléaux de la guerre. La réponse fut, que la ville, ainsi que la vie et les propriétés des habitants, appartenait au Roi, et que tout serait sa-crifié pour la défense du pavillon espagnol. Le même individu fut envoyé une seconde fois pour demander que la force militaire n'exposât point la ville et ses habitants; mais, au lieu de recevoir le message, ils firent feu sur le pavillon, et dirigèrent leurs batteries sur le Galvarino. Cette insulte fut aussitôt vengée : les marins furent débarquées, et ne tardèrent pas à chasser les Espagnols des batte-ries et de la ville, qui fut alors mise au pillage; l'artillerie fut embarquée, et on fit sauter le fort. L'O'Higgins et le Galvarino entrèrent dans le port de la Barranca, et prirent quelque bétail, du sucre et du rhum, dans la ferme de San Nicholas, appar-tenante à un Espagnol, Don Manuel Garcia. Lord Co-

chrane observa constamment de camper sur le terrain de l'ennemi commun, et de ne rien prendre aux naturels de force ou sans payer. De là nous allâmes à Callao, et ensuite à Valparaiso où nous arrivâmes le 15 de juin.

Valparaiso, sous le 33° 1' 45" de latitude sud, et le 71° 30' 56" de longitude ouest de Greenwich, est le principal port du Chili. Les naturels prétendent que ce nom fut donné au port par les premiers Espagnols qui y arrivèrent, et que c'est une syncope de *Valle del Paraiso*, vallée du paradis; mais il est aussi possible que les Espagnols, à qui on avait fait un tableau exagéré de la beauté du pays en le comparant au paradis, à leur première approche de cette partie de la côte, se soient écriés : Valde paraiso, vain paradis! désignation que son aspect actuel justifierait beaucoup mieux. La baie est de forme demi-circulaire, entourée de hauteurs très-escarpées, qui s'élèvent presque du bord de l'eau, surtout au sud, et à environ la moitié de la chaîne à l'est; l'autre moitié forme une espèce d'enfoncement, et les hauteurs ne sont pas aussi perpendiculaires. Pendant l'hiver ces collines sont couvertes d'herbes et de quelques arbres et buissons rabougris, tels que molles, myrtles, espino et maytenes; mais le sol étant com-

posé d'une argile rougeâtre, la verdure disparaît bientôt lorsque le soleil d'été commence à darder sur elle ses rayons brûlants, et que la pluie cesse de tomber.

La principale partie de la ville est bâtie entre les rochers et la mer, et forme un rang de maisons ou plutôt de boutiques; il y a aussi quelques maisons construites dans une rue étroite; mais on ne peut les voir de la baie, parce qu'un rang d'habitations basses qui tournent le dos à la mer, en interceptent la vue. La plus grande partie des habitants de cette partie de la ville, appelée le port pour la distinguer du faubourg, nommé l'Almendral, résident dans les ravins de San Francisco, de San Augustin et de San Antonio, où les bâtiments, s'élevant les uns au-dessus des autres, forment une espèce d'amphithéâtre. Dans plusieurs de ces maisons, une personne assise dans son parloir peut porter ses regards sur le toit de la maison de son voisin. Le soir l'aspect de cette partie de la ville est très-agréable, à cause des lumières disséminées sur les hauteurs dans toutes les directions. L'Almendral est situé dans une espèce d'enfoncement entre les hauteurs, sur une plaine sablonneuse, qui probablement formait autrefois une partie de la baie de Valparaiso, et qui maintenant est

très-souvent inondée par les hautes marées. On a commencé à y adopter quelque régularité pour la formation des rues, et quelques-unes des maisons y sont propres. Au fond de l'Almendral, on voit couler un petit ruisseau.

Valparaiso est défendu par un fort au côté sud du port, par un autre qui sert de résidence au gouverneur, et par un troisième au nord de la baie. On voit sur la hauteur qui est derrière le palais du gouverneur, une citadelle qu'on a commencé à construire sur un plan très-vaste; mais qui n'est pas achevée et ne le sera probablement jamais. Les temples destinés au culte sont : l'église paroissiale, celles conventuelles de San Francisco, de San Augustin, de la Merci (dans l'Almendral), de Santo Domingo et la chapelle de l'hôpital de San Juan de Dios. Quelques-unes des principales maisons sont bâties en pierre, toutes sont couvertes en tuiles, et celles qui ont un premier étage ont aussi un balcon sur la façade.

Depuis la révolution, on a adopté plusieurs usages anglais pour le costume et l'ameublement; et même tout ce qui se fait à l'anglaise obtient l'approbation générale.

Le marché de Valparaiso est très-bien approvi-

sionné en viande, volaille, poisson, pain, fruit et végétaux, qu'on obtient à des prix très-modérés et en bonne qualité; le climat est très-agréable, excepté lorsque les vents violents dominent. Dans les mois de juin et de juillet, les vents du nord sont quelquefois très-forts, ce qui rend alors le mouillage peu sûr, parce que la baie n'est point abritée de ce côté.

Depuis le temps de la découverte jusqu'en 1810, ce port n'était fréquenté que par des vaisseaux de Lima apportant du sucre, du sel, du tabac, une petite quantité de marchandises fabriquées en Europe et quelques autres articles de moindre importance; et prenant en retour du blé, du charqui, des fruits secs et d'autres produits du Chili ou du Pérou. La population s'élevait à environ 5000 âmes; le commerce était entre les mains de quatre ou cinq négociants espagnols, et les droits annuellement payés à la douane s'élevaient à environ 25000 dollars. Après la victoire remportée par les Chiléens à Chacabuco, presque les deux tiers de la population de Valparaiso abandonnèrent leurs maisons ou furent embarqués de force sur des vaisseaux espagnols et transportés au Pérou, et la ville fut presque dépeuplée; mais depuis la révolution, elle s'est toujours accrue en grandeur, en population et en

richesses. En 1822 elle contenait environ 15000 habitants, dont 3000 étaient étrangers. Depuis 1817 jusqu'en 1822, près de 200 maisons ont été construites; à cette dernière époque, il y avait 31 négociants en gros établis, outre un accroissement considérable dans le nombre des marchands en détail; on y comptait aussi 26 auberges, des cafés, etc. Outre les vaisseaux de guerre appartenants à l'Etat, 41 vaisseaux marchands portaient le pavillon national, et la baie, autrefois complètement vide pendant la moitié de l'année, contient maintenant les uns dans les autres plus de cinquante vaisseaux de guerre ou de commerce nationaux et étrangers.

L'hôpital de San Juan de Dios a été transféré du centre de la ville dans les faubourgs, et une école lancastérianne est établie dans l'ancien bâtiment.

On construit par souscription un cimetière général pour les catholiques, et plus de 2000 dollars ont été donnés pour en établir un autre pour les dissidents. Ce qui tend à prouver l'accroissement du commerce et l'activité des spéculations, c'est qu'on a établi des courriers, partant tous les jours, pour la communication entre le port et la capitale.

Les recettes de la douane en 1809, époque

	Dollars
à laquelle le Chili était encore colonie espagnole, furent de	26,738
En 1821, étant port franc, elles montèrent à	464,387

Le nombre des vaisseaux espagnols entrés et sortis de Valparaiso en 1809, a été de . . .	13
Entrés et sortis en 1821, de	142
C'est-à-dire, vaisseaux de guerre	21
de commerce	121

Il est inutile d'insister ici sur les immenses avantages que procure le commerce à toutes les nations; mais, dans ce cas, ces avantages se manifestent d'une manière aussi prompte qu'évidente, non-seulement parmi les classes hautes et moyennes, mais encore parmi les plus basses : à l'époque de ma résidence au Chili, en 1803, le paysan qui possédait un dollar, y faisait un trou et le suspendait à son rosaire; le même paysan peut maintenant faire sonner des doublons dans sa poche. Ceux qui, en 1803, ne portaient que les vêtements grossiers de leurs propres manufactures, sont maintenant habillés des produits européens et approvisionnés en linge, en coton, et en draps; ceux qui avaient honte de se présenter à un étranger, ou qui n'osaient

même pas parler à un maître, se montrent maintenant avec confiance, comme ayant l'entière conviction de l'importance de leur liberté civile. Ils honorent aussi le patriotisme chrétien, la générosité et la valeur. Les négociants espagnols livrés au mo-nopole, qui achetaient le blé et autres produits, avant qu'il fût possible de les envoyer au marché, presque à tout prix s'ils savaient que le propriétaire était dans le besoin, ou qui prêtaient de l'argent aux fermiers pour en être payés au prix qu'ils fixaient eux-mêmes : ces négociants ont disparu; il y a aujourd'hui un marché régulier où les naturels de toutes les classes jouissent des occasions avantageuses de se livrer à des spéculations commerciales, et de recueillir les utiles résultats de l'expérience. Les ouvriers de toutes les classes ont le choix des ouvrages et des maîtres, ce qui leur assure une juste rétribution de leurs travaux. Les classes élevées et moyennes connaissent maintenant tout le prix de leur importance comme citoyens d'un pays libre et indépendant, à la prospérité duquel ils sont fortement intéressés, parce qu'ils n'ignorent pas qu'elle se rattache à leur intérêt personnel; ils peuvent exprimer et discuter leurs opinions politiques. En un mot: de l'ordre le plus

inférieur de vassaux coloniaux, ils sont devenus sujets d'un gouvernement électif et citoyens du monde.

La route de Valparaiso à la capitale Santiago traverse la première chaîne de montagnes, à l'extrémité nord de l'Almendral, et consiste, pendant l'espace de cinq lieues, dans un terrain inégal; alors on trouve une plaine aride et désagréable à la vue : l'herbe y est entièrement desséchée l'été, et dans l'hiver les eaux qui s'y rassemblent y forment de petits lacs ou marais, en sorte qu'on voit à peine un arbre dans le voisinage. Ces pays nourrissent un petit nombre de bêtes à cornes; mais leur aspect est froid et triste. Après avoir traversé cette plaine, on trouve des terrains plus inégaux; mais, comme ils sont couverts d'herbes, de broussailles et d'arbres, formant plusieurs petits ravins, avec quelques chaumières, la vue est d'une beauté vraiment romantique.

On trouve ensuite la plaine de Casa Blanca, ayant près de son centre la ville du même nom qui a été complètement détruite, en 1823, par un tremblement de terre. Cette plaine est parfaitement unie, large d'environ deux lieues sur deux et demie de longueur; elle paraît avoir été, à quelque période

éloignée, un grand lac; mais comme la race des Indiens Promaucian, qui habitaient avant la conquête cette partie du pays, est éteinte, toutes les traditions orales se sont également éteintes avec eux. Le sol est d'une argile très-dure, un peu couverte d'herbes, et les seuls arbres sont des espinos, qui s'y trouvent en abondance. La ville contient environ deux mille habitants qui, en général, s'occupent de la culture des terres environnantes. Après y avoir passé la nuit, je me dirigeai le lendemain matin vers Bustamante, en passant par la cuesta de Prado, et la petite ville et rivière de Curucave. Quelques parties de cette route sont extrêmement pittoresques; les montagnes, vues des ravins et des vallées, offrent un aspect des plus imposants, et, lorsqu'on est sur le haut, la perspective des ravins forme un ensemble vraiment magnifique. Les myrtes de trois ou quatre espèces, les différentes espèces de cactus, l'arrayan, le peumos, le boldos, et le beau mayten majestueusement incliné, ornent les côtés des ravins, offrant une ombre agréable, et de riches prairies, sur lesquelles on voit paître un nombre considérable de bêtes à cornes, de chevaux et de mulets.

Bustamante est une maison de poste où les voya-

geurs s'arrêtent souvent une nuit lorsqu'ils vont à la capitale ou qu'ils en reviennent. On y trouve peu de commodités; mais il y a quelques années qu'il n'existait pas même l'apparence d'un établissement de cette nature; celui-ci doit donc être considéré comme une amélioration réelle. Après être sorti de Bustamante, on trouve que le chemin monte graduellement; à la distance d'environ une lieue de la maison commence la cuesta de Zapata. Vues de cette éminence, les Andes offrent un coup-d'œil enchanteur; les montagnes couvertes de neige s'élèvent majestueusement, un rang derrière l'autre, jusqu'à ce que leurs sommets aillent se perdre dans les nuages, ou, lorsque le ciel est serein, jusqu'à ce qu'ils aillent faire exactement partie de la voûte azurée du ciel. Quand on approche du pied de la cuesta, on découvre la ville de Santiago, capitale du Chili; elle est située sur une vaste plaine, où on voit une petite montagne rocailleuse, appelée Santa Lucia, presqu'au centre de laquelle on a placé une petite batterie.

L'excellente route de Valparaiso à Santiago fut faite par l'ordre et sous la direction de Don Ambroise Higgins, pendant qu'il était président du Chili. Avant la confection de cette route, toutes les

marchandises étaient transportées à dos de mulets, de la capitale au port, et du port à la capitale; mais la majeure partie en est expédiée à présent sur des charriots pesants, *carretas*, tirés par deux ou trois paires de bœufs. En 1820, M. Moss, américain du nord, établit une voiture pour les voyageurs; elle va et revient de Valparaiso à Santiago deux fois par semaine : la distance est de trente lieues.

CHAPITRE V.

Santiago. — Sa fondation. — Description de la ville. — Contraste entre la société qu'on y trouve et celle de Lima. — État du Chili. — Mœurs et usages de ses habitants. — Révolution. — Carreras. — O'Higgins. — Défaite à Rancagua. — Les Chiléens traversent les Cordilières. — Affaire de Chacabuco. — De Maypu. — Mort de Don Juan Jose, et de Don Luis Carrera. — Meurtre du colonel Rodrigues. — Formation d'une force maritime. — Massacre des prisonniers espagnols à San Luis. — Expédition maritime sous lord Cochrane. — Mauvais succès de l'attaque de Callao. — Attaque de Pisco. — Mort du lieutenant-colonel Charles. — Capture de vaisseaux à Guayaquil. — Retour de l'escadre au Chili.

SANTIAGO, capitale du Chili, fut fondé le 24 février 1541, par le conquérant espagnol Pedro de Valdivia ; il est situé dans une vallée très-étendue, appelée de Mapocho, limitée à l'est par les Cordilières, à l'ouest par les collines ou montagnes de Prado et de Poanque, au nord par la petite ri-

vière de Colina, et au sud par la rivière Mapocho, ou Topocalma, qui passe le long des deux côtés de la ville, alimente un grand nombre d'*asequias*, petits canaux d'arrosement, et fournit à la ville l'eau nécessaire à sa consommation.

Vers l'an 1450, le Chili fut envahi par le prince Sinchiroca, depuis Inca, qui, bien plus par la persuasion que par la force, prit possession de cette vallée; elle s'appelait alors Promocaces, lieu de danse ou de réjouissance. Le gouvernement péruvien n'y était point établi à la première arrivée des Espagnols, peut-être à cause de l'opposition qu'y formèrent les Promaucians, établis entre les rivières Rapel et Maule, qu'ils ne purent jamais subjuguer; ainsi, quoique Garcilaso de la Vega place les limites du territoire gouverné par les Incas, sur la rivière Maule, il est probable qu'elles étaient sur le Rapel, attendu que près de l'union de la rivière de Cachapoal, avec celle appelée Tinguiririca, qui prend alors le nom de Rapel, on voit quelques ruines d'une forteresse péruvienne, construite de la même manière que celles de Callo et d'Asuay, dans la province de Quito; elles paraissent avoir été destinées à marquer la frontière, d'autant plus qu'il n'en existe aucune au sud.

Santiago est divisé en places ou carrés, s'élevant en tout au nombre de cent cinquante, y compris les faubourgs. Les carrés sont marqués par les rues, mais plusieurs ne sont pas achevés, n'ayant pas le nombre de maisons nécessaire pour les compléter. Les principaux bâtiments publics sont, la monnaie, le palais du directeur suprême et la cathédrale qui, de même que celle de la Conception, n'est pas achevée. La monnaie est un très-bel édifice, rivalisant d'élégance avec quelque autre que ce soit dans l'Amérique du sud, et l'égal d'un grand nombre des plus remarquables que l'on puisse trouver en Europe. Elle fut construite par Don Francisco Huidobro, et coûta près d'un million de dollars; il l'offrit au Roi, et reçut en échange le titre de marquis de Casa Réal; mais ce titre, ainsi que tous les autres, a été déclaré éteint par le gouvernement indépendant. Le palais du directeur suprême est incomplet; l'aile droite, qui devait correspondre avec la gauche, n'existe pas. Ce palais renferme les différents bureaux appartenants au gouvernement, et la prison publique. Il est également probable que l'état imparfait de la cathédrale sera indéfiniment prolongé, à cause des sommes considérables nécessaires pour finir un bâtiment aussi vaste.

Le pont qui traverse le Mapocho est d'une belle construction, composé de briques et de pierres. Le *tamajar*, brise-eau, sert à garantir la ville lors des grandes crues d'eau, provenant soit des fortes pluies dans les Cordilières, soit de la fonte des neiges dans l'été, époque à laquelle ce ruisseau, insignifiant dans tout autre temps, devient un torrent rapide. On voit à Santiago une promenade publique qui ressemble aux alamedas de Lima, ayant sur chaque côte un double rang de peupliers lombards, formant une allée ombragée pour les piétons; tandis que la route du milieu ne sert que pour les voitures et les chevaux. Le tajamar est formé de deux murs construits en briques, dont l'intérieur est rempli de terre; on a formé sur le haut une promenade à laquelle on arrive par des marches. On a également placé quelques siéges sur le parapet qui fait face à la rivière; la totalité a environ deux milles de long. Les Andes aux sommets couronnés de neige sont à environ vingt lieues de la ville sur laquelle néanmoins elles paraissent suspendues, et vues du tajamar, elles offrent un aspect des plus majestueux.

Santiago est divisé en quatre paroisses : San Pablo, Santa Ana, San Isidro, et San Francisco de

Borja. Cette ville contient aussi trois couvents de franciscains, deux de dominicains, un de Saint-Augustin, et deux de la Merci : les jésuites en possédaient autrefois cinq. Il y a sept monastères de religieuses, deux de Sainte-Claire, deux de carmélites, un de capucines, un de dominicaines, et un d'augustines, une maison pour les femmes recluses, appelée el Beaterio, et un hôpital des enfants-trouvés.

Santiago reçut du roi d'Espagne, en 1552, le titre de ville, auquel furent ajoutés ceux de très-noble et très-loyale; ses armes sont un bouclier sur un champ blanc, au centre un lion rampant tenant un glaive dans sa griffe, et orle huit languettes or : elle fut érigée en évêché par Paul IV, en 1561. C'était la résidence du nouveau président et capitaine-général du royaume du Chili, et elle compte cinquante gouverneurs depuis Pedro de Valdivia, le premier, jusques à Don Casimiro Marco del Pont, le dernier, et vingt-trois évêques, depuis Don Rodrigo Gonzales Marmolijo, jusqu'à celui actuel, Don Manuel Rodriguez. Il y avait aussi un tribunal d'audience royale, un consulat, un tribunal de commerce, la trésorerie et le commissariat des bulles. Son territoire s'étend depuis le désert d'Atacama jusqu'aux confins d'Arauco, et fut soumis aux au-

torités royales, depuis le fondement du gouvernement en 1541, jusqu'au commencement de la révolution en 1810.

Le contraste entre la société que je venais de quitter dans la capitale du Pérou et celle que je trouvai dans la capitale du Chili, était des plus frappants. La première, opprimée par d'orgueilleux mandataires, des chefs impérieux, et d'insolents soldats, avait long-temps gémi sous les désolants effets de l'espionnage, le plus grand fléau des charmes de toute société. Les Espagnols, hautains et présomptueux, ne cessaient d'humilier, par leurs épigrammes et leurs railleries amères, les Américains, qui étaient parvenus au point de soupçonner leurs plus anciens amis, et même leurs parents. C'était ainsi qu'ils étaient obligés de boire jusqu'à la lie la coupe de l'amertume, sans même oser l'adoucir par des plaintes, qui assurément auraient été bien fondées; excepté lorsqu'ils voyaient quelques Anglais, dans le sein desquels ils osaient exhaler leur douleur. A Lima, les *Tertulias*, conversations, et la gaîté des promenades avaient entièrement disparu; et *quando se acabara esto?* quand cela finira-t-il? était la question constamment répétée en tout temps et en tous lieux. A Santiago, c'était absolument tout le

contraire : la joie et la gaîté présidaient aux paseos, la confiance et la franchise aux tertulias journaliers; les Anglais y manifestaient leur amour pour la liberté universelle, et y étaient généralement estimés. L'amitié et l'harmonie semblaient régner, et la tranquillité du pays étant l'heureux fruit du travail de ses enfants, était considérée par chaque individu comme son ouvrage; les opinions étaient exprimées avec une entière liberté, tandis que le magistrat suprême, le chef militaire, le soldat et le paysan se proclamaient concitoyens, et ne reconnaissaient d'autre maître que leur devoir et les lois.

Une autre circonstance éminemment remarquable en faveur du Chili, est l'état prospère de son commerce, complètement développé et consolidé depuis la révolution; il l'a rendu non-seulement indépendant de l'Espagne, mais même du Pérou. Autrefois les fruits et les produits de cette fertile partie du nouveau monde n'avaient d'autres débouchés que le marché du Pérou; mais de l'esprit de liberté sont nées les conceptions spéculatives et commerciales qui ont fait créer des marchés dans ces contrées, en ventes et retours dont, dix années auparavant (1819), les spéculateurs eux-mêmes ignoraient l'existence. On croyait que plusieurs de ces provinces étaient

situées de manière à écarter toute idée d'aller les explorer, parce qu'on pensait que de pareils voyages seraient accompagnés de difficultés presque aussi insurmontables, de dangers aussi grands, que les habitants d'Europe supposaient en rencontrer sur les côtes du Pérou.

Les mœurs et les usages des habitants de Santiago diffèrent beaucoup de ceux de la Conception en 1803, qui, à cette époque, était presque aussi peuplée que la capitale. L'estrado est presque entièrement banni; les dames sont accoutumées à s'asseoir sur des chaises. Les tables basses sont remplacées par celles d'une hauteur ordinaire; celles autour desquelles se rassemblaient les familles qui, à cette époque, croisaient les jambes comme les Turcs et les tailleurs assis sur un tapis, sont maintenant réformées. Autrefois tout le monde mangeait au même plat; mais à présent on se place autour d'une table comme en Angleterre, et les repas sont servis avec autant de régularité que de propreté. Les sons, souvent discordants, de l'antique guitare, ont fait place au piano, et les danses sans goût du pays, à l'agréable contre-danse. On peut dire que les Chiléens sont devenus à moitié européens, tant dans leurs habillements que dans leurs plaisirs et leurs mœurs.

Le tableau de la révolution du Chili qu'on va lire, a été extrait de documents officiels et de rapports exacts.

Ce qui caractérise toutes les révolutions dans l'Amérique du sud, c'est l'accomplissement de l'objet principal, qui consiste à déposer, sans effusion de sang, toutes les anciennes autorités constituées. Ce fut ce qui arriva à Caracas, à Santa Fé de Bogota, à Quito, à Buenos Ayres et au Chili; et, à une époque plus récente, à Guayaquil, à Truxillo, à Tarma et même à Lima, car les forces espagnoles quittèrent la ville et furent remplacées par les Chiléens, sans qu'il s'engageât la plus légère escarmouche dans la capitale ou ses environs.

Les mêmes causes qui avaient agi dans Venezuela et Quito, et dont nous avons déjà parlé, exercèrent la même influence au Chili, et produisirent les mêmes effets. Le 18 juillet 1810, le président Carrasco fut déposé par les naturels, sous le prétexte de l'impossibilité où il était de pouvoir conserver à Ferdinand cette partie de la domination espagnole jusqu'à ce que ce roi pût être dégagé de sa captivité, et une junte, qui fut prise dans le Cabildo, s'engagea à gouverner d'après l'ancien système, mais avec l'intention secrète de suivre la marche et l'exemple de Buenos Ayres, et de déclarer son indépendance.

En 1811, Don Juan Jose Carrera, fils de Don Ignacio Carrera du Chili, qui avait été envoyé en Europe, et avait obtenu dans la guerre continentale le rang de lieutenant-colonel et le commandément d'un régiment de hussards, traversa l'atlantique pour venir au secours de sa patrie, dans l'opinion où étaient ses amis que lui seul pouvait la sauver du danger imminent qui la menaçait par suite de la marche qu'on avait adoptée; et il fut, en conséquence, nommé par la Junte suprême président du congrès, et, en outre, général de l'armée qui était au moment de s'organiser. La première mesure que prit Carrera, fut d'établir une armée défensive qu'il commença immédiatement à recruter et à discipliner, en choisissant les officiers parmi les amis les plus zélés de la liberté. Il se constitua colonel de la garde nationale, nomma son frère aîné, Don Jose Miguel, colonel des grenadiers, et son plus jeune frère, Don Luis, colonel et commandant d'artillerie. A cette époque, les principales forces du Chili étaient à la Conception et employées sur la frontière d'Arauco, à l'exception de deux compagnies qui avaient toujours été de service dans la capitale, composées d'environ 50 hommes stationnés en garnison à Valparaiso. En apprenant ce

qui s'était passé dans la capitale, les troupes de la Conception se déclarèrent en faveur de la cause de la liberté. Les habitants de la Conception prétendirent que leur ville était mieux située que Santiago pour en faire le siége du gouvernement, et, comme les troupes étaient principalement composées d'hommes du pays, on leur persuada de concourir à cette démarche, qui causa quelques embarras à Carrera, et on craignit qu'une demande aussi intempestive ne devînt la cause d'une guerre civile; mais il fut enfin convenu que, pendant un temps limité, les troupes de la Conception resteraient au sud de la rivière de Maule, et celles de Santiago au nord. Cela donna à Carrera une occasion favorable de gagner les troupes, ce qu'il fit en envoyant des émissaires à la Conception. Il y eut une réconciliation générale, et toutes les forces furent placées sous le commandement de Don Juan Jose Carrera.

Les troupes espagnoles de Lima, de Coquimbo et de Chiloe, sous le commandement du colonel Gainsa, commencèrent les hostilités au sud du Chili; il y eut, entre eux et les Chiléens indisciplinés, différentes actions et escarmouches dont le résultat fut favorable aux derniers. En 1812, Don Bernardo O'Higgins, alors capitaine de milice, vint joindre

Carrera qui lui donna le rang de lieutenant-colonel de la ligne, et bientôt après l'éleva à celui de brigadier-général, pour les importants services qu'il rendit avec les détachements de guérillas.

En 1813, les trois Carreras furent faits prisonniers par les Espagnols avec un nombre considérable de leurs officiers, et renfermés à Talca. Le commandement de l'armée fut dévolu à O'Higgins, comme le plus ancien officier; il profita de cette circonstance, s'empara du pouvoir civil, se fit proclamer président et nomma un substitut pour gouverner la capitale pendant son absence. Les Carreras ayant de l'argent à leur disposition, corrompirent leurs gardes à Talca et parvinrent à s'échapper. O'Higgins offrit aussitôt une récompense à ceux qui les arrêteraient. Les trois Carreras partirent immédiatement pour Santiago, déguisés en paysans, et se firent connaître à quelques amis; Don Luis fut arrêté et emprisonné; Don Juan se rendit déguisé aux baraques d'artillerie, il y entra et se découvrit aux officiers et aux soldats, qui le félicitèrent de son arrivée et promirent de le défendre. Il se rendit alors sur la place avec les soldats et délivra son frère Luis.

Les citoyens s'empressèrent de réintégrer les Carreras, et O'Higgins en ayant appris la nouvelle, mar-

cha avec son armée sur la capitale, laissant l'ennemi tirer avantage des discordes civiles. Carrera proposa d'unir leurs forces respectives, de marcher contre leur ennemi commun, et de laisser ensuite aux hasards de la guerre ou aux suffrages du peuple à décider de leur querelle particulière. O'Higgins se refusa à ces propositions, et les deux généraux se préparèrent à en venir aux mains. Carrera choisit pour champ de bataille la plaine de Maypu où O'Higgins l'attaqua et fut repoussé. Les paysans commandés par Carrera, quoique victorieux, s'avancèrent amicablement vers leurs compatriotes, pour les engager à se désister de leurs prétentions au lieu de prendre la fuite, et de se rendre à leur chef, le premier qui les eût commandés, et dont ils connaissaient les anciennes qualités. Cet avis salutaire fut accueilli par les vaincus, qui furent généreusement reçus et pardonnés. O'Higgins et ses principaux officiers furent faits prisonniers. Ils s'attendaient tous que leur général, justement offensé, les mettrait en jugement comme traîtres; mais ils obtinrent leur pardon et furent rétablis dans leurs anciens grades. O'Higgins fut réintégré dans le commandement de l'avant-garde, et reçut ordre de marcher vers Rancagua, où Carrera se rendit bientôt

après avec le reste de l'armée. Les Espagnols, profitant des dissentions qui étaient survenues entre les chefs patriotes, recrutèrent et disciplinèrent de nouvelles troupes, et investirent la ville de Rancagua le 1er. octobre 1814. Carrera et ses troupes s'y défendirent pendant quarante-huit heures, et lorsqu'ils eurent épuisé leurs munitions, se voyant obligés d'évacuer la place, ils s'ouvrirent, l'épée à la main, un passage au milieu des soldats Espagnols. Le général Carrera et ses deux frères, O'Higgins, Benevente, le malheureux Rodrigues, et plusieurs des plus riches citoyens, traversèrent les Cordilières, laissant le général Osorio en possession de tout le Chili.

Le régime espagnol étant ainsi rétabli dans le Chili, les différents fonctionnaires qui avaient été déposés reprirent leurs emplois, et on établit un nouveau tribunal appelé de la *purification*, épreuve par laquelle devaient passer tous les naturels qui désiraient être considérés comme loyaux sujets de l'Espagne. Ce tribunal était composé d'Espagnols, principalement d'officiers, ayant à leur tête, comme président, le célèbre Major San Bruno. On ne peut rien imaginer de plus arbitraire que la conduite de ce tribunal chargé d'examiner quelle avait été la conduite des habitants, et de les condamner

ou de les acquitter à sa volonté, sans avoir égard aux lois et aux formes établies. Les prisons furent remplies de victimes, les lieux d'exil encombrés de proscrits, par suite de cette inquisition politique, et le Chili gémit sous l'administration imprudente d'Osorio. Ce général oppresseur et Marco, au lieu de prendre des mesures conciliatrices, qui auraient pu attacher à leur parti les mécontents, les persécutèrent de toutes les manières, et provoquèrent la défiance, en sorte que l'inimitié qui se propageait en secret, saisit la première occasion favorable de conspirer, et de faire ressentir les terribles effets de la vengeance.

Le général Carrera poursuivit sa route vers Buenos Ayres, où il s'embarqua pour les États-Unis, à dessein d'y aller solliciter des secours, tandis que O'Higgins, Rodrigues, Mc Kenni et Calderon, commencèrent à recruter, et à discipliner une nouvelle armée pour la réoccupation du Chili. Le commandement de cette armée fut donné à San Martin, qui traversa avec elle les Cordilières, et le 12 février 1817, fut donnée la bataille de Chacabuco, dont nous avons déjà fait connaître le résultat. A l'arrivée des troupes patriotes à Santiago, on y établit un gouvernement électif, dont le général San Martin fut nommé suprême directeur ; mais il refusa cette

place, en engageant ses concitoyens à y nommer son ami le général O'Higgins.

Le refus de San Martin d'accepter le poste d'honneur et le plus élevé qui existât au Chili, fut à cette époque mal interprété; on le regarda comme une marque de déférence tacite aux talents supérieurs de O'Higgins, et comme une preuve de modestie de la part du héros de Chacabuco; mais quelques personnes qui le connaissaient mieux étaient intimement convaincues qu'il se proposait de gouverner le gouvernement même, et de le faire servir à ses propres projets. D'ailleurs, un champ bien plus vaste s'offrait alors à l'ambition de San Martin : il commença à porter ses regards vers le Pérou, qui devint ensuite le théâtre de ses exploits guerriers.

Les Espagnols prirent possession de Talcahuano, et des provinces du sud, et reçurent des secours du Pérou, consistant dans le régiment de Burgos, un des plus beaux corps de troupes qui eussent été envoyées d'Espagne. Le général Osorio prit de nouveau le commandement de l'armée, et marcha sur la capitale, tandis que les patriotes rassemblaient toutes leurs forces pour s'opposer à lui. Les troupes espagnoles étaient composées d'environ cinq mille hommes régulièrement organisés, qui rempor-

tèrent plusieurs avantages, particulièrement à Cancharayada, où ils surprirent la nuit l'armée Chiléenne, et la détruisirent complètement, et si le général Osorio avait continué sa marche, il aurait pu entrer dans la capitale sans rencontrer la moindre opposition; mais, au lieu d'adopter cette mesure, il demeura à Talca et donna aux patriotes le temps de réunir leurs forces éparses. Ils déployèrent une grande activité; car, le 5 avril, ils se présentèrent dans la plaine de Maypu avec environ sept mille hommes, y compris la milice; à la vérité il y en avait très-peu parmi eux qu'on pût appeler vétérans, excepté pour leur zèle et leur fidélité dans la défense de la cause commune. O'Higgins ayant été dangereusement blessé au bras droit à Cancharayada, ne put commander les troupes, et resta dans son palais à Santiago; San Martin et Las Heras commandaient les patriotes, et Osorio les royalistes, dans cette mémorable journée qui mit le sceau à la destinée du Chili. L'action fut opiniâtre et sanglante pendant la plus grande partie du jour; dans l'après-midi, la fortune parut se déclarer en faveur des Chiléens, lorsque le lieutenant-colonel O'Brian observa que le régiment de Burgos cherchait à se former en carré; il dirigea aussitôt son cheval du

côté où était le général San Martin et le pria de charger à la tête de sa cavalerie, et d'empêcher ainsi que cette manœuvre ne s'exécutât, en déclarant que si elle s'effectuait, rien ne pourrait mettre obstacle à ce que l'ennemi arrivât à la capitale. San Martin, au lieu de charger à la tête de la cavalerie, ordonna à O'Brian de le faire, ce qu'il exécuta aussitôt, mit en déroute les Espagnols, et assura la victoire aux patriotes. Osorio, observant l'état où se trouvait le régiment de Burgos, prit encore la fuite avec un petit nombre d'officiers, et une partie de ses gardes-du-corps. Lorsqu'O'Brian retourna auprès du commandant en chef, lui portant la nouvelle de la victoire, le héros de Maypu lui répondit familièrement, en lui offrant une bouteille de rhum: *toma,* prends.

Des cinq mille hommes commandés par Osorio, deux mille périrent sur le champ de bataille, et deux mille cinq cents furent faits prisonniers, avec cent quatre-vingt-treize officiers, qui furent envoyés à travers les Cordilières, à la Punta de San Luis, et à Las Bruscas. Le général Osorio, avec une suite d'environ deux cents hommes, s'échappa du champ de bataille, et s'enfuit à la Conception.

Cette victoire remportée sur les Espagnols, assura aux Chiléens cette indépendance complète pour la-

quelle ils n'avaient cessé de combattre depuis 1810; mais la gloire de ce grand œuvre fut ternie par ce qui se passa à Mendosa, au côté est des Cordilières, aussi bien qu'à Quillota à l'ouest. Lorsque le général Carreras revint des Etats-Unis, ramenant avec lui plusieurs officiers et quelques munitions de guerre, dans le dessein de préparer une expédition pour la liberté de son pays, il apprit, à son arrivée à Buenos Ayres, que ses deux frères y étaient prisonniers sur leur parole, et qu'il ne leur était point permis de retourner chez eux, ni de joindre l'armée. Cette conduite surprit extrêmement Carrera; mais à peine avait-il eu le temps de s'informer de ce qui était arrivé, qu'il fut lui-même arrêté, et embarqué sur un brick de guerre de Buenos Ayres. Alors les deux frères, craignant le même sort, s'enfuirent: Don Luis le 17 juillet 1817, et Don Jose Miguel le 8 août. Ils furent arrêtés le 17, près de Mendosa, et jetés en prison, au moment où ils espéraient qu'il leur serait possible de traverser les Cordilières, et de servir encore leur pays.

Il paraît que Don Jose Miguel Carrera avait obtenu, pendant qu'il était à Rio Janeiro, une copie de la négociation qui avait été entamée en France par Don Antonio Alvares Jonte, l'agent de Pueyr-

redon, suprême directeur de Buenos Ayres, pour y établir une monarchie, et donner ce trône à Charles Louis, prince de Lucques, fils de Don Louis de Bourbon, héritier présomptif du duché de Parme, et de Dona Maria Louise de Bourbon, fille de Charles IV d'Espagne, ensuite nommés roi et reine d'Etrurie. La possession de ces documents et une connaissance de tout ce qui avait transpiré, firent voir d'un très-mauvais œil la visite de Carrera à Buenos Ayres, et inspira des soupçons à Pueyrredon qui, pour pourvoir à sa propre sûreté, jura la destruction de cet individu; mais il s'échappa du brick, et s'enfuit à Monte Video.

Don Jose Miguel et Don Luis étaient tous les deux de dangereux ennemis de San Martin, qui, apprenant leur arrestation, dépêcha dans cette ville son secrétaire Don Bernardo Monteagudo, pour leur faire faire leur procès; et comme il était nécessaire d'inventer un motif plausible pour les condamner, parce que celui d'avoir désobéi aux ordres d'un gouvernement auquel ils n'avaient point prêté serment de fidélité, ne pouvait être suffisant, Don Juan Jose fut accusé d'avoir assassiné, en 1814, le fils du maître de poste de San Jose, crime qui n'était pas prouvé. Comme cette accusation n'inculpait

pas Don Luis, on dressa un autre plan qui pût inculper les deux frères : quelques-uns des soldats alors de service à Mendosa furent envoyés aux prisonniers pour leur proposer des moyens de s'échapper, auxquels ils accédèrent; et, le 25 février 1818, Pedro Antonio Olmos informa le gouverneur de Mendosa, que Don Juan Jose et Don Luis Carrera avaient formé un plan d'évasion pour la nuit suivante, et engagea Manuel Solis à appuyer cette déclaration. Cinq soldats furent adjoints, comme témoins, pour déposer contre les malheureux frères. Le 10 mars, l'information fut terminée; le 11 ils furent requis de produire leurs défenseurs, et le 4 avril le fiscal sollicita la sentence de mort; le 8 la sollicitation fut approuvée, comme conforme aux lois, par Miguel Jose Galigniana, et Bernardo Monteagudo, qui donnèrent l'ordre que le jugement fût exécuté. Les deux malheureux frères entendirent à trois heures la lecture de leur sentence, et furent fusillés à six. Ils quittèrent la prison en se donnant le bras, et marchèrent vers la place de l'exécution; s'étant ensuite mutuellement embrassés, il s'assirent sur un banc, et, ayant crié aux soldats de faire feu, ils s'embrassèrent de nouveau en mourant. La conduite du général

San Martin sera peut-être défendue par ses amis et partisans; mais l'opinion dominante est que, voyant que le parti des Carreras était très-nombreux dans le Chili, il avait juré leur destruction, et qu'il avait envoyé lui-même au gouverneur Lusuriaga l'ordre de faire exécuter Don Jose et Don Luis. On ne peut néanmoins rien concevoir de plus inconvenant que ce qui arriva à Santiago après l'exécution de ces deux frères. San Martin envoya à leur malheureux père un état des dépenses auxquelles avaient donné lieu leur procès et leur exécution, avec ordre de payer immédiatement, sous peine d'être mis en prison. Le vénérable vieillard paya cette amende de sang, et expira deux jours après! J'étais alors à Santiago, et je suivis le corps au tombeau.

Tandis que cette tragédie se passait sur le côté oriental des Cordilières, une autre qui, par son atrocité nocturne, surpassa même tout ce qu'on pouvait trouver de plus odieux dans ce genre dans les légendes de la barbarie, se passait sous la même influence au côté occidental : action bien faite pour changer en haine la plus invétérée, la plus douce sympathie pour la liberté. Don Manuel Rodrigues avait obtenu le grade de colonel au service de son

pays; il traversa les Cordilières après la défaite de ses compatriotes à Rancagua, resta avec o'Higgins, et contribua à discipliner l'armée commandée par San Martin ; la bataille de Chacabuco ajouta autant de gloire que d'honneur à son nom, et le champ de bataille de Maypu le vit couronné de lauriers. Sa conduite comme militaire et ses manières nobles l'avaient rendu cher à tous ceux qui le connaissaient ; mais l'éclat de ses vertus fut la cause de sa perte. La jalousie de San Martin ne put supporter de rival dans une gloire qu'il considérait comme son partage exclusif, ni que la popularité de Rodrigues pût détourner un seul instant l'attention de personne au point de lui faire perdre de vue la grandeur du héros de Maypu. Rodrigues fut arrêté et envoyé à Quillota, où, quelques jours après, San Martin envoya un caporal et deux soldats, avec ordre de leur remettre Rodrigues. Il fut traîné le long de la route qui conduit à la capitale, sans qu'il lui fût permis de s'arrêter pendant la nuit à une maison devant laquelle ils passèrent. Cete stimable Chiléen fut assassiné à minuit par les scélérats chargés de sa garde, et enseveli à une courte distance du grand chemin. Les parents de Rodrigues firent ensuite des recherches; mais ils ne purent obtenir au quartier-

général de réponse satisfaisante, ni retrouver les soldats de son escorte, les seuls qui pouvaient les éclairer sur son sort ; car le général San Martin les avait envoyés à la Punta de San Luis, sous la surveillance de son confident Dupuis, qui préparait alors un autre crime plus horrible, s'il est possible, que celui qui venait d'avoir lieu.

Après l'expulsion des Espagnols, le directeur suprême O'Higgins, connaissant toute l'importance d'une force navale qui pourrait protéger les côtes du Chili, et ses intérêts commerciaux, contre les vaisseaux de guerre espagnols, s'occupa, avec autant de soin que d'activité, à se procurer non-seulement des vaisseaux, mais des officiers et des équipages ; il acheta les deux vaisseaux Indiens le *Cumberland* et le *Windham*, qui reçurent ensuite les nom de *San Martin* et de *Lautaro*. Le Chacabuco et le Pueyrredon furent équipés ; le Galvarino fut acheté, et la Maria Isabel prise. Mais la possession de ces vaisseaux n'eût été qu'un fardeau onéreux pour le Chili, sans le dévouement et les services de lord Cochrane, à qui les rives occidentales du Nouveau Monde doivent leur émancipation, et l'Angleterre le commerce de cette riche partie du globe.

O'Higgins, désirant alléger le fardeau de l'administration qui lui avait été confiée, nomma cinq sénateurs consultants ; mais il leur accorda imprudemment des pouvoirs assez étendus pour les rendre indépendants de son autorité, et, par conséquent, devint lui-même soumis à leurs déterminations. Il en résulta d'innombrables délais dans l'expédition des affaires qui ne furent plus traitées avec le secret et la célérité toujours nécessaires dans les affaires d'état, et souvent l'ennemi eut le temps d'être instruit d'avance des desseins des Chiléens et de se préparer à en déjouer l'exécution.

Lorsque l'escadre eut mis à la voile de Valparaiso, le 15 janvier 1819, sous le commandement de lord Cochrane, toute l'attention des Chiléens fut dirigée vers l'attente des victoires importantes qu'ils espéraient remporter, par son moyen, sur les Espagnols du Pérou. Ils se considéraient comme en sûreté sous la protection de la flotte, et se félicitaient d'avoir en ce moment transféré le théâtre de la guerre de leur propre pays sur le territoire ennemi; mais, tandis que les choses étaient dans cet état, on vit se reproduire une nouvelle scène d'horreur, susceptible non-seulement de surprendre les habitants de cette partie du nouveau monde, mais encore

d'appeler sur la tête de son auteur l'exécration universelle. Voici l'extrait de la gazette ministérielle de Santiago, du 5 mars 1819, relatif à cet événement.

« Le 8 février dernier, entre 8 et 9 heures du matin, mon soldat d'ordonnance m'informa que quelques-uns des officiers espagnols détenus à San Luis, désiraient me voir; je lui ordonnai de les laisser entrer; je m'entretenais alors avec le chirurgien Don Jose Maria Gomes, et mon secrétaire Don Jose Manuel Riveros. Le colonel Morgado, le lieutenant-colonel Morla et le capitaine Carretero, entrèrent. Carretero s'assit à ma gauche, et, après quelques compliments, il tira de son sein un poignard et m'en frappa; mais heureusement je parvins à parer le coup. Carretero s'écria en même-temps : « Votre dernière heure est venue, coquin! l'Amérique est perdue, mais vous ne nous échapperez pas. » Je reculai pour me défendre contre le colonel Morgado, qui cherchait à me porter un second coup. En ce moment le général Ordones, le colonel Primo et le lieutenant Burguillo entrèrent; le chirurgien Gomes quitta aussitôt la chambre pour appeler du secours, et mon secrétaire Riveros fit tous ses efforts pour suivre son exemple; mais il en fut empêché par Burguillo. J'eus, pendant un temps considérable, à

me défendre contre les six assassins, qui commencèrent à ralentir leurs efforts lorsqu'ils entendirent les cris du peuple qui entourait la maison et qui cherchait à entrer. Je leur demandai de me permettre de sortir pour apaiser les cris de la populace, ce à quoi ils consentirent; mais, au moment où j'ouvrais la porte qui conduisait du palais sur la plasa, le peuple entra en foule et les immola tous, excepté le colonel Morgado que je tuai de ma propre main; ainsi fut vengée l'attaque dirigée contre ma personne.

» Je découvris, immédiatement après, que tous les officiers espagnols détenus ici avaient formé un complot pour se délivrer et passer du côté des guérillas commandés par Carrera et Alvear. Cependant, la populace et les soldats prirent l'alarme, et plusieurs des prisonniers payèrent de leur vie la témérité du plan qu'ils avaient conçu. J'ordonnai aussitôt à Don Bernardo Monteagudo de faire une procédure sommaire; quatre jours après en avoir reçu l'ordre, il m'annonça qu'elle était terminée, et, conformément à son opinion, j'ordonnai de fusiller les individus suivants : les capitaines Gonsales, Sierra et Arriola, les enseignes Riesco, Vidaurazaga et Caballo, les soldats Moya et Peres. Le nombre

des ennemis qui ont péri consiste en 1 général, 3 colonels, 2 lieutenants-colonels, 9 capitaines, 5 lieutenants, 7 enseignes, un intendant de l'armée, un commissaire, un sergent et deux soldats. Signé : Vicente Dupuy, lieutenant-gouverneur de San Luis.»

Il circula plusieurs autres récits de ces événements; je reçus celui qu'on va lire, d'une personne impartiale qui n'avait aucune raison pour me transmettre des détails exagérés.

« Dans la nuit du 7 février 1818, pendant que les officiers Espagnols, prisonniers de guerre à San Luis, jouaient aux cartes avec Don Vicente Dupuy, ce lieutenant-gouverneur ayant perdu quelque argent, s'empara aussitôt de celui qui était devant le colonel Ribero; celui-ci lui en fit des reproches, et, malgré toutes les instances des spectateurs, donna un soufflet à Dupuy, dont les amis, ainsi que quelques Espagnols, prirent aussitôt les armes qui se trouvaient dans la chambre. Le tumulte qui en résulta alarma la garde, et les prisonniers espagnols, craignant les résultats de cette affaire, mirent bas les armes, et demandèrent pardon à Dupuy; il leur fut accordé, et il leur donna sa parole d'honneur que, s'ils voulaient le laisser sortir, il calmerait l'effervescence de la garde et de la populace. Il sortit en

effet; mais, au lieu d'apaiser les esprits, il répandit l'alarme, et excita le peuple à venger les insultes qu'il avait reçues des *godos* (goths, nom sous lequel les Espagnols étaient désignés). Dupuy rentra alors avec quelques soldats et individus armés, et le général Ordones, le colonel Morgado, et six autres officiers, furent égorgés. Le colonel Primo, voyant qu'il ne pouvait échapper à son sort, prit un pistolet et se donna la mort. Tout Espagnol rencontré dans les rues fut aussi massacré, et plusieurs même furent tués dans leurs maisons; il y eut en tout cinquante officiers assassinés dans cette fatale journée, et il n'en échappa que deux de ceux qui étaient alors à San Luis. En récompense de cette action si mémorable, Dupuy fut créé colonel-major, et membre de la légion de mérite du Chili. »

Dupuy fut ensuite mis en jugement par ordre du gouvernement de Buenos-Ayres, pour plusieurs assassinats et actes de cruauté qu'il avait commis; il se défendit en produisant des ordres écrits de San Martin pour l'assassinat de Raposo et de Conde, et pour le meurtre du malheureux Rodrigues. Ces ordres étaient très-laconiques. « *Pasarà por San Luis, tiene mi pasa-porte, recibale bien, pero que no pase el monte, al atro lado de San Luis. Pron-*

titud, y silencio; asi conviene para el bien de la Patria. Il passera par San Luis, il a mon passe-port, recevez-le bien, mais ne lui laissez pas passer le bois de l'autre côté de San Luis; promptitude et silence, cela est nécessaire pour le bien de la patrie. » Cependant Dupuy fut exilé à la Rioja d'où il s'échappa, et suivit San Martin au Pérou. Il prouva aussi que l'ordre d'exécuter les Carreras, avait été verbalement donné par San Martin, avant qu'il quittât Mendosa.

Quant au général San Martin, on doit faire observer que plusieurs écrivains se sont tellement mépris sur son caractère et ses actions, qu'il devient nécessaire de publier quelques traits inconnus jusqu'ici, tant pour rétablir la vérité des faits historiques, que pour dissiper le nuage qui enveloppe la conduite de plusieurs individus qui ont concouru à faire prospérer la cause de la liberté américaine. La présence de Monteagudo à Mendosa, pour l'exécution des Carreras, et la coïncidence de cette mission avec une autre semblable dont il fut chargé à San Luis, donnent lieu à d'étranges conjectures; en y ajoutant la circonstance qu'il fut arrêté dans la maison d'un négociant anglais, résidant à Santiago, et envoyé comme prisonnier par ordre de

San Martin, à San Luis où il fut toujours considéré comme tel, jusqu'au moment où il fut appelé pour faire le procès et rédiger la sentence de mort des prisonniers espagnols, ce qui parut avoir décidé sa libération personnelle; car, aussitôt après, il traversa les Cordilières, et vint demeurer auprès de son patron.

En 1818, les Espagnols, sous le commandement du général Sanches, évacuèrent la Conception et Talcahuana, traversèrent le Biobio et le territoire Araucanien, pour se rendre à Valdivia. Sanches dépouilla la ville de la Conception de tous les objets précieux qu'il put emporter avec lui; tels que l'argenterie, les ornements des églises, et même un grand nombre de grilles de croisées appartenantes à des particuliers, persuada aussi aux religieuses d'abandonner leurs cloîtres, et de suivre la fortune de l'armée, ce qu'elles firent, pour être ensuite abandonnées à Tucapel où elles restèrent parmi les Indiens.

Sanches laissa dans la ville d'Arauco un naturel du Chili nommé Benavides, avec la mission de harceler les patriotes de la Conception; et plusieurs Espagnols dont les mœurs étaient des plus licencieuses, restèrent avec lui. Benavides était né dans

la province de la Conception, et avait servi quelque temps dans l'armée de sa patrie; mais il déserta pour entrer dans celle des royalistes; il fut fait prisonnier à la bataille de Maypu, et condamné, avec plusieurs autres, à être fusillé le soir, dans l'obscurité. Benavides ne fut point tué, quoique son visage fût couvert de poudre; étant tombé, il fit quelques mouvements qui furent remarqués par l'officier, qui lui donna de son épée à travers le cou, et le laissa pour mort; mais, même après avoir été ainsi maltraité, il conserva assez de force pour se traîner jusqu'à une petite maison, où il fut accueilli, et guéri de ses blessures. On dit qu'après sa guérison, il eût une conférence secrète avec San Martin; j'ai été parfaitement à même d'être fixé sur ce fait, et je suis certain qu'une pareille entrevue n'eut jamais lieu. San Martin n'est pas un homme à faire une pareille démarche, et il n'eût point été prudent de la part d'aucun chef de hasarder son existence avec un désespéré tel que Benavides. Ce monstre se sauva de Santiago, joignit le général Sanches à la Conception, et reçut de lui le commandement de la petite ville d'Arauco où commencèrent les hostilités les plus atroces qui aient jamais dégradé la guerre d'Amérique.

Cependant le gouvernement s'occupait alors à préparer une seconde expédition navale, destinée pour la côte du Pérou; les derniers avis d'Europe confirmèrent le premier qui annonçait qu'on préparait à Cadix un armement maritime composé des vaisseaux de guerre l'Alexandre et le San Telmo, la frégate la Prueba et quelques petits bâtiments destinés pour la mer Pacifique. L'Escadre Chiléenne n'était point en état de lutter contre de semblables forces, d'autant plus que les deux frégates l'Esmeralda, et la Vangansa, trois bricks de guerre et quelques petits bâtiments marchands bien armés à Callao, devaient se joindre à l'armée navale envoyée d'Espagne. Il fut donc décidé que l'escadre tenterait de détruire les vaisseaux du port de Callao, en les brûlant. M. Goldsack, qui était venu au Chili, s'occupa à faire des fusées à la Congrève dont l'essai, fait à Valparaiso, répondit à l'attente de lord Cochrane.

Après que toutes les dispositions nécessaires eurent été terminées, l'escadre, composée de l'O'Higgins, du San Martin, du Lautaro, de l'Indépendencia qui arriva le 23 mai 1818, après avoir été construite aux États-Unis pour le gouvernement du Chili, du Galvarino, de l'Araucano, de la Victoria, et

de la Xeresana, deux vaisseaux marchands, qui devaient être convertis en brûlots si cela devenait nécessaire, quitta le port de Valparaiso le 12 septembre, et, ayant d'abord touché à Coquimbo, arriva le 28 dans la baie de Callao. Lord Cochrane annonça au vice-roi Pesuela l'intention de détruire, si cela était possible, les vaisseaux qui étaient dans le port; mais il lui proposa, comme conditions auxquelles il consentirait à se désister de ce projet, de diminuer le nombre de ses vaisseaux, dont il enverrait une partie sous le vent, et de combattre contre les forces Espagnoles d'homme à homme, de canon à canon, si les vaisseaux quittaient leur mouillage; observant que, par ce moyen, on conservait les propriétés individuelles alors existantes dans la rade. Cependant son Excellence n'accepta pas le défi, en disant qu'il était jusqu'alors sans exemple. Les préparatifs pour lancer les fusées sur les vaisseaux, commencèrent aussitôt, on en lança plusieurs dans la nuit du 1er octobre, mais sans effet. Le feu des batteries et des vaisseaux commença à l'instant du départ de la première fusée qui parut un signal donné à l'ennemi. De notre mouillage, nous pouvions distinguer les instruments de destruction qui volaient dans les airs comme des

météores en miniature, cependant, il y eut peu de pertes des deux côtés. La nôtre se réduisit à celle du lieutenant Bayley sur le Galvarino, et d'un matelot. Un des radeaux sous la direction du lieutenant-colonel Charles, fut protégé par l'Indépendencia ; le second, armé de deux mortiers, sous le commandement du major Miller, maintenant (1824) général, fut protégé par le Galvarino; et le troisième, sous le capitaine Hinde, était défendu par le Pueyrredon. Le capitaine Hinde perdit par un accident son bout de feu, et envoya à bord du brick en chercher un autre que le soldat laissa tomber en descendant du bateau sur le radeau; il tomba sur les fusées et causa une explosion qui n'eut cependant pas de suites fâcheuses.

Dans les nuits des 2, 3 et 4, on lança plusieurs autres fusées, mais sans succès : les vaisseaux ennemis éprouvèrent bien quelques dommages; mais, le 4, ils furent complètement dégréés, précaution très-sage. Plusieurs des fusées firent explosion presque aussitôt qu'elles furent allumées; d'autres avant d'être parvenues à la moitié de leur hauteur; il y en eut qui prirent une direction opposée à celle qu'on leur avait donnée en les lançant, et il devint évident qu'il y avait eu quelque vice dans leur fabri-

cation. En effet, en les examinant de près, on reconnut que quelques-unes contenaient des chiffons, du sable, de la sciure de bois, du fumier et de semblables matériaux mêlés à la composition. Le colonel Charles, qui avait été chargé de surveiller la confection de ces fusées, ne put d'abord se rendre compte de ces mélanges; mais, à la fin, il se rappela que le gouvernement du Chili, dans la vue d'épargner le salaire des ouvriers nécessaires pour ce travail, avait employé les prisonniers espagnols à remplir ces fusées; cette mesure impolitique aurait pu avoir pour résultat la perte de toute l'escadre; car si les vaisseaux attendus d'Espagne fussent arrivés, les forces chiléennes n'eussent pu lutter avec l'escadre d'Espagne, surtout lorsqu'elle aurait été réunie avec celle qui était dans la baie de Callao.

Le 5, on découvrit au vent un grand vaisseau: on reconnut que c'était la frégate espagnole la Prueba, faisant partie de l'escadre attendue. Les avis que nous reçûmes du rivage nous apprirent que l'Alejandro était retourné en Espagne; et l'opinion générale était que le San Telmo s'était perdu à la hauteur du Cap Horn, ce qui fut ensuite confirmé.

Le brulôt étant prêt fut envoyé dans la baie sous

le commandement du lieutenant Morgel; aussitôt on entendit une forte canonnade des batteries et des vaisseaux, le vent se calma entièrement, et le brulôt se trouva dans un tel état, que le lieutenant Morgel fut obligé de l'abandonner, et il sauta avant d'être placé de manière à pouvoir nuire à l'ennemi. Par suite des nouvelles que nous reçûmes le jour suivant, l'Amiral se décida à ne point envoyer le second brûlot, et à se diriger vers le nord pour se procurer des provisions fraîches et de l'eau, aussi bien que pour obtenir des nouvelles de la frégate espagnole. L'équipage du San Martin étant malade, son Excellence l'envoya, avec l'Independencia et l'Araucano, à Santa, le Lautaro et le Galvarino à Pisco, pour se procurer des liqueurs spiritueuses et du vin, dont les magasins royaux de cette place étaient remplis. Pisco étant gardé par des forces militaires, on y envoya une partie des marins de l'O'Higgins et de l'Independencia, et tous les détachements réunis furent mis sous les ordres du colonel Charles. Le 14 octobre nous jetâmes l'ancre dans le port de Santa, et aussitôt nous commençâmes à nous emparer du bétail qui se trouvait dans les fermes appartenantes aux Espagnols, et à le conduire sur le rivage; mais tout ce qui était reçu des

naturels était toujours ponctuellement payé, ce qui rendit si furieux un Espagnol nommé Don Benito del Real, qu'il se mit à la tête de quelques-uns de ses esclaves et d'autres individus dépendants de lui, et vint de Nepena à Santa où il surprit un de nos matelots et le fit prisonnier; il s'en retourna aussitôt, et fit dire au Vice-Roi Pesuela qu'il s'était emparé du frère de lord Cochrane, déguisé. Ces nouvelles furent insérées dans la gazette de Lima, et rien ne peut exprimer le désappointement des royalistes de cette ville, lorsqu'ils découvrirent que le noble prisonnier n'était qu'un simple matelot.

Les forces espagnoles stationnées à Pisco étaient composées de 600 hommes d'infanterie et de 200 de cavalerie, partie vétérans et partie milice ; le fort était garni de 6 pièces de canon de 18 livres de calibre, et 2 pièces de campagne défendaient Pisco. Les soldats, commandés par le lieutenant-colonel Charles, étaient au nombre de 200 hommes et de 80 marins. Après avoir pris le fort, ils avancèrent vers la ville qu'ils prirent aussi. Le colonel Charles tomba à environ cent verges de la ville et fut aussitôt transporté à bord du Lautaro où il mourut le lendemain. Ses derniers mots furent : « J'avais espéré vivre plus long-temps et consacrer ma vie au

service du Chili. Le sort en a ordonné autrement; mais du moins, capitaine Guise, nous avons mis les Espagnols en fuite. » Ainsi périt le Desaix de l'Amérique. Le major Miller prit le commandement des troupes, et, arrivé à la plasa, il fut grièvement blessé par un coup de mousquet qui lui traversa le corps; mais il se rétablit pour continuer à servir la cause de la liberté dans le nouveau monde. On parvint à embarquer une quantité considérable de liqueurs spiritueuses et de vin; mais les matelots devinrent tellement insubordonnés, par suite de la facilité qu'ils avaient de se procurer sur le rivage leur liqueur favorite, que le capitaine Guise fut forcé de brûler les magasins, consistant alors en environ 14,018 gallons de liqueurs spiritueuses et de vins.

La santé de l'équipage du San Martin étant un peu rétablie, il reçut ordre de se rendre à Valparaiso avec l'Independencia, et sa Seigneurie, avec le O'Higgins, le Lautaro et le Galvarino, se dirigea vers la rivière de Guayaquil, dans l'espoir d'y trouver la Prueba. Le 27 à 11 heures du matin, nous entrâmes dans l'embouchure de la rivière, et le lendemain matin, au grand étonnement des naturels, nous étions au mouillage de la Puna, où nous trouvâmes

deux grands vaisseaux marchands espagnols, la Aquila et la Begona, presque entièrement chargés de bois, dont nous nous emparâmes.

La frégate espagnole la Prueba était arrivée le 15 octobre à Puna; ayant placé son artillerie sur des radeaux, elle remonta jusqu'à la ville, où il était impossible de la suivre faute de pilotes. Ayant fait de l'eau et acheté une forte provision de plantains et autres végétaux, nous quittâmes la rivière de Guayaquil le 21 décembre. Les vaisseaux de guerre et les prises reçurent ordre de se rendre à Valparaiso; l'O'Higgins parut avoir la même destination; mais, ayant atteint l'île de Juan Fernandes, l'Amiral donna ordre de faire voile vers Valdivia, au lieu de Valparaiso; disant qu'il désirait examiner ce port, parce que le Vice-Roi du Pérou avait assuré aux Péruviens qu'un vaisseau de guerre était entré à Valdivia et s'y radoublait pour faire ensuite une attaque sur Valparaiso.

CHAPITRE VI.

Passage de la rivière de Guayaquil à Valdivia. — Lord Cochrane reconnaît le port. — Prise du brick espagnol Potrillo. — Arrivée à Talcahuana. — Préparatifs pour une expédition à Valdivia. — Troupes fournies par le général Freire. — L'O'Higgins échoue. — Arrivée à Valdivia. — Prise de Valdivia. — Mauvais succès de la tentative sur Chiloe. — Retour de lord Cochrane. — Il quitte Valdivia pour se rendre à Valparaiso. — Victoire remportée par Beauchef. — Arrivée de l'Independencia et de l'Araucano. — L'O'-Higgins réparé. — Retour à Valparaiso. — Conduite du gouvernement chiléen. — Lord Cochrane se démet du commandement de l'escadre.

Nous pûmes remarquer, pendant notre voyage, qu'ayant sur notre vaisseau, au moment de notre départ, les amarres à bas bord, depuis l'embouchure de la rivière Guayaquil, elles restèrent toujours dans le même état jusqu'à notre arrivée à la hauteur de Valdivia, la différence de latitude étant de 36°

27'. Les courants qui coulent du sud semblent décroître vers le 92° ouest longitude; et au 98° dans le 33° de latitude sud, ils sont à peine sensibles. Le vent souffle aussi graduellement dans ces parages, en tournant vers l'est, et j'ai constamment observé la même chose dans 27 journaux espagnols de voyages, que j'ai examinés avec attention.

Le 17 janvier 1820 nous découvrîmes Punta Galera, promontoire méridional de la baie de Valdivia, sur lequel était hissé le pavillon espagnol. Le lendemain matin, l'Amiral entra dans le port sur sa chaloupe et revint peu de temps après; ayant cependant eu le temps d'examiner le mouillage et de se convaincre que le vaisseau de guerre n'y était pas et qu'il n'y avait qu'un vaisseau marchand.

Pour oser entreprendre une excursion de cette nature, il fallait avoir le caractère hardi et entreprenant de lord Cochrane; lorsqu'on considère la force de ce Gibraltar de l'Amérique du sud, le nombre des batteries formant une chaîne de défense, presque sans interruption, couronnées de canons, dont les boulets peuvent traverser le passage dans presque toutes les directions. Dans de semblables circonstances la résolution de braver tous ces dangers pour l'utilité du service du Chili, fait le plus

grand honneur à l'Amiral, d'autant que l'Amérique du sud doit à cette courte, mais dangereuse expédition, l'expulsion des ennemis de cette forteresse.

A six heures et demie nous vîmes arriver à notre bord une chaloupe avec un officier et trois soldats, trompés par le pavillon espagnol que nous avions hissé : ils furent retenus et devinrent pour nous une prise importante. Immédiatement après, nous aperçûmes un brick que nous chassâmes et capturâmes : c'était le brick espagnol de guerre le Potrillo. Il avait été expédié de Callao avec de l'argent pour le gouvernement de Chiloë et de Valdivia, et allait alors de la première ville à la seconde. Après sa capture, je fus agréablement surpris d'apprendre que deux des filles de mon ami Don Nicolas del Rio, d'Arauco, étaient à son bord, et qu'après un intervalle de dix-sept ans, il était en mon pouvoir de reconnaître en partie l'accueil amical et hospitalier que j'avais reçu de cette famille lorsque j'étais en Araucanie, captif et sans protection.

Le 20, nous mouillâmes dans la baie de Talcahuano, et, deux heures après, le général Freire, gouverneur de la province, et sa suite, vinrent à bord féliciter lord Cochrane de son arrivée. Je pro-

fitai de cette occasion, et sollicitai, au nom des deux demoiselles Rios, la permission de retourner chez elles, ce que le général accorda sur-le-champ, quoique, ajouta-t-il, à l'exception de leur frère Luis, toute la famille se soit montrée ennemie de la cause de son pays. Dans la nuit, un officier vint à bord et m'apprit que deux soldats étaient condamnés à mort à la Conception, qu'ils devaient être exécutés le lendemain matin pour crime de désertion, et qu'il avait été député par les autres officiers ses camarades, pour solliciter l'intervention de l'Amiral en leur faveur. Je rendis compte à sa Seigneurie qui envoya, le lendemain matin, une lettre au général Ramon Freire qui non-seulement lui accorda leur grâce, mais encore les lui envoya pour qu'il les incorporât parmi les marins qui servaient sous ses ordres.

Le jour de notre arrivée, lord Cochrane eut une conférence secrète avec le général Freire, et lui proposa l'attaque de Valdivia dont sa Seigneurie offrit de se charger avec quatre cents soldats, si le général voulait les mettre à sa disposition : le secret le plus profond en étant la condition expresse. Ce chef vraiment patriote consentit immédiatement à cette proposition, et donna sa parole d'honneur

de ne pas même communiquer au gouvernement suprême le plan adopté jusqu'à ce que le résultat en fût connu. Il est impossible de ne pas admirer cette généreuse conduite de Freire : il prêtait une partie de ses troupes, lorsqu'il était à la veille d'attaquer Benavides, et s'exposait, en affaiblissant ainsi sa division, à déplaire à ses supérieurs si lord Cochrane ne réussissait pas; mais son amour pour son pays, et la haute opinion qu'il avait de l'Amiral détruisirent toutes les objections qui s'étaient d'abord offertes à sa pensée. La générosité de Freire est également digne d'éloge sous un autre rapport : il donnait une partie de ses forces à un autre chef, pour le faire jouir d'une gloire à laquelle il ne pouvait participer qu'en qualité d'Américain intéressé à soutenir la glorieuse cause de la liberté de son pays.

Il fut immédiatement donné des ordres pour préparer une expédition secrète; mais, comme cette marche était nouvelle, on fit mystérieusement circuler que sa destination était pour Tucapel, afin de harceler les forces ennemies à Arauco; et, la distance étant très-courte, les officiers et les soldats ne se chargèrent point de bagages. Tout fut près dans l'après-midi du 28, et deux cent cinquante hommes,

avec leurs officiers, sous le commandement du major Beauchef, furent embarqués à bord de l'O'Higgins, du brick de guerre l'Intrépide, de la goëlette le Montezuma, qui était à Talcahuano à notre arrivée. Nous mîmes à la voile dans la matinée, parce que le vent fut constamment calme pendant toute la nuit.

A environ quatre heures du matin, sa Seigneurie se retira dans sa cabane, pour se livrer au repos, laissant au lieutenant Lawson l'ordre de venir l'instruire si le vent changeait ou s'il survenait quelque incident. Aussitôt que l'Amiral eut quitté le tillac, Lawson donna les mêmes ordres au garde-marine George, et se retira également dans sa cabane. La matinée était si brumeuse qu'il était impossible de voir à vingt verges du vaisseau, et une légère brise s'étant élevée, la frégate échoua sur un banc de sable, à la hauteur de l'île Quiriquina, et si près d'elle que le petit beaupré s'embarrassa parmi les branches des arbres qui étaient sur le rivage. Cet accident attira sur le tillac l'Amiral à demi-habillé, et il y vit, à son grand étonnement, de grandes pièces de doublage et des fragments de la fausse quille flottant autour du vaisseau. On porta aussitôt à l'arrière une ancre de touage, et en peu de mi-

nutes nous fûmes remis à flot. Le charpentier sonda et cria, « Trois pieds d'eau dans la cale ; » les hommes des pompes étaient presque désespérés, et tout le monde crut que l'expédition était manquée dès son commencement. Une demi-heure après, le charpentier vint rendre compte que l'eau ne diminuait pas. « Bien, dit sa Seigneurie, mais augmente-t-elle ? — Non, » répondit le charpentier, et des ordres furent immédiatement donnés pour mettre en mer.

Le 2 février, au sud de la Punta Galera, toutes les troupes, y compris les marins de l'O'Higgins, furent placées à bord du brick et de la goëlette ; sa Seigneurie s'embarqua sur la dernière et se dirigea vers la baie de Valdivia, ayant jeté l'ancre, au coucher du soleil, près d'une petite baie appelée Aguada del Ingles ; le major Beauchef prit le commandement des troupes embarquées à Talcahuano, et le major Miller, guéri des blessures qu'il avait reçues à Pisco, se mit à la tête de ses braves marins, et concourut ainsi à ajouter un nouveau lustre à la réputation des forces militaires du Chili.

Un détachement de six soldats et d'un sergent fut envoyé en avant, sous le commandement de l'enseigne Vidal, jeune péruvien, ayant pour guide un des soldats espagnols qui étaient venus à bord de

l'O'Higgins dans une chaloupe, à notre première apparition à la hauteur de Valdivia : ils chassèrent les Espagnols des deux canons placés en avant, et, suivant leurs traces, arrivèrent à la batterie de San Carlos; mais après que la porte eut été fermée.

Cette batterie est construite du côté de la terre avec des morceaux de troncs d'arbres placés l'un sur l'autre jusqu'à la hauteur de dix pieds. Vidal, voyant qu'il était impossible d'escalader le mur, parvint à en arracher deux ou trois morceaux, et, suivi de son piquet, passa en rampant par le trou qui en était résulté. Etant entré, il forma sa troupe de vétérans, et commença à faire feu sur les soldats espagnols qui, ne pouvant distinguer ni le nombre ni la position de leurs ennemis, prirent la fuite en désordre, quelques-uns grimpant sur la palissade, tandis que d'autres ouvraient la porte et s'éloignaient avec moins de confusion. Deux officiers vinrent à Vidal, et lui dirent : « Pourquoi faites-vous feu sur nous qui sommes vos compatriotes ? nous n'appartenons pas aux insurgents. — Je vous demande pardon, leur dit Vidal, vous appartenez maintenant aux insurgents : vous êtes mes prisonniers de guerre. » Les deux officiers étonnés rendirent aussitôt leurs épées. En ce moment, le capitaine Erescano, de Buenos

Ayres, arriva avec quarante marins, et, sans hésiter un instant, égorgea les deux officiers : sourd aux remontrances et même aux menaces de Vidal, qui lui dit que, dans un autre moment, il lui demanderait satisfaction. Il quitta alors sur-le-champ Erescano, et poursuivit l'ennemi avec ses braves soldats. Il s'empara des batteries d'Amargos et des deux Chorocamayos de la même manière qui lui avait réussi pour celle de San Carlos; et Vidal avait passé le pont du château del Corral, lorsque le capitaine Erescano arriva avec ses quarante marins. Ainsi, dans l'espace de cinq heures, nous fûmes les maîtres de toutes les batteries du côté sud du port.

Le troisième jour, à neuf heures du matin, l'O' Higgins mouilla à l'entrée du port, sous pavillon espagnol; les Espagnols de Niebla furent une seconde fois trompés; car, le prenant pour un vaisseau d'Espagne, ils firent le signal secret: la frégate n'y ayant point répondu, les soldats abandonnèrent aussitôt la batterie, et s'enfuirent dans le plus grand désordre. Après que l'O'Higgins eut jeté l'ancre, on envoya des détachements de troupes à Niebla et à la batterie de Mansera, sur la petite île du même nom. Le vaisseau mouillé dans ce port, était le Dolores, autrefois sous pavillon chiléen; mais dont,

en novembre 1819, une partie de l'équipage s'était emparé à Talcahuano, et, ayant coupé les câbles, l'avait conduit à Arauco où Benavides débarqua ceux de l'équipage qui étaient accusés d'être insurgents, et ordonna de les fusiller immédiatement sur le rivage. Un enfant, témoin de cet horrible spectacle, s'étant mis à crier, Benavides, qui le remarqua, lui fit aussitôt sauter la cervelle avec son bâton. Cet assassin ne sachant que faire du bâtiment, l'envoya à Valdivia où nous nous en emparâmes. Le chef, natif de Paita, fut aussi envoyé à Valparaiso, mis en jugement et exécuté.

Ce fut ainsi que l'importante forteresse de Valdivia fut annexée à la république du Chili par une de ces inépuisables ressources de guerre qui ont marqué la carrière de l'homme de génie sous la direction duquel ce plan fut conçu et exécuté. Lord Cochrane ayant assisté en personne au débarquement des troupes, et donné ses ordres définitifs à Miller et à Beauchef, prit sa chaloupe, et, malgré le feu de la batterie de San Carlos, fit ramer le long du rivage en surveillant les opérations des troupes, et les animant par sa présence.

Quinze heures après notre débarquement, nous étions en possession des postes avancés d'Aguada

del Ingles, el Piojo, de la Boca, et de Playa Blanco, des batteries de San Carlos, d'Amargos, du haut et du bas Chorocamayo, de Mansera, de Niebla, et du château del Corral, contenant en tout cent vingt-huit pièces d'artillerie.

Il y avait, dans les magasins de Valdivia, huit cent quarante barriques de poudre pesant, chacune, cent vingt-cinq livres, cent soixante-dix mille cartouches, environ dix mille boulets, dont plusieurs de cuivre, et, en outre, une immense quantité de provisions de guerre de toute espèce. Nous eûmes neuf hommes tués et dix-neuf blessés. L'ennemi eut trois officiers et dix soldats tués et vingt et un blessés, en outre six officiers faits prisonniers, parmi lesquels étaient le colonel de Cantabria, Don Fausto del Hoyo, et soixante-seize sergents, caporaux et soldats espagnols.

Après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour la sûreté du port, sa Seigneurie se rendit avec une partie des troupes à la ville qui avait été pillée par les Espagnols en fuite sur Chiloë. Les naturels qui étaient présents, élurent aussitôt un gouvernement provisoire; je le présidai par ordre de sa Seigneurie, et reçus les votes électifs. Celui qu'on nomma gouverneur fut ensuite confirmé par l'Ami-

ral comme gouverneur par interim. En examinant la correspondance qui était dans les archives, je trouvai que Quintanilla, gouverneur de Chiloë, y faisait part à Montoya, ex-gouverneur de Valdivia, de ses inquiétudes; lui témoignant ses craintes d'une révolution à San Carlos, la principale ville. Cette circonstance engagea sa Seigneurie à se montrer à la hauteur de Chiloë, et même à y débarquer la partie de ses troupes dont il pouvait se passer à Valdivia. Il donna ordre de tout disposer pour l'embarquement, fixé au 12; mais malheureusement le brick l'Intrépide fut chassé de son mouillage par un vent violent de nord, et se brisa sur un banc de sable, qui s'étend dans la baie, depuis l'île Mansera. Cette perte très-sérieuse fut envisagée par l'Amiral de la même manière que notre accident antérieur à Talcahuano, et il fut immédiatement ordonné aux soldats de s'embarquer sur le Montezuma et le Dolores. Le peu de temps dont l'activité de son service lui permit de disposer fut employé par sa Seigneurie à informer le gouvernement du Chili de ses succès à Valdivia, ce qu'il fit en expédiant une petite pirogue, avec ordre de toucher à Talcahuano, et d'instruire le général Freire du résultat de l'expédition.

La réception des nouvelles inattendues de ce qui s'était passé, fut à Valparaiso un sujet de triomphe pour les amis de lord Cochrane, et un échec très-humiliant pour ses détracteurs; quelques-uns d'entre eux avaient fait tous leurs efforts pour déprécier son expédition des fusées, et avaient attribué généreusement son mauvais succès, non à la maladresse de ceux qui les avaient faites, mais aux personnes qui en avaient fait usage; son absence du Chili fut interprétée comme une preuve de sa désobéissance aux ordres du gouvernement; mais les succès récents du noble Lord changèrent soudainement la disposition des esprits, et chacun s'écria : Nous savions bien que notre Amiral ne reviendrait pas au Chili sans avoir cueilli de nouveaux lauriers! Ces accents retentirent à Valparaiso où le cri de vive l'amiral Cochrane! se fit entendre dans toutes les rues.

Le 13, lord Cochrane s'embarqua sur la goëlette le Montezuma et mit à la voile, avec le Dolores, pour Chiloë, où les troupes furent débarquées, deux petites batteries prises et ensuite démolies. Le jeune enseigne Vidal fut encore nommé pour commander un détachement avancé de 24 soldats; en montant la hauteur sur laquelle est placé le château de la Corona, il perdit 11 de ses soldats par une volée

de mitraille qui partit de la batterie; il ordonna aussitôt au tambour de battre la retraite. « Cela m'est impossible, dit le jeune garçon en frappant ses baguettes l'une contre l'autre, car je n'ai plus de tambour. » En effet, son tambour avait été mis en pièces par un boulet. Cependant Vidal se retira, emmenant avec lui trois soldats blessés, et Miller qui avait aussi été blessé par un morceau de mitraille qui avait pénétré dans la partie charnue d'une de ses cuisses; la retraite sur les chaloupes fut aussitôt ordonnée. La résistance faite dans cette place par les naturels, dirigés par quelques religieux, fut une preuve convaincante qu'ils étaient de zélés défenseurs de la cause d'Espagne; et comme les forces des patriotes étaient hors d'état de prendre la ville, les soldats furent rembarqués.

Pendant l'absence de l'Amiral et de ses marins, une partie des troupes embarquées à la Conception fut mise en garnison au château del Corral, sous le commandement de l'enseigne Latapia qui, de sang froid et sans la plus légère provocation, ordonna de fusiller deux des prisonniers : un caporal et un soldat. J'ordonnai aussitôt qu'on envoyât à bord de l'O'Higgins quatre officiers qui étaient sur le rivage, dans la crainte qu'ils ne fussent traités de la même

manière. Sa Seigneurie étant revenue le 12, Latapia fut mis aux arrêts à bord, et on prit les déclarations nécessaires pour le traduire devant une cour martiale selon les formes judiciaires admises en Espagne; il fut transporté à Valparaiso comme prisonnier; sa conduite et celle d'Erescano furent mises sous les yeux du gouvernement, et lorsque nous nous attendions à apprendre leur condamnation à une peine quelconque, nous fûmes surpris lorsqu'on nous dit qu'ils avaient obtenu de l'avancement. Ces deux individus furent ensuite employés par San Martin qui les fit encore monter en grade.

Sa Seigneurie ayant donné des ordres pour examiner et réparer l'O'Higgins, pensant qu'il serait peu sûr de se hasarder en mer sur ce bâtiment, s'embarqua le 28 pour Valparaiso, sur le Montezuma, emmenant avec lui 5 officiers et 40 soldats prisonniers; me laissant chargé de surveiller tout ce qui se passerait en son absence jusqu'au moment où je recevrais les ordres ultérieurs du gouvernement suprême.

Le major Beauchef ayant réuni les troupes qui, en y comprenant celles embarquées à la Conception et quelques volontaires de Valdivia, ne montaient qu'à 280 hommes, marcha sur le Llanos,

parce qu'il avait appris que les Espagnols qui s'étaient enfuis de Valdivia, avaient juré à Chiloë qu'ils reviendraient et qu'ils étaient décidés à vaincre ou à périr dans cette tentative. Les deux armées se rencontrèrent le 6 mars, près de la rivière de Toro, et, après une action qui dura moins d'une heure, les officiers espagnols montèrent à cheval et prirent la fuite, abandonnant leurs soldats à leur sort. Le 10, Beauchef arriva à Valdivia, ramenant avec lui 270 prisonniers avec tous les armes et bagages appartenants aux Espagnols.

L'Indépendencia et l'Araucano arrivèrent le 12 avec les ouvriers et les outils nécessaires pour faire les réparations à l'O'Higgins; lorsqu'il fut mis sur le côté on découvrit qu'outre une grande quantité de doublage, il avait perdu 19 pieds de sa fausse quille et environ 7 de la véritable. Le 11 avril, les réparations furent finies et nous nous embarquâmes pour Valparaiso, où nous arrivâmes le 18.

Les forces espagnoles stationnées à Valdivia consistaient dans une partie du régiment de Cantabria, une partie des dragons Casadores, en artillerie, pionniers, marins, infanterie et artillerie de la Conception, dans le bataillon de Valdivia, les dragons des frontières et les lanciers du Laxa : c'étaient les restes

de l'armée espagnole qui quitta la Conception sous les ordres du général Sanches en 1819; en outre, la garnison régulière du port, montant en tout à 1600 hommes, tandis que tous les soldats commandés par Cochrane ne dépassaient pas 318 hommes.

Le gouvernement du Chili ordonna qu'il fût frappé une médaille en commémoration de cette victoire importante, et elle fut distribuée aux officiers. Sa Seigneurie espérait quelques récompenses pour les soldats, comme parts de prises; mais le gouvernement ne voulait pas comprendre comment il pouvait être dû des parts de prise à une expédition navale, pour services rendus sur terre. Le Dolores ayant été chargé à Valdivia de munitions de guerre, l'Amiral demanda que la valeur pût être distribuée aux capteurs; mais la réponse à cette demande fut que les munitions seraient débarquées dans le magasin de Valparaiso.

Lord Cochrane ne put obtenir pour ses matelots la récompense qu'il sollicitait; cependant on lui offrit en présent et pour ses services personnels, un grand domaine dans la provincee d la Conception; mais sa Seigneurie renvoya sur-le-champ le titre qui lui en assurait la propriété, en déclarant qu'il n'avait réclamé de récompenses que pour ses trou-

pes, et qu'il se trouvait amplement récompensé de ses travaux par la gloire qu'il y avait acquise.

A cette époque, commencèrent une série de complots qui eurent lieu successivement et parurent menacer la stabilité du gouvernement. Le régiment n°. 1, stationné à Mendosa, se révolta, Benavides entra à la Conception, et s'y livra aux plus horribles excès. On assura que le parti des Carreras avait conspiré dans la Capitale contre le gouvernement, et le Directeur suprême était tellement contrarié par le sénat, qu'il ne pouvait agir avec cette promptitude et cette décision que les circonstances exigeaient si impérieusement. Les plus grands maux possibles en pareil cas, la publicité et la lenteur, lorsque l'activité et le secret étaient si nécessaires, entravaient, dans les mesures les plus essentielles, les intentions du pouvoir suprême. Les personnes accusées d'avoir conspiré furent arrêtées, et dans ce nombre furent compris les derniers restes de la famille Carrera, et d'autres individus qui avaient déplu au directeur suprême O'Higgins; ils furent tous embarqués à bord du brick de guerre le Pueyrredon, et envoyés sur la côte de Choco où on s'attendait qu'ils ne tarderaient pas à perdre la vie, et en effet, l'oncle de Carrera y mourut;

mais, contre toute attente et même contre la demande du gouvernement du Chili, celui de la Colombie les reçut comme amis, et quelques-uns des exilés étant officiers, Bolivar les incorpora dans son armée, et leur donna même de l'avancement, acte de justice dont il n'eut jamais à se repentir.

A cette époque lord Cochrane renouvela ses plaintes sur la manière dont le département de la marine était administré, et pria le gouvernement de reprendre le commandement qu'il lui avait confié, mais O'Higgins et San Martin adressèrent des lettres particulières à sa Seigneurie, pour la prier de continuer à commander les forces navales du Chili, en l'assurant qu'ils allaient prendre les mesures nécessaires et les plus actives pour la grande expédition du Pérou, dont, ajoutèrent-ils, le succès dépendait principalement des talents et des généreux efforts de lord Cochrane.

CHAPITRE VII.

Lord Cochrane et le Gouvernement chiléen. — Préparatifs pour l'expédition du Pérou. — Capitaine Spry. — Accusations dirigées par l'Amiral contre le capitaine Guise. — Lord Cochrane renvoie sa commission. — Lettres des capitaines et des officiers. — Commission rendue par le gouvernement. — Offre faite par San Martin aux marins étrangers. — Embarquement des troupes pour le Pérou. — Départ de l'expédition. — Forces de l'escadre.

Lord Cochrane, dont les vœux les plus ardents étaient pour l'émancipation complète des colonies espagnoles, désirant concourir de tous ses moyens à l'accomplissement de ce noble dessein, reprit le commandement de l'escadre, comptant que le gouvernement du Chili tiendrait les promesses qu'il lui avait faites, et dont l'exécution lui fut garantie par le général San Martin qui s'engagea non seulement à sanctionner, mais encore à remplir les promesses

faites par un gouvernement au service duquel il était lui-même engagé.

Le Directeur suprême, agissant au nom de la République, fit de nouveau donation à lord Cochrane d'un domaine dans la province de la Conception, qu'il fut prié d'accepter comme un gage de reconnaissance pour les importants services que ces contrées avaient reçus de lui. Cette offre fut une seconde fois refusée par sa Seigneurie qui, désirant néanmoins donner une preuve non équivoque de son attachement pour les habitants du Chili, et de son intention d'établir sa résidence au milieu d'eux, acheta un domaine appelé Quintero, à environ huit lieues au nord de Valparaiso. En visitant Quintero, lord Cochrane explora la baie appelée de la Herradura, et fit un rapport au gouvernement, accompagné d'un plan qui tendait à prouver que ce port réunissait beaucoup d'avantages que ne possédait pas Valparaiso, et qu'il pouvait devenir un établissement destiné à recevoir les vaisseaux de guerre de l'État; il finissait en offrant le terrain qui serait nécessaire pour un arsenal, et pour un dépôt général de marine. Au lieu d'un remercîment, il reçut, à sa grande surprise, une notification portant qu'en considération des grands avantages que pré-

sentait le port de la Herradura, et le domaine de Quintero, avantages de la plus haute importance pour le Chili, lord Cochrane était prévenu de cesser tous travaux d'amélioration sur ce domaine, parce qu'il n'en serait point tenu compte par le gouvernement, dont Quintero et Herradura étaient déclarés propriétés, à dater de ce moment, sous condition de rembourser le prix d'achat et celui des améliorations déjà faites. Ce coup inattendu affecta plus péniblement lord Cochrane que tout autre que le gouvernement aurait pu lui porter, et cela au moment où il venait d'être vivement pressé de continuer à commander l'escadre, et où on lui avait offert un domaine qu'il avait refusé pour se rendre acquéreur d'un autre, dans le désir qu'il avait de convaincre tout le monde qu'il adoptait le Chili pour sa nouvelle patrie. Une telle conduite ne devait-elle pas lui paraître un ordre tacite d'abandonner de pareilles idées? Sa Seigneurie adressa immédiatement au Directeur suprême une réponse à cette notification; elle produisit une apologie, et une assurance que cette marche judiciaire étai fondée sur les anciennes lois espagnoles, qui n'avaient pas encore été abrogées, et que cette notification n'était qu'une simple formalité que le

procureur-général avait cru de son devoir de remplir. Il parut évident à cette époque qu'il s'ourdissait quelque trame dans le gouvernement du Chili; mais il fut impossible d'en saisir le fil, ou d'en prévoir les effets. Tous les partis cherchaient à se concilier la bonne volonté de l'Amiral, et cependant il arrivait chaque jour quelque incident qui tendait à l'aliéner de la cause du pays, et, quoiqu'à chaque question de sa part, il reçût les réponses les plus polies et souvent même des excuses, il semblait néanmoins qu'une main invisible s'occupait sans cesse à faire naître des provocations, et à secouer les torches de la discorde.

Les mesures actives du gouvernement pour hâter la grande expédition du Pérou, et les sollicitations réitérées du général San Martin, purent seules empêcher lord Cochrane de se démettre du commandement de l'escadre, et de s'embarquer pour l'Angleterre. San Martin se rendit au mois de juin au port de Valparaiso, pour y inspecter les transports, et les troupes commencèrent à quitter le lieu où elles campaient à Rancagua, pour se rendre à Quillota, à douze lieues de Valparaiso, et s'y embarquer. Tout parut d'abord concourir à l'accomplissement de ce projet si important, et tous ceux

qui étaient à la tête de l'opération, semblaient agir d'un commun accord, comme étant animés du désir d'étendre au Pérou le bonheur dont jouissait le Chili, fruit de son émancipation du joug Espagnol. A cette époque, et à la grande surprise de tous ceux qui avaient des droits à l'avancement, le capitaine Spry fut promu au rang de capitaine de frégate, et nommé capitaine pavillon de lord Cochrane, au moment même où sa Seigneurie avait demandé cette place pour le capitaine Crosbie; et, pour ajouter à l'irrégularité et à l'inconvenance d'un semblable procédé, le ministre de la marine informa sa Seigneurie, que quoique Don Thomas Crosbie eût occupé le poste de commandant de l'Araucano, qu'il eût ait été traité comme capitaine, et qu'il eût reçu ce titre du gouvernement, il n'avait cependant pas encore eu de commission qui lui assurât ce rang, et n'était point inscrit comme tel sur le contrôle de la marine. Sa Seigneurie fut aussi avertie qu'elle devait accéder à la nomination du capitaine Spry. L'Amiral s'y refusa de la manière la plus formelle, et écrivit en réponse que le capitaine Spry ne paraîtrait jamais sur le tillac du vaisseau pavillon, en qualité de son capitaine, pendant qu'il aurait le commandement de l'escadre; non

qu'il eût aucune objection personnelle à former contre sa nomination; mais parce qu'il ne pouvait consentir à voir porter atteinte aux priviléges dont il devait jouir comme amiral et comme commandant en chef.

Cette affaire fut mise par Cochrane sous les yeux de San Martin : « Il en sera tout comme vous voudrez, *sera como V. quiera;* » et le lendemain matin Crosbie fut nommé capitaine pavillon, Spry continuant à garder le commandement du Galvarino. A peine cette affaire était-elle ainsi arrangée, que lord Cochrane fut obligé de mettre aux arrêts Guise, capitaine du Lautaro, de communiquer au gouvernement les accusations dirigées contre lui, et de demander en même temps qu'il fût jugé par une cour martiale. Ces accusations portaient sur des actes souvent répétés de négligence dans son service et d'insubordination; ils étaient divisés en treize chefs. Cet acte de l'Amiral étonna le gouvernement, dont la majeure partie était alors à Valparaiso pour accélérer autant que possible l'armement et le départ de l'expédition. Il éprouva de la part des autorités l'opposition la plus prononcée, et, après une correspondance très-animée, sa Seigneurie adressa, le 16 juillet 1820, au ministre de la marine, une note

dans laquelle il se plaignait de ce que l'autorité suprême encourageât l'insubordination et le mît dans l'impossibilité d'être utile à la République ; qu'en conséquence il offrait sa démission et même demandait des passe-ports si le gouvernement ne voyait pas avec plaisir son séjour dans ces contrées en qualité de citoyen.

La première offre de démission faite par lord Cochrane, au moment où le gouvernement s'y attendait le moins, fut tenue par lui dans le plus profond secret, et il est évident que la publicité de cette démarche aurait pu être dangereuse dans un moment où presque tous les marins étrangers n'étaient point payés de leur solde, et où les naturels, matelots et marins, se récriaient encore plus fortement que les étrangers sur un retard qui les exposait à des besoins urgents, et où tous paraissaient disposés à se porter à quelque extrémité, si on ne satisfaisait immédiatement à leurs réclamations. La démarche que venait de faire le commandant en chef fut enfin connue, et le 17 on trouva sur le grand cabestan du vaisseau pavillon une note portant : attendu que lord Cochrane, fatigué de la conduite peu libérale du gouvernement à son égard, avait été obligé d'offrir sa démission, on invitait tous

ceux qui étaient attachés à sa Seigneurie à se réunir à une heure à bord de l'Independencia pour y prendre une résolution.

Le 28 lord Cochrane reçut une lettre des capitaines Robert Forster, W. Wilkinson, Claudius Charles, T. Sackville, Crosby et James Ramsey, dans laquelle ils déclaraient que leur sort était intimement lié à celui de son Excellence, et la priaient de les informer de ce qu'ils devaient croire relativement à sa démission.

Lord Cochrane leur ayant fait connaître dans sa réponse les raisons qui l'obligeaient à donner sa démission et l'incertitude où il était si elle serait acceptée, il reçut le même jour une lettre signée de vingt-trois officiers commissionnés de l'escadre, avec la délibération suivante :

« Arrêté que *l'honneur*, *la sûreté* et *laprospérité* de l'escadre du Chili, reposent entièrement sur les talents et l'expérience du commandant en chef actuel.

« Qu'attendu qu'il nous serait impossible d'avoir pour un nouveau commandant la confiance illimitée et le respect dont nous sommes pénétrés pour celui sous les ordres duquel nous sommes en ce moment, nous nous sommes déterminés à remet-

tre nos commissions entre ses mains, avec prière de les envoyer au gouvernement. »

Quoique sa Seigneurie fût convaincue que l'expédition serait entièrement paralysée si sa démission était acceptée, elle laissa toujours au gouvernement la faculté de prendre le parti qu'il jugerait le plus convenable. Dans cet intervalle, le service se fit avec la même exactitude sur les vaisseaux de guerre, les préparatifs ne perdirent rien de leur activité, et la surveillance du commandant en chef n'éprouva aucune relâche. La démission des capitaines et officiers de l'escadre ne fut point envoyée au gouvernement, de crainte que l'imminence du danger ne le forçât à adopter des mesures contraires à ses vues. Néanmoins, comme quelques-uns des capitaines et officiers n'avaient point adhéré à la délibération des autres, et que cependant ils en avaient connaissance, le gouvernement ne tarda pas à être instruit de tout ce qui s'était passé, et le soir du 19, dans une conversation qu'il eut avec lord Cochrane, le général San Martin lui exprima son étonnement et son improbation de la conduite du gouvernement, et prétendit ignorer complètement tout ce qui s'était passé. Cette assertion était fausse: tout se réunissait pour le prouver. Cependant, San Martin termina l'entretien en disant: « Milord, je suis le

général de l'armée, vous serez l'Amiral de l'escadre.» Lord Cochrane lui montra ensuite les lettres qu'il avait reçues des capitaines et des officiers; elles surprirent extrêmement San Martin qui parut étonné de n'avoir pas eu connaissance de cette détermination positive de ne point continuer le service important et indispensable dont ils étaient chargés, si lord Cochrane cessait de les commander: détermination assurément aussi honorable pour eux, qu'elle pouvait être nuisible aux intérêts du gouvernement et de l'État. San Martin demanda à lord Cochrane s'il voulait consentir à la suspension des arrêts du capitaine Guise, et différer sa mise en jugement jusqu'à un temps plus convenable, dans le cas où le gouvernement lui en ferait la demande; sa Seigneurie y consentit, sous la condition que le gouvernement suprême reconnaîtrait hautement que l'accusation intentée et les griefs produits étaient fondés, et que la conduite du capitaine Guise était répréhensible, non seulement comme très-nuisible à la discipline si nécessaire à l'escadre, mais encore comme funeste, sous tous les rapports, à la cause générale de l'Amérique. Par suite de cet arrangement, l'Amiral reçut le 20 une note officielle du gouvernement dont voici un extrait :

« Son Excellence le Directeur suprême m'ordonne

de vous dire, que si vous persistez à vouloir quitter le commandement de l'escadre qui a été honorée de votre pavillon, objet de terreur et de découragement pour nos ennemis, et, en même temps, de gloire pour les véritables Américains, ou si le gouvernement l'acceptait inconsidérément, ce serait un jour de deuil universel dans le nouveau monde. D'après ces considérations, si importantes par leur gravité, le gouvernement vous renvoie votre commission, en vous sollicitant de la reprendre, pour la prospérité de cette cause que vous avez défendue avec tant de zèle et de dévouement.

Le gouvernement suprême est entièrement convaincu de l'impérieuse nécessité qui a obligé votre Seigneurie de mettre aux arrêts le capitaine Guise, et de la justice de l'accusation portée contre lui; mais, désirant éviter tout retard dans l'expédition, Son Excellence le Gouverneur suprême désire que les arrêts du capitaine Guise soient suspendus, ainsi que son jugement par une cour martiale, d'après les charges produites qui resteront dans les archives de la marine, jusqu'à l'instant où cette instruction ne pourra entraver le service de l'escadre, si nécessaire en ce moment. — Signé : Jose Yguacio Zenteno, ministre de la marine. »

Lord Cochrane leva aussitôt les arrêts du capitaine Guise de la manière suivante :

« Le commandant en chef ayant produit certaines charges contre le capitaine Guise, commandant le Lautaro ; attendu qu'il a plu à son Excellence le Directeur suprême d'ordonner que l'examen de ces charges par une cour martiale, fût ajourné pour prévenir tout retard dans l'expédition importante que les vaisseaux de guerre sont au moment d'entreprendre, son Excellence m'a fait connaître qu'elle désirait que ledit capitaine Martin Geòrges Guise fût réintégré dans le commandement du Lautaro, et (ainsi que cela est juste) qu'il soit regardé comme innocent desdites charges pendant la suspension de son procès.

Signé COCHRANE. »

Le même jour, 24 juillet, sa Seigneurie renvoya les commissions aux différents officiers, en leur adressant des lettres dans lesquelles il les remerciait des témoignages personnels d'estime qu'il en avait reçus, et les assurait qu'il était convaincu que leur conduite avait été dictée par leur zèle pour les véritables intérêts du service public. L'esprit qui présida à cette étrange affaire, est trop

évident pour qu'on puisse s'y méprendre. Si le général San Martin eût tenu une conduite différente de celle qu'ont signalée ses opérations dans le Pérou, où il ne put s'appuyer d'aucun prétexte spécieux pour prouver qu'elle était dirigée par une autorité supérieure, ou qu'elle était émanée d'un homme sur lequel il ne pouvait exercer aucun contrôle direct, on aurait pu attribuer au gouvernement du Chili la conduite aussi étrange qu'inconcevable qu'il avait tenue envers l'Amiral dans cette circonstance; tandis que les membres du gouvernement n'étaient que les agents des machinations du général en chef de l'expédition, qui prévoyait qu'il aurait dans lord Cochrane un rival sur le mérite duquel l'Amérique du sud ne pourrait être aveuglée : il savait aussi que les opinions de sa Seigneurie dans le conseil, ne seraient point influencées par celles d'un supérieur, ni dirigées par des motifs de crainte ou d'espérance, ou par toute autre considération. Cependant son Excellence s'attendait à être aussi implicitement obéie qu'un dey d'Alger, et aussi universellement flattée qu'un sultan de l'Orient; c'est à ces deux prétentions que peut être attribuée une partie des malheurs de son administration dans le Pérou.

Il s'éleva inopinément une nouvelle difficulté que le gouvernement jugea d'abord peu digne de son attention : le défaut de marins étrangers dans les vaisseaux de guerre. Le retard qu'avait mis la présidence à remplir les engagements pris avec eux, avait dégoûté cette classe d'individus du service de l'Etat. Les parts de prises, ce grand moyen d'émulation, leur avaient été refusées, et, quoique plusieurs d'entre eux fussent sans emploi et errants dans les rues de Valparaiso, très-peu consentirent à reprendre du service. Le mal commença à devenir très-sérieux, et le pouvoir suprême consulta l'Amiral pour savoir s'il ne conviendrait à employer des moyens coercitifs ; mais cette insinuation ne trouva point accès auprès de sa Seigneurie, qui témoigna au gouvernement son entière improbation, et déclara que cette mesure éprouverait une opposition légale de la part du plus ancien officier anglais alors dans le port, le capitaine Sherrif, qui serait forcé, par ses devoirs, d'intervenir pour protéger les marins anglais, quel que fût l'intérêt généralement connu que ce capitaine prît à la cause du Chili.

Le jour de l'embarquement approchait ; cependant les équipages des vaisseaux de guerre n'étaient

point au complet, et ceux qui ne voulaient pas rester à terre préféraient servir sur les transports où ils recevaient une paie plus forte que sur les vaisseaux de guerre. Le général San Martin, bien convaincu qu'il était nécessaire de prendre les mesures les plus promptes pour fournir les vaisseaux de guerre des hommes qui leur étaient nécessaires, signa une proclamation dictée par lord Cochrane, portant, entre autres promesses : « A mon entrée à Lima, je paierai ponctuellement à tous les marins étrangers qui quitteront le port de Valparaiso pour s'enrôler sur les vaisseaux de guerre appartenants à l'Etat, tous les arrérages de leur paie, et en outre, à chaque individu, selon son grade, une année de solde, comme récompense de ses services, s'il continue à remplir exactement ses devoirs jusqu'au jour de la reddition de cette place et de son occupation par les forces libératrices. »

Cette proclamation, à laquelle lord Cochrane joignit aussi sa signature, comme pour garantir l'exécution de la promesse qu'elle contenait, produisit l'effet désiré, et les équipages des vaisseaux furent immédiatement au complet.

Le 20 août, l'expédition s'éloigna du port de

Valparaiso; le gouvernement le fit connaître par une proclamation.

Les différents corps de l'armée, y compris les troupes des Andes et celles du Chili, quittèrent le camp de Quillota, et s'embarquèrent le 18. La partie du rivage située entre le château San Jose et l'arsenal, fut choisie pour lieu d'embarquement, comme étant le plus propre à cette destination.

Le 19, à neuf heures du matin, le pavillon national de la République fut déployé et salué aussitôt de vingt et un coups de canon par chaque batterie et chaque vaisseau de guerre.

Le 20 août, l'expédition mit à la voile et quitta le port dans l'ordre suivant : le vaisseau pavillon l'O'Higgins, ayant à bord le commandant en chef de l'escadre, l'honorable lord Cochrane, conduisait l'avant-garde avec deux autres vaisseaux de guerre; ensuite suivaient en colonne les transports, flanqués par trois vaisseaux de guerre; l'arrière-garde était fermée par onze chaloupes canonnières qui suivaient l'Independencia et le San Martin, à bord duquel était le général en chef avec son état-major.

Le nombre des troupes destinées à assurer la liberté du Pérou s'élevait à 4700 hommes. Il y avait à bord de quoi armer 15000 hommes, si on parvenait

à les recruter dans le Pérou. Tant de préparatifs honoraient extrêmement le Chili, qui les devait aux efforts du patriotisme le plus ardent. Dix ans avant cette mémorable époque, le Chili n'était pour ainsi dire considéré que comme une province dépendante du Pérou, et ne se soutenait que par la vente de ses produits dans cette contrée. Les habitants passaient pour des paysans grossiers et ignorants; mais néanmoins le patriotisme sincère, les efforts constants et la valeur indomptable de ces mêmes individus, avaient triomphé de tous les efforts des expéditions espagnoles envoyées contre eux, tant du Pérou que de la mère-patrie. Après s'être débattus chez eux contre le joug de l'oppression, et l'avoir secoué, ils se préparèrent à faire une nouvelle offrande sur l'autel de la Liberté, et réunirent leurs personnes et leurs propriétés pour faire participer le Pérou à ce glorieux état de liberté et d'indépendance qu'ils avaient su gagner à la pointe de la baïonnette, pour eux et leurs descendants.

Les forces navales sous le commandement de lord Cochrane consistaient dans

La frégate l'O'Higgins, vaisseau pavillon de 48 canons.

Le San Martin . . . de 64

	Le Lautaro	de 44
	L'Independencia . .	de 26
Le brick	le Galvarino . . .	de 18
	L'Araucano	de 16
	Le Pueyrredon. . .	de 14

Qui avaient à bord 1600 individus, dont 624 étaient officiers étrangers et marins, presque tous anglais.

CHAPITRE VIII.

ESQUISSE des portraits d'O'Higgins, de San Martin, de lord Cochrane, de Las Heras, et de Monteagudo. — Mise à la voile de l'expédition, et son arrivée à Pisco. — Débarquement. — Incidents à Pisco. — Le colonel Arenales marche sur Arica, avec une division de l'armée. — Les troupes s'embarquent et se dirigent sur Ancon. — Nouvelles de la révolution de Guayaquil. — Capture de la frégate espagnole l'Esmeralda. — L'armée marche sur Huaco. — Quartier général à Huaura.

Il est peu d'entreprises plus pénibles, et il n'y en a peut-être pas de plus difficile, que de peindre le caractère des hommes vivants, surtout de ceux qui ont acquis plus ou moins de célébrité. La prévention, la flatterie ou la haine constitue généralement le clair-obscur de la composition; cependant, comme il devient indispensable de remplir cette tâche, je mettrai tous mes soins à m'en acquitter

avec impartialité, dans l'espoir qu'au moment où elle sera terminée, mes lecteurs conviendront que mes couleurs n'ont pas été choisies sans soin, ni mal appliquées sous aucun rapport.

Don Bernardo O'Higgins, suprême Directeur du Chili, est doué d'un grand courage; il exécute avec énergie la détermination qu'il a conçue, mais il est lent à la prendre; se défiant de ses propres moyens, il désire prendre l'avis de tout le monde, et considère toujours le dernier comme le meilleur; c'est ainsi, qu'incapable de former des plans d'après une judicieuse analyse des conseils qui lui ont été donnés, en choisissant les bons et en repoussant les mauvais, il s'est souvent créé des difficultés dans son administration politique. Ces vacillations furent très-nuisibles à la prospérité du Chili qui, sans aucun doute, était l'idole de son âme, et ce penchant à l'irrésolution produisit souvent des maux non moins graves dans le département militaire. Son amour pour son pays était certainement sincère, et peut-être que son extrême désir d'être toujours juste l'induisit souvent en erreur; mais, en pareil cas, il convient beaucoup mieux de juger du motif ou de la cause que de l'action ou de l'effet. L'établissement de la *senada consulta* était en lui-même très-louable;

mais l'espoir de trouver cinq individus qui envisageassent le bien de leur pays et les moyens d'améliorer son sort du même œil que lui, était une de ces vertueuses méprises d'O'Higgins qui l'avaient placé sous le contrôle de ses propres créatures, et retardait souvent l'exécution des plans de la plus haute importance pour l'Etat, de manière à faire échouer leur exécution ou à la rendre illusoire.

Dans la vie privée, O'Higgins était du caractère le plus aimable; affable et complaisant dans toute sa conduite, on pouvait dire de lui, *que ses vices mêmes penchaient vers la vertu*.

Fils d'un Irlandais, Don Ambroise O'Higgins, qui mourut dans le poste éminent de Vice-Roi du Pérou, il aimait passionnément les compatriotes de son père, et je pense que jamais un Irlandais ne fut trompé dans son attente lorsqu'il réclama l'appui ou la protection d'O'Higgins: en un mot un Chiléen m'a donné laconiquement une idée parfaitement exacte de son caractère : « Il entre dans sa composition trop de cire et trop peu d'acier.» Néanmoins, on doit dire qu'il existe très-peu d'hommes meilleurs et beaucoup qui valent moins que Don Bernardo.

On peut baser l'opinion à concevoir du général San Martin, sur la conduite qu'il a tenue. Il fut

d'abord militaire en Espagne où il servit comme aide-de-camp de police du général Jordan, avec le rang de capitaine. A cette époque, il vint à vaquer une majorité qu'il sollicita du général Castanos; mais, ayant éprouvé un refus, il abandonna la cause d'Espagne et alla en Angleterre où il s'embarqua pour Buenos Ayres, en 1811. Il y reçut le commandement d'une division de troupes patriotes, et défit, à San Lorenzo, un détachement de 500 hommes. Il fut ensuite nommé commandant en chef de l'armée de Buenos Ayres, dans le haut Pérou, où il paraît que son commandement ne produisit rien d'intéressant. Lorsqu'il fut remplacé, il alla à Mendosa où il trouva O'Higgins et les réfugiés Chiléens; il s'y forma un plan pour la restauration du Chili, et San Martin prit le commandement de l'armée. J'ai déjà parlé des succès remportés par les patriotes à Chacabuco et à Maypu; depuis il ne se passa rien d'intéressant jusqu'en 1820, époque à laquelle il fut nommé par le gouvernement chiléen général en chef des troupes envoyées dans le haut Pérou, sous le nom d'armée libératrice. Je n'en dirai pas davantage sur le général San Martin, je me bornerai à présenter au lecteur les différents chefs sur lesquels il pourra le juger.

Lord Cochrane est trop bien connu pour avoir besoin que ma plume trace son éloge. Les services qu'il rendit à sa patrie lui méritèrent le rang de chevalier de l'ordre du bain, et c'était le seul capitaine de la marine anglaise qui jouissait de ce signe distingué de la gloire nationale. Lorsque ses services devinrent inutiles dans l'ancien monde, il passa dans le nouveau, où sa carrière de gloire a été aussi brillante que ses services ont été importants; et je ne balance point à affirmer que, sans son assiduité et son zèle constant, ses connaissances militaires et sa valeur, les rives occidentales de l'Amérique du sud seraient encore au pouvoir de l'Espagne dont la flotte n'aurait pas cessé de dominer sur la mer Pacifique, et le commerce anglais serait privé des grands débouchés qui lui sont ouverts.

Don Juan Gregorio de Las Heras, major-général et commandant en second de l'armée, a établi sa réputation, comme guerrier et comme commandant, par la hardiesse et l'intrépidité qu'il montra à Talcahuana en 1817. Il n'est pas douteux que, s'il eût été commandant en chef, les torrents de sang qui ont inondé le Pérou depuis 1820, n'auraient point coulés. Dans ses actions Las Héras était doux, affable et modeste; il avait les manières d'un homme

parfaitement élevé, aussi honnête que sincère, réunissant constamment les qualités qui le faisaient chérir de ses amis et redouter de ses ennemis; en un mot, il était l'ornement de la société et l'honneur des lieux qui l'avaient vu naître, Buenos Ayres, où ses talents et ses vertus patriotiques ont été récompensés par la suprême magistrature.

Don Bernardo Monteagudo était un de ces individus qui ne paraissent que trop souvent dans les temps de révolution, et qui, dépouillés de toute sensibilité, se moquent de celle des autres. Il est né dans le haut Pérou, dans la classe la plus inférieure de la société, d'origine impure, et de généalogie africaine; il s'est appliqué à l'étude des lois, et son âme est composée des éléments les plus abjects qui puissent caractériser le Zambo le plus entêté; son imagination est active et ambitieuse comme celle d'un mulâtre. Il a souvent été employé par son maître San Martin, pour pallier, à l'ombre des formes légales, des exécutions que lui-même ne pourrait avouer sans rougir. Le meurtre des deux Carreras, à Mendosa, et celui des officiers espagnols détenus à San Luis, sont de tristes exemples de ce qu'un monstre peut exécuter, et un autre approuver. Sa conduite subséquente dans le Pérou,

servira mieux pour définir son caractère, que tout ce que je pourrais me hasarder à en dire, et qu'on croirait dicté par des préventions, dont je cherche toujours à me défendre.

L'expédition ayant quitté Valparaiso, l'O'Higgins entra dans la vallée de Coquimbo où l'Araucano et un transport avaient été envoyés pour embarquer quelques troupes; ils se réunirent au reste de la flotte, et nous nous dirigeâmes vers Pisco, notre rendez-vous général; nous entrâmes dans la baie le 7 septembre. Le 8, les troupes commencèrent à débarquer; mais telle fut la prudence du général San Martin, qu'il ne leur fut per misde marcher vers Pisco, que lorsqu'il y eut trois mille hommes débarqués. Le 9, ces troupes se mirent en marche, formées en trois bataillons carrés, sous le commandement du major-général Las Heras, tandis que San Martin explorait la côte le long de la baie, sur la goëlette le Montezuma, pour observer les opérations de l'ennemi, au nombre de quarante hommes de troupes régulières, et deux cents hommes de milice, commandés par le comte de Monte-mar. Cette prudence extraordinaire donna aux habitants de Pisco le temps de se retirer, ce qu'ils firent en emportant jusqu'aux

meubles de leurs maisons, tandis qu'ils conduisaient devant eux, dans l'intérieur, leurs bestiaux et leurs esclaves. San Martin ne voulant point attribuer l'absence des habitants de Pisco et le manque de provisions, à ses mouvements tardifs, mais aux sentiments de haine des Péruviens, fut très-affecté de ce qui se passait; déclara qu'il croyait avoir été induit en erreur, relativement aux rapports qu'il avait reçus des différentes parties du Pérou, et il commença à douter réellement du succès de l'expédition. Quel contraste avec le débarquement du brave lieutenant-colonel Charles, environ un an auparavant, lorsqu'avec moins du dixième des troupes de San Martin, il débarqua, et, en moins de trois heures, prit possession de la batterie et de la ville de Pisco. Mais cela fut considéré comme un acte d'imprudence, impardonnable dans un général; et cela était, si l'extrême habileté consiste à éviter le danger, et à ménager ses amis et ses ennemis pour une meilleure occasion; à quoi on peut aussi ajouter que Charles perdit la vie dans cette affaire.

Le jour où l'expédition arriva à Pisco, le gouvernement constitutionnel avait été établi à Lima; et le Vice-Roi était au spectacle, lorsqu'il en reçut

la première nouvelle; il se retira aussitôt, après avoir souvent entendu répéter : « *A cada cochino gordo, le llega su San Martin*, San Martin arrivera pour tous les cochons gras. » Faisant allusion aux foires tenues en Espagne le jour de la Saint-Martin, pour tous les cochons gras.

Le 12 nous vîmes arriver une partie du convoi qui s'était séparé de nous en mer, et le soir un vaisseau de guerre espagnol, portant pavillon parlementaire, ayant à bord un officier, fut envoyé par le Vice-Roi à San Martin, pour solliciter une cessation d'hostilités, et nommer des commissaires pour concilier les intérêts de l'Espagne et de l'Amérique. Le 26, les députés se réunirent à Miraflores, à deux lieues au sud de Lima, et signèrent une armistice de huit jours; mais les conférences n'eurent aucun résultat utile. Les députés espagnols demandaient la reconnaissance du gouvernement constitutionnel d'Espagne et l'évacuation du territoire Péruvien par les forces Chiléennes; les patriotes, au contraire, exigeaie impérativement la reconnaissance de l'indépendance absolue du pays : ces bases respectives étant celles sur lesquelles il était ordonné aux députés conciliateurs d'insister, la conférence finit le 4 octobre, et le 5 les hostilités commencèrent de nouveau.

A l'arrivée de l'expédition à Pisco, il parut plusieurs proclamations, celle du Directeur suprême du Chili contenait ce qui suit :

« Péruviens, voici le pacte et les conditions que viennent vous offrir vos frères du Chili, en prenant l'Être Suprême à témoin de la pureté de leurs intentions. Vous serez libres et indépendants; vous constituerez vous-mêmes vos lois, par la volonté impartiale et spontanée de vos représentants; aucune influence militaire ou civile, directe ou indirecte, ne sera exercée sur vos institutions sociales par vos frères du Chili; vous congédierez, lorsque cela vous conviendra, la force armée envoyée pour vous protéger, et sans aucun égard pour votre danger ou votre sûreté, si vous croyez devoir agir ainsi. Les troupes n'occuperont jamais une ville libre à moins qu'elles n'y soient appelées par les magistrats légitimes. Nul acte péninsulaire ou d'esprit de parti qui aurait précédé votre liberté, ne sera point puni par nous, ni par le concours auquel nous pourrions être appelés pour en tirer vengeance. »

Le 13 octobre, San Martin fit sortir des presses de l'armée le paragraphe suivant :

« Peuple du Pérou, j'ai fait connaître l'objet de ma mission à votre égard; je viens pour remplir

l'attente de tous ceux d'entre vous qui désiraient la liberté du pays qui leur a donné le jour, et être gouvernés par leurs propres lois. Le jour où le Pérou aura librement prononcé sur ses institutions, quelles qu'elles puissent être, mes fonctions cesseront, et j'aurai la gloire d'annoncer au gouvernement du Chili, dont je suis sujet, que ses héroïques efforts ont obtenu le résultat aussi heureux que mérité d'avoir donné la liberté au Pérou, et consolidé la sûreté des états voisins. »

La suite montrera jusqu'à quel point furent oubliées des promesses si solennelles, et combien les terribles résultats qui suivirent un tel système de duplicité et de déception, doivent avilir le nom d'un simple particulier, et ternir l'honneur d'un homme public.

Les hostilités ayant recommencé le 5 octobre, le colonel Arenales, à la tête d'une division de 1200 hommes et deux pièces d'artillerie, quitta Pisco pour Ica où il arriva le 6, et fut reçu par la corporation et les habitants de la ville, avec les plus fortes marques d'un sincère enthousiasme pour la cause de la liberté. Le colonel Quimper et le comte de Monte-mar, avec huit cents hommes de troupes, s'enfuirent d'Ica; mais deux compagnies

ayant leurs officiers à leur tête, retournèrent sur leurs pas et vinrent joindre Arenales. Une partie de la division fut envoyée le 12 à La Nasca où elle entra, et mit l'ennemi en déroute complète. Quimper et Monte-mar s'échappèrent grâce à la vitesse de leurs chevaux; mais tous les bagages, consistant en armes, munitions et équipages, furent pris, avec six officiers et quatre-vingts soldats.

Le 15 on prit aussi environ cent mules chargées de provisions appartenantes à l'ennemi, et Arenales, ayant établi à Ica un gouvernement indépendant, continua sa route vers Guamanga.

Les troupes de l'expédition furent réparties sur les différentes propriétés situées dans le voisinage de Pisco, de Chincha et de Canete, appartenantes aux Espagnols ou aux Américains qui s'étaient montrés opposés aux desseins des forces libératrices, principalement sur les domaines du comte de Monte-mar. Tous les esclaves en état de porter les armes et qui témoignèrent le désir de servir dans l'armée de San Martin furent déclarés libres; néanmoins le nombre qui se présenta ne répondit point à l'attente du chef, et son mécontentement, en voyant ce qu'il considérait comme de mauvais augure pour la cause sacrée, commença à faire naître

en lui une impatience qui approchait du désespoir; il informa lord Cochrane, qu'il se proposait de porter son quartier-général à Truxillo; mais heureusement sa Seigneurie lui conseilla de se désister d'un plan qui eût entièrement ruiné toutes ses espérances. Truxillo étant à la distance de cent lieues au nord de Lima, il eût été presque impossible à ses troupes de traverser un pays tel que celui que j'ai déjà décrit, sans éprouver les plus grandes privations, et, faute des provisions nécessaires, le retour par mer eût peut-être été impraticable; en outre, la division sous le commandement d'Arenales, eût été abandonnée à son sort, et presque livrée à l'ennemi. Le seul motif qui pût engager San Martin à prendre cette position, était que Truxillo est une ville entourée de murs, où il est facile de tenir, et à une courte distance du port de mer de Huanchaco. Cependant, il fut résolu de porter le quartier-général au nord de Lima, et, le 22, les troupes commencèrent à s'embarquer.

Le 26, toute l'expédition libératrice quitta la baie de Pisco, et, le 29, elle arriva à la hauteur de Callao où les vaisseaux mouillèrent sous l'île de San Lorenzo, offrant tout-à-coup aux regards étonnés des habitants de Lima, l'aspect des forces envoyées

pour affranchir la métropole de l'Amérique du sud des chaînes de la servitude coloniale. Le 13, les transports, sous le convoi du San Martin, entrèrent dans la baie d'Ancon. L'O'Higgins, le Lautaro, l'Independencia et le brick l'Araucano, demeurèrent toujours dans la baie de Callao.

Le 3 novembre, sa Seigneurie étonna les habitants de Callao, en passant avec son vaisseau par l'étroit passage appelé le Boqueron, entre l'île de San Lorenzo et le continent. Jamais les Espagnols n'avaient vu de vaisseau de plus de cinquante tonneaux tenter ce qu'ils virent faire alors par une frégate de cinquante canons. S'attendant à nous voir échouer à chaque instant, les ennemis avaient armé leurs chaloupes canonnières, et s'étaient formés en ligne, prêts à nous attaquer à l'instant où ils nous verraient toucher. Pour jouir de ce spectacle, les batteries étaient couvertes de monde; mais, à leur dernier étonnement, nous passâmes le détroit, les laissant ruminer à leur aise sur la tactique de l'Amiral de l'escadre chiléenne.

Après avoir passé le Boqueron, nous découvrîmes un vaisseau et une goëlette; le vaisseau était anglais, la goëlette se trouva être l'Alcance de Guayaquil, apportant les nouvelles de la révolu-

tion et la déclaration d'indépendance de cette ville et de sa province, et ayant à bord l'ex-gouverneur et les autorités espagnoles. Guayaquil suivit l'exemple des autres villes de l'Amérique du sud dans la manière dont elle secoua le joug colonial. Les mandataires espagnols furent déposés, et un nouveau gouvernement établi, le 9 octobre, sans effusion de sang, et même sans aucune insulte faite aux individus déposés.

L'esprit aventureux de lord Cochrane conçut aussitôt le dessein d'accomplir le plus bel exploit qui ait honoré les armes patriotes dans le nouveau monde. Les deux frégates espagnoles, la Prueba et la Vengansa, s'étaient éloignées de la côte du Pérou et le seul vaisseau de force imposante laissé à Callao, était la frégate l'Esmeralda. Elle était à l'ancre dans ce port, gardée par quinze chaloupes canonnières, deux goëlettes, deux bricks de guerre et trois grands vaisseaux marchands armés en guerre, protégée en outre par les forts et les batteries du rivage, et une estacade flottante qui entourait tous les vaisseaux placés près du rivage de Boca-negra, et ouverte seulement du côté du nord. Sa Seigneurie forma le projet d'enlever la frégate, les bricks, les goëlettes, et autant de chaloupes et de vaisseaux

marchands qu'il lui serait possible. Cette entreprise hardie devait être exécutée par les volontaires seuls; mais lorsque la proposition en fut faite, le 3 novembre, aux équipages des différents vaisseaux, tous demandèrent, d'une voix unanime, à partager la gloire de cette affaire; d'après cela il devint nécessaire de faire paraître une proclamation qui fut reçue avec cet enthousiasme qu'excite la voix d'un héros lorsqu'il s'adresse à ceux qui connaissent son caractère.

Le 4 novembre, quatorze chaloupes canonnières appartenantes à l'escadre du Chili, furent armées, remplies de volontaires, et s'éloignèrent des vaisseaux à dix heures et demie du soir; mais sa Seigneurie n'ordonna cette manœuvre que pour exercer ses soldats.

Le 5 étant le jour fixé par l'Amiral pour sa brillante entreprise, le marin chargé des signaux sur le vaisseau pavillon fut envoyé aux signaux de pavillon élevés sur l'île de San Lorenzo, où il en hissa deux ou trois, et l'O'Higgins lui répondit; aussitôt le Lautaro, l'Independencia et l'Araucano levèrent l'ancre, et sortirent de la baie, laissant près des bords de l'O'Higgins les chaloupes et les volontaires. Cette ruse de guerre réussit complètement,

et les Espagnols demeurèrent convaincus qu'ils n'avaient rien à craindre pour cette nuit, parce qu'ils supposaient que quelque voile avait été découverte en pleine mer, et que nos vaisseaux étaient sortis pour aller à sa poursuite. Tout étant ainsi disposé, nous nous réembarquâmes à dix heures du soir dans les chaloupes, et nous nous dirigeâmes vers le mouillage intérieur. La frégate des Etats-Unis la Macedonia, et la frégate anglaise l'Hypérion, étaient à l'ancre en dehors de l'estacade, et, en passant devant la première, nous fûmes hélés par la sentinelle de dessus le pont, à laquelle l'officier de service ordonna aussitôt de garder le silence; plusieurs officiers de ce bâtiment accoururent sur le pont, nous souhaitèrent à voix basse un heureux succès, et nous témoignèrent combien ils auraient désiré pouvoir se joindre à nous. Il n'en fut pas de même de l'Hypérion: quoique nous ne fussions pas aussi près d'elle, ses sentinelles continuèrent à héler nos chaloupes jusqu'à ce qu'elles fussent toutes passées.

Les chaloupes, contenant deux cent quarante volontaires, s'avancèrent en deux divisions; la première sous le commandement du capitaine Crosby, du vaisseau pavillon; la seconde commandée par

le capitaine Guise du Lautaro, et toutes deux sous le commandement immédiat de sa Seigneurie. A minuit nous passâmes l'estacade. Lord Cochrane étant dans la première chaloupe, fut hélé par une chaloupe canonnière; mais, sans répondre, il rama le long de cette chaloupe, et, se levant, dit à l'officier : « Silence ou la mort! encore un autre mot et je vous passe au fil de l'épée. » Sans attendre une réponse, quelques coups de rame portèrent les chaloupes le long du bord de l'Esmeralda; aussitôt sa Seigneurie s'élança sur le passe-avant et tua la sentinelle; celle qui était placée au côté opposé mit son fusil en joue et fit feu. Lord Cochrane répondit à ce feu, et étendit la sentinelle à ses pieds; alors, se tournant du côté des chaloupes, il cria : « En haut, mes enfants, elle est à nous! » Les soldats et les matelots montèrent alors de tous les côtés, et le gaillard d'arrière fut pris immédiatement. Les Espagnols coururent alors au château d'avant, où ils se défendirent, et entretinrent, pendant dix-sept minutes, un feu très-vif de mousqueterie; mais ils furent enfin obligés de se rendre. A peine avions-nous pris possession du gaillard d'arrière, qu'une chaloupe canonnière placée près de l'arrière de la frégate, fit feu : le coup brisa le tillac sous les pieds

du capitaine Coig, commandant l'Esmeralda, et le blessa dangereusement; il tua aussi deux marins anglais et un naturel; mais l'officier et l'équipage de la chaloupe l'abandonnèrent aussitôt.

La frégate était dans un excellent état de défense et son équipage très-bien discipliné; les soldats dormaient tous à leurs canons, et la garde des marins sur le gaillard d'arrière; ces derniers furent si prompts lorsque l'Amiral y sauta, qu'ils semblaient qu'ils étaient prêts à le recevoir. On doit convenir que si les chaloupes commandées par le capitaine Guise n'avaient pas abordé, presqu'au même moment, derrière les marins, l'Amiral et un grand nombre d'autres qui l'avaient abordée à tribord auraient succombé. Lord Cochrane reçut un coup de feu à travers la cuisse; mais jusqu'au moment où le vaisseau nous appartint, il ne fit point d'attention à sa blessure, et n'y donna d'autre soin que de l'entourer d'un mouchoir; ensuite il s'assit sur un des canons du tillac d'arrière et étendit sa jambe sur un hamac, attitude qu'il conserva jusqu'à trois heures du matin; alors il alla à bord de l'O'Higgins pour se faire panser par un chirurgien.

Le 1er novembre 1820, l'Amiral avait transmis aux capitaines l'ordre suivant:

« Les canots avanceront, touant les chaloupes, sur deux lignes parallèles l'une à l'autre, et devront être séparés par une distance de la longueur de trois canots.

» La seconde ligne sera commandée par le capitaine Guise, la première par le capitaine Crosby. Chaque canot, autant que les circonstances le permettront, sera commandé par un officier commissionné, et tous seront sous le commandement immédiat de l'Amiral.

» Les officiers et les soldats doivent tous être habillés en jaquette blanche, fourreau ou chemise, et armés de pistolets, de sabres, de couteaux ou de piques. Il doit y avoir, dans chaque canot, deux gardes qui, sous aucun prétexte que ce soit, ne pourront les quitter, et devront avoir soin qu'ils ne dérivent pas.

» Chaque canot doit être pourvu d'une ou plusieurs haches ou hachettes affilées que les gardes-canot auront à leur ceinture. La frégate l'Esmeralda étant le principal objet de l'expédition, toutes les forces réunies doivent d'abord attaquer ce bâtiment qui, une fois pris, ne doit point être laissé en dérive; mais les marins patriotes continueront de le garder pour assurer la capture du reste·

» En prenant possession de la frégate, les matelots et les marins chiléens ne doivent point faire entendre les acclamations d'usage entre Chiléens; mais, pour tromper l'ennemi et se donner le temps de compléter leur ouvrage, ils crieront : *viva el Rey !*

» Les deux bricks de guerre devant être attaqués par la mousqueterie qui partira de l'Esmeralda, les lieutenants Esmond et Morgell en prendront possession dans les chaloupes qu'ils commandent; cela fait, ils les mettront en dérive, les feront sortir du port, et mouiller au large aussi promptement que cela sera possible. Les chaloupes de l'Independencia s'occuperont à mettre en dérive tous les vaisseaux marchands espagnols qui sont à l'extérieur, et celles de l'O'Higgins et du Lautaro, sous les lieutenants Bell et Robertson, mettront le feu aux carènes les plus avancées; mais il ne faut point les faire dériver de manière à ce qu'elles aillent sur les autres.

» Le mot d'ordre et contre-signal, si l'habillement blanc ne suffisait pas dans l'obscurité, sont : *gloria*, pour être répondu par *victoria*.

Signé : COCHRANE. »

L'intention de lord Cochrane était de nettoyer la

baie, conformément aux instructions qu'il avait données; mais, ayant été blessé, et la résistance faite par les Espagnols à bord ayant été plus grande qu'il ne s'y était attendu, le capitaine Guise ordonna de couper le câble, ce qui ayant été exécuté, la frégate commença à dériver de son mouillage. Les batteries furent très-actives pendant l'engagement; et lorsque l'Hypérion et la Macedonia plièrent leurs voiles de hunier, et commencèrent à se mettre hors de portée du canon, le feu redoubla.

D'après les états trouvés à bord de la prise, il paraissait qu'elle avait trois cent vingt personnes à bord, outre quelques étrangers qui, ainsi que je l'ai déjà dit plus haut, avaient pensé qu'il ne se passerait ce jour-là rien d'extraordinaire. Le lendemain, lorsque les prisonniers furent passés en revue, leur nombre ne s'éleva qu'à cent soixante-treize; ainsi leur perte fut de cent cinquante-sept hommes, sans compter un grand nombre de blessés qui, le 6, à neuf heures du soir, furent envoyés à terre sur un parlementaire. Notre perte s'éleva à onze de tués et à vingt-un de blessés. Sa Seigneurie proposa immédiatement au Vice-Roi un échange de prisonniers qui fut accepté. Les nôtres furent envoyés sur-le-champ

à terre, et ceux qui étaient en prison dans les casemates reçurent ordre de rejoindre l'armée commandée par le général San Martin. La perte de l'Esmeralda porta un coup mortel aux forces maritimes des Espagnols dans la mer Pacifique, et produisit à Lima un effet des plus extraordinaires. Les naturels se félicitèrent mutuellement des yeux, mais sans oser parler; tandis que les Espagnols se permettaient les vociférations les plus violentes, et cependant les plus inutiles. Ils se portèrent à un tel degré de frénésie dans Callao que quand le canot de marché appartenant au vaisseau la Macedonia des États-Unis, vint à terre, l'équipage fut assassiné par les Espagnols furieux qui crurent que, dans la nuit précédente, ils avaient prêté secours aux patriotes.

Le capitaine Downes, commandant de la Macedonia, dans une lettre au général San Martin, dit: « Je félicite bien sincèrement lord Cochrane de la capture de l'Esmeralda : jamais on n'a exécuté avec plus d'adresse un si brillant exploit. »

Le 9 novembre, l'armée quitta la baie d'Ancon, et vint à Huacho où les troupes commencèrent à débarquer, et le quartier-général fut établi le 12 à Huaura.

Le général San Martin distribua à Ancon plusieurs proclamations. Dans une d'elles, adressée aux Espagnols résidants au Pérou, il dit : « Espagnols, votre destinée est entre vos mains; je ne suis point venu dans ces lieux pour déclarer la guerre aux personnes ni à leurs fortunes; l'ennemi de la liberté et de l'indépendance américaine est le seul objet en butte à la vengeance de l'armée de *la patrie*. Je vous promets, de la manière la plus positive, l'inviolabilité de vos personnes et de vos propriétés, et que vous serez traités comme doivent l'être des citoyens respectables, si vous concourez aux succès de la grande cause. » Il promit à chaque soldat qui consentirait à abandonner les armes, « un passage sûr et commode en Europe, s'il le désirait ou, s'il préférait rester au service ou vivre en Amérique en simple citoyen, les mêmes avantages et garanties dont jouissaient les défenseurs de ces contrées. »

De semblables promesses furent répétées à Huacho par un décret.

« Les marchandises et propriétés des Espagnols, excepté de ceux qui ont publiquement travaillé à prolonger les maux de la guerre par leurs écrits séditieux, sont sous la protection de l'armée

libératrice du Pérou, de la même manière que peuvent l'être les propriétés des Américains.

» Les Espagnols qui, après que nous aurons pris possession de Lima (si les hasards de la guerre nous le permettent) solliciteront des lettres de citoyen, les recevront, et seront reconnus citoyens de l'état du Pérou. »

Si le général San Martin ne s'était pas engagé d'une manière si solennelle, on aurait pu se borner à considérer comme arbitraire sa conduite subséquente à Lima; mais on a été fondé à l'appeler déshonorante et injuste, lorsqu'elle a ouvertement et directement violé les engagements qu'il avait pris d'une manière si formelle.

CHAPITRE IX.

Le bataillon de Numance se joint à l'armée libératrice. — Victoire remportée à Pasco par Arenales. — Route d'Arenales en partant d'Ica. — Cours martiales tenues sur l'escadre contre les officiers. — Conduite du général San Martin. — Le vice-roi Pesuela est déposé. — Expédition à Pisco. — A Arica. — Action à Mirabe, sous le lieutenant-colonel Miller. — Description d'Arica. — De Tacna. — De Ilo. — Armistice conclu par les généraux San Martin et La Serna. — Sa prorogation. — Lord Cochrane quitte Mollendo, et arrive à Callao.

Le 3 décembre, le bataillon de Numance, fort de 650 hommes, quitta le service du Vice-Roi de Lima pour passer à celui de la patrie, et se joignit à un détachement de l'armée libératrice envoyé au-devant de lui à Retes, dans la vallée de Chancay. Il y avait eu précédemment une correspondance secrète entre les officiers de ce corps et San Martin qui leur fit beaucoup de promesses qu'il ne tint

pas, ainsi que tant d'autres. La perte d'une partie si importante de l'armée fut très-sensible à Pesuela et à tous les Espagnols de Lima, et devint une addition très-considérable aux forces de l'armée libératrice. L'arrivée individuelle d'officiers et de soldats venant de Lima, s'accrut tous les jours. Le 8, trente-six officiers et un plus grand nombre d'habitants respectables de Lima arrivèrent à Chancay et se réunirent aux forces libératrices.

Le 11, on reçut à Huaura les nouvelles de la victoire remportée à Pasco par le colonel Arenales sur le général O' Reilly, commandant une division de l'armée royale, forte de 1200 hommes. Après l'action, qui eut lieu à Ica le six octobre, Arenales s'avança dans l'intérieur avec sa division, et le 31 il entra dans la ville de Huamanga; mais les autorités espagnoles s'en étaient éloignées en emportant les fonds publics. Les habitants d'Huamanga firent le meilleur accueil aux troupes patriotes, et déclarèrent volontairement leur indépendance de l'Espagne et de ses mandataires. Le 6, la division quitta la ville, continua sa marche vers le district de Tarma, et l'avant-garde arriva à Jauja, à trente lieues de Lima, au moment même où les Espagnols l'abandonnaient. Il y eut une escarmouche, dans laquelle ces der-

niers eurent 8 hommes tués et 21 prisonniers, y compris 4 officiers. Le 22, une division avança sur la ville de Tarma et y entra le 23; aussitôt elle se déclara indépendante de l'Espagne. Il y eut, le 6 décembre, un combat très-vif à Pasco; l'ennemi y perdit 58 hommes restés sur le champ de bataille, 17 blessés, 343 prisonniers, y compris 28 officiers, 2 pièces d'artillerie, 360 mousquets, des étendards, des munitions, des bagages et des ustensiles de guerre; mais le général O'Reilly s'échappa et se rendit à Lima. A la réception des nouvelles de la victoire remportée à Pasco sur les royalistes, la ville et la province de Huanaco déclarèrent leur indépendance, et les villes de Cuença et de Loxa, sous la juridiction de Quito, apprirent aussi au général San Martin qu'elles avaient abjuré toute domination étrangère, et inscrit leurs noms sur la liste des états libres et indépendants. Le 4 janvier on apprit la révolution de Truxillo, sous la direction de son gouverneur espagnol le marquis de Torre Tagle.

Un tel enchaînement d'événements, plus heureux les uns que les autres, était certainement beaucoup plus favorable que n'avait pu le prévoir le général de l'armée libératrice. Depuis le 5 novembre jusqu'au 5 janvier, les Espagnols avaient perdu, dans

l'Esmeralda, toutes leurs forces navales, par la disparition de la Prueba et de la Vengansa. Le bataillon de Numance, considéré comme la fleur de l'armée et le plus ferme appui de leur autorité, avait déserté leur cause; la division commandée par leur plus fidèle général, O'Reilly, avait été défaite par des forces inférieures. Toutes les provinces au nord de Lima avaient déclaré leur indépendance et fournissaient leur contingent d'hommes et de divers articles nécessaires aux besoins de l'armée alors campée à environ 30 lieues de la capitale du Pérou; ils avaient tout perdu excepté l'espérance, dernière consolation de ceux à qui il ne reste pas autre chose; tandis que tout semblait favoriser la cause des forces libératrices et les inviter à couronner leur glorieuse carrière par leur entrée dans Lima qui était dans ce moment le Pandemonium d'oppression et de désespoir.

Néanmoins, la prudence de San Martin fut alarmée à la pensée de l'effusion de sang qui devait nécessairement précéder d'aussi honorables résultats. Il paraissait d'ailleurs péniblement affecté du sort de ses troupes et de celles de l'ennemi, succombant presqu'à chaque instant aux ravages de la fièvre tierce et à d'autres maladies, faute de remèdes, de traitement convenable et de repos.

La position occupée par les troupes royales entre Lima et Ancon, sur un lieu appelé Asna Pugio, est très-marécageuse; le nombre des hommes attaqués de fièvres intermittentes augmentait tous les jours; les hôpitaux de Lima en étaient pleins, et leur diminution, tant par la mort que par la désertion, alarmait extrêmement le Vice-Roi. Les désertions auraient été plus considérables si la distance du quartier-général de San Martin n'avait pas été aussi grande, parce que plusieurs déserteurs furent arrêtés et fusillés par les royalistes.

Le 2 février, les officiers de l'ex-Esmeralda, depuis nommée par le général San Martin la Valdivia, en commémoration de l'importante victoire remportée en ce lieu par l'amiral Cochrane, adressèrent au capitaine Guise une lettre dans laquelle ils demandaient que la frégate reçût un autre nom que celui de la victoire remportée par l'Amiral, en faisant observer que ce bâtiment n'avait pas été acheté par l'État, mais bien au prix du sang de ses sujets, et terminaient ainsi : « Si l'Esmeralda doit perdre le nom sous lequel elle a été prise, nous exprimons l'espoir qu'elle en portera du moins un plus en harmonie avec les sentiments de ceux qui en ont fait la conquête, que celui qui paraît lui avoir été

choisi. Signé : Robert Bell, lieutenant; H. C. Freeman, lieutenant; J. M. Michael, chirurgien; James L. Frew, munitionnaire; Hugues-Jérôme Kernan, aide-chirurgien.

Cette lettre, et la conduite subséquente des officiers, obligèrent l'Amiral de les faire mettre aux arrêts, et de produire des chefs d'accusation contre eux, afin que leur procès leur fût fait devant une cour martiale qui fut tenue le 2 mars. Ces chefs d'accusation résultaient tous de leur lettre même, comme subversive de la discipline du service maritime.

La sentence rendue par la Cour portait que le chirurgien Michael et James Frew seraient renvoyés du service maritime de l'État, que Robert Bell, lieutenant, Henri Freeman, lieutenant, et Hugues Kernan, aide-chirurgien, seraient renvoyés de leurs vaisseaux, après avoir été sévèrement réprimandés et admonestés par la Cour; mais pour être recommandés ensuite par elle au commandant en chef, à l'effet de remplir d'autres emplois. Elle était signée des officiers suivants : Robert Forster, président; W. Wilkinson, T. Sackeville, Crosby, William, Prunier, Henri Cobbett.

Pendant les arrêts des officiers de la Valdivia, Lord Cochrane voulut diriger une attaque sur les

vaisseaux de guerre, les chaloupes canonnières et les fortifications de Callao, et donna en conséquence ses ordres le 12 février. Le capitaine répondit par une note particulière adressée à sa Seigneurie, portant qu'il ne pouvait exécuter cette mission avec le concours d'autres officiers que ceux qui étaient aux arrêts, et que, dans le cas où il ne leur serait pas permis de revenir sur leur vaisseau pour cette attaque, il devait cesser de le commander; il priait Lord Cochrane d'en donner le commandement à un autre. L'Amiral répondit au capitaine Guise qu'il ne pouvait pas donner le commandement de la Valdivia à un autre, ni admettre sa démission sur une allégation particulière, ou même officielle, si elle n'était appuyée de quelques raisons valables. Le capitaine Guise écrivit alors, que le refus de Lord Cochrane était à ses yeux un motif suffisant pour justifier sa démission, qu'il demandait expressément d'accompagner ses officiers au quartier-général, et de remettre sa commission entre les mains du général San Martin; sa lettre était aussi accompagnée d'une déclaration des sous-officiers de la Valdivia, qui refusaient d'obéir à un autre commandant. Après quelques lettres échangées, le capitaine Guise fit savoir à Lord Cochrane qu'il avait

donné le commandement de la Valdivia au lieutenant Shepherd, et se considérait comme remplacé. L'Amiral envoya pour la quatrième fois au capitaine Guise un ordre d'agir en qualité de commandant de la Valdivia, demandant catégoriquement s'il voulait ou non obéir à ses ordres, et au signal d'appareiller fait quatre heures avant cette communication; lui répétant de donner quelque raison fondée de sa démission. Cet ordre d'appareiller était très-important pour le service; mais le capitaine Guise refusa d'y obéir, répétant que ses officiers ayant été renvoyés de leur vaisseau, il ne pouvait agir, et qu'il avait remis au lieutenant Shepherd le commandement de la Valdivia.

Le 22 février, Lord Cochrane ordonna au capitaine Spry de se rendre, avec le brick le Galvarino, au rendez-vous, à la hauteur de Chorillos; ordre auquel le capitaine Spry répondit, qu'il désirait qu'il lui fût permis de se démettre du commandement du Galvarino, attendu que son ami le capitaine Guise avait été obligé de se démettre du sien; et alléguait en outre qu'il n'avait pas de commission du gouvernement Chiléen. Lord Cochrane lui demanda par quels motifs il avait écrit cette lettre, et pourquoi, sans avoir reçu la commission à laquelle

il faisait allusion, il avait exercé jusqu'alors l'autorité de commandant du brick. Le capitaine Spry répondit : « Je suis entré dans la marine Chiléenne conditionnellement, pour ne servir que pendant le temps que servirait le capitaine Guise, sous le patronage et la protection duquel j'ai quitté l'Angleterre ; ajoutant que la commission qui lui avait été donnée par le gouvernement de Valparaiso n'était que verbale quand il reçut sa commission de capitaine. Je désire qu'il me soit permis de me rendre au quartier-général à Huacho, pour expliquer ma conduite au général San Martin. En un mot, si le capitaine Guise est forcé de se démettre du commandement de la Valdivia, je suis irrévocablement décidé à ne pas garder plus long-temps celui du Galvarino. »

Le capitaine Spry fut mis aux arrêts le 22 février, à raison de griefs qui seraient produits au procès, et tel fut alors l'esprit de mutinerie et d'insurrection qui se manifesta à bord du Galvarino, que le capitaine du vaisseau pavillon, Crosby, reçut l'ordre de le faire mouiller dans un endroit sûr, ce qui porta le capitaine Spry à écrire à l'Amiral, qu'ayant été remplacé par le capitaine Crosby, il se considérait comme mis à demi-solde, et dégagé de la juridiction

de la loi martiale. Il reçut pour toute réponse qu'il n'avait point été remplacé par le capitaine Crosby; mais qu'ayant déclaré sa détermination de ne point conserver le commandement du Galvarino, le capitaine Crosby avait reçu l'ordre de le faire mouiller à côté de l'O'Higgins, cette mesure paraissant nécessaire à raison de l'esprit de mutinerie de l'équipage; qu'il n'était pas remplacé par suite de cette détermination, et qu'il n'avait point rempli les formalités nécessaires pour se démettre du commandement du brick. Le capitaine Spry insista de nouveau sur son exception de la loi martiale; mais, voyant que l'Amiral était déterminé à soumettre l'affaire à la décision d'une cour martiale, dont il savait d'avance que la sentence serait proportionnée au délit commis, et que, d'après les ordonnances maritimes, il ne quitterait jamais le tillac du brick, il ne s'opposa plus à être jugé par les officiers ses camarades, qui n'étaient point prévenus contre lui, et qui étaient désintéressés dans cette affaire.

Les chefs d'accusation produits par le commandant en chef furent « d'avoir négligé de faire le service sur le Galvarino, brick appartenant au gouvernement du Chili, conformément à l'ordre verbal et écrit, donné par le commandant en chef le 22

février 1821, en contravention à l'article 14 du code maritime ; d'avoir, en contravention à ses devoirs d'officier, écrit ou fait écrire à son commandant en chef une lettre signée John Tooker Spry, refusant positivement d'obéir aux ordres qui lui étaient donnés ou de servir plus long-temps que le capitaine Guise, sous le patronage et la protection duquel il avait quitté l'Angleterre, et pour avoir soutenu dans ladite lettre que si le capitaine Guise était forcé de quitter le commandement de la Valdivia, lui, John Tooker Spry, ne garderait pas plus long-temps le commandement du Galvarino, ce qui était également opposé au bien du service et à l'article 14 du règlement maritime.»

Par suite de ces accusations, la cour martiale prononça que John Tooker Spry serait destitué du commandement du brick le Galvarino, placé le dernier sur la liste des capitaines, et sévèrement réprimandé par la Cour.

Le 4 mars, le capitaine Guise écrivit à lord Cochrane que le capitaine Spry ayant été destitué de ses fonctions par jugement de la cour martiale, il demandait qu'il lui fût permis de l'accompagner dans sa chaloupe à Huacho; demande que lord Cochrane lui dit ne pouvoir accorder dans un mo-

ment aussi critique. Le 6, les deux capitaines et les officiers se rendirent au quartier-général où, le 12, lord Cochrane offrit au capitaine Guise le commandement de l'O'Higgins, que celui-ci refusa, comme aussi de servir à l'avenir sous les ordres de sa Seigneurie.

Toute cette affaire fut le résultat de ce qui s'était passé à Valparaiso, avant que l'expédition quittât ce port; et, d'après plusieurs circonstances qui se rattachaient à la conduite de ces officiers, les assertions qu'ils se permirent publiquement: que le général San Martin ne violerait pas les promesses qu'il leur avait faites; leur extrême confiance dans sa protection aussi bien que la conduite subséquente du général lui-même, tout concourut à prouver qu'il avait entièrement provoqué ce qui s'était passé à Valparaiso, en juillet et août 1820, de la part du gouvernement chiléen à l'égard des officiers qui s'étaient mal conduits dans ce port à cette époque. Il était complètement convaincu qu'il ne pourrait composer avec lord Cochrane; et si les officiers de l'escadre n'avaient pas soutenu avec chaleur la cause de leur commandant en chef, l'offre de la remise de sa commission aurait été acceptée sans hésitation par le gouvernement.

A l'arrivée au quartier-général des capitaines Guise et Spry, le général San Martin nomma le dernier son *adjudant naval*, comme pour humilier l'amour-propre de lord Cochrane, et désapprouver le jugement d'une Cour martiale en protégeant publiquement l'individu qui avait encouru les peines portées par les lois. Le capitaine Spry devint tellement fier de son nouveau grade que, chez le colonel Miller, il se conduisit envers lord Cochrane d'une manière si grossière, que le colonel en fut blessé, et crut devoir faire des excuses à l'Amiral pour la conduite que Spry avait tenue en cette occasion.

Le 4 mars le général San Martin envoya à l'Amiral le capitaine Guise et les officiers, avec une lettre dans laquelle il le priait de les réintégrer dans leurs premiers emplois. Lord Cochrane offrit encore une fois au capitaine Guise le commandement de tout vaisseau appartenant à l'escadre, à son choix, en consentant que ses officiers fissent partie de l'équipage, et il offrit à ceux qui n'avaient point été renvoyés du service, la nomination aux places vacantes, conformément à la recommandation de la cour martiale; mais le capitaine Guise refusa de nouveau de servir avec d'autres officiers que ceux

qui l'avaient accompagné, et ceux-ci assurèrent qu'ils ne voulaient servir que sous les ordres du capitaine Guise; en conséquence ils retournèrent tous au quartier-général de l'armée où ils restèrent jusqu'à la reddition de Callao.

Tandis que l'escadre chiléenne offrait des scènes continuelles d'insubordination parmi les officiers, qui auraient dû s'empresser d'obéir aux ordres de leur commandant en chef, non-seulement pour le bien du service du Chili, mais encore pour pouvoir eux-mêmes trouver dans leurs subalternes la déférence et la subordination qui constituent le véritable esprit de la discipline militaire, Lima était le théâtre de l'anarchie et de la confusion. Le 29 janvier il y eut une révolution dans l'armée espagnole à Asnapugio, sous le prétexte de l'incapacité du vice-roi Pesuela pour conduire les affaires de sa vice-royauté pendant des circonstances aussi critiques qu'elles l'étaient alors. Le résultat de ces mouvements fut une communication faite à Pesuela pour lui faire connaître l'indispensable nécessité de son abdication, qu'il devait donner dans quatre heures. Pesuela répondit que ce temps ne lui suffisait pas pour se démettre de son autorité; mais Canterac, Caratala, Valdes, Ricafort, et

autres officiers à la tête de l'insurrection, répliquèrent que les troupes étaient sous les armes ainsi que tous les officiers, sans en excepter un seul, et qu'ils ne les quitteraient qu'après avoir reçu l'ordre de reconnaître le général La Serna en qualité de vice-roi du Pérou, et avoir acquis la certitude que les mêmes ordres avaient été donnés aux différents tribunaux et aux autorités. En conséquence de ces démarches, Pesuela donna l'ordre si impérativement demandé, et La Serna fut proclamé vice-roi et capitaine-général du Pérou. Ce changement ne servit qu'à prouver l'influence du pouvoir qui n'admet point d'interprétation, et qui ne laisse aucun subterfuge à l'obéissance. Le rapport qui existe entre le sort du premier et du dernier des vice-rois espagnols, comme gouverneurs-généraux, est vraiment remarquable. Le premier, Don Francisco Pizarre, fut assassiné dans son palais à Lima, par ses officiers subalternes; le dernier, Don Joaquin de la Pesuela, fut forcé, par ses subalternes, d'abdiquer son autorité dans le palais vice-royal, et de nommer un usurpateur pour lui succéder.

Le 13 février, le capitaine Carter, commandant le brick de guerre l'Araucano, arriva à Chancay avec la goëlette espagnole de guerre l'Aransasu

qu'il avait pris le 9. L'Aransasu était de Panama, et frété pour Callao; elle avait à bord trois officiers du régiment de Numance et plusieurs négocians espagnols en qualité de passagers.

Le 13 mars, une partie de l'escadre quitta la baie de Huacho, ayant à bord une division des forces patriotes, sous le commandement du lieutenant colonel Miller, destinée à opérer une diversion parmi les troupes espagnoles en débarquant à Pisco. Cet objet fut rempli le 25; mais, par suite des instructions écrites données par le général San Martin, et desquels lord Cochrane était déterminé à ne point s'écarter, le résultat fut tel qu'on aurait pu le prévoir : il ne produisit rien d'important pour la cause de l'Amérique.

Après son abdication, le vice-roi Pesuela se retira à la campagne, dans le petit village de la Magdelena, et, désirant envoyer en Europe sa femme et sa famille, il sollicita le passe-port nécessaire auprès du général San Martin, sachant bien qu'il lui serait impossible d'échapper aux vaisseaux de guerre Chiléens employés au blocus de Callao; mais il éprouva un refus. Lady Cochrane et sa famille étant arrivées à Callao sur la frégate anglaise l'Andromaque, dans le dessein de voir son époux avant de quitter l'A-

mérique du sud pour retourner en Angleterre, la vice-reine, Dona Angela, supplia cette dame d'interposer son influence auprès du général, pour lui faire obtenir la permission de s'embarquer pour l'Europe. Lady Cochrane, dirigée par cette philanthropie sincère qui la distingue si éminemment, se rendit sur-le-champ à Huaura, et obtint du général San Martin la faveur qu'elle sollicitait, sous condition que cette dame resterait encore un mois au Pérou, ce qui fut agréé; mais elle refusa de demeurer au quartier-général avec des militaires, et passa tout le temps de son séjour à Huaito, plantation appartenante à Dona Josefa Monteblanco, extrêmement satisfaite du traitement hospitalier et amical qu'elle y reçut. L'épouse du Vice-Roi prit son passage à bord de l'Andromaque, et lord Cochrane eut l'honneur de lui être présenté par le capitaine Sherriff; après quelques moments de conversation, Dona Angela déclara que le noble Lord était poli et raisonnable, et non une *bête féroce* comme on lui avait appris à le considérer : compliment que sa Seigneurie reçut avec tout le respect dû à une vice-reine.

Au retour de lord Cochrane au quartier-général, il fut arrêté, par le général San Martin, qu'une se-

conde division, sous le commandement du lieutenant Miller, s'embarquerait, et agirait en conformité des instructions discrétionnaires de l'Amiral; celui-ci quitta la baie de Huacho, et se dirigea vers Pisco, où il eut quelques légères escarmouches avec l'ennemi. Les troupes se rembarquèrent à Pisco le 22 avril; sa Seigneurie hissa son pavillon à bord du San Martin, et, avec la goëlette l'Aransasu, fit voile pour Arica où, avec le secours de vents extraordinairement favorables, nous arrivâmes le 5 mai.

Le débarquement dans la baie d'Arica est accompagné de difficultés presque insurmontables, quelquefois même il est impraticable, excepté sur des espèces de balsas qui sont composées de peaux de veaux marins enflées; deux de ces peaux sont ordinairement cousues ensemble par le bout, la balsa se construit en attachant côte à côte les deux peaux ainsi cousues, et en étendant quelques cannes dans le haut. L'homme qui conduit la balsa s'asseoit à califourchon sur la partie du derrière, et la pousse avec une pelle très-large à chaque extrémité, qu'il tient par le milieu : les naturels sont si adroits, que sur ces frêles embarcations ils ne courent aucun danger de chavirer, ni même d'être mouillés par les récifs. C'est sur ces radeaux singuliers, et d'une sû-

reté qui paraît bien précaire, que toutes les marchandises sont débarquées à Arica, et qu'elles sont portées dans les vaisseaux, excepté lorsque la mer est très-calme, et les eaux basses.

Immédiatement après notre arrivée à Arica, l'Amiral envoya à terre un parlementaire pour sommer les habitants de se rendre, en les assurant que toutes les personnes et les propriétés individuelles seraient respectées, excepté celles qui appartiendraient à des hommes ennemis de la cause de la liberté de l'Amérique du sud. Le parlementaire reçut pour réponse, que les personnes et les propriétés étaient toutes sous la protection des armes de Sa Majesté très-catholique, dont les droits seraient défendus par ses fidèles vassaux, contre ses sujets rebelles et les pirates étrangers. Il ne resta plus alors qu'à soumettre la ville par la force, et le lieu où le San Martin avait jeté l'ancre, ne dominant pas la place, il fut rapproché du rivage le 6, et on jeta quelques bombes dans la ville; mais comme cela n'intimidait pas l'ennemi, on décida d'effectuer un débarquement, et on chercha, dans la nuit, une place convenable au nord. Cette recherche n'ayant produit aucun résultat utile, une partie des troupes fut embarquée à bord de la goëlette l'Aransasu,

sous le commandement du major Soler, et reçut l'ordre de se diriger au nord de Sama, d'y débarquer les troupes et de marcher sur la ville. On jeta par intervalles dans Arica quelques boulets et quelques bombes, pour tenir les troupes espagnoles en alerte quant aux mouvements du vaisseau, tandis que nos troupes paraîtraient tout-à-coup sur le rivage, ce qui eut lieu le matin du 11. Aussitôt tous les habitants et les troupes abandonnèrent la ville. Le capitaine Wilkinson eut beaucoup de peine à débarquer avec ses marins, et hissa le pavillon patriote au haut de la petite batterie. Le major Soler prit à l'ennemi 58,000 dollars et six barres d'argent, expédiés sous escorte à Arequipa.

Le 14, toutes les troupes et les marins appartenant au San Martin, au nombre de deux cent soixante-dix hommes, sous le commandement du lieutenant-colonel Miller, quittèrent Arica, et marchèrent vers Tacna, distant de douze lieues d'Arica, où elles arrivèrent le 15, et prirent possession de la ville sans éprouver aucune résistance; elles y furent jointes par deux compagnies d'infanterie qui désertèrent la cause royale. Lord Cochrane ordonna qu'elles formeraient la base d'un nouveau régiment qui serait appelé le premier indépendant de Tacna; et

comme le drapeau particulier des troupes du Pérou n'avait pas encore été désigné au quartier-général, sa Seigneurie leur en présenta un ayant un soleil au centre sur un champ bleu. D'après les documents originaux trouvés dans la douane de Tacna, il paraissait que les grandes quantités de marchandises européennes emmagasinées à Arica, appartenaient aux négociants espagnols résidant à Lima; en conséquence, il fut donné ordre de les embarquer sur le San Martin.

Immédiatement après son débarquement, Lord Cochrane convoqua les habitants, pour qu'ils pussent établir un gouvernement civil qui protégeât leurs propriétés contre un grand nombre d'individus qui commençaient à venir des contrées environnantes, dans le dessein de se livrer au pillage; et leur donna en même temps l'assurance que, quoiqu'ils n'eussent point eu égard à son invitation de ne point abandonner leurs maisons, il n'était pas dans l'intention de livrer la ville au pillage, et qu'il ne l'avait pas fait; mais qu'il ne pouvait répondre des vols commis, à moins que les habitants ne concourussent de tous leurs moyens à protéger leurs maisons et leurs propriétés, et à arrêter toutes les personnes soupçonnées capables

de commettre des désordres. Il promit aussi que toutes propriétés particulières appartenantes aux Américains amis de la cause du pays, leur seraient rendues si elles étaient réclamées, et, en conséquence de cette promesse, la goëlette Los Amigos et d'autres propriétés saisies furent remises à leurs propriétaires.

Le colonel Miller avança sa division vers Moquegua, et eut un engagement très-vif, à Mirabe, avec un détachement des troupes royales commandées par le colonel Sierra, qui fut fait prisonnier. Le lendemain matin, il arriva un autre détachement pour joindre celui qui était à Mirabe; mais lorsque les soldats eurent appris le sort de leurs camarades, ils crurent qu'il leur convenait mieux de se retirer, que de chercher querelle aux forces victorieuses et à leur vaillant commandant. A l'arrivée de cette nouvelle, lord Cochrane descendit à Ilo avec le San Martin, pour se rapprocher du quartier-général du colonel Miller.

La ville d'Arica est la capitale de la province du même nom; elle est située dans une petite vallée, à très-peu de distance de la mer. C'était autrefois une place très-importante, et d'une étendue considérable; mais depuis 1605, époque où elle fut

détruite par un tremblement de terre, elle a décru graduellement à cause de l'établissement à Tacna de ses principaux habitants qui furent suivis d'un grand nombre d'autres à l'époque où elle fut saccagée, en 1680, par le pirate John Warren. Arica possède en ce moment une église paroissiale, et trois couvents pauvres : San Francisco, la Merci et San Juan de Dios. La population se compose de blancs, d'Indiens, et d'un petit nombre d'esclaves. Le terrain étant bas et marécageux, résultat des débordements annuels de la rivière, et du défaut de canaux convenables, les fièvres intermittentes y sont très-communes, et font périr un grand nombre de *serranos*, habitants de l'intérieur, lorsqu'ils descendent dans la ville pour y traiter d'affaires. L'Amiral et tous ceux qui dormirent sur le rivage, en arrivant à Arica, furent malades, et quelques-uns en moururent. Le climat ressemble à celui de Lima; il pleut rarement; mais les brouillards y sont très-épais.

La vallée d'Arica devient très-agréable à la distance d'un mille de la ville, par la vue des productions végétales, qui remplace le triste aspect des terrains sablonneux qui environnent la ville. Le principal produit de la vallée consiste dans l'aji, cap-

sicum, et dans les olives qui sont très-grosses et d'un excellent goût. Les plantains, les bananes, les camotes, les yucas, et les autres végétaux, ainsi que quelques arbres à fruits des tropiques, sont cultivés dans les jardins.

La ville d'Arica doit devenir très-importante, d'après les changements qui ont eu lieu dans l'Amérique du sud; elle aurait même joui depuis long-temps de tous ces avantages, si les lois coloniales ne l'avaient point déclarée un port fermé, *no abilitado*. C'est la clef des provinces du haut Pérou, d'Arequipa, de La Pas, de Potosi, de Chuquisaca, etc., parce que le mouillage y est meilleur qu'à Ilo, Mollendo, ou Quilca; elle possède aussi l'avantage de pouvoir fournir aux vaisseaux de l'eau fraîche, qui est extrêmement rare dans les autres ports. Arica est située sous le 18° 28' 40" de latitude sud, et sous le 70° 13' 30" ouest de longitude.

La ville de Tacna se trouve dans une vallée très-agréable et très-féconde; elle est beaucoup plus considérable qu'Arica, et son aspect est plus riant. Quelques-unes des maisons sont vastes, commodes et bien meublées; j'y ai vu plusieurs pianos-forte. La principale fortune des habitants consiste dans leurs grands troupeaux de mules, employés

à transporter les marchandises d'Arica dans l'intérieur, et de quelques parties du haut Pérou à Lima; Tacna est à Arica ce que Piura est à Paita.

Le 27 mai, nous vînmes mouiller à la baie d'Ilo, et fournîmes aussitôt au colonel Miller tous les articles dont il manquait; il avait transporté son quartier-général de la ville de Moquegua à la ferme appelée Rinconada, jugeant que le climat de ces lieux valait mieux pour ses troupes, étant plus frais que celui de la ville.

Ilo n'est qu'un mouillage ordinaire, et le débarquement y est très-difficile. Le village est composé de quelques misérables huttes, et de quelques maisons qui indiquent la misère; l'eau y est très-rare, et, par conséquent, il en est de même des fruits et des végétaux. Le colonel Sierra et le capitaine Suares, envoyés par le colonel Miller, y furent embarqués; mais bientôt après ils furent mis en liberté à Mollendo, sur leur parole d'honneur; ayant promis de ne prendre part à aucune hostilité avant d'avoir été échangés conformément aux lois de la guerre.

Au moment où le colonel Miller était prêt à avancer dans l'intérieur, après avoir discipliné un nombre considérable de recrues des différentes parties des provinces adjacentes, et lorsque tout promettait

une révolte générale en faveur de la cause de l'indépendance, il transmit à lord Cochrane la communication originale qu'il avait reçue du gouverneur d'Arequipa, annonçant une cessation d'hostilités pour vingt jours à partir de la date de la réception de cette communication. Cet armistice fut ratifié par le général San Martin et le vice-roi La Serna, le 23 mai, et envoyé par un exprès de la part de ce dernier, à Ovalle, gouverneur d'Arequipa.

L'armistice avait été arrêté par les chefs belligérants qui s'étaient réunis à Punchauca, et étaient convenus de nommer de nouveaux députés pour en venir à une conciliation. Ils devaient tenir leur conférence à bord d'un vaisseau neutre, dans la baie de Callao, et le choix tomba sur la Cléopâtre.

Tel était l'état de Lima à cette époque, que le Cabildo adressa au vice-roi La Serna une note officielle dans laquelle, après lui avoir dépeint la triste situation où se trouvaient les habitants, chargés d'impôts, pillés par l'ennemi aussi bien que par leurs propres défenseurs, et réduits à la misère la plus complète, il le suppliait de consentir à la paix.

Le Vice-Roi lui répondit : « Si le général en chef de l'armée envahissante veut consentir à un armis-

tice honorable et avantageux aux armes d'Espagne, vous et les vôtres pouvez être certains que mon vœu le plus sincère est pour la paix; mais s'il s'y refuse, je ne puis consentir à rien; car jamais je ne pourrai souscrire à ce qui pourrait être outrageant à l'honneur de l'Espagne, et j'aimerais mieux mourir que de vivre déshonoré. »

D'après le nombre des déserteurs qui arrivaient tous les jours à Huaura, quartier-général de San Martin, la situation de Lima était bien connue. Les officiers de l'armée étaient divisés d'opinions, le Cabildo était en guerre ouverte avec le Vice-Roi, l'opinion du peuple en faveur de la liberté, les soldats désertants ou mourants dans les hôpitaux, la famine parcourant les rues, et chaque individu des hautes et des basses classes, généraux et soldats, maîtres et esclaves, étaient entièrement convaincus que la pensée de résister plus long-temps aux forces libératrices ne pouvait germer que dans la tête d'un insensé. Il s'ensuivit de là que lorsque La Serna proposa à San Martin un armistice de 16 mois, sous le prétexte que les deux partis s'en remettraient à la décision de la Cour d'Espagne, ce dernier refusa d'y adhérer.

Malgré l'aspect favorable des choses, l'armée de San Martin était fatiguée de son inaction peu glo-

rieuse, sachant bien que pour prendre la capitale du Pérou, il ne fallait qu'y entrer; et cette opinion était confirmée par toutes les nouvelles qui arrivaient de Lima. Cependant la prudence consommée de San Martin ne lui permettait pas de tirer un coup de fusil, de crainte que la balle ne tuât *un frère*, et, pendant qu'il s'exprimait ainsi, ses bandes de guérillas étaient sans cesse occupées à des expéditions aussi cruelles que dévastatrices; mais la présence du Général n'était pas nécessaire dans ces escarmouches, ni son humanité compromise. Chaque jour les plaintes de l'armée devenaient plus bruyantes. San Martin, instruit des dispositions de ses troupes, s'embarqua sur la goëlette le Montezuma pour rétablir sa santé, et l'armistice fut prolongé de douze jours.

Pendant cette cessation d'hostilités, sa Seigneurie descendit à Mollendo où un navire neutre chargeait du blé pour l'approvisionnement de Lima. L'Amiral écrivit immédiatement au gouverneur d'Arequipa pour lui exprimer son étonnement qu'il fût permis aux neutres d'embarquer des provisions, pendant un armistice, pour approvisionner une des puissances belligérantes aux dépens de l'autre, et en opposition aux lois coloniales espagnoles. A quoi le Gouverneur répondit : que tout le blé qui était à

Mollendo appartenait à des négociants espagnols résidant à Lima ou à Arequipa, et qu'il n'en existait point qui appartînt aux neutres; que si on en avait expédié depuis l'ouverture de l'armistice, c'était en contravention aux ordres du gouvernement, et que, pour l'empêcher à l'avenir, il avait de nouveau donné les ordres les plus positifs contre une pareille infraction des stipulations de Punchauca. Après cette réponse, sa Seigneurie s'éloigna de Mollendo; mais y envoya une chaloupe avec un lieutenant du San Martin, pour surveiller les actions de l'ennemi, et, ayant reçu l'assurance qu'on continuait l'embarcation du blé, le San Martin retourna à Mollendo le 19 juin, et embarqua ce qui restait sur le rivage.

Au moment où le colonel Miller avait fait toutes ses dispositions pour pénétrer dans l'intérieur, il reçut, le 5 juillet, la nouvelle de la prorogation de l'armistice. Cette circonstance, jointe aux nouvelles reçues de l'armée par des lettres particulières, engagea sa Seigneurie à armer et avitailler quelques-unes des prises faites à Arica, à les laisser prêtes à recevoir les troupes du colonel Miller, en cas d'urgence, et à retourner en personne à Callao pour apprendre le véritable état des affaires au quartier-général. Nous y arrivâmes le 8 juillet 1821.

CHAPITRE X.

Lima évacuée par La Serna. — Son occupation par l'armée libératrice. — Perte du San Martin. — Arrivée de lord Cochrane à Lima. — Conduite des Espagnols après avoir quitté Lima. — Indépendance du Pérou jurée. — San Martin se constitue protecteur du Pérou. — Entrevue de lord Cochrane et de San Martin. — Communication des vues de l'armée espagnole. — Etat de l'escadre. — San Martin entre en campagne. — Arrivée et départ de Cantarac. — Proclamation de San Martin. — Trésor pris à Ancon par lord Cochrane. — Reddition de Callao. — Tribunal de purification établi à Lima. — Le lieutenant Wynter arrêté à Callao. — Paroissien et Spry visitent l'escadre à minuit. — L'escadre quitte Callao, son arrivée à Guayaquil.

A l'arrivée de lord Cochrane dans la baie de Callao, le 8 juillet, le général San Martin, monté sur la goëlette le Sacramento, vint à bord du vaisseau pavillon, portant avec lui les heureuses nouvelles de la reddition de Lima, ou plutôt de son évacuation par les troupes espagnoles.

Le 6 juillet 1821, le vice-roi La Serna fit connaître au marquis de Monte-mira qu'il convenait qu'il se retirât de la capitale du Pérou avec les troupes qu'il commandait, en n'y laissant que quelques compagnies du régiment de milice la Concordia, pour maintenir l'ordre et la tranquillité, sous le commandement de Son Excellence le gouverneur politique et militaire.

Le même jour, La Serna fit connaître à San Martin sa détermination, et lui apprit en même temps qu'il avait fait déposer dans les forteresses de Callao, les munitions de guerre qu'il avait cru devoir conserver pour ses opérations ultérieures, laissant le reste à Lima où il le trouverait. La Serna demanda instamment que les malades qu'il avait été forcé de laisser dans les hôpitaux, y fussent traités avec les soins convenables, et qu'aucun des habitants ne fût inquiété pour ses opinions et sa conduite politique, assurant le général San Martin que de son côté il agirait de réciprocité.

Un détachement de cavalerie entra dans la soirée du 7, mais sans ordre du général San Martin, et le 8, l'armée libératrice prit possession de la ville; cependant le général en chef jugea plus prudent de rester à bord de sa goëlette, dans la baie de Callao,

jusqu'au soir du 9, où il fit son entrée incognito dans Lima.

Le 14, il parut dans la gazette ministérielle un avertissement portant : qu'attendu la grande rareté de grain dans la ville, le général San Martin avait ordonné que 2000 fanegas de blé, alors à bord du vaisseau pavillon de l'escadre chiléenne, fussent débarqués à Chorillos sans payer de droits, et, à cet effet, le San Martin eut ordre de se rendre dans ce port, où il arriva le 16; malheureusement il échoua sous le commandement du capitaine Wilkinson, et, malgré tous les efforts faits pour le sauver, il fut complètement perdu, parce que la mer était extraordinairement enflée en ce moment.

Le 14, le général San Martin adressa au cabildo de Lima une note ayant pour objet de demander la convocation d'une assemblée générale, où les habitants pourraient faire connaître publiquement leurs opinions relativement à l'indépendance du pays. Le Cabildo s'empressa de satisfaire à cette demande, et, le 15, les membres de la corporation, l'archevêque, les prêtres des ordres conventuels, les titrés de Castille et plusieurs autres citoyens, se réunirent dans la grande salle de la ville, où ils signèrent tous l'acte suivant :

« La volonté générale est que le Pérou soit indépendant de l'Espagne et de toute autre domination étrangère. A cet effet, il sera rédigé une formule de serment qui doit être incessamment prêté. »

Le 17, lord Cochrane entra dans Lima, au milieu des acclamations des habitants. Le marquis de Montemira avait envoyé sa voiture au-devant du noble Lord à Chorillos; mais une députation du Cabildo et des différentes corporations ayant rencontré lord Cochrane sur la route, il descendit de la voiture et monta sur un cheval qu'on lui présenta.

Les habitants de Lima désirant voir le héros naval de l'expédition, il y eut le même soir au palais une soirée dans laquelle l'Amiral reçut les compliments des personnages les plus notables de la ville. Mais le général San Martin, jugeant plus convenable d'être absent lorsque son *subalterne* recevait les remercîments du Cabildo de Lima et les compliments de ses habitants, resta à la Legua, à moitié chemin de Lima et de Callao, où il avait établi son quartier-général. Dans la matinée du 18, l'archevêque fit à sa Seigneurie une visite qui lui fut immédiatement rendue; ensuite, lord Cochrane quitta la ville pour se rendre auprès du général en chef, à son quartier-général.

Le 17, il fut publié un ordre de faire disparaître les armes espagnoles de tous les endroits de la ville où elles avaient été placées, et cette proclamation fut accompagnée d'une autre conçue dans les termes suivants :

« Ayant appris, à mon grand regret, qu'au mépris de toutes les convenances et de tous les sentiments d'humanité, quelques individus, emportés par leurs passions, se permettent d'exercer des vexations contre les Espagnols et de les insulter, j'ordonne et je commande que toutes les personnes qui se porteront à ces excès soient dénoncées au gouverneur politique et militaire de la ville, pour que, si le fait est prouvé, elles soient punies comme elles méritent de l'être. »

Le 18, il fut ordonné d'organiser une garde civique, pour remplacer le régiment espagnol de la Concordia, et le grand maréchal marquis de Torre Tagle en fut nommé colonel.

Le 22 juillet, il parut un arrêté ordonnant que la proclamation de l'acte de déclaration d'indépendance du Pérou aurait lieu le 28 du même mois, avec toute la solennité que méritait un événement aussi glorieux et aussi mémorable.

Après que les troupes espagnoles eurent quitté

Lima, le 6, leur marche dans l'intérieur fut marquée par les plus horribles excès. Dans une distance de 9 lieues, entre Lurin et Bujama, 34 cadavres furent laissés sur la route : quelques-uns étaient morts de maladie, d'autres avaient été fusillés, et, selon les déclarations uniformes des déserteurs espagnols, le colonel Rodil était lui-même l'exécuteur de la plus grande partie de ces victimes. Le 13.ᵉ jour, on trouva près de Bujama 39 malades et 5 morts, qui furent transportés à un hôpital temporaire ; le 21, on reçut avis du village de Huaycan, que La Serna avait publié un ordre, portant peine capitale contre tout individu faisant partie de l'armée espagnole ou sous sa protection, qui s'éloignerait à plus de vingt verges de distance de la route assignée. Malgré cette publication, plus de 300 désertèrent à Huaycan et plus de 600 suivirent cet exemple à Lunaguana. Dans une escarmouche près de cette dernière place, les Espagnols eurent plus de 20 morts et de 50 prisonniers, et La Serna fut complètement entouré dans le ravin de Pilas. Les efforts des partis de guérillas pour harceler les troupes espagnoles, furent aussi heureux que constants, et, si on avait envoyé une division de l'armée libératrice pour seconder les guérillas, il est probable que l'armée

espagnole aurait été complétement détruite; mais toutes les troupes étaient dans les baraques de Lima ou à Bellavista où elles étaient stationnées pour surveiller 800 hommes renfermés dans les batteries de Callao, sous le commandement du général Lamar. Une petite division, sous les ordres du général Arenales, campée dans la province de Yauyos, reçut ordre de se rendre à Lima, et tout l'intérieur fut abandonné à la protection des guérillas qui avaient à combattre contre l'armée organisée d'Espagne; en sorte que les villes qui avaient déclaré leur adhésion à la cause de l'indépendance au moment où elles se croyaient sous la protection des forces libératrices, furent abandonnées et exposées à éprouver les traitements les plus rigoureux de la part des Espagnols, leurs ennemis naturels, ce qui prépara les voies aux événements qui eurent lieu ensuite au Pérou.

Lord Cochrane s'étant rendu de Lima à bord de l'O'Higgins, dans la baie de Callao, reçut le 20, de la part du Cabildo de Lima, l'invitation d'assister, avec ses officiers, à la cérémonie de la proclamation de l'indépendance du Pérou, qui devait avoir lieu dans huit jours.

Le 28, le cortége, composé du général San Martin,

du lieutenant-général marquis de Monte-mira, des officiers d'état-major de l'armée, de l'université, des quatre colléges, des prélats des ordres religieux, des militaires, des juges, de plusieurs membres de la noblesse et des membres du Cabildo, montés sur des chevaux richement caparaçonnés, quitta le palais. Venaient ensuite les gardes du corps de l'ex-vice-roi, l'escorte du général en chef et le bataillon n°. 8, avec les drapeaux du Chili et de Buenos Ayres, se dirigeant vers un amphithéâtre élevé dans la plasa mayor; le général San Martin y monta et déploya le pavillon national du Pérou, en prononçant ces mots: « Le Pérou est, dès ce moment, libre et indépendant, par le vote général du peuple et la justice de sa cause; que Dieu le protège! »

La cavalcade parcourut ensuite les principales rues de la ville et retourna au palais où lord Cochrane attendait sur le balcon; on y distribua des médailles commémoratrices de ce grand évènement. L'inscription portait: « Lima assura son indépendance le 28 juillet 1821, sous la protection de l'armée libératrice commandée par le général San Martin. »

Le dimanche suivant, un te Deum solennel fut chanté dans la cathédrale, et l'archevêque célébra

la grand'messe, après laquelle les autorités et les principaux citoyens prêtèrent sur le saint évangile le serment de défendre, non-seulement leurs opinions, leurs propriétés et leurs personnes, mais encore l'indépendance du Pérou contre le gouvernement espagnol et contre tout pouvoir étranger.

Le 29, le colonel Miller, qui avait été obligé d'abandonner, le 22, la province d'Arica, débarqua à Pisco après avoir augmenté sa division de 960 hommes.

Le 30, lord Cochrane instruisit le général San Martin que, le 25, il avait ordonné au capitaine Crosby d'entrer dans le mouillage de Callao, et d'enlever à l'ennemi autant de vaisseaux qu'il pourrait le faire, sans trop s'exposer au feu des batteries, ordre qu'il avait exécuté de la manière la plus brillante, emmenant avec lui le San Fernando et le Milagro, les deux plus grands vaisseaux marchands, et la Résolution, armée en guerre, outre plusieurs chaloupes et canots, et brûlant en même temps deux pontons, à la portée de mousquet des batteries de l'ennemi.

Après que la cérémonie fut terminée, une députation du Cabildo se rendit auprès du général San Martin, pour le prier de se charger personnel-

lement de la surintendance politique et militaire du Pérou, qu'elle avait l'honneur de lui offrir, au nom et dans l'intérêt de la capitale. San Martin répondit, en souriant, à cette communication, que cette offre était entièrement inutile; qu'ayant déjà pris ce commandement, il le conserverait autant qu'il le jugerait convenable, et qu'il n'y aurait, sans son bon plaisir, ni juntes, ni assemblées pour la discussion des affaires publiques. Cette réponse ne pouvait être en harmonie avec la manière de penser d'une réunion d'hommes qui venaient d'être appelés à jurer devant l'Être Suprême de maintenir leur *liberté* et leur *indépendance*.

Le 4 août, on publia à Lima le détail des atrocités commises par les Espagnols, pendant leur marche dans l'intérieur; ce fut ainsi que l'on apprit que dans la ville de Tauripampa on avait transformé une église en hôpital, qu'au moment où La Serna partit, on y avait mis le feu, après avoir fermé les portes; que tous les malheureux soldats qui n'avaient pas pu suivre l'armée espagnole, avaient été ainsi brûlés, et qu'un grand nombre d'habitants avaient eu le même sort dans leurs maisons: Rodil leur déclarant en même temps qu'il était bien plus honorable pour eux de mourir ainsi, que d'être

réduits à combattre dans les rangs des rebelles.

Le 3 août, San Martin publia une proclamation dans laquelle il déclarait qu'il se trouvait naturellement Directeur suprême du Pérou, et qu'il en conserverait l'autorité; que toute convocation de congrès serait hors de saison tant que l'ennemi se trouverait dans le pays; qu'il fallait d'abord assurer son indépendance et qu'on s'occuperait ensuite des meilleurs moyens à prendre pour consolider sa liberté. Enfin, tout en manifestant la ferme résolution de garder le pouvoir et de le faire respecter, il protestait de la pureté de ses intentions et prétendait qu'on devait le croire sur parole.

San Martin se déclara donc protecteur du Pérou, et nomma ministres d'État Don Juan Garcia del Rio, Don Bernardo Monteagudo et Don Hippolyte Unanue; il est presque inutile de dire ici que cette autorité, illégalement constituée par sa seule volonté, se trouvait par cela même en opposition avec les promesses faites par le Directeur suprême du Chili, dans sa proclamation aux Péruviens et avec celles qu'il avait faites lui-même après son arrivée au Pérou.

Le lendemain matin 4 août, lord Cochrane, ignorant la nouvelle dignité du général San Martin, se

rendit au palais et commença par demander au général en chef de proposer quelques moyens de payer les marins étrangers qui avaient rempli les engagements qu'ils avaient contractés. Alors San Martin répondit qu'il ne paierait jamais l'escadre chiléenne, à moins qu'elle ne fût vendue au Pérou, et qu'alors ce paiement serait considéré comme une partie du prix d'achat. A cela, lord Cochrane lui répondit qu'une semblable transaction ne pouvait avoir lieu, puisque la propriété de l'escadre du Chili se trouverait ainsi transférée au Pérou par le simple paiement de ce qui était dû aux officiers et aux équipages pour services rendus au Pérou. San Martin fronça les sourcils, et, se tournant vers ses deux ministres, Garcia et Monteagudo, qui étaient dans la chambre, leur ordonna de se retirer; à quoi sa Seigneurie s'opposa, déclarant que, ne connaissant pas bien la langue espagnole, il désirait qu'ils restassent pour lui servir d'interprètes, dans la crainte que quelque expression mal entendue ne pût être considérée comme une offense. San Martin se tourna alors vers l'Amiral et lui dit : « Êtes-vous instruit, Milord, que je suis Protecteur du Pérou? — Non, répondit sa Seigneurie. — J'ai ordonné à mes secrétaires de vous en informer. — Cela est

maintenant inutile, puisque vous me l'avez appris vous-même ; je désire bien sincèrement que l'amitié qui a existé entre le général San Martin et moi continue avec le Protecteur du Pérou. — Je me borne à vous dire que je suis Protecteur du Pérou ! »

La manière dont ces derniers mots furent prononcés excita la colère de l'Amiral qui, s'avançant alors, lui dit : « Je dois donc maintenant, comme le premier officier du Chili, réclamer l'exécution de toutes les promesses qui lui ont été faites, ainsi qu'à l'escadre ; mais principalement et d'abord à l'escadre. — Chili ! Chili ! je ne paierai jamais un seul réal au Chili ; et, quant à l'escadre, vous pouvez la conduire où vous voudrez, et aller où il vous plaira : il me suffit de garder une couple de goëlettes, » et il fit claquer ses doigts. En entendant ces mots, Garcia quitta l'appartement, tandis que Monteagudo allait sur le balcon ; San Martin fit quelques pas dans la chambre, et, se tournant ensuite vers sa Seigneurie, lui dit, en lui prenant la main, « Oubliez, Milord, ce qui s'est passé. » L'Amiral, essuyant une larme de surprise et d'indignation, répondit : « Je le ferai si cela m'est possible. » Le noble Lord fut alors détrompé par l'homme lui-

même; ce qu'il avait entendu dire de sa conduite passée se représenta à son imagination, et, voyant ce qu'on pourrait tenter d'après ce qui avait déjà été fait, sa Seigneurie convint avec moi que sa vie n'était point en sûreté; en conséquence, il prit immédiatement un cheval, se rendit à Boca Negra et de là monta à bord de sa frégate.

San Martin, réfléchissant que les batteries de Callao étaient encore entre les mains de l'ennemi, et que, si les forces navales Chiléennes levaient le blocus, il n'aurait pas les moyens de l'en déloger, ni de le forcer à se rendre, accumula promesses sur promesses pour le paiement des arrérages des équipages et les récompenses à leur accorder. Il essaya d'adoucir les expressions qu'il avait employées le 4, en déclarant qu'il avait dit seulement, ou voulu dire, qu'il serait avantageux pour le Chili de vendre quelques vaisseaux au Pérou, parce que celui-ci en avait besoin pour protéger ses côtes; mais ce subterfuge devenait inutile lorsqu'il ajoutait que le gouvernement du Chili devait, dans tous les temps, consacrer son escadre à soutenir la cause du Pérou.

San Martin voyant que cette correspondance officielle ne produisait point l'effet d'amener lord Cochrane à consentir, comme il le voulait, à ce que

l'escadre fût sous ses ordres, comme Directeur suprême du Pérou, adressa alors à sa Seigneurie une lettre confidentielle pour l'engager à se rendre à ses désirs.

Le 4 août, Don Jose de la Riva Aguero fut nommé président du département de Lima, avec l'autorité de l'ex-intendant; et une haute chambre de justice, *alta camarca de justicia*, y fut installée avec l'autorité d'ex-intendant. Le même jour, San Martin fit paraître une proclamation adressée aux Espagnols résidants à Lima et dans les provinces indépendantes du Pérou. « J'ai promis, y disait-il, de respecter votre sûreté et vos propriétés : j'ai religieusement rempli ma promesse, et aucun de vous ne put douter de ma parole; malgré cela, je sais que vous murmurez en secret, et que quelques-uns d'entre vous font méchamment circuler le bruit que mon dessein est de surprendre votre confiance. Mon nom est assez célèbre pour ne pas être souillé par l'infraction à mes promesses. Espagnols, vous n'ignorez pas que l'opinion publique est telle que, même parmi vous, il existe plusieurs individus qui épient et observent votre conduite. Je suis parfaitement instruit de tout ce qui se passe, même dans l'intérieur le plus secret de vos maisons : tremblez, si vous abusez de mon indulgence. »

Il est impossible de bien connaître si le système d'espionnage établi par San Martin était tel qu'il le disait; mais il paraît, en quelque sorte, dérogatoire au caractère et à la dignité d'un chef suprême, gardé par douze mille hommes armés, de s'abaisser à menacer ainsi deux ou trois cents individus sans armes, qui, se reposant sur l'assurance qu'il leur avait donnée, avaient juré de suivre la fortune de la contrée, et de vivre soumis au système du nouveau gouvernement établi. En outre, une pareille proclamation était propre à annuler l'objet apparent de celle du 17 juillet, et à allumer les torches de la discorde et de la guerre civile, les plus grands et les plus dangereux ennemis de la tranquillité publique.

Le 12 août vit paraître dans Lima la publication d'un acte qui distingue si éminemment, et justifie d'une manière si particulière, la révolution de ces contrées. La voix de la raison et de la nature annonça que tous les enfants nés de parents esclaves, à dater du 28 août 1821, étaient libres et devaient hériter des mêmes droits et priviléges que les autres citoyens du Pérou.

Le 18, on apprit que les divisions de l'armée espagnole, sous Cantarac et Caratala, avaient établi

leurs quartiers à Jauja, distante de trente lieues de Lima, et que le 20 juillet, La Serna était dans la ville de Carania, avançant avec sa division vers le même point. Cependant, les troupes libératrices demeurèrent tranquilles dans leurs baraques à Lima, ou furent occupées au siége de Callao.

Un des premiers actes arbitraires du protecteur du Pérou, fut l'expulsion de l'Archevêque. Le 22 août 1821, il lui fit écrire, par le ministre de la guerre, Monteagudo, que, dans les maisons de réunions et d'exercices spirituels que renfermait cette ville, il se commettait un grand nombre d'abus qui pourraient avoir les suites les plus funestes pour la cause de la contrée, et qu'on devait les attribuer à l'influence du clergé; pour obvier à ces inconvénients, il exigeait que, pour le moment, les exercices spirituels fussent interrompus dans ces maisons, jusqu'à ce qu'elles pussent être placées sous la surveillance d'un clergé patriote qui méritât la confiance du gouvernement.

L'Archevêque lui répondit, le 26 août, qu'il ne pouvait, sans manquer à sa conscience et s'exposer à l'animadversion publique, ordonner leur clôture; que cependant, s'il s'y commettait quelques excès, ou que des confesseurs imprudents troublassent la

paix ou l'ordre public, au moment même où il en serait instruit, il prendrait les mesures nécessaires pour faire cesser le désordre et en punir les auteurs.

Par une seconde note du gouvernement, du 27 août, il fut ordonné à l'Archevêque d'obéir et de faire fermer momentanément les maisons d'exercices spirituels, cette mesure étant indispensablement nécessaire pour la tranquillité publique; et qu'il eût à mettre de côté tous les scrupules de conscience qui l'empêchaient d'obéir aux ordres du gouvernement, dont les décrets étaient irrésistibles.

Le prélat répliqua qu'il n'avait point résisté aux ordres du gouvernement, mais fait des remontrances motivées pour démontrer les effets fâcheux qui résulteraient de la démarche exigée; qu'il ne se mêlerait en rien des affaires civiles de l'Etat; mais que dans tout ce qui regardait l'Eglise, il devait défendre son troupeau contre les puissants de la terre. « Des décrets irrésistibles, » ajoutait-il, « cette expression me paraît bien forte, et peu connue des jurisconsultes et des théologiens, qui pensent que toute autorité humaine, quelque puissante qu'elle puisse être, quelque vastes, quelque profondes que soient ses connaissances, ne peut jamais ar-

river au point d'être infaillible dans ses décisions; elle peut toujours être trompée ou tromper elle-même; par conséquent, ses résolutions ne doivent jamais être invariables. L'Être-Suprême possède seul ce privilége.»

Enfin, il terminait par offrir de nouveau sa démission, et demander un passe-port pour l'Europe, par Panama, attendu que son âge avancé de quatre-vingts ans et sa faiblesse ne lui permettaient pas de supporter les fatigues d'un passage par le cap Horn.

La réponse à cette note portait en substance : que l'urgence des affaires publiques ne permettait point de répondre par des arguments victorieux aux raisonnements de l'Archevêque; mais que toute cette correspondance serait mise sous les yeux du public pour avoir son opinion. Cependant, cela n'eut pas lieu; mais le Protecteur accepta la démission de l'Archevêque, et ordonna à son Excellence de quitter Lima dans les quarante-huit heures, et d'aller attendre la détermination du gouvernement à Chancay, situé à quatorze lieues de Lima.

Le 13 novembre, l'Archevêque s'embarqua à Chancay pour Rio de Janeiro; le Protecteur ayant oublié, dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, de remplir la promesse qu'il lui avait

faite, d'ordonner qu'on préparât un vaisseau pour le conduire à Panama.

Avant de s'éloigner de Chancay, l'Archevêque adressa une lettre à lord Cochrane, pour le remercier de ses égards envers lui; elle finissait ainsi :

« Je suis convaincu que l'indépendance de cette contrée est à jamais scellée; je manifesterai cette opinion au gouvernement espagnol et au St.-Siége; je ferai en même temps tout ce qui sera en mon pouvoir pour vaincre leur obstination, maintenir la tranquillité, et seconder les vœux des habitants de l'Amérique, qui me sont chers. »

Le 9 novembre, l'Évêque de Guamanga, natif de Piura, alors résidant à Lima, reçut l'ordre de quitter le Pérou sous huit jours, sans que l'autocrate daignât assigner aucune raison de son exil.

Quoique l'escadre chiléenne fût en ce moment de la plus grande importance pour les opérations de San Martin contre les batteries de Callao, cependant les équipages n'étaient pas encore payés, et les approvisionnements étaient si peu proportionnés aux besoins, que cette circonstance, ajoutée au manque général d'habillement, les mit dans un état qui approchait d'une révolte ouverte. Ces détails furent transmis à différentes reprises au gouverne-

ment, mais sans que cette communication produisît aucun résultat utile. Il paraît que San Martin, ayant échoué dans le projet qu'il avait formé de s'en emparer par l'intervention du commandant en chef, était dans l'intention de l'affamer pour la soumettre, ou de la forcer à prendre quelque parti désespéré. Sa Seigneurie fit part de ces circonstances au gouvernement, déclarant, en même temps, qu'elle ne pouvait répondre de la conduite de ceux qui servaient sous ses ordres, à moins qu'on n'exécutât les engagements qu'on avait pris avec eux.

Le 17 août, il parut, dans la gazette ministérielle, un décret portant qu'un cinquième des droits perçus à la douane serait appliqué à payer la solde courante et arriérée de l'armée et de la marine. Au lieu d'apaiser les équipages, ces nouvelles les mirent presque au désespoir, parce que, sans savoir que l'argent qui leur était ainsi assigné était absolument insuffisant pour remplir le déficit; l'idée que, au lieu de remplir la promesse qu'on leur avait faite avant de quitter Valparaiso, on leur faisait encore une nouvelle promesse dont l'accomplissement devait dépendre des recettes de la douane, était peu tranquillisante pour des hommes dont le seul argument était : Vous me devez de l'ar-

gent : il faut que vous me payiez. Le même décret déclarait aussi que les officiers appartenants à l'escadre chiléenne, étaient également officiers du Pérou, et devaient être considérés comme tels. Cependant cette mesure fut prise sans consulter la volonté de ces officiers qui ne pouvaient accepter cette honorable distinction qu'au détriment du serment de fidélité qu'ils avaient prêté au Chili; mais le véritable objet de ce décret avait été de les engager à se considérer comme soumis aux ordres du Protecteur.

Au commencement de septembre, l'armée espagnole de Jauja répandit quelques alarmes dans Lima, d'après les nouvelles qu'on y reçut de ses mouvements. Il paraissait qu'elle était déterminée à attaquer la capitale, et le 5 il parut au quartier-général, une proclamation du Protecteur de la liberté du Pérou, dans laquelle il annonçait que trois cents soldats espagnols étaient à San Mateo, et deux cents à San Damian; il les exhortait à se défendre, en les assurant que ses troupes ne les abandonneraient pas, et qu'il périrait plutôt avec honneur que de consentir à être le témoin de leur malheur.

Dans la soirée qui précéda le jour de cette proclamation, le Protecteur se leva de son siége au théâtre,

la fin de la pièce, et harangua les spectateurs qui manifestèrent le plus grand enthousiasme, et, trois fois consécutives, l'hymne national fut chanté par tous les spectateurs; ensuite le Protecteur se retira, et fut suivi jusqu'à son palais par la musique et par un immense concours de peuple. . . . .

Le 7, l'armée commandée par le général San Martin, campa à Mansanilla, à l'est de Lima : le Protecteur habitait les bâtiments de la ferme, à environ une lieue de la ville. Tous les Espagnols résidants à Lima furent immédiatement réunis dans le couvent de la Merci, pour prévenir toute insulte qui pourrait leur être faite; mais les habitants ayant reçu la fausse alarme que les troupes espagnoles étaient au moment d'entrer dans la ville, entourèrent aussitôt le couvent, et on eut beaucoup de peine à les empêcher d'entrer, et de mettre à mort les Espagnols. Après le rétablissement de l'ordre, les prisonniers furent envoyés à Ancon, et mis à bord de deux transports qui étaient à l'ancre. L'état de Lima pendant la journée du 7 fut la preuve la plus évidente de la détermination que les habitants avaient prise de défendre courageusement leur ville : hommes, femmes, enfants, de tout âge et de toute couleur, parcouraient les rues

avec les armes qu'ils avaient pu se procurer; mais qui étaient de peu d'utilité, parce que, peu de jours après son arrivée à Lima, San Martin s'était fait remettre les armes appartenant aux particuliers. Un grand nombre de personnes avait transporté au haut des maisons une forte provision de pierres, tandis que d'autres préparaient des chaudières et du bois pour faire bouillir de l'eau, et tous étaient unanimement décidés à recevoir vigoureusement l'ennemi s'il venait à pénétrer dans les rues de Lima.

Dans la soirée du 9, lord Cochrane reçut, à bord de l'O'Higgins, une communication officielle qui l'informait que l'ennemi était sous les murs de Lima; on priait sa Seigneurie d'envoyer toutes les armes, en état de servir, qui étaient à bord de l'escadre, aussi bien que tous les marins et les volontaires; attendu que le Protecteur était « décidé à engager une action contre l'ennemi, et à le vaincre ou à s'ensevelir sous les ruines de Lima. » Cependant cette note héroïque était accompagnée d'une autre de Monteagudo, contenant l'invitation de tenir prêtes et disponibles les chaloupes des vaisseaux de guerre, et une vigie sur le rivage de Boca Negra, pour le service de ceux qui pourraient échapper dans le cas d'une défaite.

Dans la matinée du 10, lord Cochrane, pensant que, dans de pareilles circonstances, l'esprit de San Martin serait trop occupé du soin des affaires publiques pour penser encore à des ressentiments particuliers, et qu'il pourrait, en se rendant à terre, prendre part à la gloire de cette journée, débarqua à Boca Negra; mais, voulant éviter de traverser la capitale, il choisit la route qui conduisait à la Magdalena, pour traverser ensuite les champs et se rendre au quartier-général de Mansanilla. En passant près de quelques élévations de terre, appelées las Huacas, il remarqua trois officiers à cheval, placés sur une d'elles, et sa Seigneurie, supposant qu'ils appartenaient à l'armée américaine, aurait voulu aller vers eux et leur demander des nouvelles; mais, comme il n'y avait point d'ouverture dans l'enceinte, nous avançâmes plus loin, et prîmes un sentier conduisant à travers champs, à environ trois cents verges de ces élévations. L'Amiral ne voulut plus alors rétrograder, et dit au capitaine Crosby: « Hâtons-nous de nous rendre au quartier-général. » Alors, en regardant sur la droite, nous vîmes l'infanterie espagnole défiler dans le sentier, à la distance d'environ cinq cents verges de nous. Lord Cochrane se hâta d'arriver au

camp de San Martin où, étant immédiatement reconnu par plusieurs officiers, on entendit un murmure général de félicitation. Guise et Spry eux-mêmes s'écrièrent : « Nous aurons quelque engagement : voilà l'Amiral qui arrive. » Le général Las Heras, faisant les fonctions de général en chef, salua l'Amiral, et le pria de ne rien négliger pour persuader au Protecteur d'engager une action avec l'ennemi. Lord Cochrane se dirigea alors vers la maison où, en descendant, il fut reçu par San Martin. Il prit aussitôt ce général par la main, et le pressa de la manière la plus vive d'attaquer l'ennemi sans perdre un seul moment. Cependant ses instances furent vaines ; et, pour toute réponse, le Protecteur lui dit : « Mes mesures sont prises. » Malgré cette apathie, le Lord lui fit de nouvelles représentations, en lui faisant connaître la situation dans laquelle il avait reconnu l'infanterie de l'ennemi cinq minutes auparavant, et pria le Protecteur de monter au haut d'une éminence qui était derrière la maison, pour se convaincre par lui-même de la facilité avec laquelle on pourrait remporter une victoire ; mais il répondit toujours froidement : « Mes mesures sont prises. » En cet instant les clameurs des officiers qui étaient dans le

patio mirent un terme à l'apathie de San Martin; il demanda son cheval et le monta. En un instant tout fut en mouvement, et chaque figure portait l'empreinte d'un espoir certain de la victoire. L'ordre « Aux armes! » fut aussitôt donné et exécuté sur-le-champ par toute l'armée, qui montait à environ douze mille hommes, y compris les partis de guérillas, tous animés du desir de commencer le combat, et tous également déterminés à vaincre ou à mourir. Le Protecteur fit un signe à l'Amiral et au général Las Heras qui quittèrent immédiatement le groupe d'officiers avec lesquels ils conversaient, et se rendirent auprès du Protecteur dans l'espoir qu'il allait les consulter relativement à l'attaque, ou les instruire de la manière dont elle devait être conduite; mais, dans ce moment, un paysan entra dans le patio, et s'avança vers San Martin qui, avec un sang-froid sans exemple, prêta une oreille attentive à ses *importantes* communications. Il avait vu la veille les ennemis qui étaient en grand nombre; mais il n'en connaissait point exactemen la quantité, attendu qu'il n'avait pu les compter. Son Excellence le questionna même sur sa situation personnelle et les occupations auxquelles il se livrait, s'il était marié, combien d'enfants il avait,

et autres détails aussi intéressants pour un général *lorsque l'ennemi est en vue*. Le Protecteur du Pérou vanta les vertus patriotiques du paysan, et lui promit sa protection. L'Amiral, dégoûté d'une semblable momerie, et exaspéré de voir perdre ainsi un temps précieux, tira à demi son épée, et ordonna au paysan de s'en aller, lui disant: « L'emploi des moments du Général est trop important pour le perdre à écouter vos folies. A cette interruption San Martin fronça le sourcil en regardant l'Amiral, descendit de cheval à la porte de sa maison où il entra, et donna audience à quelques vieilles femmes qui étaient venues solliciter le congé de leurs fils ou de leurs neveux.

Lord Cochrane et un grand nombre d'officiers montèrent de nouveau sur la hauteur qui était derrière la maison, et sa Seigneurie ayant demandé à San Martin une conférence, il l'assura qu'il n'était pas encore trop tard pour attaquer l'ennemi; il le pria, le conjura de ne point perdre une occasion aussi favorable, et s'offrit pour commander la cavalerie; mais, à tout cela, il lui répondit froidement: *Je suis seul responsable des libertés du Pérou.* Ensuite le Protecteur se retira dans un appartement intérieur de la maison pour y faire la *siesta* ordi-

naire, qui fut cependant troublée par le général Las Heras qui vint recevoir ses ordres, et informer son Excellence que l'armée était toujours sous les armes. San Martin, observant qu'il était quatre heures, moment du souper de ses soldats, ordonna qu'ils reçussent leurs rations.

Lorsque San Martin assura lord Cochrane qu'il était seul responsable des libertés du Pérou, sa Seigneurie, convaincue que toute nouvelle tentative ne serait pas plus heureuse, monta à cheval; mais le capitaine Crosby, espérant toujours qu'il se passerait quelque évènement, demanda la permission de rester au quartier-général, ce qui lui fut accordé. Nous nous rendîmes ensuite à Boca Negra où nous nous embarquâmes.

Le vaisseau anglais le Superbe était à cette époque dans la baie de Callao, et plusieurs des officiers, espérant voir le coup décisif porté dans le Pérou, se rendirent au quartier du général San Martin, et furent étonnés du sang froid d'un chef qui, commandant 12,000 hommes, commença par abandonner une position favorable dans laquelle il pouvait intercepter la marche des Espagnols, et ensuite voyait défiler une armée composée de 3,200 hommes, même sans tirer un seul coup de fusil;

ou sans faire une tentative pour engager l'action.

Après que Cantarac eut conduit ses troupes dans les batteries de Callao, avec une habileté qui eût fait honneur à un Napoléon, cette nouvelle fut annoncée par des coups de canon et autres démonstrations qui auraient péniblement affecté l'âme de tout autre chef que celle du prudent San Martin. L'armée américaine marcha vers son ancien camp au Legua, entre Lima et Callao.

Dans la matinée du 11, Don Fernando Maso, à qui lord Cochrane avait permis de débarquer à Callao du brick anglais le colonel Allen, vint à bord de l'O'Higgins, et demanda à sa Seigneurie si, le jour précédent, elle n'avait pas remarqué quelques officiers sur les huacas. « Oui, » répondit l'Amiral. « C'était, dit Maso, le général Cantarac et ses deux aides-de-camp. » Il résultait évidemment de cette déclaration, que si l'Amiral était allé vers eux, il eût, selon toutes les probabilités, été fait prisonnier, car ni lui, ni aucun de ceux qui l'accompagnaient, n'était armé : leurs épées étaient leur seule défense. Le 11, San Martin écrivit à lord Cochrane qu'il avait pris des mesures telles qu'aucun des ennemis ne pouvait échapper, et qu'en se renfermant dans les batteries de Callao, ils

s'étaient eux-mêmes livrés entre ses mains, et qu'aucun d'eux ne lui échapperait. Mais, à la grande surprise de ceux qui ne connaissaient pas la prudence consommée du Protecteur, Cantarac abandonna les batteries le 17 de grand matin, et, ayant traversé le Rimac, se dirigea vers l'intérieur sans être nullement inquiété dans sa marche; seulement 800 hommes reçurent l'ordre de le suivre, de harceler son arrière-garde, et de protéger les soldats qui pourraient déserter.

Ce fut ainsi que le général Cantarac, avec 3,200 hommes, passa au sud de Lima en vue de l'armée protectrice du Pérou, composée de 12,000 hommes, entra dans les batteries de Callao où il fit rafraîchir et reposer ses troupes pendant six jours, et se retira ensuite, emportant avec lui armes et trésors; se dirigeant, avec son butin, sur le côté nord de Lima, et laissant le victorieux San Martin faire une proclamation qui parut dans la gazette ministérielle du 19, dans laquelle il se vantait de ses prétendus succès, d'avoir mis en fuite l'armée ennemie, et promettait toujours de défendre Lima.

Ce serait commettre un acte d'injustice que de ne point dire ici que le général Las Heras, blessé jusqu'au fond de l'âme de la conduite de San Mar-

tin, qui peut-être mériterait une épithète plus forte que celle de poltronnerie, quitta le service du Pérou ou plutôt celui du Protecteur, et demanda un passe-port pour le Chili, ce qui lui fut accordé; son exemple fut suivi par plusieurs officiers de l'armée qui, dégoûtés par tout ce qui s'était passé, préférèrent l'obscurité et même la pauvreté à l'odieux titre de poltron si justement détesté de tout brave soldat, comme de tout vrai patriote.

Si les troupes commandées par le général Cantarac, avaient été attaquées, elles auraient nécessairement été battues; leur extrême infériorité sous tous les points, excepté sous le rapport de la discipline, assurait le succès des troupes patriotes qui étaient trois fois plus fortes que celles de l'ennemi; fraîches, vigoureuses et pleines d'enthousiasme; jouissant de l'avantage de pouvoir choisir les meilleures positions, et en vue de la capitale des vastes contrées dont ils avaient juré solennellement de défendre la liberté; tandis que la division espagnole était harassée par une longue marche, sans aucun motif d'émulation personnelle et sans aucune autre perspective que celle de quelques jours de repos, et de leur retour dans l'intérieur dans lequel ils savaient qu'à l'exception du sol

qu'ils foulaient à leurs pieds, aucun individu de la population de cette partie du globe, ne reconnaîtrait leur domination ou obéirait à leurs ordres. Les Espagnols eux-mêmes avouent que si cette division commandée par Cantarac avait été détruite le 10 septembre, ils auraient dès ce moment perdu tout espoir de reconquérir le pays, cherché à obtenir les conditions les plus honorables pour eux, et abandonné l'Amérique. Conséquemment, les torrents de sang qui ont été répandus dans le Pérou depuis le 10 décembre 1821, les privations et les malheurs éprouvés dans cette partie du nouveau monde, la défection des naturels de la juste cause de leur patrie, et les services rendus par eux aux chefs espagnols, la nécessité de l'intervention d'une armée de la Colombie pour sauver le Pérou d'une subjection ignominieuse : tous ces maux prirent leur source dans le succès de la division espagnole dans cette journée dans laquelle, sans avoir obtenu de victoire décisive, elle remplit cependant l'objet qui l'avait attirée de l'intérieur dans ces parages.

Dans la crainte d'un revers à Lima à l'approche des troupes espagnoles sous le général Cantarac, les trésors du gouvernement, aussi bien que ceux

de plusieurs particuliers, furent envoyés à Ancon, et embarqués non à bord de la frégate chiléenne le Lautaro, alors à l'ancre dans ce port, mais sur plusieurs vaisseaux marchands, pour éviter que, dans aucun cas, ils ne pussent tomber dans les mains de l'ennemi. Le 15 décembre, lord Cochrane reçut une lettre du capitaine du Lautaro, qui lui fit connaître que l'insubordination de l'équipage était portée au plus haut point, parce que les matelots, voyant embarquer tous les jours de l'argent sur les différents vaisseaux marchands, supposaient que cette circonstance prouvait le danger dans lequel San Martin était placé avec l'armée libératrice qu'il commandait; que, si l'ennemi réussissait dans ses desseins, non-seulement ils ne seraient pas payés, mais encore forcés de continuer le service, et de voir prolonger ainsi les souffrances qu'ils éprouvaient depuis si long-temps; d'après cela, le capitaine craignait une insurrection complète et le pillage des vaisseaux qui étaient dans la baie.

A cette nouvelle lord Cochrane se rendit à Ancon sur l'O'Higgins, et fit transporter, devant témoins, à bord du vaisseau pavillon, tous les trésors trouvés sur les bâtiments marchands, appartenant évidemment au gouvernement du Pérou, en

laissant tous ceux qui avaient été embarqués par des particuliers, ce qui fut prouvé par les documents de la douane, et sa Seigneurie se munit des certificats nécessaires pour constater que les fonds de cette nature n'avaient point été enlevés. Après avoir rendu tout ce qui fut ainsi réclamé, il resta à bord du vaisseau pavillon 285,000 dollars, qui furent immédiatement employés au paiement d'une année de solde arriérée due à tous ceux qui composaient la flotte. L'Amiral ne voulut rien recevoir de ce qui lui était dû; le surplus fut réservé pour les réparations à faire à l'escadre et pour ses approvisionnements. On prit le compte le plus exact de l'emploi de tous ces fonds, et les détails en furent transmis au gouvernement chiléen.

Après le retour de sa Seigneurie à Callao, il y eut une longue correspondance entre elle et San Martin, relativement à la saisie d'Ancon. Le général demanda même, avec les instances les plus vives et les plus pressantes, la réintégration du trésor, promettant l'exact accomplissement de tous ses engagements précédents, et ajoutant qu'il n'insistait sur la remise de ces fonds que pour sauver le crédit du gouvernement. L'Amiral répondit qu'il pouvait envoyer à bord un commissaire chargé d'assister

à cette distribution qui, étant publique, conserverait certainement le crédit du gouvernement; et que le débarquement de l'argent ne serait qu'un surcroît d'embarras et de travail absolument inutile, attendu que les personnes à qui il était dû ne se trouvaient point à terre.

San Martin assura alors que l'argent pris à Ancon était tout ce que le gouvernement possédait pour subvenir aux dépenses journalières les plus indispensables; et, après avoir inutilement épuisé tous ses arguments avec l'Amiral, il adressa aux matelots et aux marins une proclamation qui, par l'ordre de lord Cochrane, fut distribuée à bord de tous les vaisseaux de guerre, mais elle n'y produisit aucun effet favorable. Le Protecteur, voyant alors que le paiement était commencé, écrivit à l'Amiral qu'il pouvait disposer de l'argent de la manière qu'il croyait la plus convenable.

Le 17, après que Cantarac fut parti de Callao, lord Cochrane, instruit de l'état des batteries, proposa au général La Mar des conditions de capitulation, qui furent, que les fortifications de Callao, seraient rendues aux troupes chiléennes; que le tiers des propriétés particulières qui se trouveraient dans les batteries serait livré pour payer la solde

arriérée de ses vaisseaux de guerre; qu'il serait permis aux Espagnols de quitter la forteresse avec le reste de ce qui leur appartenait, et qu'il leur serait fourni, à leurs frais, des vaisseaux pour les transporter en Europe, ou dans tout autre lieu à leur choix.

Au moment où ces propositions étaient sur le point d'être agréées, le Protecteur, qui avait aussi de son côté négocié avec le gouverneur, en fut instruit; et, le matin du 12, le colonel Guido fut chargé d'adhérer aux propositions que ferait le général La Mar, qui furent naturellement des plus honorables et des plus avantageuses pour les Espagnols. Le 25, à dix heures du matin, les troupes américaines entrèrent dans le château sur lequel le pavillon péruvien fut hissé. Le même jour le nom du Real Felipe fut remplacé par celui de Castilla de la Independencia; celui de San Miguel par celui de Castillo del Sol; celui de San Rafael devint le Castillo de Santa Rosa.

Quoique les tribunaux de purification, établis par le général Caratala dans le haut Pérou, et dans le Chili par le président Marco, eussent été extrêmement oppressifs, et considérés par les Américains comme injustes et tyranniques, San Martin en éta-

blit un à Lima le 27 septembre, et le chargea d'examiner la conduite antérieure des Espagnols qui, se fiant sur les promesses réitérées de San Martin, étaient restés dans le Pérou, et avaient prêté le serment d'indépendance. Ce procédé fut encore agravé le 27 par une proclamation portant défense à tout Espagnol de quitter sa maison, sous quelque prétexte que ce fût, après le coucher du soleil (oraciones), sous peine de confiscation de ses propriétés et d'exil du pays; il y eut néanmoins quelques exceptions ajoutées à ce décret protectoral.

Les marins étrangers avaient tous été payés à Callao, à l'exception de l'équipage de la Valdivia, qui déserta de ce vaisseau à Ancon, et préféra les promesses de San Martin à la certitude d'être payé sur l'argent enlevé. Ces marins reçurent la permission d'aller à terre; et, après avoir laissé passer quelques jours, l'Amiral envoya le lieutenant Winter pour engager ceux qui consentiraient à continuer à servir dans l'escadre du Chili, lorsqu'à l'extrême étonnement de tout le monde, il fut arrêté par ordre de San Martin et envoyé au château; mais, grâce à la communication officielle pleine d'énergie de l'Amiral, il fut mis en liberté le jour suivant.

L'intention constante de détruire l'escadre du

Chili ne cessa de se manifester dans toute la conduite du Protecteur du Pérou. Chaque officier qui abandonnait les vaisseaux de guerre était reçu sous le pavillon du Pérou, et plusieurs eurent de l'avancement; leur nombre s'éleva en tout à seize : quatre capitaines, trois lieutenants, deux maîtres, trois commis aux vivres, deux officiers de marine et deux chirurgiens; en outre les capitaines de la Valdivia et du Galvarino, et cinq officiers appartenants à la Valdivia. Les matelots qui avaient été payés étaient excités à rester à terre, par la promesse de la gratification d'une année de paie.

Le 26, à minuit, lord Cochrane fut informé que le colonel Paroissien et le capitaine Spry s'étaient rendus à bord du brick de guerre le Galvarino; bientôt après, le capitaine Simpson de l'Araucano vint à bord du vaisseau pavillon, et remit à sa Seigneurie la note qu'il avait reçue de ces deux officiers, portant que l'escadre du Chili était sous le commandement du Général en chef, et non sous celui de l'Amiral, officier d'un grade inférieur dans le service, et qu'en conséquence il était du devoir des capitaines et commandants d'obéir aux ordres qu'ils pourraient recevoir de San Martin. En sortant de l'Araucano, les deux aides-de-camp se rendirent

à bord de la Valdivia, où ils trouvèrent le capitaine Crosby du vaisseau pavillon, qui était venu rendre visite au capitaine Cobbett.

Après avoir remis au capitaine Cobbett une note semblable à celle laissée au capitaine Simpson, ces deux individus commencèrent à s'étendre sur la munificence et la libéralité de celui au nom duquel ils étaient envoyés; sur la préférence qu'un officier devait donner au service d'un état riche et étendu, sur celui du Chili qui devait nécessairement retomber dans sa première insignifiance, et devenir tributaire du Pérou dont l'appui lui était indispensable; que l'autorité du Protecteur du Pérou sur toutes les forces chiléennes était incontestable, et que, par conséquent, il était du devoir de tout officier appartenant aux forces expéditionnaires, d'obéir aux ordres de leur général en chef. Sur ce qu'on leur demanda, si, dans le cas où ils seraient traduits devant une cour martiale par suite de désobéissance aux ordres qui leur seraient donnés ou d'une conduite séditieuse, l'autorité du Protecteur pourrait leur assurer une sentence favorable ou un acquittement honorable, ils gardèrent le silence. C'était un argument bien difficile à éluder, et peut-être que l'idée d'un procès et d'une sentence ne flattait pas extrêmement les

commissaires nocturnes, en ce moment dépendants de l'escadre du Chili. S'apercevant alors que probablement le résultat ne répondrait pas à leur attente, et que le capitaine Crosby venait de se rendre au vaisseau pavillon, ils jugèrent plus prudent d'aller de bon gré rendre visite à l'Amiral, que d'être forcés à le faire. A une heure, la chaloupe vint à bord, et le colonel Paroissien demanda une entrevue à sa Seigneurie, qui la lui accorda. Mais le capitaine Spry pensa avec raison qu'il était plus sûr pour lui de rester dans la chaloupe, et c'est aussi ce qu'il fit. Paroissien regretta que la désunion existant en ce moment entre les deux chefs, pût priver sa Seigneurie de l'avantage de commander la marine du Pérou (qui n'existait pas), et de la possession de la propriété dans le Pérou que le Protecteur était dans l'intention de lui offrir. Sa Seigneurie interrompit sa harangue, et dit en souriant : « Je ne doute pas, Paroissien, des vœux que vous faites pour ma prospérité ; mais, en ce moment, je suis convaincu que vous aimeriez mieux boire avec moi une bouteille de vin que de continuer vos regrets et vos lamentations. » Après avoir pris un ou deux verres de vin, le colonel Paroissien se rembarqua dans sa chaloupe, et se fit conduire à terre, plus tranquille, sans doute,

lorsqu'il fut sous les batteries de Callao qu'à bord de l'O'Higgins.

San Martin ayant échoué dans cette dernière tentative pour séduire les officiers appartenants à l'état du Chili, et craignant que la publicité de cette démarche n'excitât l'inquiétude des Péruviens, ordonna à lord Cochrane, de la manière la plus péremptoire, de quitter la baie de Callao avec les vaisseaux qu'il commandait, étant persuadé qu'il lui serait impossible de le faire, faute de marins européens. Mais le 6 octobre, huit jours après la notification, tous les vaisseaux de guerre, avec les deux prises, mirent simultanément à la voile, et sortirent de la baie.

Etant venue mouiller à Ancon, sa Seigneurie ordonna au Lautaro et au Galvarino de partir le 8 pour Valparaiso ; et l'O'Higgins, l'Independencia, la Valdivia, l'Araucano, et les prises de San Fernando et de la Merci, mirent à la voile pour Guayaquil où l'Amiral avait résolu d'aller se radoubler pour croiser sur la côte du Mexique à la recherche des deux frégates espagnoles.

Le 15, nous arrivâmes à Puna, dans la rivière de Guayaquil, et le 18 nous mouillâmes près de la ville où l'escadre, saluée de 21 coups de canons, rendit le salut par le même nombre.

CHAPITRE XI.

Le matin du 8 octobre 1820, Guayaquil avait effectué sa révolution. Les officiers appartenants à la garnison péruvienne, et plusieurs des principaux habitants, avaient, pendant la nuit précédente, formé tous leurs plans, et au point du jour, le gouverneur et plusieurs autres espagnols furent embarqués à bord la goëlette l'Alcance, et envoyés au quartier-général de l'armée, sous les ordres du général San Martin.

Pendant le premier mois qui suivit cette révolu-

tion, Guayaquil eut à gémir sous l'oppression de son gouverneur Escobedo qui, étant à la tête de la force militaire, se constitua, de sa propre autorité, le chef suprême politique et militaire; mais le cabildo fit circuler les convocations nécessaires pour réunir les députés des différentes villes, l'assemblée eut lieu, et Escobedo fut déposé et envoyé au quartier-général de San Martin. On forma alors, d'après le vote général des députés, une junte composée de trois individus; à sa tête fut placé comme président, le docteur Olmedo, les deux autres étaient Ximena et Roca qui gouvernaient la province à notre arrivée; mais le peuple était très-divisé dans ses opinions: quelques-uns penchaient en faveur d'une incorporation avec le Pérou, sous San Martin, d'autres avec la Colombie sous Bolivar; tandis qu'un troisième parti se prononçait aussi hautement en faveur d'une indépendance absolue, et semblait appuyer ses opinions par les arguments les plus solides.

A cette époque, une division de l'armée colombienne était stationnée à Babaoyo, sous le commandement du général Sucre, dans la vue de prendre Quito, aussitôt que la saison pourrait le lui permettre; néanmoins, à l'exception des troupes

qui avaient été envoyées de Guayaquil et placées sous les ordres du général Sucre, la force armée était sous la direction du gouvernement; mais la crainte d'une invasion des Espagnols, sous les ordres d'Aymerich, président de Quito, se manifesta chez tous les habitants, et pour garantir la ville des tentatives qui pouvaient être faites, on avait ouvert un large fossé au nord de Cuidad Vieja.

Le gouverneur de Guayaquil profita de l'arrivée des vaisseaux de guerre Chiléens, pour annoncer aux Quitenos que le Pérou était entièrement libre, et que les forces navales libératrices étaient arrivées à Guayaquil pour protéger cette partie du nouveau monde. C'était une ruse de guerre qui n'était pas nouvelle. A notre arrivée le général Sucre envoya le colonel Ibarra, pour complimenter Lord Cochrane, comme le héros de la mer Pacifique, le magnanime appui de la liberté colombienne.

Les réparations à faire aux vaisseaux de guerre étant aussi complètement achevées que les localités le permirent, nous quittâmes Guayaquil le 1er décembre; mais, à notre grand regret, nous aperçûmes que la voie d'eau de l'O'Higgins était aussi abondante que jamais, et tel était l'état de cette

frégate, que, depuis notre arrivée à Pisco, 150 hommes avaient été constamment occupés aux pompes.

On peut assurer que jamais expédition ne sortit d'un port dans une réunion de circonstances aussi fâcheuses que celles où nous nous trouvâmes au moment de notre départ; le vaisseau pavillon était aussi percé qu'un vieux panier; c'était un bâtiment russe construit en sapin, un de ceux que l'Empereur envoya au roi d'Espagne. A peine pouvait-on trouver une cheville qui tînt. Son mât d'avant et son beaupré étaient tous deux cassés dans les carlingues, ses bois étaient presque tous pourris, et on peut ajouter que son équipage était composé de toutes espèces d'individus, excepté de matelots; car nous n'avions à bord que treize hommes à qui on pût donner ce nom, surtout si nous en exceptions les officiers. Un habitant de Guayaquil ayant demandé à l'Amiral s'il engagerait une action avec la frégate espagnole la Prueba; « Oui, répondit-il, je conduirai l'O'Higgins bord à bord de la Prueba, et je dirai alors à mon équipage qu'à bord de l'ennemi il n'y a point de pompes, cela suffira pour assurer la victoire. » Les équipages de la Valdivia, de l'Independencia, et de l'Araucano étaient composés des mêmes éléments que ceux de l'O'Higgins;

ils avaient à peine le nombre de matelots nécessaire pour les gouverner, la plupart naturels des différentes parties de l'Amérique, marins et nègres vagabonds, sans avoir la moitié des officiers qui leur étaient indispensables; cependant tel était le caractère persévérant de l'Amiral, et telle était sa ferme résolution d'éteindre les derniers restes des forces navales espagnoles dans la mer Pacifique, que son plus ardent désir était de pouvoir engager une action avec elles.

Après avoir quitté la rivière de Guayaquil, nous touchâmes à un petit port de cette province, appelé Salango, où nous approvisionnâmes les vaisseaux de l'eau qui leur était nécessaire, n'ayant pu le faire auparavant, parce que l'Amiral désirait descendre la rivière avec aussi peu de charge que possible; d'ailleurs, il eût été difficile de se procurer à Puna une quantité suffisante de bonne eau. Le 11 nous atteignîmes la petite île des Cocos, ainsi appelée à cause de l'abondance des palmiers qui y croissent. Lord Cochrane débarqua, et nous eûmes bientôt après une félouque en vue. La Valdivia reçut aussitôt l'ordre de lui donner la chasse, et, l'ayant prise, il se trouva qu'elle avait déserté de Callao. Les hommes qui la montaient apprirent à

l'Amiral qu'après le départ des vaisseaux de guerre chiléens, San Martin avait refusé de payer les arrérages qui étaient dus, même à ceux qui avaient quitté la Valdivia à Ancon, sans avoir reçu, comme les autres, la paie d'une année, ainsi que la récompense ou prime promise; et que, ne se bornant pas là, le Protecteur avait fait presser, pour le service du Pérou, les marins étrangers qui étaient à Callao, et qui avaient servi sur la flotte Chiléenne.

La félouque avait été garnie de ces marins, et ensuite envoyée au Chorillos pour prévenir toute espèce de contrebande; mais elle avait pris un chargement de marchandises de contrebande dont une partie était encore à bord; lorsque le capitaine avait été à terre, l'équipage s'était insurgé et s'était emparé de la félouque, que les matelots nommèrent aussitôt la Représaille; ils prétendirent qu'ils cherchaient l'escadre, excuse absurde; mais comme ils n'avaient point commis de déprédations, l'Amiral ne se crut point autorisé à les punir, et leur permit ensuite de se sauver. Le 14, nous découvrîmes la côte du Mexique. La voie d'eau de l'O'Higgins croissait journellement, et nous craignions de ne pouvoir entrer heureusement dans la baie de Fonseca,

ou d'Amapalla, faisant cinq pieds d'eau, les pompes en mauvais étât, sans un charpentier à bord et sans tonnelier; quelques barils de bœuf furent jetés à la mer, et, en faisant d'incroyables efforts, la frégate fut mise à l'ancre près de la petite île de la baie; on fit porter alors deux pompes de la Valdivia, mais elles se trouvèrent trop courtes pour l'O'Higgins. Dans ces circonstances, Lord Cochrane ordonna qu'on fît deux trous sur les côtés, de niveau avec le tillac, et qu'on y plaçât deux vieilles pompes, ce qui empêcha le bâtiment de couler bas; mais, en examinant le magasin, on s'aperçut qu'une grande partie de la poudre était endommagée par l'eau; le reste fut mis à terre, et exposé au soleil.

Pendant que nous étions à l'ancre, nous fûmes abordés par un canot monté par deux Indiens et un jeune homme de très-bonne mine, qui m'apprit que tout était dans un état de tranquillité parfaite au Mexique, sous la direction des autorités royales. Ce jeune homme avait été envoyé de San Miguel pour savoir qui nous étions, et quelles étaient nos intentions; mais je le laissai dans l'ignorance, conformément à l'ordre de l'Amiral. En entendant parler l'espagnol, il commença à craindre que nous ne fussions des troupes espagnoles envoyées de

Manilla. Après une longue conversation, je lui demandai pourquoi il portait le ruban tricolore à son chapeau; il rougit, balbutia, et dit ensuite: « Il est impossible de vous tromper, tout le Mexique est maintenant indépendant de l'Espagne. Mexico s'est déclaré libre le 13 juin dernier, Guadalaxara a suivi son exemple le 14, Tepec le 17, et San Blas le 19. Les provinces de Guadalaxara, de Tlascala, de Guanajuato, de Puebla, de Zacatecas, d'Oajaca, de Valladolid, de Bajio, de Purnandia et de Vera Cruz, se sont aussi déclarées indépendantes de la capitale. »

Tout étant disposé pour notre départ, nous quittâmes la baie de Fonseca le 28 décembre, et la nuit suivante, ainsi que les cinq qui lui succédèrent, nous eûmes le plaisir de voir un volcan dans son plus grand état d'activité. Ses flots de lave enflammée se précipitaient du haut de ses flancs, et, par intervalles, des masses énormes de matières en feu étaient lancées dans les airs, et, tombant sur les côtés de la montagne, bondissaient et se précipitaient au pied du volcan. Nous calculâmes que nous étions à la distance d'environ 30 milles de la montagne, quelquefois nous en étions plus près. Dans cette situation, nous con-

clûmes que ce pouvait être San Miguel el Viejo, mais nous n'en étions pas entièrement certains. Nous voguâmes le long de la côte, qui est en général très-sûre; dans quelques parties les forêts s'étendent à une distance considérable du rivage de la mer, et près de la côte, on trouve en abondance des palmiers à noix de coco; nous nous en procurâmes quelques-unes, mais elles étaient très-petites, à cause du manque de sel à la racine des arbres; car j'ai vu en différents lieux où les palmiers ne croissent point près de la mer, que les propriétaires avaient le soin de mettre, de temps en temps, du sel à la racine des arbres qui, sans cette précaution, ne produisaient aucun fruit. Sur d'autres points, la côte était entrecoupée par de petits ravins dont chacun avait presque toujours un petit courant d'eau et un petit nombre de huttes éparses sur leurs bords. A l'un de ces sites, appelé San Pedro, deux Indiens vinrent à bord dans leurs canaux, et nous portèrent quelques œufs et des cosses de capsicum, pour lesquels ils reçurent en échange du biscuit et du tabac, ce qui parut leur faire grand plaisir. Ils étaient tous deux d'une petite stature, mais très-nerveux; ils ressemblaient beaucoup, pour les traits et la complexion, aux

Indiens de la côte du Pérou, mais ils ne pouvaient parler un mot d'espagnol, et, de notre côté, il nous fut impossible de comprendre leur dialecte.

Le 25 janvier 1822, nous entrâmes dans l'embouchure ou port d'Acapulco, où nous trouvâmes le brick l'Araucano et la goëlette la Merci. Le premier avait été envoyé en avant pour observer le havre, et l'autre à Realejo pour obtenir des renseignements sur les frégates espagnoles; mais malheureusement il avait été impossible d'en avoir aucune nouvelle, excepté que, le 3 décembre, elles avaient mis à la voile d'Acapulco, pour une destination secrète. Le soir du même jour, nous entrâmes et jetâmes l'ancre. Bientôt après, sa Seigneurie fut honorée de la visite d'une députation envoyée par Don Augustin Iturbide, alors président du Mexique, et par l'évêque de Guamangua qui avait été exilé du Pérou par le Protecteur San Martin, et qui avait été nommé par le gouvernement du Mexique au siége de Puebla de los Angeles; de cette manière il échangea son premier évêché qui lui produisait 12,000 dollars, contre un autre de 40,000. Le président Iturbide avait appris l'arrivée de lord Cochrane sur les côtes mexicaines par le général Waevel et le colonel O'Reilly, deux

officiers auxquels le gouvernement du Chili avait accordé de l'avancement, et qu'il avait ensuite congédiés, jugeant que les services qu'ils pouvaient rendre à l'état n'étaient pas en proportion de leur paie.

Pendant que nous étions à Guayaquil, nous rencontrâmes ces deux Messieurs. Ils avaient dupé le gouvernement, en lui persuadant qu'ils étaient des ambassadeurs envoyés par le Chili aux autorités nouvellement établies au Mexique; mais malheureusement les dates des passe-ports qui leur avaient été donnés par le gouvernement chiléen, étaient antérieures à la publicité de la révolution mexicaine. Après que cet anachronisme eut été découvert, Lord Cochrane demanda au gouvernement que le port fût fermé jusqu'au moment où les vaisseaux de guerre chiléens pourraient être prêts à mettre à la voile, ce qui lui fut accordé. Cette mesure fut provoquée pour qu'aucune nouvelle ne pût être donnée à l'ennemi commun. Les ambassadeurs firent des représentations qui intimidèrent le gouvernement, qui ne voulait point offenser celui du Chili; mais lorsque lord Cochrane demanda qu'ils eussent à produire leurs lettres de créance, tout le manége fut dévoilé aux yeux du

public. Par suite des retards que nous avions éprouvés sur la côte, ils étaient arrivés les premiers à Acapulco, et, pour se venger de la découverte faite à Guayaquil, ils avaient fait croire au gouvernement mexicain que Lord Cochrane s'était emparé séditieusement de l'escadre chiléenne, qu'il avait pillé les vaisseaux appartenants au Pérou et commis d'innombrables pirateries en mer. Cependant je rencontrai à Amapalla Dona Grégoria Gainsa, épouse du capitaine général actuel de Guatemala, qui était à Guayaquil lorsque cette découverte y fut faite; et lorsque je lui appris que je soupçonnais qu'ils arriveraient les premiers, son époux rendit compte au gouvernement mexicain de tout ce qui s'était passé. Nous vîmes avec surprise, à notre arrivée à Acapulco, que le fort était soigneusement gardé, qu'on avait fait entrer un renfort dans la ville; et, malgré la politesse du gouverneur, il nous fut facile d'apercevoir une réserve qui tenait du soupçon; cependant elle disparut bientôt après, et le commandant donna les plus solennelles assurances que l'intention d'Iturbide était de cultiver l'amitié des gouvernements du continent sud de l'Amérique émancipée.

Le 3 février, lorsque l'escadre eut appareillé, sa

Seigneurie reçut une note du président du Mexique, dans laquelle, en lui faisant des compliments sur les services qu'il avait déjà rendus à la cause de l'Amérique, il lui annonçait le départ de deux commissaires qu'il envoyait auprès de lui pour lui communiquer des matières de la plus haute importance pour l'État, regrettant de ne pouvoir lui-même lui présenter ses hommages.

Un vaisseau qui entra dans le port le 2 février, n'ayant point porté de nouvelles, et le jour de l'arrivée des commissaires n'étant point désigné, sa Seigneurie se détermina à poursuivre les frégates composant les derniers débris de la puissance maritime espagnole dans la mer Pacifique, et qu'il était invariablement déterminé à détruire.

Acapulco est situé sous le 16° 36' de latitude nord; et le 99° 53' 45" de longitude ouest. Le port jouit de tous les avantages qu'il est possible de désirer : il est très-grand, offre un bon mouillage, et est complétement entouré par la terre, en sorte qu'on ne peut voir la mer, ni des vaisseaux qui sont à l'ancre, ni de la ville; cependant, l'extrême chaleur qui y règne est très-désagréable. La ville est composée d'une église paroissiale, de deux couvents,

et d'environ quarante maisons, avec un grand nombre de huttes construites enroseaux et en joncs. Les habitants sont un mélange d'Espagnols, de Nègres, d'Indiens et de Chinois, ce qui, dans plusieurs familles que je remarquai, semble avoir produit une nouvelle race d'hommes; car il existe une grande ressemblance dans leurs couleurs et dans leurs traits. Le teint de ces peuples ressemble à eluides tribus Malay; leur front est large, leurs yeux petits et noirs, les os des joues prédominants, le nez petit, assez bien formé, leurs cheveux noirs et longs, leurs formes minces, mais nerveuses; aucun n'est d'une haute stature, leurs traits ont un caractère de férocité assez remarquable; ils paraissent fiers d'être devenus impériaux; car tout dans le pays était impérial, la ville, le port, le pavillon, le marché et même le langage. La plus grande partie des habitants portaient une espèce d'uniforme, composé d'une jaquette de nankin ou d'étoffe bleue, avec un collet rouge, un pantalon bleu et un chapeau, mais sans bas ni souliers. Les femmes du peuple ont des jupons larges et une chemise, avec un long schall bleu et blanc; elles ont leurs cheveux tressés en longues tresses minces, et la tête nue. Quelques Indiens de l'intérieur ont une espèce

de chemise courte, une culotte, des sandales de cuir brut, avec un chapeau dont la couronne a trois pouces de haut, et les bords plus de trente pouces de diamètre; ce chapeau est fait de feuilles d'arbres.

Quelques muletiers de l'intérieur portent un habillement très-pittoresque : sur une chemise de dessous ils en ont une courte, comme les Indiens, qui est très-étroite, culotte bleue dont les coutures sont brodées avec goût en soies de couleur; le gras de leurs jambes enveloppé de cuir couleur de buffle, des bottes lacées, de même étoffe et de même couleur; une ceinture autour de leurs corps, et de grands chapeaux noirs sur leurs têtes, avec un rouleau épais de différentes couleurs qui leur sert de ganse.

Tous les individus paraissent d'une extrême propreté, tant pour leurs habillements que pour leurs personnes; mais il en est de même dans tous les climats chauds.

Le marché n'est pas très-bien approvisionné; en général les denrées y sont rares et d'une qualité inférieure.

Les contrées environnantes paraissent stériles et dépouillées de toutes productions; à peine y voit-on croître quelques végétaux; des monta-

gnes sablonneuses s'élèvent des bords du rivage.

Le climat est extrêmement chaud, la circulation de l'air frais étant interceptée par les montagnes environnantes, et il est résulté très-peu d'avantages de la coupure faite à l'extrémité nord de la ville, appelée *la abra de San Nicolas*, pour l'introduction de la brise de la mer. L'hiver, ou saison humide, est tellement malsain, que pendant sa durée très-peu d'habitants blancs restent à la ville, presque tous se retirent dans l'intérieur.

Une grande batterie est placée sur une élévation, à l'extrémité sud de cette place ; elle est composée de trente et une pièces de grosse artillerie et porte le nom de San Diego ; elle contient des baraques, des magasins et des prisons.

La ville était autrefois très-commerçante : les vaisseaux y arrivaient principalement de Manilla, appelée naos de la China ; mais ce trafic doit cesser à présent ; et comme il y a 85 lieues de pays montagneux entre cette ville et la capitale, il est probable que ce port sera presque entièrement abandonné, à moins cependant qu'il ne s'y établisse des liaisons commerciales avec les colonies britanniques des Indes orientales, qui pourraient devenir très-importantes, et qui méritent à présent l'atten-

tion des spéculateurs anglais, attendu que les principaux retours pourraient s'effectuer en métaux précieux, en cochenille et en indigo.

En quittant Acapulco, l'Independencia, capitaine Wilkinson, et l'Araucano, capitaine Simpson, reçurent ordre de se rendre à la baie de Californie, afin d'achcter des provisions pour les vaisseaux de guerre, et nous suivre ensuite à Guayaquil, à Valparaiso, et à Callao.

Dans la nuit du 10, nous éprouvâmes un vent très-fort dans la baie de Tehuantepec, et, à raison du mauvais état de la frégate, nous nous attendions à la voir réduite en pièces à chaque coup de mer qui venait la frapper. Notre seule consolation était que, la Valdivia se tenant constamment à notre proximité, nous aurions toujours été à temps de nous sauver en prenant les chaloupes et nous rendant à son bord.

Le matin le vent se calma à notre grande joie; mais la Valdivia fit un signal de détresse, et nous fit savoir ensuite par signaux qu'elle avait été frappée d'un coup de mer, et que dix-sept pièces de bois s'étaient détachées de son bas-bord; faute de pompe, l'eau les gagnait considérablement, et les hommes étaient presque épuisés de fatigue; on envoya de l'O'Higgins tous ceux qui se

regardaient comme charpentiers, et le dommage fut bientôt réparé aussi bien que les circonstances le permettaient.

Le 5 mars, nous fîmes voile vers la côte d'Esmeraldas, et le 7 nous mouillâmes dans le port de Tacames ou Atacames.

Lorsque je fus débarqué, mes anciens sujets furent aussi surpris qu'enchantés de me voir; ils n'avaient point eu de mes nouvelles depuis 1812, et me croyaient mort; nous apprîmes que le général espagnol Crus Mourgeon était arrivé, le 25 décembre, de Panama dans ce port, avec un grand nombre d'officiers et 800 hommes, et marchait pour se réunir aux forces de Quito; qu'immédiatement après son départ de Panama, qui eut lieu le 21 novembre, les habitants s'étaient révoltés, et avaient déclaré leur indépendance, malgré la présence des deux frégates, la Prueba et la Vengansa, qui étaient arrivées après le départ de Crus Mourgeon. Ces deux frégates, nous dirent les habitants, quittèrent le premier janvier le port de Tacames pour se rendre à Guayaquil, et sur la côte du Pérou. D'après ces avis, Lord Cochrane se dirigea aussitôt vers la rivière de Guayaquil, et nous arrivâmes le 10 à l'île de Puna.

Nous y apprîmes que la Prueba et la Vengansa

avaient été plusieurs jours à l'ancre en vue de l'île, que la ville avait envoyé des députés pour négocier avec les deux capitaines, Don Jose Villegas de la Prueba, et Don Jose Joaquin Soroa de la Vengansa; que, le 23 février, la Vengansa, et le sloop de guerre l'Alexandre, avaient remonté la rivière de Guayaquil, et que le 25, la Prueba l'avait quitté pour le port de Callao; aussitôt après avoir reçu cet avis, l'Amiral remonta la rivière et vint mouiller dans la matinée du 13 en vue de la ville, où nous trouvâmes la Vengansa portant le pavillon Péruvien.

Lord Cochrane apprit alors que les capitaines Villegas et Soroa avaient négocié la reddition des frégates espagnoles, avec les commissaires envoyés par Don Francisco Salasar, envoyé péruvien à Guayaquil, et que les conditions avaient été ratifiées les 15 et 16 février par les parties respectives. Les principales conditions étaient, que tous les officiers et équipages recevraient du gouvernement péruvien l'arriéré de solde qui leur était dû; que ceux qui voudraient rester en Amérique y jouiraient de tous les droits et priviléges de citoyens, et que ceux qui désireraient retourner en Europe, seraient défrayés de leur voyage par le gouverne-

ment péruvien. D'après plusieurs renseignements pris à terre, il parut que les négociations furent au moment d'être rompues par la mutinerie des équipages et de quelques officiers espagnols, indignés de la conduite de leurs capitaines, qui vendaient les vaisseaux espagnols aux ennemis de l'Espagne; ils commencèrent à manifester quelque opposition, mais le gouvernement de Guayaquil usa du subterfuge de publier qu'il était en correspondance avec lord Cochrane qui, à la tête de l'escadre chiléenne, avait mouillé dans la baie de la Manta, dans la province de Guayaquil, à son passage pour se rendre à la capitale. Ce stratagème produisit l'effet désiré: les officiers et les équipages acceptèrent les conditions offertes, plutôt que de décider honorablement la querelle les armes à la main. Après s'être assurée que la transaction avait eu lieu, et s'être convaincue que, sans la crainte de l'escadre chiléenne, les capitaines espagnols ne se seraient jamais décidés à rendre leurs vaisseaux, sa Seigneurie envoya dans la matinée du 14 le capitaine Crosby à bord de la Vengansa, avec ordre de hisser à son pic le pavillon du Chili avec celui du Pérou.

Cet acte excita un grand trouble dans la ville;

les chaloupes canonnières furent aussitôt garnies de monde, et des pièces de canon conduites sur les bords de la rivière, où les habitants s'employèrent à placer des pièces de bois pour servir de parapets. Les matelots espagnols parurent prendre une part plus qu'active au ressentiment de cette insulte faite au vaisseau que, peu de jours auparavant, ils avaient vendu à leurs ennemis, dans la crainte d'avoir à le défendre pendant qu'il était sous pavillon espagnol. Tout ce qui se passait à terre portait le caractère le plus hostile, tandis que sur l'O'Higgins et sur la Valdivia on ne voyait faire aucun préparatif; l'Amiral souriait de ces démonstrations guerrières et de ces moyens de défense illusoires. Dans la nuit du 17, le courage de ceux qui s'étaient volontairement constitués nos ennemis, fut mis à l'épreuve.

Avec le retour de la marée, la Valdivia remonta la rivière jusqu'à l'endroit où les officiers et matelots espagnols étaient à l'ancre avec les chaloupes canonnières que le gouvernement les avait autorisés à diriger, comme étant plus experts dans la tactique navale. Mais ces héros, supposant que la frégate était au moment de les attaquer, conduisirent les chaloupes à terre et s'enfuirent sur le derrière de la ville.

Une correspondance s'établit entre l'Amiral et le gouvernement; il fut convenu, le 19, que des députés des deux parties se réuniraient à terre, et indiqueraient les conditions, dont le résultat devait être le maintien de la tranquillité publique, combiné avec l'honneur et les intérêts des deux parties. En conséquence, le gouvernement nomma le capitaine du port Don Manuel Lusuriaga, le Doct. Don Bernabé Cornejo, et le capitaine Indaburu. Lord Cochrane nomma de son côté le capitaine Crosby, le capitaine Cobbett et moi. Nous nous réunîmes au Cabildo où nous convînmes des articles suivants qui furent immédiatement agréés par Olmedo, Ximena et Roca, formant la junte de gouvernement, et par lord Cochrane.

« 1°. La frégate la Vengansa continuera à être la propriété du gouvernement de Guayaquil; elle hissera le pavillon de cet état, qui sera salué par les Chiléens.

2°. Le gouvernement de Guayaquil garantit à l'escadre chiléenne, sous un dédit de 40,000 dollars, que la frégate la Vengansa ne sera point livrée ni vendue à aucun gouvernement, jusqu'à ce que ceux du Pérou et du Chili aient conjointement sta-

tué sur ce qu'ils considéreront comme le parti le plus juste à prendre dans cette affaire.

3°. La corvette l'Alexandre sera remise à ses propriétaires ou à leurs mandataires d'après les droits qu'ils y avaient avant qu'elle fût extraite par violence de cette rivière. Les propriétaires paieront la solde arriérée due à l'équipage depuis son départ de Panama jusqu'au 15 février 1822, avec toutes les autres dépenses qui peuvent avoir été faites, et, dans cet intervalle, il ne pourra en être disposé en aucune manière sans le consentement des propriétaires, etc. »

Après la ratification de ces articles, le gouvernement adressa à lord Cochrane une lettre très-polie, dans laquelle il lui exprimait les plus hauts sentiments de respect et d'admiration pour les éminents services que les états libres d'Amérique avaient reçus de lui, l'assurant, en même temps, que Guayaquil serait toujours le premier de ces états à honorer son nom, et le dernier à oublier ses inappréciables services, auxquels il reconnaissait devoir son émancipation du joug colonial.

Le 12, le pavillon de Guayaquil fut hissé à bord de la Vengansa par les capitaines Lusuriaga et Crosby, à qui les pavillons chiléens et péruviens

furent remis. L'O'Higgins salua immédiatement le pavillon de 22 coups de canon, et le salut fut rendu par les canons placés sur le rivage. Ensuite, les chaloupes canonnières hissèrent le pavillon chiléen, et le saluèrent de 22 coups de canon.

Il avait couru le bruit dans le Pérou, avant que lord Cochrane quittât la baie de Callao, en octobre 1821, qu'il avait consenti à approvisionner les garnisons des forteresses, à condition qu'elles ne se rendraient point à San Martin. L'Amiral saisit le moment où le général La Mar, ex-gouverneur de Callao, se trouvait à Guayaquil, pour lui écrire par l'intermédiaire du gouvernement, en l'engageant à dire s'il avait secouru ou promis de secourir la garnison de Callao, pendant qu'il en faisait le blocus.

La Mar répondit :

« Très-excellent Seigneur, en conséquence de la note officielle que j'ai reçue hier de votre Excellence, par l'entremise du gouvernement, il est de mon devoir d'affirmer que je n'ai jamais dit, ni écrit, ni même entendu dire que vous ayez fourni ou proposé de fournir des provisions à la place de Callao pendant tout le temps qu'elle fut sous mon commandement.

Guayaquil, 13 mars 1822. »

Le 25, nous appareillâmes. Sa Seigneurie donna ordre au capitaine Crosby de faire laisser l'ancre, et de faire touer en descendant la rivière, pour qu'elle pût en observer plus facilement le canal et en faire le plan, dans le cas où il deviendrait nécessaire de le remonter sans pilote. La seconde marée nous porta à la Puna où nous restâmes jusqu'au 25, les chaloupes étant employées à porter l'eau et d'autres provisions de Balao sur l'autre côté de la rivière.

Ayant quitté la rivière de Guayaquil le 25 mars, nous arrivâmes, le 12 avril, au petit port de Huambacho, sur la côte du Pérou, où, à notre grand étonnement, l'alcade du village montra à sa Seigneurie un ordre écrit de San Martin, portant que si quelque vaisseau de guerre du Chili touchait dans le dit port, il eut à s'opposer à tout débarquement, et à leur refuser tout secours quelconque, et même de s'approvisionner de bois ou d'eau.

Exaspéré par cette conduite, l'Amiral se dirigea vers Callao; mais non sans avoir convaincu l'alcade qu'il n'avait pas le pouvoir d'exécuter de semblables ordres. Nous arrivâmes le 25 à Callao, où le premier exemple d'instabilité que nous pûmes remarquer dans le gouvernement, porta sur cinq pa-

villons péruviens différents, flottant à la fois dans la baie et sur les batteries.

Nous trouvâmes la Prueba sous les couleurs péruviennes, et commandée par un des capitaines qui avait déserté l'escadre Chiléenne; mais telle fut la crainte que lord Cochrane voulût s'en emparer, qu'on la héla immédiatement près du rivage, sous les batteries, et elle était si remplie de soldats que, la nuit qui suivit notre arrivée, trois hommes moururent suffoqués. Il me fut assuré que plus de 2000 hommes étaient entassés sur le tillac supérieur; comme si une telle canaille aurait pu intimider lord Cochrane, s'il avait été autorisé à prendre possession de ce vaisseau.

CHAPITRE XII.

Code commercial établi à Lima. — Statuts provinciaux annoncés. — Liberté de la presse. — Étrangers déclarés soumis aux lois du pays. — Institution de l'ordre du soleil. — Nouvelles règles commerciales. — Titres changés. — Ordre d'assembler le congrès constituant. — San Martin délégue son autorité au marquis de Torre Tagle. — San Martin quitte Lima et y retourne. — Armée défaite sous Tristan, à Ica. — État de Lima à notre arrivée. — Visite de Monteagudo à lord Cochrane. — San Martin annule le traité fait à Guayaquil. — Les Espagnols sont éxilés de Lima. — Lord Cochrane quitte Callao pour se rendre à Valparaiso. — Vaisseaux espagnols qui se rendent à l'escadre Chiléenne. — Convention réunie au Chili. — Monteagudo exilé de Lima. — Troubles dans le Chili. — San Martin arrive à Valparaiso. — O' Higgins abdique. — Lord Cochrane quitte la mer Pacifique.

Le 8 octobre 1821, fut publié le code ou règlement commercial provisoire du Pérou; mais, par suite d'un système colonial mal entendu, Callao et Huanchaco seuls furent déclarés ports libres, et ouverts à tous les amis et alliés. Ce règlement établissait que tous les vaisseaux devaient, dix heures après leur arrivée, remettre leurs connaissements,

et commencer leurs déchargements dans 48 heures ou s'éloigner du port dans six jours.

Dans ces quarante-huit heures, le capitaine ou subrécargue devait nommer un consignataire; toutes les marchandises sur les navires étrangers devaient payer 20 pour 0/0 de leur valeur, d'après les prix courants du Pérou. Toutes les marchandises introduites dans des navires sous pavillon du Chili, de Buenos-Ayres ou de la Colombie, paieraient de la même manière 18 pour 0/0, et toutes celles sous pavillon péruvien 16 pour cent. Toutes les marchandises manufacturées, susceptibles par cela même de nuire à l'industrie du pays, le double; l'argent monnoyé devait payer un droit d'exportation de 5 pour cent, et l'or, 2 et demi pour cent. L'exportation de l'or et de l'argent en barres ou travaillé était absolument prohibée; les produits du Pérou exportés sur des bâtiments étrangers, 5 pour cent; sur les vaisseaux appartenant au Chili, Buenos Ayres et Colombie, 3 et demi pour cent; navires péruviens, 3 pour cent. Le paiement des droits d'importation devait se faire en trois termes: un à quarante jours après leur débarquement, le second à cent vingt jours, et le troisième à cent quatre-vingts; il était absolument défendu à tous

consignataires de vendre en détail leur consignation.

Le commerce de la côte n'était permis qu'aux bâtiments de l'Etat, mais borné aux ports de Paita, de Huacho et de Pisco. Tout vaisseau introduisant des marchandises étrangères partout ailleurs qu'à Callao et à Huanchaco, devait être saisi et condamné, aussi bien que le chargement.

L'article le plus extraordinaire de ce règlement portait que les marchandises débarquées à Huanchaco, port de Truxillo, ne devaient point dépasser la rivière Santa, sous peine d'être saisies comme de contrebande.

Le 9 octobre, le gouvernement jura de faire observer les statuts provisoires et les ordonnances judiciaires; et la création de l'ordre du Soleil fut annoncée avec toute la pompe possible.

Le 13, la liberté de la presse fut proclamée: tout individu pouvait publier librement ses pensées, sans qu'elles fussent soumises à aucune révision ou approbation; mais toutes les insultes faites à la religion ou à la morale, tout ce qui pouvait tendre à troubler la tranquillité publique ou à blesser l'honneur de quelque citoyen, était susceptible de peines à infliger par la junte conservatrice de la liberté de la presse.

Le 17, le gouvernement rendit une ordonnance portant que tous les étrangers résidant au Pérou y jouiraient des droits de citoyen; les soumettant en même temps aux lois du pays et aux ordres du gouvernement, et les privant de l'intervention des vaisseaux de guerre de leurs nations respectives. Tous les étrangers étaient aussi déclarés obligés de prendre les armes pour le maintien de l'ordre social, mais non contre l'ennemi commun; et devaient payer les mêmes contributions que les citoyens de l'Etat.

Le 12 octobre fut institué l'Ordre du Soleil; il fut déclaré divisé en trois classes: fondateurs, bien méritants, *bene meritos*, et associés ou compagnons. L'insigne de la première classe était un ruban blanc, prenant de l'épaule droite au côté gauche, bordé en or des deux côtés, et une médaille d'or de l'Ordre, avec le titre d'honorable Seigneurie. La seconde classe devait avoir une médaille d'or, suspendue autour du cou par un ruban blanc, avec le titre de Seigneurie; et la troisième, une médaille d'argent suspendue à la poitrine, sur le côté gauche. Les médailles devaient porter les armes de l'Etat, être d'une forme elliptique, et avoir à la partie supérieure, sur un champ blanc, le mot

«Pérou;» à l'inférieur, sur un champ rouge, «A ses libérateurs.» Les pensions attachées à l'ordre devaient être payées sur les fonds des 40,000 dollars, imposés par le roi d'Espagne sur les évêchés d'Amérique, pour les pensions des chevaliers de Charles III et d'Isabelle la catholique. Le serment était ainsi conçu: «Je jure, sur mon honneur, et promets à ma patrie de défendre l'indépendance, la liberté et l'intégrité de l'Etat du Pérou, de maintenir l'ordre public, et de concourir à assurer la félicité générale de l'Amérique: consacrant ma vie et mes propriétés à l'accomplissement de ces promesses.»

Vingt-six fondateurs furent nommés par le Protecteur, qui se constitua *président* de l'Ordre. Dans ce nombre furent compris deux capitaines qui avaient abandonné l'escadre chiléenne à Callao; 138 bien méritants, y compris le capitaine Spry, et 102 associés ou compagnons, parmi lesquels étaient le doyen de la cathédrale, 5 comtes, 2 marquis, 5 généraux, 7 religieux, 2 chanoines de l'église, des marchands, des fermiers et des déserteurs de l'escadre chiléenne.

Non content de la création de cette noblesse mâle, la même dignité fut accordée à cent vingt femmes, dont deux comtesses, quatre marquises, et les autres prises dans toutes les classes, même la

Dona Rosa Campusano, la favorite de son Excellence, créateur de l'Ordre, et, pour compléter le corps, il y ajouta trente-deux religieuses qui auraient pu être honorées de l'ancien titre péruvien de vierge du soleil. Don Bernardo Monteagudo fut nommé secrétaire, Don Diego Paroissien maître des cérémonies, *pro tem.*

Comme l'insigne de l'Ordre était de la plus haute importance, il fut décrété, le 31 octobre, qu'au lieu d'un médaillon, un soleil d'or serait suspendu aux rubans des fondateurs, des bene meritos, et des asociados; mais la grandeur était proportionnée au rang de celui qui le portait.

Le 23 octobre, un comité fut chargé de rédiger un Code constitutionnel, ou règlement d'administration de la justice pour le Pérou. San Martin avait décidé qu'il serait législateur, comme il était déjà libérateur, et, comme il le disait lui-même, il voulait être couronné de lauriers au point de ne pouvoir remuer la tête. Vers cette époque, il parut des vers adressés au Protecteur, sous le titre d'empereur du Pérou, et quelques cris proférés dans les rues engagèrent le gouvernement à faire connaître son mécontentement de semblables productions.

La désertion commença à se manifester dans l'ar-

mée libératrice, et le gouvernement fut obligé de rendre un décret portant que toute personne qui retirerait dans sa maison ou protégerait un déserteur, s'exposerait pour la première fois à une confiscation générale, et pour la seconde à un exil perpétuel. Tous les esclaves furent invités à dénoncer leurs maîtres, sous la promesse de l'affranchissement si le crime de recèlement était prouvé. Le 31 octobre il parut un nouveau tarif pour le commerce de la côte, remplaçant celui du 28 septembre, avec l'addition des ports de Nasca, de Canete et de Pacasmayo, sans l'intervention d'un consignataire du pays, en payant 21 au lieu de 20 pour cent; et le 21 novembre les négociants étrangers et ceux du pays reçurent l'ordre de faire inscrire leurs noms au consulado (bureau de commerce), pour pouvoir être également taxés à telle contribution que le gouvernement pourrait juger convenable d'exiger.

Plusieurs Espagnols qui avaient été arrêtés et conduits à la maison d'arrêt, comme accusés de sédition et de conspiration, furent condamnés le 20 novembre, huit à la confiscation de leurs propriétés et à l'exil en Europe, et treize à une confiscation partielle et à un exil de deux mois à Chancay.

Le dimanche 16 décembre, les chevaliers de

l'Ordre du Soleil furent décorés de leurs insignes par le Président de la haute chambre de justice, *alta camera de justicia*, en présence de son Excellence le Protecteur du Pérou, fondateur de l'Ordre. Les mesures furent prises pour rendre cette fête civique aussi solennelle que possible : les troupes furent placées en haie dans les rues; les différents corps de musique militaire, placés sur les balcons du palais, ne cessèrent de faire entendre des marches guerrières et des airs nationaux; l'artillerie, disposée sur la place, fit de nombreuses salves, et les illuminations des nuits des 15, 16 et 17 furent des plus brillantes. Après la cérémonie de la décoration, le cortége quitta le palais et se rendit à l'église de Santo Domingo où fut chanté un *Te Deum* solennel en action de grâce au Tout-Puissant, pour avoir inspiré au gouvernement suprême de Lima des idées aussi sublimes.

Il fut décrété le 25 décembre que l'ancienne noblesse du Pérou ne serait pas réduite au niveau de la classe plébéienne, qu'elle conserverait ses armoiries placées sur la façade de ses maisons, selon l'usage, et par le même décret, il fut permis à toute la noblesse solaire d'y placer un soleil qui aurait au centre les lettres initiales de la classe à laquelle

ils appartenaient. Il fut ainsi ordonné, le même jour, que les personnes qui avaient des titres pendant la domination espagnole, sous le nom de titres de Castille, jouiraient des mêmes honneurs sous la désignation de titres du Pérou, ou les changeraient pour d'autres qui pourraient être plus concordants avec le nouvel état de choses alors établies. Ainsi on vit une république avec des comtes, des marquis, des vicomtes, etc.; ce qui est certainement une anomalie bien digne de celui qui en conçut l'idée.

Le 27, le Protecteur, de l'avis de son conseil d'état, ordonna que, le 1er mai 1822, le congrès général du Pérou s'assemblerait dans la capitale et qu'il serait nommé des représentants pour les provinces qui étaient encore sous la domination oppressive de l'ennemi. Le seul objet de ce congrès était de déterminer définitivement la forme du gouvernement à établir, et la formation d'une Constitution plus convenable au Pérou, en raison des circonstances relatives à son territoire et à sa population. Tous autres pouvoirs donnés aux députés devaient être considérés comme nuls et de nul effet.

Il fut, en outre, ordonné qu'il serait nommé à

Lima un comité préparatoire pour rédiger un plan relatif au mode d'élection des députés, et pour préparer les bases de la Constitution, ouvrage qui devait être terminé avant la réunion du congrès. Ainsi, les lois destinées à la nation devaient être arrêtées par un comité particulier, sous la direction de San Martin et de ses ministres, et le congrès était appelé pour sanctionner ce travail. Cette duplicité fut, en dernier résultat, la cause de l'abdication *volontaire* du Protecteur.

Le 19 janvier 1822, le Protecteur annonça qu'il était au moment de quitter Lima pour aller visiter Guayaquil où il espérait se réunir au libérateur de Colombie, l'immortel *Bolivar*, pour se concerter avec lui sur des sujets de la plus haute importance pour le bien de l'État. Avant son départ, il délégua toute la puissance exécutive au grand maréchal, marquis de Torre Tagle, à qui les tribunaux, les ministres, les corporations, les chefs de troupes de terre et de mer furent tenus de jurer obéissance. Cette cérémonie eut lieu le 20. Le premier décret du délégué suprême portait que tous les Espagnols célibataires qui voudraient quitter le Pérou, remettraient à la trésorerie nationale la moitié de leurs propriétés, et qu'en cas de fraude la totalité

serait confisquée et les personnes exilées. Il contenait aussi d'autres articles relatifs aux Espagnols résidants au Pérou.

Le 3 mars, le Protecteur fit savoir à Lima qu'ayant touché à Huanchaco, il avait reçu la communication officielle que le libérateur de Colombie avait changé de plan et n'irait point à Guayaquil comme on l'avait espéré, qu'en conséquence il était revenu à Callao; mais que sa volonté était que le marquis de Torre Tagle fut maintenu dans le plein exercice de l'autorité qu'il lui avait déléguée. San Martin se retira ensuite dans la maison de campagne de l'ex-vice-roi Pesuela, à la Magdalena, village qui changea aussitôt son nom pour celui de ville des libres, *pueblo de los libres!*

Le 31 mars, la frégate espagnole la Prueba arriva à Callao, et fut immédiatement remise au gouvernement péruvien, par son commandant Larrigada, selon le traité conclu à Guayaquil le 16 février. Le délégué suprême se rendit aussitôt à bord, le pavillon péruvien fut hissé sur la frégate, et son nom changé en celui du Protecteur.

Le gouvernement de Lima, convaincu de l'importance de la possession des vallées de Pisco et

d'Ica, non-seulement sous les rapports commerciaux, mais sous ceux d'une position militaire où il était possible d'entretenir une communication ouverte avec les provinces du Haut-Pérou, et d'empêcher l'ennemi, alors à Huamanga et autres points adjacents, de faire des incursions sur les domaines importants situés le long de la côte, San Martin, comme principal moteur, quoique l'autorité civile fût exercée par son délégué, le marquis de Torre Tagle, et que le général Alvarado eût été nommé par lui chef de l'armée, ordonna qu'on fît marcher deux mille hommes de troupes, avec leurs officiers respectifs, vers Ica, sous le commandement du général Don Domingo Tristan qui, peu de mois auparavant, était colonel de milice dans la province d'Aréquipa, et qui avait été accoutumé à labourer la terre et non à manier l'épée et la lance; homme entièrement étranger aux soldats, et qui n'était connu à Lima que comme un joueur déterminé; mais peut-être l'intercession de la Protectrice, antérieurement maîtresse de Tristan, lui fit donner en cette occasion la préférence, en dépit des qualités éminemment supérieures de plusieurs officiers de l'armée, et obtint pour son galant *de aquel tiempo* un poste aussi honorable.

Le 13 avril il parut à Lima deux proclamations; dans la première San Martin annonçait aux habitants que la division du sud, sans avoir été battue, avait été surprise et dispersée. Il leur faisait connaître aussi l'intention où il avait été d'aller chercher le repos; mais que, tant qu'il y aurait du danger, ils ne seraient point abandonnés par leur fidèle ami.

La seconde était adressée à l'armée unie. Le Protecteur, en lui annonçant cet évènement, exhortait les soldats à venger l'injure de leurs frères et à se préparer à vaincre.

Le même jour le marquis de Torre Tagle fit aussi publier une proclamation sur le même sujet; en exhortant les habitants à se défendre et à se préparer à tous les sacrifices pour conserver leur liberté.

Les deux chefs suprêmes firent, le 13, une autre proclamation adressée aux habitants de l'intérieur, pour leur assurer que la perte de la division appelée pompeusement, il y avait peu de jours, l'armée libératrice du sud, ne pouvait être d'aucun poids dans la balance de la destinée du Pérou.« La Providence, y disaient-ils, nous protège de la manière la plus spéciale, et fera de cette action un

moyen de plus d'accélérer la ruine des ennemis du Pérou. Fiers de leur victoire, ils nous épargneront en partie le temps qu'il eût fallu employer à les chercher. Ne craignez rien : l'armée qui deux fois put les repousser loin de la capitale, est prête à les punir une troisième fois, et à les punir pour jamais. »

Si cette action avait eu lieu à une grande distance de la capitale, la vérité aurait pu rester voilée pendant quelque temps; mais on sut bientôt à quoi s'en tenir exactement, par le petit nombre de ceux qui échappèrent; aussi, furent-ils promptement réunis et envoyés à Callao, pour prévenir, autant que possible, que la fâcheuse vérité ne circulât.

Dans la nuit du 7 avril, les Espagnols, sous les ordres de Cantarac et de Caratala, s'étaient avancés sur les Américains commandés par Tristan; et, faute d'avoir employé en cette occasion les précautions les plus simples et les plus ordinaires, ils furent complètement entourés. A la pointe du jour, toute la division fut au pouvoir de l'ennemi, à l'exception du général, d'une partie de son état-major, et de quelques officiers. La perte de l'armée libératrice fut d'environ 2,000 hommes tués

ou faits prisonniers, de 5,000 mousquets, de la caisse militaire contenant environ 100,000 dollars, des munitions, des équipages, des presses d'imprimerie et de tous les ustensiles qui en dépendaient. Malgré cela, on disait « que les Espagnols ignorent que la balance du pouvoir est entre nos mains, parce que la Providence est pour nous, que l'opinion et la force se réunissent en faveur du Pérou ; *qu'il sera libre parce qu'il veut l'être, et qu'il est temps qu'il le soit.* »

Le 24 avril on publia un décret contre les Espagnols résidants à Lima, imposant la peine de l'exil et de la confiscation des propriétés à ceux qui paraîtraient dans les rues avec des manteaux ; la peine de la confiscation et de l'exil à ceux qu'on trouverait en conversation particulière au nombre de plus de deux ; celle de la mort contre ceux qui seraient trouvés hors de chez eux après le coucher du soleil, et celle de la confiscation et de la mort contre tous ceux qu'on trouverait possesseurs de toutes espèces d'armes, excepté pour le service de leurs tables.

Tel était l'état des affaires au Pérou lorsque lord Cochrane y arriva le 25 avril. L'autorité suprême était constamment occupée à rendre des décrets

contradictoires les uns aux autres, en opposition avec les promesses faites et répétées par le Protecteur avant et après qu'il eut pris ce titre. La justice et la raison s'y trouvèrent également violées, et tout concourut à produire le mécontentement, la désunion et l'anarchie.

Les ennemis étaient victorieux, les patriotes craignaient quelque funeste revers. Ce qui restait de troupes était mécontent et voyait qu'aucune des promesses qui leur avaient été faites, n'avait reçu d'exécution. L'or et l'argent avaient disparu; le gouvernement les avait remplacés par un papier monnaie. Les contributions allaient toujours en augmentant et étaient exigées à la pointe de la baïonnette; tandis que le Protecteur de la liberté de ces contrées, après avoir été occupé pendant six mois à créer des ordres de chevalerie, à établir des tribunaux, à esquisser des broderies, et à inventer des uniformes, s'était retiré à sa maison de campagne, pour s'y délasser de ses travaux!

Plusieurs individus qui, lors de notre départ de Callao, en octobre 1821, blâmaient la conduite de lord Cochrane pour avoir pris l'argent déposé à Ancon, furent alors pleinement convaincus que cette mesure, bien loin d'être répréhensible, était

indispensable pour assurer la conservation de l'escadre du Chili et la fidélité des équipages. La non exécution des promesses faites au régiment de Numance, l'avait forcé de déclarer qu'il ne sortirait point de Lima pour marcher contre l'ennemi, et le capitaine Doronsoro fut envoyé par les officiers ses camarades, pour demander à lord Cochrane, s'il consentirait à les recevoir à bord de l'escadre Chiléenne, et à transporter le régiment sur le point le plus près de Colombie, pays auquel ils appartenaient, et où San Martin avait promis de les renvoyer après la reddition de Lima.

Le plus grand mécontentement régnait à terre parmi les Chiléens; il avait circulé qu'aucun ne serait avancé ou employé sous le gouvernement actuel du Pérou. Il serait difficile de constater d'une manière certaine si telle était réellement l'intention du gouvernement; mais la vérité était que, sur les neuf généraux créés par San Martin, il n'y en avait qu'un qui appartenait au Chili, et la proportion était encore moindre parmi les subalternes. Le Protecteur du Pérou ayant été instruit du traité de Guayaquil, relativement à la Vengansa, et à l'Empereur Alexandre, envoya dans ce port les capitaines Carter et Young pour en prendre le

commandement. Le gouvernement de Guayaquil y consentit, et les deux vaisseaux hissèrent de nouveau le pavillon péruvien, quoique l'Alexandre fût, *bona fide*, la propriété de M. Hendenson, et sous pavillon anglais à l'époque où les équipages des chaloupes canonnières s'en emparèrent dans le mois d'août 1821, et se rendirent à Panama où ils le livrèrent aux autorités espagnoles, qui ensuite le comprirent dans leur traité avec l'agent péruvien, à Guayaquil.

La plus horrible scène qui signalât la résidence de San Martin dans le Pérou, était réservée pour le mois de mai 1822. Dans la nuit du 4 il y eut un grand bal au palais pour célébrer la première réunion des membres de l'Ordre du Soleil des deux sexes; et, tandis que tout y respirait la joie et le plaisir, des détachements de soldats furent envoyés dans les maisons des Espagnols, pour les arracher de leurs lits et les traîner à Callao où ils furent transportés à bord du Milagro.

On ne saurait décrire la détresse résultante pour ces malheureux de ce mépris monstrueux des promesses, de la justice et de l'humanité. Plusieurs d'entre eux étaient riches, considérés et chefs de nombreuses familles, des ecclésiastiques octogé-

naires, des officiers civils et militaires: tous, sans la moindre distinction d'âge ou de rang, furent enlevés de chez eux à minuit, quelques-uns à demi habillés, d'autres presque nus, et tous furent forcés de faire à pied une traite de six milles; après laquelle on les embarqua à bord d'un vaisseau, où pendant deux jours, il ne leur fut point délivré de provisions, et il leur fut défendu d'avoir aucune communication avec leurs femmes et leurs familles, qui entouraient le vaisseau dans des chaloupes, et faisaient entendre des plaintes et des cris déchirants. Dans la première nuit, deux vieillards moururent faute de vêtements et de nourriture, et plusieurs autres auraient péri, si la pitié de San Martin n'avait pas été portée jusqu'au point de leur vendre des passe-ports. Il permit à ceux qui en achetaient de passer du Milagro sur des vaisseaux neutres, pour quitter à jamais le Pérou, mais plusieurs n'osèrent pas se rendre en Espagne, parce qu'ils étaient restés dans Lima lorsque La Serna en partit avec l'armée espagnole, et avaient ensuite adhéré à l'indépendance du Pérou. Quelques passe-ports furent vendus mille dollars, d'autres 10,000, selon la fortune des acheteurs; et ceux qui ne purent acheter leur libération, furent envoyés au Chili sur le

Milagro qui reçut une nouvelle dénomination, à raison d'une aussi honorable expédition, et fut alors appelé le Monteagudo; honneur bien dû à ce grand ministre. Si le général San Martin ne s'était pas compromis par les assurances répétées qu'il fit aux Espagnols avant et après son arrivée à Lima, sa conduite à leur égard aurait pu, du moins jusqu'à un certain point, être palliée. Il aurait d'abord gardé le silence, et les eût exilés à la première occasion où le prétexte lui en aurait été fourni; il aurait pu justifier sa conduite en s'appuyant sur ce qui s'était passé en Colombie, au Chili et à Buenos Ayres; mais, au contraire, il leur avait souvent promis qu'ils seraient en sûreté; et leur ayant dit fréquemment que leurs personnes et leurs propriétés seraient inviolables, leur confiance en ses promesses leur fit perdre tous droits à la protection des lois de leur pays natal; ils avaient, en outre, prêté serment d'allégeance à ses ennemis, et étaient explicitement devenus traîtres. En les proscrivant, il fit une tribu errante de malheureux qui, jusqu'à leur dernier soupir, ne cesseront de maudire sa duplicité.

Il faut que j'ajoute encore un exemple de la barbarie de San Martin à ceux que j'ai déjà cités. Une

femme de Lima avait osé mal parler du Protecteur, au moment où on lui extorquait une contribution à la pointe de la baïonnette. Elle fut arrêtée et conduite par ses ordres sur la grande place; un écriteau fut placé sur sa poitrine, un os humain mis dans sa bouche et attaché derrière sa tête, une corde autour de son cou, et, dans cet état, elle fut forcée de se promener dans les rues, conduite par le bourreau : elle fut ensuite exilée à Callao où la pauvre créature mourut le lendemain de son arrivée.

Le 9 mai, la goëlette le Montezuma, appartenant au Chili, et qui avait été prêtée par le gouvernement au général San Martin pour servir de corvette, entra dans le port de Callao sous pavillon péruvien. Sa Seigneurie ordonna de faire feu sur ce bâtiment, et l'obligea à venir mouiller près de lui; aussitôt il en prit possession, envoya les officiers à terre, et le 10, nous fîmes voile vers Valparaiso, où nous arrivâmes le 13 juin.

A notre arrivée, sa Seigneurie fit connaître son retour par un ordre du jour : « Les désirs les plus chers de son Excellence le Directeur suprême sont maintenant remplis; et le peuple du Chili est dédommagé de ses sacrifices. La puissance maritime

de l'Espagne a succombé ; elle est maintenant anéantie. Les vaisseaux dont les noms suivent ayant cédé aux efforts constants de cet Etat libre :

La frégate la Prueba, de 50 canons.
La frégate l'Esmeralda, de 44.
La frégate la Venganza, de 44.
Le vaisseau la Résolution, de 34.
Le vaisseau le Sébastien, de 34.
Le brick le Pesuela, de 18.
Le brick le Potrillo, de 16.
La goëlette la Proserpine, de 14.
La goëlette l'Aransasu, 17 chaloupes canonnières et les vaisseaux marchands, l'Aguila et le Begona, armés à Guayaquil, et d'autres employés comme vaisseaux de blocus à Callao. Il est bien doux pour moi, après avoir éprouvé des difficultés de toutes les espèces, telles qu'il n'en avait jamais auparavant existé à bord de vaisseau de guerre, de vous annoncer l'arrivée de l'escadre chiléenne dans le port de Valparaiso qui a été son berceau, où elle est l'objet de l'admiration et de la gratitude de tout le nouveau monde, à raison des importants services qu'elle a rendus à la cause de la liberté, et de l'indépendance du Chili, du Pérou, de

Colombie et du Mexique. J'ai l'honneur d'être, etc., *Signé* Cochrane. »

Peu de jours après notre arrivée à Valparaiso, sa Seigneurie alla visiter la capitale du Chili, et solliciter la permission de se retirer, pour six mois, dans son domaine de Quintero; à moins que ses services ne fussent nécessaires, ajoutant que, dans ce cas, il serait toujours disposé à faire de nouveau tout ce qui pourrait concourir au bien de l'Etat. En même temps il demanda, de la manière la plus vive et la plus instante, que ses officiers et ses soldats fussent exactement payés de tout ce qui leur était dû. Le gouvernement promit que ses intentions seraient remplies, ce qui en effet eut lieu après quelques délais.

Le 23 juillet 1822, le congrès national du Chili se réunit à Santiago; il fut ouvert par le gouverneur suprême Don Bernado O'Higgins, qui remit son autorité directoriale aux représentants de la République, et termina ainsi sa harangue : « Compatriotes, mon commandement est à sa fin. Les défauts sont inséparables de l'humanité; les plus grandes difficultés m'ont assailli de tous les côtés. Peut-être mon manque de connaissances et d'expérience m'a-t-il fait commettre quelques erreurs bien

involontaires; je ne peux oublier les honneurs que j'ai reçus, et j'espère que, soutenu par ma reconnaissance, je pourrai vivre assez long-temps pour voir le Chili aussi heureux et aussi prospère que les contrées les plus florissantes de la terre. »

Immédiatement après que le Directeur se fut retiré, le congrès se rendit près de lui, et le réinstalla dans la suprême autorité exécutive, en lui disant : « Lorsqu'il existera une Constitution qui spécifiera le temps des travaux des magistrats, les représentants pourront accepter votre démission, et alors votre Excellence jouira, dans sa retraite, de la gloire et de la fortune qu'elle aura si bien méritées. »

La première réunion du congrès préparatoire eut lieu le 29, à dix heures du matin.

Le 25 septembre 1822, on apprit au Chili que Monteagudo avait été destitué de son ministère et exilé du Pérou. Voici l'extrait des publications qui eurent lieu à Lima sur ce ministre :

« Lima avait à peine pu commencer à entrevoir un avenir plus heureux, qu'un individu rusé, bizarre et opiniâtre, traître à la confiance du gouvernement qui l'avait élevé au ministère, commença à se jouer de notre patriotisme et de ses défenseurs.

» Ce perfide oppresseur se prévalut de l'absence de San Martin pour manifester toute la perversité de son cœur. Tous les Espagnols regardés comme riches devinrent successivement la proie de son insatiable avarice; il dressa une longue liste de proscriptions des hommes qui devaient être à jamais exilés de leur pays natal.

» Tout honorable citoyen a constamment trouvé dans le monstre Monteagudo un ennemi qui aurait, à tout prix, voulu pouvoir l'immoler. Combien de victimes n'a-t-il pas sacrifiées dans son ministère d'une année! Plus de huit cents familles ont été réduites par lui à l'indigence, et toute la ville plongée dans le malheur et le désespoir.

» Les patriotes de Lima n'étaient occupés qu'à chercher où ils pourraient trouver un asile en pays étranger. La religion avait une égale persécution à souffrir dans ses ministres et dans ses temples; ils ont été privés de leurs richesses, non pour le service de notre patrie, mais pour récompenser l'espionnage. Les satellites de ce bandit étaient aussi despotes que lui, et commettaient, sous sa protection, les crimes les plus atroces. Il serait inconvenant de rappeler ici la bassesse avec laquelle il a indignement abusé de la délicatesse et de la faiblesse des femmes.

» Les étrangers commençaient aussi à souffrir toutes espèces de vexations et de vols, avec sa *carta de morada* (carte de résidence), sans considérer que le bonheur du pays consistait dans l'accroissement du nombre de ses habitants industrieux.

» Enfin, de tels actes de despotisme, souvent répétés, ont exaspéré à un tel degré le peuple de Lima, qu'une explosion est devenue inévitable. Huit jours après que le Protecteur eut quitté la capitale, les insultes envers les patriotes redoublèrent d'une manière incroyable; il cabala pour placer ses créatures dans le congrès qui allait avoir lieu; il en écarta ceux qu'il avait condamnés à l'exil, parce qu'ils étaient les favoris du peuple, et, le voyant redoubler de fureur, Lima prit enfin l'alarme.

» Le 25 juillet, le peuple s'assembla sur la place, et insista sur un cabildo abierto (une assemblée publique de la corporation) ce qui eut lieu aussitôt. Le cri général du peuple fut qu'on devait déposer le ministre Monteagudo, le juger, et lui faire éprouver toute la rigueur des lois. A sept heures du soir du même jour, la corporation adressa une note au Délégué suprême, pour lui demander que le ministre fût déposé. Le conseil-d'état s'assembla, et, convaincu de la nécessité d'ôter Monteagudo du

ministère, l'instruisit aussitôt de ce qui se passait. Alors, pour sauver les apparences, il donna sa démission qui fut acceptée, et le Délégué suprême, en réponse à la note de la corporation, l'assura que l'ex-ministre serait appelé devant un comité du conseil-d'état, pour rendre compte de son administration passée, en conformité des statuts provinciaux.

» La municipalité répondit, le 26, à cette note, en demandant que l'ex-ministre fût mis en arrestation jusqu'à ce qu'il fût appelé à se défendre, ce qui fut exécuté. Le peuple de Lima, instruit de l'ascendant que Monteagudo exerçait sur le Délégué Torre Tagle, et craignant que quelque subterfuge ne fût employé pour le replacer au ministère, s'assembla de nouveau le 29. Alors la corporation demanda au gouvernement que l'ex-ministre fût embarqué secrètement et exilé à jamais de l'État; ce qui fut accordé; et, le 30, jour anniversaire de son arrivée à Lima, Monteagudo fut envoyé, sous escorte, à Callao, et sortit du port à six heures du matin. »

Tandis que tous ces évènements se passaient à Lima, San Martin était à Guayaquil où il s'était rendu pour solliciter de Bolivar des troupes pour

continuer ses campagnes dans le pays. Il est impossible de dire, d'une manière positive, ce qui se passa entre ces deux chefs; mais le résultat n'en fut pas du tout favorable à San Martin; car il revint de fort mauvaise humeur à Callao où, à sa grande mortification, il apprit que son protégé avait été exilé pendant son absence. Avant que son Excellence se hasardât à aller à terre, elle avait eu une entrevue avec les principaux officiers de l'armée, qui l'assurèrent que les troupes lui étaient fidèles; sur cette assurance, il se présenta au palais de Lima, où il blâma tout ce qui s'était passé, menaça les conseillers d'état, la corporation et la ville elle-même; déclara qu'il rappellerait sur-le-champ Monteagudo et le réintégrerait dans son ministère. Cependant il fut blessé en observant que les Liménéens n'étaient point intimidés par ses menaces de vengeance, et, quittant le palais, il partit pour sa maison de campagne près de Callao.

Au commencement d'octobre, la conduite arbitraire de Rodrigues, ministre de la guerre et des finances au Chili, commença à exciter l'indignation publique, et des pétitions furent envoyées de toutes parts au gouverneur suprême O'Higgins, pour le prier de renvoyer son ministre. On l'accusa et on

le convainquit en même temps, de la manière la plus évidente, des délits les plus attentatoires à la prospérité de l'état, d'une vénalité sordide, du monopole des transactions commerciales, et même de s'être illégalement approprié les fonds publics, et cependant tout cela ne suffit pas pour le forcer à donner sa démission, ou pour déterminer O'Higgins à le congédier. Tandis que tout le Chili était dans cet état d'incertitude, et que des menaces alarmantes circulaient des différents points, l'évènement le plus inattendu eut lieu, et calma pour quelque temps l'orage qui commençait à se former. Ce n'était rien moins que la soudaine arrivée à Valparaiso du général San Martin.

Il avait continué de résider à sa maison de campagne jusqu'au 20 septembre, époque de la réunion du congrès souverain, dont il reçut, le même jour, une communication, dans laquelle il le remerciait, au nom de la nation, des services qu'il lui avait rendus, et le regardait comme son libérateur. Déclaration bien hors de propos lorsque Lima était à la veille de retomber sous le joug espagnol dont il aurait été si facile à San Martin de le préserver.

Ne sachant quelle conduite tenir dans des circonstances aussi difficiles, il jugea plus convenable de se retirer, et publia la proclamation suivante,

que nous transcrivons comme le dernier acte de sa carrière politique et militaire dans le Pérou.

« J'ai été témoin de la déclaration d'indépendance des états du Chili et du Pérou; j'ai en ma possession l'étendard que déploya Pizarre lorsqu'il subjugua l'empire des Incas, et je cesse d'être un homme public. Ainsi je me vois plus que récompensé de dix années de révolutions et de guerre.

» J'ai rempli mes promesses envers le pays pour lequel j'ai combattu : je le laisse indépendant, et libre de choisir son gouvernement.

» La présence d'un soldat heureux, quelque désintéressé qu'il puisse être, n'en est pas moins inquiétante pour les Etats nouvellement constitués. Je suis aussi fatigué d'entendre dire que j'aspire à la souveraineté : je serai toujours prêt, il est vrai, à faire les derniers sacrifices pour maintenir la liberté de ce pays, mais ce sera comme simple individu, et non *autrement.*

» Quant à ma conduite publique, mes compatriotes peuvent être divisés d'opinions (ainsi que cela arrive généralement); il sera réservé à leurs enfants de me juger avec impartialité.

» Péruviens, je laisse une représentation nationale établie. Si vous avez en elle une confiance

entière, vous triompherez; dans le cas contraire, l'anarchie la plus complète ne tardera pas à être votre triste partage.

» Puisse la sagesse présider constamment à vos destinées, et puisse-t-elle vous conduire à la paix et au bonheur. *Signé*, SAN MARTIN. »

Si San Martin avait été sincère, même dans ses dernières assurances, ou s'il avait été convaincu que ses services auraient encore pu être utiles à la chose publique, il aurait certainement dû ne point abandonner le Pérou, lorsqu'il savait que l'armée royale était presque sous les murs de la capitale.

San Martin s'arrêta quelque temps à Valparaiso, jusqu'à ce qu'il arrivât de Santiago une escorte pour l'accompagner dans cette ville; il y résida jusqu'au commencement de janvier. Observant alors l'aspect menaçant que prenaient les affaires du Chili, résultat de la détermination prononcée d'O'Higgins, de ne point renvoyer son ministre favori Rodrigues, il traversa les Cordilières, pour se rendre à son ancienne résidence favorite, à Mendosa.

Le général Freire, qui avait le commandement des troupes Chiléennes stationnées sur les frontières de l'Araucanie, consistantes en environ 3000 hommes, se détermina à marcher contre la capitale pour

renverser Rodrigues et lui faire son procès; il réussit comme il le désirait, et obligea en même temps O'Higgins à abdiquer son autorité suprême le 28 janvier 1823.

Dans son acte d'abdication, O'Higgins remit l'exercice du pouvoir suprême à une junte administrative composée des citoyens D. Agostin Eyzaguirra, D. Jose Miguel Infante et D. Fernando Errazaris. Cette junte devait convoquer la représentation nationale; et si, après un délai de six mois, les différents qui existaient entre les provinces n'avaient pas cessé, elle devait être remplacée de la manière que le peuple de Santiago jugerait la plus convenable.

Pendant ces époques de troubles et de convulsions politiques, Lord Cochrane résidait dans son domaine de Quintero où il reçut du Pérou la communication suivante : « Le souverain congrès constituant, considérant combien la liberté du Pérou doit au très-honorable Lord Cochrane, dont les talents, la valeur, et la constance, ont délivré la mer Pacifique de ses ennemis les plus invétérés, et ont déployé l'étendard de la liberté sur les côtes du Pérou, arrête : que la junte du gouvernement, au nom de la nation Péruvienne, présentera au Lord Cochrane, amiral de l'escadre du Chili, les

expressions de la plus vive reconnaissance, pour ses exploits en faveur de cette contrée, autrefois tyrannisée par de puissants ennemis, et maintenant l'arbitre de ses propres destinées. »

En décembre, il arriva du Brésil un messager de la part du Brésilien chargé d'affaires de Buenos Ayres, portant à sa Seigneurie une communication du gouvernement impérial de Rio-Janeiro, par laquelle il était instamment prié d'accepter le commandement de la marine impériale du Brésil, pour assurer à cette contrée le bonheur qu'il était parvenu à répandre sur la côte opposée du nouveau continent.

Lord Cochrane aurait probablement préféré une vie paisible dans le Chili, sa patrie adoptive, à l'acceptation d'un nouveau commandement qui l'exposait encore à de nouveaux dégoûts; mais la position dans laquelle se trouvait le Chili et la ferme résolution où il était de ne prendre aucun parti dans les troubles civils, le décidèrent à se rendre à Rio-Janeiro, pour s'y conduire d'après les circonstances. Il partit pour cette destination le 19 janvier 1822.

FIN DES MÉMOIRES DE STEVENSON.

SUITE DE L'HISTOIRE

DE LA RÉVOLUTION

DES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD.

CHAPITRE XIII.

Situation de Morales. — Réunion de quelques îles à la république de Colombie. — Promesses de Bolivar. — Canterac près de Lima. — Ouverture du premier congrès de Colombie. — Message du Président. — Combat naval de l'escadre colombienne contre la flotte espagnole. — La junte établie à Santiago abdique le pouvoir. — Le général Freire est nommé Directeur. — Expédition de Bolivar contre Pasto et Quito. — Départ de Bolivar de Quito pour Guayaquil. — — Démêlé entre le commandant d'une division navale française et le chef de l'escadre indépendante. — Les Indépendants évacuent Lima. — Entrée de Canterac dans cette ville. — Lima évacué par Canterac. — Les Indépendants en reprennent possession. — Traité conclu entre Buenos Ayres et la république de Colombie. — Traité entre la Colombie et le Pérou. — État de la république de Colombie.

Les mouvements de Morales indiquaient l'intention d'ouvrir la campagne dans la province de

Truxillo. Vers le milieu du mois de janvier, Montillo avec quatre mille hommes, Paez avec trois mille, Soublette avec quatre mille, Narvès avec deux mille, et Clementi avec dix-huit cents hommes, étaient partis de divers points pour le cerner.

Morales, ayant échoué dans ses mouvements vers Truxillo et Merida, qui avaient pour objet de rattacher à sa cause les peuples de ces districts, s'était trouvé forcé de se jeter dans Maracaïbo avec trois mille hommes, dont douze cents vieux soldats, sur le dévoûment desquels il pouvait compter. Ce farouche militaire s'y était livré aux plus grandes cruautés envers les personnes, et aux plus coupables excès sur leurs propriétés. Il s'y trouvait bloqué par les forces des indépendants.

Les îles de la Vieille-Providence, de Sainte-Catherine et de Saint-André, qui faisaient autrefois partie de la vice-royauté de Santa Fé, et qui depuis avaient été gouvernées par Aury et ses successeurs, furent alors réunies à la république de la Colombie, ainsi que la partie de la côte de Mosquito, qui s'étend du cap Gracias à Dios jusqu'à la rivière.

Au mois de mars, l'envoyé du Pérou au Chili se trouvant à Guayaquil avec Bolivar, lui écrivit pour réclamer les secours de la république de Colombie

en faveur de son pays. Bolivar lui répondit que déjà des bataillons colombiens avaient mis à la voile pour aller chercher et combattre les ennemis du Pérou; que de nouvelles forces devaient porter à six mille hommes les secours que les citoyens de la Colombie offraient à leurs frères du Sud, et que le Pérou sera le premier état au secours duquel il volera, si le congrès général de Colombie ne s'oppose pas à son absence.

Dans les premiers jours d'avril, sept cents hommes de troupes, envoyés par Bolivar, arrivèrent à Lima où le président Aguerro faisait de grands préparatifs de défense. Canterac se trouvait à quarante lieues de cette ville, et avait sous son commandement sept mille hommes de troupes dont deux mille de cavalerie.

L'ouverture du premier congrès constitutionnel de la république de Colombie eut lieu le 17 avril. Le pouvoir exécutif fit connaître, dans son message, que le gouvernement des Etats-Unis avait donné un sublime exemple de justice en reconnaissant solennellement l'indépendance et la souveraineté des Etats de l'Amérique du sud, et en déclarant que cet acte public était réclamé par la politique aussi bien que par la saine raison; et qu'aussitôt

l'arrivée du ministre de ce gouvernement dans la capitale, le pouvoir exécutif s'était hâté d'envoyer un ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis, et de préparer les mesures qui doivent servir de préliminaires aux négociations.

Le gouvernement de Colombie déclarait aussi qu'il avait réussi, auprès des puissances européennes, à entrer dans quelques relations diplomatiques qui se réduisaient, pour le présent, à obtenir la reconnaissance explicite de sa souveraineté nationale; et que leurs actes relatifs au commerce et à la neutralité qu'ils gardent entre la République et l'Espagne, ont été basés sur le principe de sa reconnaissance comme gouvernement de fait.

La marine de Colombie se trouva alors renforcée de plusieurs bâtiments, entre autres du vaissseau de soixante-quatre, l'Esperanza, arrivé de Hollande avec vingt mille armements et dix mille habillements complets pour l'armée; et du Charles, brick de dix-huit canons, venant d'Angleterre où il avait été armé pour le compte du gouvernement colombien; mais, au moment où cette augmentation de forces maritimes donnait de justes espérances, on apprit le désastre de la flotte colombienne.

Le 1er mai, l'escadre de Colombie, composée du

Bolivar, de vingt-quatre canons, de cent cinquante hommes d'équipage; du *Mosquito*, de dix-huit canons et cent vingt hommes; du *Saphir*, de dix-huit canons et cent dix hommes, et de la *Maria-Francisca*, de vingt-deux canons et quatre-vingt-dix-huit hommes : total, quatre-vingt-deux canons et quatre cent soixante-dix-huit hommes, bloquait Porto-Cabello, lorsqu'elle aperçut, venant du large, une division composée de six gros bâtiments de guerre. C'était la division espagnole composée de la *Diamanta*, de quarante-quatre canons et quatre cents hommes d'équipage; de la *Cassilda*, de cinquante-quatre canons et six cent vingt hommes; de l'*Hyena*, de dix-huit canons et cent quatre-vingt-dix-sept hommes; de *la Cerès*, de quarante canons et de trois cent quatre-vingt-sept hommes; de la *Constitution*, de quatorze canons et de quatre-vingt-dix hommes, et de la *Jacinta*, de seize canons et cent hommes; total, cent quatre-vingt-six canons et mil huit cent quatre hommes. Ces bâtiments s'avançaient sous pavillon anglais, et les Colombiens eurent le tort de se fier à cette apparence trompeuse. Arrivés à portée de canon, les bâtiments substituèrent leur pavillon aux couleurs britanniques, et commencèrent le feu. Malgré leur infériorité, les Colombiens

soutinrent l'action pendant sept heures et un quart et ne se rendirent qu'à la dernière extrémité. Le commodore Daniels fit des prodiges de valeur avec sa corvette de vingt-quatre canons; il combattit constamment contre la *Cassilda*, de cinquante-quatre, et l'*Hyena*, de dix-huit; il ne cessa le feu que lorsqu'il n'eut plus de boulets; son bâtiment coulait lorsque l'ennemi en prit possession; le commodore n'amena point son pavillon, il l'avait cloué avant de commencer l'action. Ce brave marin fut blessé légèrement dans ce combat.

Cependant les provinces du Chili désavouaient l'autorité de la junte qui avait été établie à Santiago sans leur concours, et qui était composée en entier d'habitants de la ville. Des plénipotentiaires furent nommés par les assemblées et se réunirent dans cette ville; ils reçurent alors le pouvoir suprême des mains de la junte; et, le 3 avril, installèrent provisoirement le général Freire en qualité de directeur, pour en exercer les fonctions jusqu'à la réunion du congrès qui devait ouvrir sa session dans quatre mois. Ce général jouissait d'une grande popularité, et était également bien vu de toutes les classes de la société pour son patriotisme et sa bravoure; cependant son pouvoir directorial

fut extrêmement limité par les plénipotentiaires, et il fut décidé que si un besoin urgent exigeait qu'on employât, pour secourir le Pérou, d'une partie des produits de l'emprunt de cinq millions de piastres, conclu à Londres, et dont le congrès seul devait disposer, le pouvoir exécutif ne pourrait le faire qu'avec la sanction du sénat, et sous la condition, clairement et positivement exprimée, que le Pérou répondrait de la somme employée de cette manière.

Malgré le mauvais succès des ruineuses expéditions faites contre Pasto et Quito, par les généraux Narrino, Valdes et Torreles, Bolivar n'avait pas hésité à entreprendre une nouvelle campagne, et était parti de Popayan, le 12 mars, à la tête d'une force de sept mille hommes. Pendant vingt-cinq jours il avait été obligé de marcher sur des coteaux, des rochers et des terrains que jamais n'avait foulés un pied humain, et qui étaient couverts de buissons, de taillis, et même d'herbes plus hautes que les soldats; enfin, les colonnes commencèrent à se concentrer près de Pasto le 28 mai, après avoir été continuellement harcelées par les habitants que les moines et l'évêque avaient excités au massacre des républicains, et qui égorgèrent les soldats isolés

et les malades restés en arrière. Bientôt l'armée, commandée par Bolivar, fit son apparition, et la ville fut sommée de se rendre dans un temps déterminé, avec la menace de passer les habitants au fil de l'épée. Quelques jours après, la place capitula et l'armée apprit avec satisfaction que le drapeau de l'indépendance flottait aussi sur les murs de Quito où le général Bolivar se rendit suivi d'une partie de l'armée.

L'évêque de Popayan étant tombé entre les mains des patriotes, à la prise de Pasto, le général lui pardonna généreusement, en lui disant de retourner dans son diocèse prêcher un peu mieux l'Évangile.

Peu de jours après, Bolivar quitta la ville de Quito, après avoir donné ordre à son armée de le joindre à Guayaquil.

Dans le mois de juin une division navale française arriva à Guayara, et de là se porta à Curaçao. Le commandant envoya alors une lettre au commodore Laborde, chef de l'escadre indépendante qui bloquait Maracaïbo, pour lui demander s'il se regardait comme étant sous l'autorité des Cortès ou sous celle du Roi, représenté par la régence de Madrid. Le commodore évita de donner une réponse

directe, annonça qu'il allait faire voile pour Curaçao, et pria le commandant français d'y rester jusqu'à son arrivée. Celui-ci y consentit, et à l'arrivée de Laborde la correspondance s'établit. Mais comme le commodore était parvenu à assurer ainsi l'arrivée de son escadre dans un port neutre, le commandant français se trouva dans l'impossibilité de pouvoir attaquer sa flotille.

Les affaires des indépendants dans le Pérou étaient loin d'être prospères : l'armée royaliste approchait sans obstacles de Lima ; et les patriotes, ne voulant pas exposer cette ville aux conséquences d'une prise de vive force, s'étaient retirés à Callao pour y attendre les troupes qui devaient arriver du Chili et de Colombie, cette position leur donnant une libre communication avec la mer, dont ils étaient maîtres.

Le général Canterac fit son entrée à Lima le 18 juin. Il était difficile de concevoir les raisons qui avaient pu déterminer le général espagnol à se porter sur cette capitale ; car, dans tous les cas, ce devait être là le terme de ses opérations ; et il pouvait être obligé de battre bientôt en retraite en présence d'une armée beaucoup supérieure à la sienne. Ce mouvement ne pouvait qu'amener plus

promptement qu'on ne devait l'espérer, l'issue de la lutte, qui eût pu être encore longue si les Espagnols se fussent bornés à se tenir sur la défensive.

Peu inquiets de l'occupation de leur capitale, les indépendants firent partir des forces sous les ordres du général Santa Cruz, pour délivrer Arequipa, le Potosi et la Paz.

Ce que toutes les personnes sensées avaient prévu arriva. Canterac, craignant d'être accablé de toutes parts, se détermina à évacuer Lima. Le 16 juillet, après avoir levé une contribution de 300,000 piastres, brûlé la Monnaie, ainsi que plusieurs édifices particuliers, il abandonna une ville dans laquelle il avait à peine séjourné un mois. Pour faire sa retraite vers le Haut-Pérou avec plus de célérité, le général espagnol fut obligé de partager son armée en trois divisions et de les faire marcher par des routes différentes.

Le lendemain un détachement de la garnison de Callao prit possession de Lima.

La junte, exerçant la souveraineté ordinaire et extraordinaire à Buenos Ayres, publia alors une déclaration des principes reconnus par l'état, et le traité conclu entre la République et celle de Colombie, dont voici quelques articles :

« La république de Colombie et l'état de Buenos Ayres établissent solennellement et perpétuent à jamais, par ce traité, l'amitié que l'identité de principes et les mêmes intérêts font naître naturellement entre eux.

» Une parfaite réciprocité entre les gouvernements et les citoyens des deux états sera la base de leurs relations d'amitié.

» La république de Colombie et l'état de Buenos Ayres concluent pour toujours une alliance défensive pour la protection de leur indépendance contre l'Espagne et contre toute domination étrangère quelconque, etc., etc. »

Les gouvernements des états indépendants de Colombie et du Pérou, convaincus de la nécessité de conclure entre eux un traité d'alliance offensive et défensive, avaient nommé pour commissaires, celui de Colombie, Don Joaquin Mosquera, et celui du Pérou, Don Bernardo Monteagudo, afin d'en arrêter la rédaction. Le 12 juillet, ce traité, ayant pour titre : *Confédération perpétuelle pour la défense réciproque*, fut ratifié à Bogota, par le vice-président de Santader. Nous nous contenterons d'en citer les principaux passages :

« La république de Colombie et l'état du Pérou s'unissent à jamais en confédération, afin de s'assister mutuellement, en paix comme en guerre, et de défendre leur indépendance de la nation espagnole, ou de toute autre puissance étrangère.

» Les deux états s'engagent aussi à se prêter secours pour le maintien de la tranquillité intérieure, comme pour repousser toute invasion qui pourrait menacer leur existence politique.

» En cas d'invasion soudaine, chacun des deux états pourra faire marcher ses forces sur le territoire de l'autre. Toutefois l'état qui introduira ainsi ses troupes sur le territoire de l'autre, sera obligé de faire respecter les lois et les usages de celui-ci.

» Les habitants des deux états jouiront des droits de citoyen dans l'un comme dans l'autre, sauf les restrictions que pourront décréter les législatures des deux états, relativement à l'exercice des premiers emplois.

» Les navires et les produits territoriaux de chacun des deux états ne paieront, dans les ports l'un de l'autre, que les mêmes droits d'exportation et de tonnage que les navires nationaux.

» Chacun des deux états surveillera les corsaires

de l'autre comme les siens propres, et décidera de la légalité des prises.

» Il y aura extradition réciproque des criminels d'état ainsi que des déserteurs de l'armée et de la marine des deux états. »

Un pareil traité avait déjà été signé entre la Colombie et le Chili.

Malgré les circonstances difficiles où s'était trouvée la république de Colombie, elle ne s'était pas moins occupée d'améliorer sa situation intérieure : déjà une loi du 19 juillet de l'an 2 de la République avait accordé la liberté à tous les enfants nouveau-nés de pères et de mères esclaves, aboli la traite des noirs et établi des comités d'affranchissement. Au mois de décembre de la même année, plusieurs esclaves furent affranchis par ce comité, et l'année suivante un plus grand nombre reçurent leur liberté en bénissant les législateurs de Colombie.

La plus grande partie des Indiens civilisés de Colombie avaient été de véritables esclaves des Espagnols et du clergé qui se trouvaient à la tête de leurs aldées ou hameaux ; le premier congrès s'était occupé d'améliorer leur condition, et avait supprimé les tributs de travaux corporels auxquels ils étaient

soumis, et le gouvernement leur avait concédé à perpétuité des terres communales qui furent divisées entre eux. En outre, des établissements de bienfaisance se multipliaient chaque jour à Bogota, à Quito et à Carracas.

La naturalisation des étrangers fut un des principaux objets de la sollicitude de la République; la constitution et les lois ayant rendu faciles les moyens de se faire naturaliser, un nombre considérable d'étrangers se présentèrent et furent admis comme citoyens.

L'exploitation des mines d'Anthioqua, de Choco, de Popayan et des provinces de Neyva et Pamplone, avaient repris une nouvelle activité et donnaient de grandes quantités de poudre d'or.

Une loi, du 2 août 1821, qui ordonnait l'établissement d'une école primaire dans chaque paroisse, avait été exécutée partout, autant que les circonstances l'avaient permis, et des écoles expérimentales d'enseignement mutuel, dont l'établissement avait été ordonné par un article de cette loi, existaient déjà dans la capitale et les provinces. Le gouvernement espagnol n'avait pas doté une seule école dans le cours de trois siècles, et celui de la République s'occupait activement à organiser

l'instruction publique, même au milieu du tumulte de la guerre et des embarras d'un affranchissement.

Enfin, la liberté de la presse existait, et, loin d'y mettre des entraves, le gouvernement se plaignait du petit nombre d'imprimeries et s'occupait des moyens de propager les journaux.

CHAPITRE XIV.

Convention préliminaire conclue entre le gouvernement de Buenos Ayres et les Commissaires de S. M. Ferdinand VII. — Ratification de la chambre des représentants. — Occupation d'Arequipa par les indépendants. — Cruauté de Morales. — Capitulation de Morales. — Riva Aguero est déclaré traître par le congrès. — Force des troupes espagnoles dans le haut Pérou. — Le bas Pérou au pouvoir des indépendants. — Différent entre le commandant d'une corvette anglaise et le gouvernement Buenos Ayrien. — Combat près de Sepita. — Défaite de Santa Cruz. — Entrée de Bolivar à Lima. — Décrets du Congrès qui confèrent tous les pouvoirs à Bolivar. — Il envoie des commissaires à Riva Aguero. — Blocus de Porto Cabello. — Les Espagnols chassés de Colombie. — Prise de Porto-Cabello.

Le 4 juillet une convention préliminaire fut conclue entre le gouvernement de Buenos Ayres et les commissaires de S. M. catholique Ferdinand VII, alors roi constitutionnel. Les commissaires furent Don Antonio-Luis Peveyra et Don Luis de la Robla, pour Sa M. C.; et Bernardino Rivadavia, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Buenos Ayres. Par cette convention préliminaire :

Soixante jours après sa ratification, les hostilités sur terre et sur mer devaient cesser entre les gouvernements indépendants et la nation espagnole.

Le général en chef des forces de S. M. Catholique au Pérou devait rester dans les positions qu'il occuperait au moment où la convention lui serait notifiée.

Les relations de commerce devaient, pendant la durée de la suspension des hostilités, être complétement rétablies entre les provinces de la monarchie espagnole, celles occupées au Pérou par les armées de S. M. C., et les États qui auraient ratifié la présente convention, et leurs pavillons respectés.

La suspension des hostilités devait durer dix-huit mois.

Pendant ce temps le gouvernement de Buenos Ayres devait négocier, par l'intermédiaire d'un plénipotentiaire des provinces unies del Rio de la Plata, un traité définitif de paix et amitié à conclure entre S. M. C. et les États indépendants du continent américain qui accéderaient à cette convention préliminaire.

Les hostilités ne pouvaient recommencer que quatre mois après une notification en bonne forme.

Le gouvernement de Buenos-Ayres devait, aus-

sitôt qu'il aurait reçu de la Chambre des Représentants l'autorisation de ratifier cette convention, négocier l'adhésion des gouvernements du Chili, du Pérou et des autres provinces unies del Rio de la Plata.

Par une loi rendue le 17 juillet, la Chambre des Représentants autorisa le gouvernement à ratifier cette convention préliminaire, et à négocier l'adhésion des autres États et gouvernements indépendants.

Don Félix Alzaga fut nommé ministre plénipotentiaire, et plusieurs commissaires furent envoyées auprès des différents États, et même au Paraguay.

Les Espagnols ayant abandonné Arequipa, Don Porto Carrero, chef patriote, en prit possession. Deux expéditions qui avaient mis à la voile pour *los Intermedios*, sous les ordres des généraux Sucre et Meller, y étaient arrivées et leurs troupes s'étaient mises en marche pour aller rejoindre Santa Cruz. Canterac, après avoir dépassé Zea avec sa division et celle de Loriga, s'était retiré par les Cordilières vers Huamanga, non sans avoir été harcelé par les Monteneros patriotes qui l'arrêtaient

continuellement dans sa marche, en lui enlevant ses chevaux et ses convois.

Une feuille de Baltimore publia alors un acte d'atrocité commis par Morales contre un jeune Anglais âgé de quinze ans. Ce jeune homme avait servi pendant quelque temps dans la marine colombienne, sur le bâtiment même du commodore Daniels, lorsqu'il bloquait Porto Cabello. Dans un moment d'exaspération, suite de quelques mauvais traitements, il déserta et se cacha à terre. Il trouva moyen de traiter de son passage à Curaçao avec le capitaine d'une goëlette; mais il reconnut trop tard qu'on l'avait trompé, et, au lieu de le mener à Curaçao, on le livra au général Morales. Après avoir éprouvé toutes les rigueurs qui étaient le partage des prisonniers colombiens qui tombaient entre les mains de Morales, il projeta de s'évader, et concerta son évasion avec deux jeunes Créoles de son âge. Au moment de mettre leur projet à exécution, les trois jeunes gens furent arrêtés et conduits devant le chef espagnol. Les deux Créoles nièrent le fait et furent mis en liberté. Le jeune Anglais ne fut pas si heureux; Morales l'accabla d'outrage. Il ne put les endurer de sang-froid, et il irrita le monstre au point qu'il ordonna de conduire sur-le-

champ cet enfant à bord d'un bâtiment et de le pendre à la grande vergue. Avant de le pendre, on eut la cruauté de lui faire courir la bouline, et ce ne fut qu'après avoir été déchiré de coups de garcette, qu'on le suspendit à la vergue, où son corps resta pendant quarante-huit heures.

Le général Morales, se trouvant de plus en plus resserré, nomma des commissaires pour traiter de la reddition de Maracaïbo; le 28 juillet ils envoyèrent des propositions, contenues en quinze articles, au général colombien Manrique à son quartier-général d'Alta-Gracia; le lendemain, ce général les leur renvoya, après en avoir rejeté trois et modifié quelques autres, dont deux seulement étaient importants pour les Espagnols. Quelques jours après Morales se rendit à discrétion et fut transporté avec les troupes espagnoles à Cuba.

Cependant Riva Aguero, président du Pérou, s'était enfui de Callao et avait été s'installer, avec plusieurs membres des Cortès, à Truxillo. Arrivé dans cette ville, son premier acte fut de dénier au congrès le droit de l'entraver dans aucune des mesures qu'il jugerait avantageuse au bien général. Il publia ensuite un décret pour dissoudre le congrès, fit emprisonner plusieurs membres de cette assemblée,

et forma un sénat de douze membres, à la tête duquel il se plaça. Il déporta ensuite sept membres du congrès, qu'il fit embarquer à bord d'un bâtiment destiné pour *los Intermedios*; mais ce bâtiment, venant à manquer de vivres, fut obligé de toucher à un petit port entre Truxillo et Callao; les déportés profitèrent de cette circonstance pour s'évader, et revinrent à Lima le 1er août. Ils y rétablirent le congrès, et déclarèrent Riva Aguero et ses adhérents traîtres à la patrie. Celui-ci, ayant appris cette nouvelle, se disposa à marcher sur Lima avec trois mille hommes pour se replacer à la tête du gouvernement. Le marquis de Torre Tagle fut nommé président-gouverneur de Lima.

Un rapport officiel adressé au vice-roi La Serna, sur l'effectif des forces royalistes, et sur leur répartition, fut intercepté par Santa Cruz. D'après ce rapport, le total des troupes royalistes dans le Haut-Pérou, se trouvait être, au 1er août, de trois mille cent soixante-dix hommes, composées de : infanterie, deux mille six cents hommes; cavalerie, quatre cent vingt, et artillerie, cent cinquante, en quatre brigades, disséminées dans treize villes ou villages, et qui ne comptaient pas plus de cinq cents hommes de la vieille Espagne.

Gamora, chef patriote, marchait sur Arequipa avec trois mille hommes, et ses forces, ainsi que celles de Santa Cruz, étaient tout-à-fait indépendantes de l'armée de Lima. D'un autre côté le général colombien Sucre s'avançait avec trois mille hommes sur Cusco où le vice-roi La Serna se trouvait avec seulement mille hommes.

Le bas Pérou était délivré de la présence des troupes espagnoles, excepté les postes qu'avait occupés l'armée de Canterac dans sa retraite de Lima. Toute la côte du Pérou, depuis Arica, au vingt-cinquième degré sud, jusqu'à Para, au quatrième degré sud, était au pouvoir des indépendants.

Un différent, d'une nature très-sérieuse, s'était élevé entre le capitaine de la corvette anglaise *Bazen* et le gouvernement de Buenos Ayres; cet officier, au mépris des lois sanitaires et commerciales de la République, visitait les navires anglais qui arrivaient à Buenos Ayres, avant qu'ils n'eussent été visités par le bateau de la santé ou celui de la douane. Le capitaine anglais persistant dans cette conduite, une chaloupe canonnière tira sur son canot. Cet acte d'hostilité donna lieu à une correspondance dans laquelle le capitaine s'exprima avec beaucoup de hauteur et d'insolence.

Le 22 août, il s'empara de vive force d'un bâtiment de guerre buenos ayrien qui, n'ayant que quatre canons et vingt hommes d'équipage, amena son pavillon.

L'indignation qu'excita cette conduite donna aux négociants anglais des craintes pour leur sûreté, et ils invitèrent le capitaine à se retirer; en conséquence, il quitta le port le 26, pour se rendre à Colonia, où il devait attendre des ordres du commandant de la station.

On reçut alors à Lima des nouvelles de l'armée du général Santa Cruz. Le général espagnol Valdez, après avoir marché le long de la côte, s'était avancé à la tête de dix-huit cents hommes; Santa Cruz ordonna au colonel Cerdenna, qui était à Pomata, de se porter en arrière du défilé du Desaguadero, et il s'y rendit en personne, suivi du bataillon de chasseurs et des vainqueurs de Pinchicha, avec un escadron de hussards. Il arriva, le 23, au pont de Desaguadero, et y resta sur la défensive. Santa Cruz, ayant été renforcé, le 24 et le 25, par les corps qu'il attendait et par une colonne de treize cents hommes de différentes armes, marcha à la rencontre de l'ennemi qu'il comptait trouver dans la ville de Sépita, laissant pour la garde

du pont, deux compagnies de chaque bataillon et deux pièces de canon. L'avant-garde de Santa Cruz atteignit l'ennemi au bout de deux heures de marche; mais, le reste de l'armée ayant tardé à arriver, il eut le temps de se retirer; cependant il fit halte près de la ville dans le dessein de soutenir l'attaque des patriotes. Santa Cruz ordonna cette attaque, quoique ses forces fussent d'un tiers inférieures à celles de l'ennemi. La ligne péruvienne s'étendait sur une plaine, ayant le bataillon de la légion à sa droite, le 4ᵉ au centre, et les chasseurs à gauche; le bataillon des vainqueurs formait la réserve. Les deux pièces d'artillerie, placées au centre, firent un feu très-vif, et bien dirigé; l'ennemi plaça sa cavalerie, forte de quatre cents chevaux, en arrière, et son artillerie, placée sur une éminence, ripostait à celle des patriotes. L'infanterie, au nombre de quatorze cents hommes, s'étendait sur le penchant des collines, seul point où elle pouvait combattre avec quelque chance de succès. Au commencement de l'action les Espagnols crurent avoir l'avantage et descendirent dans la plaine où ils furent mis en déroute; le résultat de cette bataille fut cent Espagnols tués et cent quatre-vingt-quatre prisonniers; deux cent quatre-vingts fusils, cinquante-deux che-

vaux et des munitions qui tombèrent au pouvoir des Péruviens qui n'eurent que vingt-huit hommes tués et quatre-vingt-quatre blessés.

On apprit aussi que le 30 une colonne du corps d'armée du général Sucre, aux ordres du colonel Miller, avait occupé la ville d'Arequipa, le 30 août; l'ennemi, fort de six cents hommes, s'était retiré sur Cangallo. Les patriotes avaient été reçus avec empressement.

La joie que causèrent ces nouvelles fut bientôt troublée par le bruit qui courut d'un échec essuyé par Santa Cruz. Quelques jours après on apprit que Valdez lui ayant offert la bataille près de la Paz, la plus grande partie de l'armée patriote, forte de quatre à cinq mille hommes, tous Péruviens, s'était rendue sans tirer un coup de fusil, et qu'il avait même été impossible de les maintenir dans leurs rangs en présence de l'ennemi. Le général Sucre avait été alors obligé d'évacuer Arequipa, et Valdez avait fait sa jonction avec Canterac et réuni leurs forces.

Enfin, la flotte colombienne, portant Bolivar, parut à la hauteur de Callao. Aussitôt le Président de la république du Pérou, Don Jose Bernardo Tagle, fit une proclamation pour inviter les habi-

tants à se porter à sa rencontre, et ordonna aux troupes de se ranger près de la porte de la ville pour lui rendre les honneurs militaires.

Le lundi matin, le libérateur de Colombie entra dans le port de Callao où il fut reçu par le Président et les officiers; la troupe bordait la route, et le peuple accourait de toute part à sa rencontre et faisait son éloge. Ce fut au bruit des cloches et de l'artillerie qu'il fut conduit des portes de la ville à la maison qui lui avait été préparée, et où il fut reçu par une députation du souverain congrès. Un repas y avait été préparé. Le soir la ville fut illuminée.

Le 3 septembre, le congrès constituant du Pérou rendit un décret par lequel il autorisait le Président Simon Bolivar à terminer les différents provenants de la continuation du gouvernement de Don Jose Riva Aguero, dans une partie de la République, depuis sa destitution prononcée le 23 juin 1823 et la dissolution de la représentation nationale.

Le 10 du même mois, le congrès rendit un autre décret par lequel il déposait entre les mains de Bolivar, sous le titre de Libérateur, l'autorité militaire suprême dans toute l'étendue du territoire de la République, ainsi que l'autorité politique directoriale.

Le congrès arrêta aussi que le grand-maréchal Tagle, chef du pouvoir exécutif, se concerterait avec le Libérateur sur tous les objets qui rentreraient dans ses attributions, et qui ne se trouveraient pas en opposition avec les pouvoirs accordés au Libérateur.

Le 4 septembre, Bolivar envoya à Riva Aguero le colonel Urdanetta et M. Galduana, pour terminer les différents avec lui et avec ceux qui agissaient sous ses ordres; il lui adressa en même temps une lettre pour l'engager à abandonner ses injustes prétentions et à abdiquer le pouvoir qu'il avait usurpé.

Le général Paez se trouvait à cette époque dans le port de Guayra, où il était occupé à accélérer les préparatifs maritimes pour l'attaque de Porto Cabello. Les forces navales qui se trouvaient alors dans ce port se composaient des navires: la frégate la Venezuela de trente-six canons; des corvettes, le Bolivar de vingt-huit, le Bocaya de vingt-deux, l'Urica de vingt, et du brick le Pichincha de vingt-deux. On y attendait, pour les premiers jours d'octobre, un vaisseau de soixante-quatre, arrivé il y avait quelque temps à Margaretta.

L'escadre de Maracaïbo devait se joindre à celle de Guayra, pour former le blocus de Porto Cabello,

et y porter douze canons de dix-huit et de vingt-trois, dix-huit mille boulets, des mortiers et d'autres attirails de siége. L'investissement par terre avait commencé le 22, et la place n'était approvisionnée que pour deux mois.

Le gouvernement de Colombie ayant découvert que les Espagnols entretenaient des intelligences avec l'Espagne, rendit alors un décret qui ordonnait leur expulsion du territoire de la République, et fixait leur départ de Carracas et de la Guayra au 27 septembre. Huit seulement devaient rester dans la première ville, et deux dans la seconde.

Dans le mois d'octobre l'armée indépendante qui assiégeait Porto Cabello fut renforcée par une division de deux mille hommes, venant de Carracas, sous le commandement du colonel Lyster.

Enfin, le 8 novembre les troupes des généraux Paez et Bermudez donnèrent l'assaut à la ville, et, après avoir passé au fil de l'épée tout ce qui faisait résistance, demeurèrent en possession de la place. La formidable forteresse de San Felipe cessa son feu aussitôt que sa garnison eut entendu la musique militaire de l'armée victorieuse. Convaincue que tout était perdu, elle fit aux troupes colombiennes des ouvertures de capitulation, et le 10 elle se ren-

dit. Les indépendants s'emparèrent alors de tous les bâtiments légers qui se trouvaient dans le port, et les équigages furent faits prisonniers de guerre. La frégate la Baylen avait été brûlée par les vaincus. Le gros de l'armée espagnole était dans la ville au moment de l'assaut : tout avait été tué ou pris. Le général Calzada était au nombre des prisonniers.

Le 13, un exprès apporta la nouvelle de cette victoire à la Guayra, avec l'ordre de préparer des transports pour conduire la garnison espagnole à Cuba.

CHAPITRE XV.

A l'approche de Bolivar les troupes abandonnent Riva Aguero. — Il est fait prisonnier et envoyé à Guayaquil. — Le général Miller est nommé en place de Santa-Cruz. — Trahison du marquis de Torre Tagle. — Il livre la place de Callao. — Situation des armées indépendantes et royalistes. — Mouvement à Guayaquil. — Arrivée des Commissaires anglais à Bogota. — Arrivée du brick français *la Gazelle*. — Message du Vice-président de Colombie au Congrès de 1824. — Prise de la corvette espagnole *la Cérès*, par deux sloops de guerre. — Message du pouvoir exécutif de Buenos Ayres à l'assemblée législative. — Dissensions entre les deux vice-rois Olanetta et La Serna. — Combat de cavalerie en avant de Jauja. — Blocus de Callao. — Situation des armées belligérantes. — Proclamation de Bolivar. — Attaque de Callao. — Combat sur les bords de l'Apurimac. — Valdez abandonne le Haut-Pérou. — Bataille d'Ayacucho. — Défaite complète des Espagnols. — Principaux articles de la capitulation. — Lettre de Canterac à Bolivar. — Troubles dans le district de Venezuela. — Mort de M. Rowecroft.

Dans les premiers jours de décembre on reçut, à Lima, la nouvelle des succès de Bolivar dans sa marche sur Truxillo. A l'approche du Libérateur, les troupes de Riva Aguero avaient abandonné ce

chef, qui avait ensuite été fait prisonnier et envoyé à Guayaquil. L'armée, après sa jonction avec ce corps, montait à quatorze mille hommes. Les troupes chiléennes qui avaient été envoyées à Arica ayant trouvé, à leur arrivée, les Intermedios au pouvoir de l'armée de Valdez, par suite de la défaite de Santa Cruz, étaient retournées à Valparaiso. Le général Miller avait été nommé général en chef de l'armée péruvienne, en remplacement de Santa Cruz qui demandait que sa conduite fût l'objet d'une enquête.

Des soupçons s'étaient déjà élevés sur le marquis de Torre Tagle, président du Pérou; on craignait qu'il ne suivît l'exemple de son prédécesseur qui avait entretenu des intelligences avec les Espagnols; et ces raisons avaient été la cause première de la nomination de Bolivar au poste de dictateur. Tant que le Libérateur de Colombie resta à Lima, tout fut tranquille; mais lorsqu'il se rendit à Truxillo, pour faire rentrer dans le devoir Riva Aguero, le marquis excita secrètement à la révolte les troupes noires de la garnison de Callao, et y réussit. La garnison révoltée fit proposer à Canterac de lui remettre les forts de Callao, s'il voulait leur payer leur solde arriérée. Cette proposition

fut acceptée; mais aussitôt que le général royaliste fut en possession de la place, au lieu de remplir ses engagements envers les révoltés, il en fit fusiller un grand nombre.

Cependant l'occupation probable de Lima par les royalistes ne fut pas regardée, par Bolivar, comme assez importante pour l'engager à changer son plan de campagne, et il refusa de rétrograder vers la capitale dont les royalistes prirent possession le 27 février.

Bolivar occupait alors la forte position de Truxillo, en s'étendant jusqu'à Huanuco; il avait déclaré traître le marquis de Torre Tagle.

Le général Sucre occupait dans une Sierra fertile plusieurs postes très-formidables, communiquant parfaitement entre eux. Son corps n'était pas plus nombreux que celui de l'ennemi; mais il était plus concentré et en position de prendre l'offensive; tandis que le général royaliste ne pouvait réunir ses forces sans abandonner les positions qu'il occupait, et qu'il lui était indispensable de conserver pour faire subsister ses troupes. Bolivar attendait très-prochainement l'arrivée de deux nouvelles divisions de troupes colombiennes. Il était décidé à ne rien entreprendre avant d'avoir reçu

ces renforts, et préférait un succès certain, quoique différé, à la gloire d'une lutte inégale, mais dont le résultat pouvait être douteux.

A Guayaquil, le parti servile voulut mettre à profit l'effet produit par la nouvelle de la prise de Lima, et chercha à opérer une contre-révolution en faveur de Ferdinand; mais les autorités étaient sur leurs gardes et déjouèrent le complot. Plusieurs Espagnols et quelques étrangers furent fusillés.

Les commissaires anglais, si impatiemment attendus, arrivèrent enfin à Bogota, et leur présentation eut lieu le 8 mars. M. Hamilton porta la parole et assura le vice-président Santander « que nulle puissance sur la terre n'interviendrait dans les affaires politiques de la république. »

A la fin de mars, le brick français la Gazelle arriva dans la baie de Guayara, ayant à bord M. Chasseriau, chargé d'une mission diplomatique du gouvernement français auprès de la république. Il était aussi porteur d'une lettre du comte Donzelot, gouverneur-général de la Martinique, adressée au chef du gouvernement de Colombie, pour l'assurer que les bruits qui couraient que la France était dans l'intention d'aider l'Espagne dans la guerre existante entre ce pays et les gouverne-

ments de ses possessions dans l'Amérique du Sud, étaient dénués de fondement; et que les vaisseaux de guerre et les troupes arrivés à la Martinique, étaient destinés à renforcer la station et à compléter le corps des garnisons des colonies françaises des Indes occidentales.

Le message du vice-président de Colombie à la législature de 1824, qui fut alors publié, était remarquable en ce qu'il proclamait l'entière délivrance du territoire et l'expulsion totale des Espagnols de la République : les Colombiens faisaient encore la guerre, mais pour la délivrance du Pérou. On y trouvait aussi la première annonce d'un congrès général de tous les états de l'Amérique.

On apprit, par la Gazette de Pensacola, la prise de la corvette espagnole la Cérès. Le 4 avril, les sloops de guerre le Bolivar et le Boyaca signalèrent un gros bâtiment qu'ils reconnurent être une corvette espagnole, lui donnèrent la chasse, l'atteignirent et lui livrèrent un combat après lequel elle se rendit. La Cérès était armée de trente-six pièces de dix-huit, de deux autres plus fortes, et avait à bord trois cent vingt-six hommes. Le Bolivar était armé de vingt-deux caronades et avait cent cinquante-six hommes d'équipage; le Boyaca

était monté par cent quarante hommes et portait vingt caronades. La Cérès eut trente hommes tués et soixante blessés, dont trente moururent ensuite; le Bolivar n'eut que quatre hommes blessés et la Boyaca un blessé seulement.

Le 3 mai, le pouvoir exécutif de Buenos Ayres adressa un message à l'assemblée législative de cette République, dans sa quatrième session.

« Il y a lieu de regretter, y était-il dit, que la cour du Brésil ait refusé de prêter l'oreille aux premières remontrances qui lui ont été adressées pour la restitution de la province de Monte-Video. Nous avons fait assez pour prouver notre modération : il reste maintenant au gouvernement général à agir; c'est une cause nationale et c'est à la nation à la défendre.

» Le gouvernement s'était flatté que la voix de la raison aurait dicté la ratification de la convention du 4 juillet, signée par les commissaires de S. M. C., et amené une paix durable; mais la politique qui domine à Madrid depuis le renversement de la Constitution et les mesures hostiles adoptées depuis cette époque, nous portent à croire qu'il sera peut-être nécessaire d'achever, l'épée à la main, l'œuvre de notre indépendance. Après

avoir donné à S. M. C. un exemple inoui de générosité, nous lui montrerons que notre énergie première s'est accrue avec nos moyens de défense. »

En janvier 1824, on avait appris, à Lima, que le général Olanetta s'était proclamé, dans le Haut-Pérou, vice-roi de Ferdinand, et que le vice-roi constitutionnel La Serna et le général Canterac n'avaient pas approuvé cette usurpation.

A la fin de juin on reçut quelques détails sur la défection du général Olanetta. Pesuela et Ramirez, ennemis de La Serna, avaient réussi, en Espagne, à décider le Roi à investir Olanetta de la vice-royauté du Pérou. Quand la nouvelle de cette nomination arriva, Olanetta était en querelle avec La Serna, les généraux royalistes prirent le parti de ce dernier et s'opposèrent à ce que le nouveau Vice-Roi exerçât son autorité. Olanetta, de son côté, prit des mesures pour s'emparer du pouvoir; mais, se trouvant entouré par les forces de son adversaire, contre lesquelles il ne pouvait lutter avec succès, il se déclara en faveur de l'indépendance, et se porta vers les provinces de Jujuy et Sotta. Valdez le fit poursuivre par la division Caratella qu'Olanetta battit complétement et dont il fit le chef prisonnier; alors Valdez, avec son armée, traversa le Desaguadero

pour le combattre. Olanetta avait fait sa jonction avec le colonel patriote Lanza, et paraissait faire cause commune avec lui.

Bolivar ayant obtenu quelques avantages de position dans les premiers jours d'août, Canterac battit en retraite vers Pasco, et de là sur Jauja où il avait élevé des retranchements. La cavalerie des indépendants le poursuivit à marche forcée, et atteignit l'armée de Canterac dans les plaines en avant de Jauja, qui n'étaient pas la position où Bolivar avait compté l'atteindre. Cette position était en effet désavantageuse pour lui, d'autant plus que son infanterie se trouvait considérablement en arrière. Sa cavalerie, qu'il commandait en personne, ayant sous ses ordres l'intrépide général Nicochea, fut attaquée par celle de Canterac, que ce général commandait aussi en personne. Le choc fut terrible. Après plusieurs charges dans lesquelles chaque parti eut tour-à-tour l'avantage, la cavalerie de Canterac, quoique supérieure en nombre, mieux montée et mieux équipée, fut mise en déroute, poursuivie et sabrée jusque dans les rangs de son infanterie qui continuait son mouvement de retraite, et qui bientôt prit la fuite, se retirant en toute hâte vers Jauja.

Le résultat de cette brillante affaire fut deux cent trente-cinq cavaliers de Canterac tués sur le champ de bataille, un grand nombre de blessés et plus de trois cents beaux chevaux pris tout équipés, outre une immense quantité de butin dont le champ de bataille était couvert. Canterac s'était enfui avec moins du tiers de la cavalerie qu'il avait en commençant l'attaque.

Bolivar continua le lendemain son mouvement en avant, et, après avoir établi le blocus de Callao, et lâché dans Lima le bataillon de Zulia, il poursuivit Canterac et le força d'abandonner ses retranchements.

On apprit bientôt à Guayaquil que Bolivar avait levé son camp et que son armée marchait en trois corps; l'avant-garde commandée par le général Sucre, le centre, par le général Lara, et l'arrière-garde, composée de troupes péruviennes, par le général Lemar. L'armée, ainsi divisée, avait passé la Sierra de Parco pour se porter vers Xuca, où le général Canterac était en position avec sept ou huit mille hommes. Les forces des indépendants étaient évaluées à quatorze mille hommes.

Après les événements du 6 à Jauja, l'ennemi avait continué à battre en retraite : il avait déjà

perdu six provinces et plus de la moitié de ses forces, de sorte que son armée était réduite de ce côté à trois mille hommes presqu'entièrement démoralisés. A mesure que les Indépendants avançaient, l'ennemi précipitait sa retraite de telle manière qu'il était impossible de le joindre. L'armée du Libérateur s'augmentait journellement des déserteurs de l'ennemi. Le vice-roi La Serna avait fait sa jonction avec Canterac à Aunahuyalas; mais il n'avait avec lui que sa garde de hallebardiers. Valdez était dans les environs de Potosi, observant, avec deux ou trois mille hommes, Olanetta qui se trouvait à Tupisa avec un nombre égal de soldats : ce dernier opérait de concert avec les patriotes de Salta.

Un corps indépendant se portant de Huaraucavelica à Huamanga, prit quatre cent soixante-douze fusils anglais tout neufs, et fit prisonnier le lieutenant-colonel Don Ramon Dias qui escortait le convoi où se trouvaient ces armes.

Le 28 août Bolivar était arrivé à Huamanga où l'avant-garde de son armée était entrée le 22. Quelques corps détachés poursuivaient l'ennemi de près. Il publia alors la proclamation suivante :

A L'ARMÉE LIBÉRATRICE.

« Soldats, vous allez achever la plus grande entreprise qui ait jamais été confiée à des hommes, celle d'arracher tout un monde à l'esclavage. Les ennemis que vous allez détruire se vantent de quatorze années de triomphes : ils doivent donc être dignes de mesurer leurs armes avec les vôtres qui ont brillé dans mille combats. Soldats, le Pérou et l'Amérique entière attendent de vous la paix qui sera le fruit de vos victoires, et l'Europe libérale tourne ses regards vers vous avec délices, parce que la liberté du nouveau monde est l'espérance de l'Univers. Vous ne tromperez pas son attente. Non, non, vous êtes invincibles. »

Au milieu de ses opérations militaires, Bolivar s'était occupé des moyens de faciliter l'arrivée des secours qui devaient lui être envoyés. Il avait fait explorer une baie, dite baie des Limons, jusqu'alors inconnue des marins, et l'avait fixée pour point de débarquement des troupes qu'il attendait. De ce lieu il avait fait ouvrir, à travers une forêt presque impénétrable, une route qui conduit en moins d'une journée à Panama. Cette opération avait con-

sidérablement facilité la communication entre les deux mers. Le 5 septembre, trois mille cinq cents hommes venaient de débarquer dans cette baie, et allaient se mettre en marche pour Panama.

La place de Callao essuya en septembre une attaque combinée par terre et par mer. Le général Miller commandait le corps assiégeant, et l'amiral Guise était entré dans le port, et avait capturé plusieurs bâtiments, quoique mouillés sous la protection des batteries.

Le 29 septembre le général Bolivar ayant enfin atteint l'armée royaliste sur les bords de l'Apurimac, il s'ensuivit un combat opiniâtre dans lequel Canterac fut défait et obligé de se retirer dans le plus grand désordre, avec seulement seize cents hommes, du côté de Cusco.

Dans les premiers jours d'octobre, le général Valdez fut obligé d'abandonner le haut Pérou en conséquence des ordres réitérés de La Serna, motivés sur le danger imminent où se trouvait Canterac d'être écrasé par l'armée de Bolivar qui avait son quartier-général à Andahuaylas, sur la route de Cusco.

Enfin, après cinq mois de manœuvres habiles de part et d'autre, et plusieurs combats qui avaient

toujours été glorieux pour les patriotes, le général Sucre prit position à Ayacucho, à soixante lieues de Cusco, et y attendit l'ennemi. Le 8 novembre, il y eut quelques escarmouches entre les deux armées. Le 9 l'armée libératrice fut attaquée par l'ennemi qui s'était posté sur les hauteurs, en face du camp des Indépendants, quoiqu'il eût, depuis peu de temps, refusé deux fois le combat. Le général Valdez, qui se trouvait le plus en avant, commandait l'aile droite composée de quatre bataillons, de deux escadrons de hussards et de quatre pièces de campagne. Le général Monent commandait le centre fort de cinq bataillons et de sept pièces d'artillerie. Le reste de la cavalerie et de l'infanterie espagnole était derrière et en réserve.

Le général patriote Cordova attaqua sur la droite avec la deuxième division de Colombie composée des bataillons de Bogota et des voltigeurs de Pichincha et de Caraccas. Le général Lamos commandait la gauche avec les bataillons du Pérou et les légions numéros 1, 2 et 3; la division du général Lara était en réserve.

Les deux armées, quoique de force très-inégale, désiraient ardemment en venir aux mains. Les Espagnols avaient environ dix mille hommes, et l'ar-

mée libératrice ne comptait dans ses rangs que cinq mille huit cents hommes.

Les bataillons de la seconde division des Indépendants s'avancèrent l'arme au bras avec une intrépidité remarquable. Elle eut à peine commencé le feu, que les Espagnols cédèrent du terrain, et que le désordre devint visible dans leurs rangs. La division du Pérou ayant éprouvé une plus vigoureuse résistance de la part de l'avant-garde espagnole sous les ordres du général Valdez, fut renforcée de deux bataillons de la division du général Lara, commandés par Vencedor et Vargas de la garde colombienne. Dès ce moment rien ne put résister à l'impétuosité des patriotes. Le second escadron des hussards de Junin, commandé par Olabarria, fit une charge brillante contre l'escadron qui était posté à la droite du général Valdez, et obtint une victoire complète sur cette cavalerie. Les grenadiers à cheval de Colombie ayant mis pied à terre, chargèrent l'infanterie espagnole, en se portant contre elle par leur flanc droit. Le régiment des hussards de Colombie, sous les ordres du colonel Silva, chargea, la lance en avant, les grenadiers à cheval de la garde du Vice-Roi, et les mit en déroute : ce brave colonel reçut trois coups de

lance. Le choc qui décida de l'action fut court, mais terrible. L'armée libératrice eut un général, huit officiers et trois cents hommes tués, et six généraux, trente-quatre officiers et quatre cent quatre-vingts soldats blessés. Du côté des Espagnols, le vice-roi blessé et prisonnier, six généraux tués, et deux mille six cents soldats tués ou blessés.

Les débris de l'armée espagnole, sous les ordres du général Canterac, capitulèrent le même jour avec le général Sucre.

Les principaux articles de la capitulation furent :

« Les troupes espagnoles évacueront tout le territoire qu'elles occupent jusqu'à Desaguora, et livreront à l'armée colombienne tout le matériel de guerre.

» Le reste de l'armée espagnole se rendra prisonnière de guerre.

» Tous les employés de l'armée espagnole pourront se rendre librement dans leurs foyers aux frais du Pérou, ou entrer dans l'armée péruvienne en conservant leurs grades.

» Les propriétés des Espagnols absents seront respectées.

» Tous les individus appartenant à l'armée pourront rester dans le pays.

» La ville de Callao sera livrée à l'armée libératrice.

» Les vaisseaux de guerre et de commerce pourront quitter la mer Pacifique, toutefois sans s'arrêter dans les ports occupés par les Espagnols.

» Tous les officiers prisonniers seront mis de suite en liberté. »

Quelques jours après la bataille d'Ayacucho, le général Canterac écrivit à Bolivar la lettre suivante :

Huamanga, le 12 décembre 1824.

« Admirateur ardent de votre gloire, quoique vaincu, je ne puis m'empêcher de vous féliciter sur l'heureuse issue de votre expédition au Pérou, et sur la journée si bien disputée d'Ayacucho. Je saisis cette occasion de vous offrir mes services et de vous saluer au nom des autres généraux espagnols. JOSE CANTERAC. »

Le général Paez fut alors obligé de proclamer la loi martiale dans le district de Venezuela, à cause de quelques troubles de peu d'importance et de la révolte de trois cents noirs, qui fut bientôt apaisée.

Un événement déplorable arriva le 11 décembre aux portes de la capitale du Pérou. Les patriotes

rentrés à Lima étaient venus investir Callao, et leurs postes avancés étaient très-près de ceux de la garnison. Les Espagnols avaient deux pièces de canon destinées principalement à battre la route, mais qui, selon le besoin, se portaient sur divers points de la ligne. M. Rowecroft, consul-général de S. M. Britannique au Pérou, en uniforme de l'association des chevau-légers de Londres, retournait de Callao à Lima le 11 décembre au soir, accompagné d'un domestique et suivi de sa voiture où se trouvait sa fille. Arrivé à portée de voix des postes colombiens, on cria : *Qui vive!* sur lui; mais, au lieu de répondre et de faire arrêter sa voiture, il continua de s'avancer. On cria une seconde et une troisième fois sans qu'il répondît. Les soldats crurent, aux pas des chevaux et au bruit des roues de la voiture, que les deux pièces de canon s'avançaient; ils firent feu, et M. Rowecroft fut atteint. Il fut mis dans sa voiture, et ramené à Callao où il expira le lendemain matin. Tout le monde fut affligé de cet événement malheureux, et le général Bolivar témoigna la plus vive sensibilité et se rendit chez miss Rowecroft pour lui faire part de ses regrets.

CHAPITRE XVI.

Le colonel Rodil refuse de remettre aux indépendants les forteresses de Callao. — Bolivar le déclare hors la loi des nations. — Armistice entre Olanetta et le général Sucre. — Assassinat de Monteagudo. — Tentatives d'assassinat sur la personne de Bolivar. — Dépêche de Bolivar au Sénat de Colombie, pour lui offrir sa démission. — — Le Sénat refuse de l'accepter. — Bolivar convoque le Congrès constituant du Pérou et abdique la dictature. — Honneurs et récompenses qui lui sont décernés ainsi qu'à l'armée libératrice. — Olanetta battu et blessé mortellement. — Décret péruvien qui prohibe les biens et marchandises espagnols. — Décrets du Congrès de Rio de la Plata relatifs à la guerre avec le Brésil.— Bolivar convoque une assemblée des provinces du Haut-Pérou.—La corvette espagnole *l'Achille* est livrée au gouvernement chiléen. — Résolution du Congrès des Provinces-Unies de Rio de la Plata relativement aux contrées du Haut-Pérou qui ont fait partie de l'Union. — Décrets rendus par Bolivar. — Escadre brésilienne devant Buenos Ayres. — Monte-Video.—Invasion de la province de Chiquitos par les Brésiliens. — Le général Rodil propose de capituler. — Description de Callao. — Lettre du Pape.

Le colonel Rodil ayant refusé de recevoir des parlementaires et de rendre les forteresses de Callao d'après la capitulation du général Canterac,

le général Bolivar rendit dans le mois de janvier le décret suivant :

« Les ennemis qui occupent les forteresses de Callao sont considérés comme s'étant séparés de la nation espagnole.

» Ils sont, quant à la République du Pérou, hors la loi des nations.

» Tous bâtiments qui fourniraient des secours à la forteresse de Callao, ne pourront entrer dans les ports de la République.

» Toutes personnes qui, par terre, introduiront ou tenteront d'y introduire des secours, seront punies de la peine capitale.

» Seront exceptés tous les individus qui, remplissant leur devoir d'Espagnols capitulés, se soumettront de bonne foi au traité qui les lie. »

Bolivar avait alors deux mille hommes, et en attendait six mille de Guayaquil pour entreprendre le siége de Callao.

Un armistice de quatre mois fut conclu le 12 janvier entre Olanetta et le général Sucre. Pendant la suspension des hostilités, les deux armées devaient rester dans leurs positions respectives au nord et au midi du Desaguadero. Les soldats d'Olanetta désertaient en foule.

Dans la soirée du 30 janvier Don Bernardo Monteagudo fut assassiné à Lima, près de l'église de San Juan de Dios. Un individu lui plongea un couteau dans la poitrine et il mourut sur la place. En examinant la plaie, on reconnut qu'il avait été frappé d'un poignard très-acéré. Tous les couteliers de Lima furent mandés et interrogés à ce sujet. L'un d'eux, ayant dit qu'il avait aiguisé deux poignards que lui avait apportés un nègre dont il ignorait le nom, mais qu'il pourrait reconnaître s'il le revoyait, on fit sur-le-champ publier une proclamation concernant le recrutement de l'armée, portant exemption pour tous les esclaves et les noirs libres auxquels on enjoignait de se présenter au bureau de l'adjudant-général pour obtenir un certificat d'exemption. Ce stratagême réussit: quantité de noirs se présentèrent, et le coutelier, qu'on avait fait cacher, reconnut celui qui l'avait employé; on le saisit et on lui demanda ce qu'étaient devenus les deux poignards, dont l'un évidemment avait servi à tuer Monteagudo. Le nègre confessa son crime, remit un des deux poignards, et ajouta que, comme il n'avait pu être découvert que par un décret de la Providence, il devait déclarer qu'il avait été poussé à ce meurtre

par le gouverneur de la forteresse de Callao, et que l'on trouverait le second poignard dans la manche gauche du premier domestique du général Bolivar, qui devait s'en servir le soir même pour assassiner son maître. Le poignard fut en effet trouvé où il l'avait dit. Bolivar s'était déjà échappé cinq ou six fois au fer d'assassins soudoyés par les Espagnols.

La nouvelle de la victoire d'Ayacucho ne parvint à Bogota que le 8 février; on reçut en même temps une dépêche du Président Libérateur, en date du 22 décembre 1824, adressée au Président du Sénat de Colombie, dans laquelle il déclarait: Qu'il avait terminé sa mission, et que le temps était venu de remplir la promesse qu'il avait faite à son pays, de se retirer de la vie publique dès qu'il n'aurait plus d'ennemi en Amérique. « Je veux, y disait-il, convaincre l'Europe et le Nouveau-Monde de ma parfaite horreur pour le pouvoir suprême. Ma conscience souffre du poids des atroces calomnies dont je suis accablé également par les *liberales* d'Amérique et les *serviles* d'Europe. Nuit et jour je suis tourmenté de l'idée qu'on peut penser que les services que j'ai rendus à la cause de la liberté sont le résultat de mon ambition. »

Il finissait en priant le Sénat d'accepter sa démission de la présidence de Colombie.

Le lendemain 9 le Congrès tint une séance extraordinaire pour prendre en considération la dépêche du Président. La lecture de cette pièce fut suivie du plus profond silence. Enfin M. Torres se leva, déclara que ce serait un déshonneur pour la nation et un crime pour le Congrès que de consentir à la demande du Président. Cette demande fut ensuite mise aux voix et rejetée à l'unanimité. Le résultat du scrutin fut accueilli aux cris de Vive le Libérateur!

Le 10 février, jour anniversaire de l'établissement de la dictature, le Congrès constituant du Pérou tint sa première séance depuis sa dissolution par le fait du rétablissement momentané de l'autorité de l'Espagne à Lima. Bolivar, en qualité de chef suprême de la république, se rendit en grande pompe au sein de l'assemblée et prononça un long discours. Après avoir fait remarquer aux représentants du peuple péruvien qu'ils s'assemblaient sous les drapeaux pris à Ayacucho, dans cette bataille qui avait pour jamais fixé les destinées du Nouveau-Monde, il leur rendait compte de son administration civile et militaire, et finissait ainsi : « Le Con-

grès péruvien doit regarder aujourd'hui son pays affranchi des deux plus terribles fléaux qui existent dans le monde : de la guerre, par la victoire d'Ayacucho ; et du despotisme, par ma démission de la dictature. Proscrivez à jamais, je vous en conjure, cette terrible autorité qui devint le tombeau de la liberté romaine. Mon devoir, comme soldat, m'appelle à contribuer à l'affranchissement du haut Pérou et à la reddition de Callao, ce dernier boulevart du despotisme espagnol en Amérique. Je retournerai ensuite dans ma patrie rendre compte aux représentants du peuple colombien de ma mission au Pérou pour l'établissement de notre liberté et la gloire de l'armée libératrice. »

Le Président du Congrès répondit au Libérateur en le pressant de conserver la dictature ; mais Bolivar répliqua qu'il était venu dans le pays pour l'assister comme soldat, et non pas pour le gouverner, et que les générations futures auraient en exécration la mémoire des hommes qui proposeraient de faire gouverner le Pérou par un dictateur et par un étranger. Après son départ, le Congrès vota des remercîments à l'armée libératrice, et rendit un décret qui prolongeait la dictature, sous un autre titre, jusqu'au commencement de 1826.

Une députation se rendit auprès de Bolivar qui accepta la direction des affaires, mais qui délégua une portion de son autorité au conseil des ministres.

Aussitôt après son installation, le Congrès nomma une députation, composée de MM. Frereira et Aguero, pour aller remercier le Congrès et le pouvoir exécutif de Colombie de la part active et importante qu'ils avaient prise à la conquête de la liberté et de l'indépendance du pays des Incas, et en même temps pour demander que le dictateur restât au Pérou le temps nécessaire pour consolider l'œuvre de sa sagesse et de sa valeur.

Le Congrès décerna ensuite à Bolivar le titre de *Père du peuple et Sauveur du Pérou.* Le 12 février il rendit un décret portant qu'il serait frappé une médaille ayant d'un côté le buste de Bolivar, avec cette légende : « *A son libérateur Simon Bolivar.* » Et au revers les armes de la république, avec ces mots : « *Le Pérou délivré à Ayacucho,* 1824. » Une statue équestre de Bolivar devait être érigée à Lima, et il devait conserver à vie le titre de Président de la république. Le Congrès conféra ensuite le titre de grand maréchal d'Ayacucho au

général Sucre, et accorda une forte récompense pécuniaire à l'armée libératrice.

Dans sa réponse, le général Bolivar refusa absolument de recevoir des récompenses telles que celles qu'on voulait lui décerner, qu'il refuserait de son propre pays; en déclarant qu'il acceptait seulement la médaille, comme étant à ses yeux une récompense au-dessus de ses désirs.

Le général Olanetta ayant évacué la ville de Potosi le 28 mars, le général Sucre entra le lendemain dans cette capitale. Le 1er avril, à trois heures, Olanetta, avec un corps de sept cents soldats, fut rencontré à Tumusla par le colonel don Carlos de Medina Cœli à la tête de trois cents soldats du district de Chichas; le combat dura jusqu'à sept heures du soir. Olanetta fut blessé mortellement et expira le lendemain. Le résultat fut l'anéantissement de ce corps, deux cents prisonniers, dont vingt officiers, toutes les munitions, et une grande quantité de bagages appartenants à Olanetta.

Le 17 avril le gouvernement péruvien rendit un décret par lequel il ordonnait la confiscation, au profit de l'état, de tous biens et marchandises appartenant à des sujets de l'Espagne, qui seraient à

l'avenir introduits sur le territoire de la république, ainsi que les produits du sol de l'Espagne; et quatre mois après la publication de ce décret, la confiscation de tous bâtiments à bord desquels on trouverait des propriétés espagnoles de quelque nature que ce fût.

Le 9 mai le Conseil exécutif de la république de Buenos Ayres adressa au Congrès un message dans lequel il lui annonçait qu'une guerre venait de commencer dans la partie orientale des provinces unies de la Plata avec le Brésil, et demandait l'augmentation des forces militaires de l'Uruguay.

Dans sa séance du 11, le Congrès rendit un décret par lequel il autorisait le gouvernement,

1°. A prendre des mesures pour la sûreté de l'Etat, et à renforcer le corps qui se trouvait dans l'Uruguay.

2°. A demander aux gouvernements des différentes provinces de mettre à sa disposition toutes les troupes dont on n'avait pas besoin pour le service intérieur desdites provinces.

3°. A leur demander une partie de leurs milices.

4°. A envoyer aux frontières toutes les recrues

qui seront regardées comme faisant partie de l'armée régulière.

Enfin le Congrès autorisait le pouvoir exécutif à demander à la législature de la province de Buenos Ayres de fournir les fonds nécessaires pour pourvoir à la subsistance des troupes, jusqu'à ce que le Congrès puisse aviser aux moyens d'y pourvoir.

Le 16 mai, Bolivar, ayant son quartier-général à Arequipa, ordonna la réunion en assemblée générale des anciennes provinces espagnoles du Haut-Pérou, conformément au décret du général Sucre, pour exprimer librement leur volonté relativement à leurs intérêts et à leur gouvernement. Les délibérations de cette assemblée ne pouvaient recevoir de sanction jusqu'à l'installation du Congrès péruvien de 1826; et, en attendant, les provinces du Haut-Pérou devaient rester soumises à l'autorité directe du général Sucre, et ne reconnaître d'autre centre d'autorité que le gouvernement suprême du Pérou.

Dans le mois de juin, la corvette espagnole *l'Achille* entra dans le port de Valparaiso. Ce bâtiment s'était séparé de *l'Asia* et du *Constante*, pour retourner en Europe; mais l'équipage s'en étant emparé, les officiers ne purent mettre ce dessein à exécution, et

furent obligés de se laisser conduire à Valparaiso où la corvette fut livrée au gouvernement chiléen.

Le Congrès général constituant des provinces unies de Rio de la Plata, rendit alors un décret portant qu'une ambassade extraordinaire serait envoyée au libérateur Simon Bolivar, pour le complimenter sur les services éminents qu'il avait rendus à la cause de l'indépendance du Nouveau-Monde dont il avait irrévocablement établi la liberté et l'indépendance. L'ambassade devait régler avec le Libérateur toutes les difficultés relatives aux quatre provinces du Haut-Pérou qui faisaient depuis long-temps partie de l'Union : leur négociation devant avoir pour base de laisser ces quatre provinces parfaitement libres de décider, dans l'assemblée convoquée par le grand-maréchal d'Ayacucho, Jose Sucre, général en chef de l'armée libératrice, ce qu'elles jugeraient être le plus avantageux pour leurs intérêts et leur bien-être : déclarant ne point s'y opposer.

Le 4 et le 5 juillet 1825, Bolivar rendit plusieurs décrets à Cusco.

Dans le premier, il commence par déclarer que l'égalité est la base de la constitution ; et, après avoir fait le détail des services personnels exigés autrefois des indigènes, ainsi que des exactions et

oppressions sous lesquelles ils gémissaient, il déclare que ceux qui voudront employer des indigènes devront faire avec eux des contrats réguliers, et les payer en argent pour les services qu'ils réclament d'eux.

Le deuxième décret était relatif à la distribution des terres appartenant à l'Etat.

Le troisième prononçait l'abolition de tous les titres héréditaires, et, en particulier, de celui de Cacique.

Le quatrième et le cinquième étaient relatifs à l'éducation des troupeaux et à l'amélioration des races de bêtes à laine, objets pour lesquels il instituait des prix.

Le sixième décret concernait l'établissement d'écoles à la Lancastre au Pérou et les règlements des postes.

Dans les premiers jours de juillet une division navale brésilienne, sous le commandement du vice-amiral Lobaz, arriva dans la rade extérieure de Buenos Ayres. L'Amiral envoya aussitôt un officier à terre pour demander que le gouvernement de Buenos Ayres renonçât à toutes prétentions sur Banda oriental, et reconnût l'empereur pour possesseur légitime de cette province.

Le gouvernement de Buenos Ayres répondit que l'Amiral devait faire retirer ses forces de devant la place, comme mesure préliminaire de toute espèce de négociation.

Monte-Video était alors investi par cinq cents hommes sous les ordres du major Ariba. Cette force était un détachement de l'armée patriote commandée par le général en chef *ad interim*, don Juan Antonio Savalleja, laquelle était composée de trois mille hommes bien armés et bien disciplinés.

Le général Sucre avait informé par une dépêche le Congrès des provinces unies du Rio de la Plata, que les troupes de l'empereur du Brésil avaient envahi et occupé la province de Chiquitos dans le haut Pérou, vers le 16 avril.

Le général en chef brésilien adressa au commandant de l'armée libératrice du Pérou une note insolente dans laquelle il lui faisait savoir que la province de Chiquitos avait été placée sous le gouvernement de S. M. T. F. d'après le vœu des habitants, et incorporée le 27 septembre à l'empire du Brésil.

En adressant la même note au chef militaire de Santa-Cruz, il ajouta :

« Je vous envoie cette dépêche afin que vous

soyez instruit de ce qui s'est passé, vous donnant en même temps ma parole que dans le cas d'une violation de la paix, je marcherai contre vous : je détruirai vos troupes et la ville de Santa-Cruz, dont je laisserai à peine quelques débris pour rappeler cet évènement à la postérité.»

Le général Sucre avait répondu à la lettre du commandant brésilien, que la province de Chiquitos appartenait au Pérou : que le gouvernement péruvien désirait la paix et ne craignait pas la guerre, et que si les Brésiliens ne quittaient pas sur-le-champ la province de Chiquitos, il marcherait contre eux, entrerait sur leur territoire, et y porterait le ravage pour répondre à la note indécente du général, et en représaille de la guerre atroce dont il l'avait menacé.

Le général Rodil, convaincu enfin de l'impossibilité de recevoir des secours et de prolonger la défense de la forteresse de Callao, écrivit au commandant du siége :

« La garnison de Callao désire capituler à condition qu'il sera permis aux troupes de sortir avec les honneurs de la guerre, et de conserver ce qu'elles possèdent actuellement en numéraire et en autres objets ; qu'elles jouiront de leur liberté per-

sonnelle, et qu'elles seront embarquées pour l'Europe le plus tôt possible. A ces conditions, le général Rodil consent à livrer la forteresse. »

Cette proposition fut envoyée immédiatement au général Sucre qui était à Potosi, et qui la rejeta.

La ville de Callao est bâtie sur une langue de terre qui avance dans la mer ; avant la guerre elle contenait quatre mille habitants. Les fortifications consistent en trois châteaux armés de cent quatre-vingt-dix pièces de canon. Ces châteaux commandent la ville, le port et l'espèce d'isthme par lequel on arrive à la place. Ils sont bâtis en pierre, leurs murailles très-épaisses ont un fort talus destiné à rendre plus difficile de les battre en brèche; en effet, cette grande inclinaison porte les boulets à ricocher au lieu de pénétrer; des fossés larges et profonds, avec chemins couverts et palissadés, entourent ces fortifications. Au 1er. août la garnison se trouvait réduite à huit cents hommes. Les châteaux, qui contenaient une grande quantité de munitions et des sommes considérables en or et en argent, étaient assiégés, par terre, par une armée de quatre mille patriotes, et bloqués du côté de la mer par une escadrille de cinq à six bâtiments de guerre. Comme Rodil faisait pêcher par des bâteaux sous le

canon de la place, et qu'il possédait assez de terrain sous cette même protection pour y faire venir des herbes potagères, il était à même de procurer quelques vivres frais à ses soldats. L'armée indépendante occupait la petite ville de Bellavista, située sur la route de Lima; elle avait été presque entièrement détruite par les canons des châteaux : pendant trois mois on s'était battu presque tous les jours, et le feu de la place était terrible : elle rendait aux assiégeants au moins dix boulets pour un.

Il paraissait que Rodil redoutait le mécontentement de ses troupes, et qu'il s'attachait à prévenir toute tentative de sédition par une sévérité qui allait jusqu'à la barbarie. Il avait établi parmi la garnison la discipline la plus rigoureuse; tout rassemblement de plus de trois personnes était défendu, et toute marque de mécontentement punie de mort à l'instant même. Un colonel lui ayant un jour représenté que les soldats étaient fidèles et disposés à mourir sous son commandement en défendant les châteaux, mais qu'ils désiraient savoir quelles étaient leurs chances de succès, Rodil fit aussitôt assembler la garnison, à laquelle il déclara que ses affaires étaient dans un état désespéré, et qu'il ne voulait garder avec lui que des hommes de

bonne volonté : qu'en conséquence il engageait ceux qui ne se sentaient pas disposés à rester, à poser leurs armes et à s'avancer vers lui. Il y eut environ quarante hommes, ce colonel compris, qui donnèrent dans le piége : il les fit fusiller sur-le-champ. Depuis ce temps personne n'osait se plaindre.

Le pape ayant enjoint par une lettre encyclique aux évêques de recommander l'union des Etats dans lesquels ils résidaient avec la métropole, le gouvernement de Bogota adressa, à la fin de juillet, une circulaire aux intendants des départements, pour que tout membre du clergé qui, par des paroles, des écrits ou de toute autre manière, se conformerait aux injonctions du pape, fût sur-le-champ déféré aux tribunaux pour être jugé d'après la loi *de patronato*.

CHAPITRE XVII.

Les provinces du Haut-Pérou s'érigent en état indépendant, sous le nom de république de Bolivar. — Troubles excités à San Juan par un prêtre fanatique. — Bolivar quitte Lima. — Déclaration d'indépendance de la Banda oriental. — Traité conclu entre Colombie et le Mexique. — Victoire remportée sur les Brésiliens par Fructuoso Ribeira. — L'armée brésilienne défaite complétement à Sarandi. — Lettre du secrétaire des affaires étrangères de Buenos Ayres au ministre des affaires étrangères du Brésil. — Départ de la flotte chiléenne pour l'île de Chiloé. — Déclaration de guerre du Brésil. — Proclamation du général Lavalleja. — Manifeste de la République des Provinces-unies du Rio de la Plata. — Message du vice-président de Colombie au Congrès de 1826. — Adresse d'Alvear à Bolivar. — Sa réponse. — Reddition de Callao. — Prise de Santa-Theresa et du fort Miguel. — Réception faite au corsaire colombien *la Trinidad* dans le port de Tanger. — Situation de l'armée patriote sur l'Uruguay. — Réélections de Bolivar et de Santander à Bogota.

Le 5 août les provinces du Haut-Pérou, c'est-à-dire La Paz, Potosi, Cherchas, Cochabamba et Santa-Cruz, publièrent un manifeste dans lequel la représentation souveraine déclarait, au nom et d'après les pouvoirs illimités de ses électeurs, que

l'instant mémorable était arrivé pour s'affranchir du joug oppressif, injuste et misérable du roi Ferdinand VII; que le pays cessait de se soumettre à la dégradante condition de colonie espagnole; qu'en conséquence la représentation déclarait en même temps que l'intérêt du pays n'étant pas d'être réuni à aucune république limitrophe, les provinces du Haut-Pérou s'étaient érigées en état souverain et indépendant de toute nation, aussi bien de l'ancien que du nouveau monde.

L'assemblée décréta le 11 août que cet état porterait à l'avenir le nom de *République de Bolivar*, et que sa capitale s'appellerait *Sucre*, en commémoration des services rendus par le vainqueur d'Ayacucho.

Des troubles avaient eu lieu à San Juan le 26 juin; le gouverneur Carrel de la Carrera de Cuyo fut arrêté par une partie des troupes de la garnison, et un autre gouverneur fut choisi à sa place.

Cependant, quoique les factieux, augmentés des criminels des prisons, qui occupaient San Juan, eussent fait un traité de réconciliation avec les habitants qui s'étaient assemblés dans la ville d'Angaco, les premiers étaient encore maîtres de la ville dans les premiers jours de septembre. Ces séditieux

et ces vagabonds avaient été excités par un prêtre fanatique et licencieux nommé Astonga, sous prétexte de la religion qu'il prétendait outragée. Le gouverneur Carrel s'était réfugié à Mendoza, avec quelques-uns des habitants les plus respectables, aussitôt qu'ils s'étaient aperçus que la révolution ne pouvait être apaisée sans secours.

Aussitôt que le gouvernement de Buenos Ayres reçut officiellement la nouvelle de cette rébellion, il soumit sur-le-champ l'affaire au Congrès qui prit des mesures répressives pour faire rentrer ces fanatiques dans le devoir.

Avant de quitter Lima, Bolivar adressa aux citoyens de cette capitale une proclamation pour leur annoncer qu'il allait s'absenter et se rendre dans les départements du sud, pour tâcher d'améliorer la situation de leurs habitants qui avaient besoin de la présence d'une autorité suprême pour les soulager des maux du despotisme.

Le 26 août la chambre des représentants de la Banda oriental, assemblée à Florida, fit une déclaration d'indépendance, dans laquelle elle renonçait à l'autorité du Roi de Portugal, de l'Empereur du Brésil ou de tout autre Prince ou État. Décla-

rant se joindre aux provinces réunies du Rio de la Plata.

Un traité d'union, de ligue et de confédération fut conclu le 20 septembre, entre la Colombie et le Mexique. Ce traité était à-peu-près semblable à ceux que la Colombie avait déjà faits avec les républiques voisines de son territoire.

Le 22 septembre, le général Lavalleja reçut avis que l'ennemi se préparait à marcher contre lui en deux colonnes. Le 24 septembre, au point du jour, Fructuoso Ribeira, avec deux cent cinquante hommes, surprit un grand dépôt de chevaux de cavalerie, et s'en emparait lorsqu'on lui annonça l'approche d'une colonne impériale forte de sept cents hommes. Ribeira alla prendre position à une demi-lieue du Rio Negro où il attendit l'ennemi. Aussitôt qu'il se présenta, il fut attaqué avec vigueur et défait complétement. La perte des impériaux fut de cent hommes tués, dont seize officiers et un colonel et de plus de trois cents prisonniers. Ribeira devait faire sa jonction avec Lavalleja pour s'opposer aux opérations des deux colonnes qui devaient marcher contre lui.

Le 19 octobre, le major Velasco apporta à Buenos Ayres la nouvelle de la défaite des troupes

brésiliennes dans la Banda oriental : les Brésiliens battaient alors en retraite sur le Rio Grande.

La totalité des forces patriotes avaient rencontré, le 12 octobre, l'armée impériale dans la Oxqueta de Sarandi, et l'avait complétement battue après un combat opiniâtre. Plus de cent officiers et huit cents soldats avaient été faits prisonniers. Le champ de bataille était couvert de morts sur un espace de trois lieues : toute la cavalerie brésilienne avait été détruite.

Le 28 octobre, l'anniversaire de la naissance de Bolivar fut célébré à Lima avec une grande pompe. La garnison royaliste de Callao tira ce même jour quatre cent vingt-six boulets, vingt-huit bombes et dix-sept grenades.

Le 4 novembre 1825, Don Manuel Jose Garcia, secrétaire des affaires étrangères de la république de Buenos Ayres, adressa une lettre au ministre des affaires étrangères du Brésil, relativement à la Banda oriental.

« Les habitants de la Banda oriental, y était-il dit, ayant affranchi leur territoire qui était occupé par les troupes de S. M. I., et ayant établi un gouvernement régulier, ont solennellement déclaré nuls les actes par lesquels on avait prétendu in-

corporer cette province à l'Empire brésilien, et ont déclaré que leur vœu général était de se réunir aux autres provinces de la Plata.

» Le Congrès général des provinces unies ne peut, sans injustice, refuser d'user d'un droit qui n'a jamais été contestable, ni, sans déshonneur, abandonner à son sort un peuple brave et exaspéré, qui serait capable de se porter aux dernières extrémités pour la défense de ses libertés.

» D'après ces motifs, il a été décrété, dans la séance du 25 octobre dernier :

» Que le Congrès reconnaît, *de facto*, la province de la Banda oriental comme incorporée à la république des provinces unies du Rio de la Plata, à laquelle elle appartient de droit et en outre désire appartenir.

» D'après cette déclaration, le gouvernement général est obligé de pourvoir à la sûreté et à la défense de la Banda oriental. Il emploiera tous ses moyens pour accélérer l'évacuation des deux seuls points encore occupés par les forces de S. M. I. »

Cette lettre finissait ainsi :

« Il dépendra entièrement de la volonté de S. M. I. d'établir une paix qui est infiniment avanta-

geuse aux intérêts des états voisins et même de tout le continent. »

Le 27 novembre la flotte chiléenne, ayant à bord trois mille cinq cents hommes et accompagnée par les frégates l'O'Higgins et le Lautaro, mit à la voile de Valparaiso pour l'île de Chiloé, dernier refuge des Espagnols dans le Chili.

Dans les premiers jours de décembre, la nouvelle de la défaite des Brésiliens, étant parvenue à Rio Janeiro, y fit une profonde sensation; il y eut des changements dans le ministère, l'Empereur fit partir de suite une nouvelle expédition, et adressa une proclamation aux troupes avant leur départ. Il paraît que le gouvernement brésilien avait reçu de Bolivar des menaces de coopération. Sir Charles Stuart avait proposé la médiation de l'Angleterre; mais elle avait été refusée.

Le 10, l'empereur du Brésil publia une déclaration de guerre contre les provinces unies du Rio de la Plata, et autorisa l'armement des corsaires contre cette République.

Le général Lavalleja, capitaine général de la province orientale, publia, le 19 décembre, une proclamation adressée aux habitants de cette province.

« Quand j'ai débarqué sur les rivages de mon pays natal, y disait-il, pour l'affranchir du joug honteux du despote du Brésil, je n'ai compté que sur le noble enthousiasme qui enflammait vos âmes contre un perfide usurpateur..... J'ai été victorieux le 24 septembre, et le 12 octobre..... La liberté de la province a été scellée du sang de quelques-uns de ses valeureux enfants, et l'alarme et la terreur sont répandues sur tout le territoire du Brésil.....

» Habitants de la province orientale, le moment est venu de courir aux armes, votre devoir vous y appelle..... Nous sommes forcés de faire la guerre : faisons en sorte que nos ennemis en ressentent les fatales conséquences. Le tyran craint la résistance des hommes librès. Soyez assurés que ses lâches esclaves n'oublieront pas de sitôt la charge de Sarandi..... Je me ferai, comme je l'ai toujours fait, un plaisir de marcher à votre tête et d'être votre chef et compagnon d'armes.»

Le 2 janvier, la République des provinces unies de la Plata publia un manifeste contre l'Empereur du Brésil, dans lequel tous ses griefs étaient énumérés : ce manifeste était terminé par un décret par lequel, quoiqu'à regret, le gouvernement, chargé du pouvoir exécutif national, autorisait la

course maritime contre les bâtiments et marchandises ou autres propriétés de l'Empereur du Brésil et de ses sujets. Suivait une proclamation du gouvernement des provinces unies de la Plata, dans laquelle l'Empereur n'était pas ménagé, et où l'on exhortait le peuple à se lever en masse.

Déjà, dans le mois de décembre, il avait été fait des additions à la loi du 17 décembre 1823, concernant les milices de la République : tous les hommes mariés, de dix-huit à quarante-cinq ans, et les célibataires jusqu'à cinquante, devaient être enrôlés dans la milice active : les hommes mariées, de quarante-cinq à soixante, et les célibataires, de cinquante à soixante ans, devaient faire partie de la milice passive.

Le Congrès général avait ouvert au gouvernement un crédit de 1,200,000 piastres pour les dépenses extraordinaires de l'année.

Le *Constitucional* de Bogota, du 5 janvier, publia le résumé suivant du message du vice-président de Colombie Santander au Congrès, à l'ouverture de la session de 1826.

« Depuis la session de 1825, il n'est pas arrivé d'évènements assez importants pour changer l'aspect présent ou futur de nos affaires publiques, et il

n'est pas probable qu'il survienne aucun changement dans notre situation politique à l'égard des autres puissances. L'Espagne persiste à repousser nos ouvertures de paix, et ne veut pas confesser sa faiblesse en reconnaissant une indépendance que depuis long-temps il lui est impossible de troubler. Nous sommes demeurés en paix avec tous les états du continent américain, et le vice-président parle des derniers évènements du Pérou avec la satisfaction qu'ils sont si bien faits pour exciter. Il fait allusion dans son message à quelque entreprise qui doit être faite de concert avec les forces d'un état voisin, mais en termes si vagues qu'il n'est pas possible de dire d'où le coup doit partir, ni contre qui il sera dirigé. Le message promet les comptes détaillés des recettes et des dépenses de l'année dernière, et un aperçu des revenus et des dépenses probables pour l'année courante. »

Dans les premiers jours de janvier il parut, dans le Constitucional de Bogota, une adresse du général Alvear, ambassadeur de la république du Rio de la Plata, à Bolivar, dans laquelle il complimentait le Libérateur et le pays auquel il appartient, sur les glorieux efforts qui avaient terminé la lutte avec l'Espagne dans cette partie de l'Amérique. Il se plai-

gnait ensuite des agressions de l'empereur du Brésil, et réclamait l'assistance du héros colombien, pour les réprimer.

Dans sa réplique, le général Bolivar manifestait le plus vif intérêt pour la prospérité de la république du Rio de la Plata. Il regrettait que l'Empereur du Brésil occupât une province et fortifiât des villes qui ne lui appartenaient pas; et il s'indignait particulièrement de l'invasion de l'empereur Don Pedro dans la province de Chiquitos. Enfin, il parlait dans des termes non-équivoques des moyens que les états de l'Amérique du sud avaient de faire valoir leurs droits contre *les violateurs de la loi des nations*, par lesquels ils avaient été insultés et dont on avait bien voulu laisser jusqu'alors les excès impunis.

Des négociations pour la reddition de Callao avaient été entamées à bord d'un bâtiment anglais. Enfin, le général Rodil et la garnison obtinrent les honneurs militaires, et la forteresse fut remise, le 23 janvier, à l'armée indépendante sous les ordres du général Solon.

Voici un extrait de la capitulation.

La première condition proposée par la garnison était :

« Il sera accordé une amnistie ou pardon général à tous et à chacun des individus enfermés dans la place, à quelque classe ou condition qu'ils appartiennent, soit militaire, ecclésiastique ou civile, en sorte que leurs personnes soient inviolables, quels que puissent être les services qu'ils aient rendus au Roi.»

R. Accordé pour leur conduite passée jusqu'au moment de la remise de la forteresse.

Les neuf articles suivants sont relatifs au transport des officiers, des fonctionnaires publics et autres à bord de bâtiments anglais et aux frais des indépendants, avec permission toutefois de rester en Amérique pour tous ceux qui préféreraient prendre ce parti.

Le onzième article proposé était digne de remarque, en voici la teneur :

« Les officiers supérieurs et les fonctionnaires qui voudront entrer au service de la République seront admis avec leurs grades respectifs. »

R. Entièrement rejeté.

Les vingt articles suivants avaient rapport à la sûreté des propriétés, à la libre disposition des effets, pour laquelle six mois seraient accordés, à la con-

servation des droits des maîtres sur leurs esclaves et à la délivrance des prisonniers.

L'article 21 était ainsi conçu : « La république du Pérou se chargera de toutes les dettes contractées par le gouverneur depuis la prise de possession de la forteresse, le 29 février 1824. »

Rejeté.

Le reste des articles, au nombre de trente et un, réglait de quelle manière la capitulation devait être ratifiée. Cette ratification eut lieu le 22 janvier.

Les royalistes avaient mangé tous leurs chevaux et mules, et, en dernier lieu, s'étaient nourris de la chair de leurs compagnons tués par les assiégeants. Lorsque ces derniers prirent possession de la forteresse, il y régnait un si mauvais air qu'on fut obligé d'en défendre l'entrée : une grande quantité de cadavres n'ayant point été enterrés.

Dix jours s'étaient à peine écoulés depuis l'occupation de Callao, que celle de Chiloé porta le dernier coup à la puissance espagnole, et consomma la séparation de l'Amérique de l'Espagne. Dix années de guerres partielles, soutenues avec plus ou moins de succès, mais toujours sans ensemble, de la part des républiques naissantes, ont pourtant suffi, grâce au génie d'un seul homme,

l'immortel Bolivar, pour renverser la puissance espagnole dans l'Amérique du sud.

Les journaux de Buenos Ayres publièrent alors le récit des avantages remportés à la suite des opérations militaires du général Lavalleja, avantages qui consistaient dans la prise que les républicains avaient faite de l'importante place de Santa Theresa et du fort Miguel qu'ils regardaient comme la clef du territoire de l'ennemi.

Le gouverneur de Monte-Video, se trouvant à cette époque très-resserré, publia ou laissa publier un avis extraordinaire au haut duquel étaient figurées deux têtes d'hommes avec les mots *traîtres* et *infâmes*.

A tous les habitants de la Cisplatine.

« Treize amis se sont réunis et ont souscrit pour une somme de sept mille milreas, afin de l'employer comme suit : trois mille milreas seront payés à la personne qui livrera la tête de l'infâme traître Juan Antonio Lavalleja, et quatre mille à quiconque livrera la tête du traître Fructuoso Ribeira.

» Un ordre a été adressé à Don Francisco Munoz et à Don Gervasia Herrera, à Monte-Video,

pour qu'ils aient à payer les sommes ci-dessus aux personnes qui leur livreront lesdites têtes. »

Les Américains lurent avec plaisir, dans le *Colombiano* du 1er. février, un extrait du journal du Corsaire colombien *la Trinidad*, commandé par le capitaine Johnson, qui faisait connaître l'accueil que ce capitaine avait reçu dans le port de Tanger, appartenant à l'Empereur de Maroc. La *Trinidad* était entrée dans la baie de Tanger le 9 novembre dernier à trois heures après-midi. A quatre heures le capitaine du port vint à bord du corsaire saluer le capitaine de la part du Bey, et lui témoigner le plaisir qu'il aurait à le voir. Le 10, le capitaine Johnson descendit à terre pour aller rendre visite au Bey qui le reçut avec une grande bienveillance, et en lui exprimant sa satisfaction de voir le pavillon colombien flotter dans son port. Le lendemain, le bey donna ordre de fournir au corsaire l'eau et les vivres dont il pourrait avoir besoin pour compléter ses provisions, en dépit des efforts des consuls espagnols et français pour s'y opposer. Le premier menaça d'amener son pavillon et de retourner en Espagne. Le Bey répondit avec fermeté qu'il pouvait s'en aller, et dire à son maître que la mer était assez grande pour les Américains.

Il ordonna ensuite d'arborer son pavillon sur toutes les batteries pour saluer celui de Colombie, et de répondre coup pour coup au salut que tirerait le corsaire, déclarant qu'il devait à ce bâtiment la même hospitalité qu'à ceux des autres nations. Les consuls américains et anglais arborèrent également leurs pavillons à cette occasion, et déclarèrent formellement, ainsi que les consuls hollandais, portugais et sarde, que la Colombie était un état libre et indépendant. Le 13, le capitaine Johnson fit une nouvelle visite au Bey qui l'assura de l'amitié de son gouvernement, et des efforts qu'il ferait pour engager l'Empereur son maître à établir les relations les plus amicales avec le gouvernement colombien.

Le quartier-général de l'armée patriote se trouvait le 12 mars à Arrago de San Jose de l'Uruguay. L'infanterie, qui était restée sur la rive droite du fleuve venait de se rallier. L'ennemi n'avait fait aucun mouvement vers les frontières. Le général de Benito Marlinez, nommé chef d'état-major de l'armée nationale était parti le 20 pour sa destination.

Tous les membres du sénat et de la chambre des représentants se réunirent le 14 mars dans l'église de Santo Domingo, à Bogota, pour procéder au dé-

pouillement des scrutins pour l'élection du président et du vice-président de la République. Bolivar ayant obtenu cinq cent quatre-vingt-troix voix sur six cent deux personnes qui composaient les assemblées électorales, fut unanimement proclamé président. Les candidats pour la vice-présidence étaient les généraux Santander, Brieno Mendez et M. Jose Marin Castillo. Le premier fut réélu comme ayant obtenu le plus de voix, et proclamé à l'unanimité par les deux assemblées réunies.

Le 23 mars le vice-président Santander écrivit à Bolivar :

« J'ai l'honneur de vous communiquer une nouvelle qui ne peut vous surprendre. Les suffrages de la République vous appellent de nouveau à la présidence de l'Etat....

» Vous êtes appelé à compléter dans la paix l'œuvre que votre génie a fondé dans la guerre, et sans vous Colombie ne croit pas qu'elle puisse être élevée au faîte de la prospérité et du bonheur.......

« La vice-présidence de la République est une seconde fois tombée sur moi ; mais, d'un côté, mon insuffisance ne me permettra pas de soutenir plus long-temps le fardeau pénible du gouvernement, et, de l'autre, je dois vous déclarer que cette con-

viction me force à me démettre de mes fonctions. Ce n'est qu'en évitant de devenir indigne de la haute opinion qu'on a eue de moi, que je puis répondre aux nombreuses et généreuses marques d'honneur que j'ai obtenues de mon pays, parmi lesquelles je compte principalement celle d'avoir été deux fois votre collègue dans la première magistrature.

» J'ai vivement félicité mes concitoyens, et je me suis félicité moi-même de votre réélection : mais, quant à vous, je ne vous fais mes compliments que parce qu'elle vous offrira une nouvelle occasion de montrer votre amour pour les Colombiens, en travaillant à leur bonheur et à leur prospérité. »

CHAPITRE XVIII.

Le général Paez est décrété d'accusation par la Chambre des représentants de Colombie. — Le Sénat admet l'accusation. — Paez reçoit l'ordre de se rendre à Bogota. — Insurrection à Valence. — Le peuple et les soldats le rétablissent dans son commandement. — Proclamation de Paez. — Les autorités de Carracas se joignent à celles de Valence. — Résolutions des deux municipalités. — Entrée de Paez à Carracas. — Lettre de Paez à Bolivar. — Alvear reçoit son audience de congé du Libérateur.—Proclamation de Bolivar, adressée aux citoyens de la république de Bolivia. — Exécution du comte de San Domas. — Pétition de cinquante-deux députés du congrès du Pérou. — Réponse de Bolivar. — Décret du gouvernement. — Congrès de Panama.

La chambre des représentants de Colombie avait décidé le 6 mars, à la majorité de quarante et une voix contre seize, de décréter d'accusation le général Paez devant le sénat; cette accusation avait été ensuite admise par le sénat à la majorité de quinze

voix contre six. Elle avait pour cause quelques mesures violentes prises par ce général pour mettre à exécution le décret du tirage de la milice, en faisant arrêter et conduire dans une prison civile, sans l'autorisation du pouvoir municipal, tous les hommes trouvés dans les rues de Carracas, de quelque âge ou de quelque classe qu'ils fussent.

En conséquence de la résolution du Sénat de Colombie, de mettre en accusation le général Paez, celui-ci fut mandé à Bogota pour rendre compte de sa conduite, et reçut ordre de remettre son commandement au général Escalona. Il feignit d'obéir; mais les troupes déclarèrent hautement qu'elles ne reconnaîtraient d'autres chefs que Paez ou le Libérateur lui-même. Il paraît qu'il existait quelque complot; car des clameurs ne tardèrent pas à s'élever contre le gouvernement central, et il se manifesta, parmi les habitants de Valence, une disposition pour former un état séparé, n'ayant qu'un lien fédéral avec le reste de la Colombie. La république colombienne, formée des provinces de Cundinamarca et de Quito, de Venezuela et de la Guiane espagnole, n'avait pas été organisée, comme le Mexique, d'après le système fédéral, mais en ré-

publique une et indivisible comme le fut autrefois la république française. En conséquence, beaucoup d'habitants de Venezuela avaient été jaloux de l'influence acquise par la Nouvelle Grenade, au sein delaquelle la capitale, Bogota, se trouve située. La révolte des soldats avança sans doute les évènements qui eurent lieu à Valence quelques jours après.

Une insurrection éclata dans cette ville le 29 avril; les troupes et les autorités, ainsi que celle de Puerto-Cabello, proclamèrent le général Paez pour leur chef et pour président de la république de Venezuela. Le général Escalona fut arrêté avec son état-major, des excès furent commis, et il y eut plusieurs personnes tuées.

Le général Marino se mit immédiatement en marche sur Carracas pour sommer les habitants de se joindre aux Valenciens, et de déclarer fédératif le département de Venezuela.

Le général Paez publia le 3 mai une proclamation adressée aux habitants de Venezuela, dans laquelle il faisait connaître qu'après avoir résigné le commandement selon l'ordre du gouvernement de Bogota, il avait plu au peuple de le rétablir dans son pouvoir, ce qu'il avait dû accepter. Il promet-

tait de seconder le mouvement et de maintenir la tranquillité.

Le même jour, 3 mai 1826, 16e. année de l'indépendance, le corps municipal, réuni aux autorités de la ville de Carracas, s'assembla extraordinairement en conséquence des évènements arrivés à Valence. Le chef politique soumit à l'assemblée la copie de l'acte par lequel le corps municipal de Valence s'était soumis au commandement du général Paez. Il engagea les habitants de Carracas à suivre cet exemple. L'intendant alors s'y opposa, regardant cette décision comme contraire aux lois, et offrit sa démission. Cependant, sur la proposition du syndic, il fut décidé par acclamation de reconnaître son excellence Jose Antonio Paez en qualité de commandant-général du département, la municipalité et le peuple y donnant leur adhésion.

Le corps municipal de Carracas, d'accord avec celui de Valence, prit, le 16 mai, les résolutions suivantes :

1°. De réunir le plus tôt possible des députations de toutes les municipalités qui ont donné leur assentiment, dans le lieu que le général Paez désignerait, pour y dresser un manifeste.

2°. D'y exprimer que le vœu du peuple est de devancer l'époque prévue par la Constitution pour y faire des changements.

3°. De dépêcher immédiatement un envoyé près son excellence le Libérateur-Président pour le supplier de venir visiter son sol natal, et pour qu'il use de son influence sur les autres départements, afin de convoquer pour l'époque présente, la grande Convention que la Constitution avait indiquée pour l'an 1831.

4°. D'investir le général Paez de toute l'autorité nécessaire pour maintenir l'ordre et la tranquillité publique, lever des armées, faire continuer la marche de l'administration dont il exercera les fonctions avec la dénomination de chef civil et militaire de Venezuela, etc., etc.

Le gouvernement de Bogota expédia alors de Carthagène la goëlette de guerre colombienne l'*Atrevida* pour Chagres, avec un officier chargé d'inviter Bolivar à revenir sur-le-champ dans la Colombie, en conséquence de la révolte du général Paez : l'officier avait ordre de débarquer à Chagres et de se rendre en toute hâte au Pérou.

Le 19, dans l'après-midi, le général Paez fit son entrée à Carracas, accompagné par la municipalité

et par un corps nombreux des habitants les plus respectables qui s'étaient rendus pour l'attendre au village d'Artimano. L'expression des sentiments généraux se prononça fortement dans cette occasion. L'air retentissait des acclamations de *vive la République ! vive Bolivar ! vive le général Paez !* La troupe de ligne et les milices étaient sous les armes pour le recevoir, et les cloches de toutes les églises célébraient son arrivée. Le général fit publier aussitôt une proclamation adressée aux habitants.

Le Colombiano du 25 mai publia une lettre adressée à Bolivar par le général Paez. Après une longue exposition de sa conduite et des raisons qui l'avaient forcé de désobéir aux autorités de Bogota, et de se mettre à la tête du parti qui demandait un gouvernement fédéral, il finissait ainsi :

« Le nom de Votre Excellence ne fut point oublié dans cette occasion. Le gouvernement de Bogota n'était pas plus cordialement abhorré que Votre Excellence n'était chérie. Tout le monde désire une réforme ; mais, pour sa nature, chacun s'en réfère à Votre Excellence ; tous les citoyens souhaitent que vous deveniez l'arbitre de leur sort. Tous vous regarderont comme leur père, et ne doutent

pas qu'un illustre enfant de Colombie, qui a étendu sa gloire sur la plus grande partie de ce continent, ne consente à être le législateur du pays où il a pris naissance, après lui avoir donné l'indépendance.... Sans Votre Excellence, il ne saurait y avoir de paix, la guerre civile serait inévitable, et si elle commençait, mon cœur me dit, d'après la connaissance que j'ai du caractère de ce peuple, qu'il n'y aurait pas d'espérance de la voir finir avant que tout ait été réduit en cendres. »

Nous avons déjà dit que le gouvernement des provinces-unies de la Plata avait envoyé deux ambassadeurs à Bolivar, alors à Potosi, pour solliciter ses secours dans la guerre qu'il soutenait contre le Brésil pour la conservation de son indépendance; nous avons aussi relaté la lettre que ces envoyés adressèrent au Libérateur, ainsi que sa réponse. Le 1er. janvier 1826, les ambassadeurs ayant terminé leur mission, Alvear, l'un deux, reçut son audience de congé. Après lui avoir témoigné le regret qu'il éprouvait de son départ, Bolivar ajouta : « Vous pouvez assurer le gouvernement Argentin de mon attachement à une république qui doit être pour toujours une des parties les plus intéressantes du Nouveau-Monde.

Je me flatte que ses différends avec le Brésil seront bientôt terminés d'une manière glorieuse; car la justice finit toujours par triompher. »

Le même jour Bolivar adressa aux citoyens de la nouvelle république de Bolivia la proclamation suivante, datée de Chuquisaca :

« Citoyens, un devoir sacré pour un républicain me met dans l'agréable nécessité de rendre compte de mon administration aux représentants du peuple. Le Congrès péruvien va se réunir, et je dois remettre en ses mains le pouvoir qu'il m'a confié. Je vais à cet effet partir pour Lima; mais c'est avec une véritable peine que je m'éloigne momentanément de votre patrie, qui est celle de mon cœur et de mon nom.

» Citoyens, vos représentants m'ont fait connaître toutes vos espérances; elles seront réalisées autant qu'il dépendra de moi; cette idée me flatte beaucoup. Vous serez reconnus comme nation indépendante; vous aurez la constitution la plus libérale du monde; vos lois organiques seront dignes de la plus haute civilisation. Le grand maréchal d'Ayacucho reste à la tête de vos affaires, et le 25 mai prochain sera le jour d'où datera l'existence de Bolivia : je vous le promets. »

Lors de la révolte des troupes noires de Buenos Ayres, dans la forteresse de Callao, révolte excitée par Torre-Tagle, gouverneur de Lima, le comte de San Domas, alors ministre de la guerre et de la marine, commandait dans cette forteresse, et la livra aux Espagnols. Ayant depuis tenté de s'échapper de la place, il fut arrêté et conduit à Lima. Quatre mois après son arrestation, son procès fut commencé, ainsi que celui d'un habitant nommé Tiron qu'il avait dénoncé, et le 13 avril 1826 ils furent tous deux condamnés à mort.

Le 15, San Domas fut conduit au lieu de l'exécution; il avait perdu connaissance lorsqu'il reçut le coup mortel. Les cadavres des deux condamnés furent exposés à la potence pendant le reste de la journée.

Le 13 mai, il parut dans les journaux de Lima une pétition de cinquante-deux députés au président Bolivar, par laquelle, attendu que le principe d'égalité devant la loi n'existe pas, et qu'on a confié par un décret du 17 avril, aux colléges électoraux de quelques provinces, des pouvoirs conférés aux représentants; que la représentation est incomplète, et que les députés n'ont aucun moyen d'existence assuré; qu'il est en outre nécessaire de con-

naître le vœu du peuple sur la réforme et la révision de la Constitution et sur celui qui doit être élevé à la magistrature suprême, ils demandent que le gouvernement prenne les résolutions :

1°. De suspendre la convocation du Congrès jusqu'à l'année prochaine;

2°. D'ordonner aux Préfets de faire le recensement des citoyens dans toutes les provinces;

3°. De faire en sorte que le peuple veuille bien indemniser ses représentants des pertes que leur fera éprouver l'exercice de leurs fonctions, en leur assurant une rétribution;

4°. De consulter d'abord les provinces sur la question de savoir si la Constitution doit être conservée telle qu'elle est, ou réformée;

5°. De les consulter aussi sur l'étendue de cette réforme et savoir si elle doit être entière ou partielle.

6°. De demander aux provinces si leurs représentants doivent délibérer d'après leurs opinions particulières, ou s'ils doivent agir en vertu de mandats spéciaux des électeurs provinciaux qui leur prescriraient le vote qu'ils doivent émettre;

7°. De demander à la nation, déjà deux fois si cruellement trompée, quel citoyen elle désire

voir élever à la présidence par le Congrès, en supposant que le sénat, qui doit le proposer, n'existe pas alors.

Dans sa réponse au Conseil du gouvernement, le président Bolivar lui fait savoir qu'il a pris en considération la pétition, et qu'après une mûre délibération, il a approuvé le projet des représentants qui désirent avoir recours à la source de leur pouvoir : « Rien n'est plus conforme, dit-il, aux doctrines populaires que de recourir à la masse de la nation pour les principaux points qui forment la base des Etats; c'est-à-dire, les lois fondamentales et la magistrature suprême. Tout homme est sujet à l'erreur et à la séduction; il n'en est pas ainsi d'une nation qui possède au plus haut degré la connaissance de son bien-être et la mesure de son indépendance. Il en résulte que son jugement est sain, sa volonté forte, et que personne ne peut la corrompre et encore moins l'intimider.

» Qu'on consulte donc les colléges électoraux; alors nous serons convaincus que les lois ont reçu la sanction de tous, et quelle espèce de magistrature suprême la nation désire pour recevoir de mes mains l'autorité qu'elle m'a confiée. »

Le Conseil rendit aussitôt un décret pour l'exé-

cution des mesures approuvées par le Président.

Il nous reste à parler du Congrès général qui doit se rassembler à Panama, de ce Congrès qui seul peut affermir l'indépendance américaine et consolider l'œuvre de la valeur et du génie, en établissant sur des bases inébranlables la fédération de toutes les républiques.

Il appartenait à Bolivar, au libérateur de Colombie et du Pérou, de prendre l'initiative et de provoquer une union qui doit le rendre à jamais célèbre. C'est ce qu'il a fait par une lettre adressée, le 7 décembre 1824, aux gouvernements américains, dont voici un extrait :

« Après quinze années de sacrifices pour obtenir la liberté de l'Amérique et un système de garanties qui, en paix comme en guerre, devienne l'égide de notre nouvelle destinée, il est temps que les intérêts et les relations qui unissent entre elles les républiques, autrefois colonies de l'Espagne, soient établis sur des bases positives qui rendent, s'il est possible, la durée de nos Etats éternelle.

» L'établissement de ce système et la consolidation du pouvoir de notre grand corps politique ne peut appartenir qu'à une autorité suprême qui dirige la politique de nos gouvernements, dont

l'influence puisse maintenir l'uniformité dans nos principes, et dont le nom seul suffise pour apaiser nos dissensions. Une autorité semblable, pour mériter tout le respect nécessaire, ne peut être établie que du consentement unanime des plénipotentiaires envoyés par chacune de nos républiques, et assemblés sous les auspices de la victoire obtenue par nos armes sur la puissance espagnole.

» Profondément pénétré de ces idées, en 1823 j'invitai les gouvernements du Mexique, du Pérou, du Chili et de Buenos Ayres, à établir une confédération, et à former dans l'isthme de Panama, ou en tout autre endroit choisi par la majorité des États, un Congrès des plénipotentiaires de tous les États, lequel pût agir comme conseil dans nos besoins, comme point de ralliement dans un danger commun et comme médiateur dans nos différents.

» Retarder plus long-temps l'époque de la réunion des plénipotentiaires des républiques qui sont déjà *de facto* confédérées, jusqu'à ce qu'on ait obtenu le consentement de chacune d'entre elles, ce serait nous priver des avantages que cette assemblée doit nous procurer dès le moment de son installation. . . . .

» Il semble que si le monde avait à choisir sa ca-

pitale, l'isthme de Panama serait préféré pour cette auguste destination. Etant placé au centre du globe, et dans un lieu d'où les regards peuvent se tourner, d'un côté, vers l'Asie, et de l'autre vers l'Europe et l'Afrique, l'isthme de Panama a été offert par le gouvernement colombien pour le grand objet en question. Cet isthme est à une égale distance des deux extrémités du continent américain, et, par cette considération, il pourrait être choisi comme le lieu où la première assemblée des confédérés se tiendrait.

. . . . :

» Le jour où nos plénipotentiaires échangeront leurs pleins-pouvoirs, formera une époque mémorable dans l'histoire diplomatique de l'Amérique ; lorsque, dans une centaine de siècles, la postérité cherchera l'origine de notre droit international et se rappellera les conventions qui auront consolidé l'existence politique de l'Amérique, elle consultera avec respect les archives des assemblées qui auront été tenues sur l'isthme. Elle y découvrira la base de nos premières alliances et les principes qui auront réglé le système de nos relations avec l'Univers. Que sera alors l'isthme de Corinthe auprès de celui de Panama!

» *Signé* Bolivar. »

En réponse à cette lettre, le vice-président de Colombie, Santander, adressa au Libérateur, le 28 février, une note dans laquelle il lui disait : « Je vous annonce que j'ai pris à l'avance toutes les mesures propres à hâter l'exécution d'un projet si utile à notre sécurité future......Le dangereux principe d'intervention que quelques cabinets de l'ancien monde ont adopté et pratiqué avec énergie, mérite notre plus sérieuse attention, tant à cause de sa téndance à encourager les mourantes espérances de nos ennemis acharnés, que des fatales conséquences qui pourraient résulter en Amérique de l'introduction d'une maxime aussi subversive des droits du peuple. Nous avons fait les démarches nécessaires pour obtenir l'assentiment des autres Républiques. Quant aux États-Unis du nord, j'ai jugé à propos de les inviter à l'auguste assemblée de Panama, dans la ferme conviction que nos alliés verront avec satisfaction des amis aussi illustres et aussi sincères prendre part aux délibérations concernant nos communs intérêts....... En même temps le gouvernement de Colombie se propose d'envoyer, d'ici à quatre mois, ses deux plénipotentiaires à l'isthme de Panama, où ils pourront se réunir à ceux du Pérou et avoir avec eux des con-

férences préparatoires à l'installation de l'assemblée générale. Dans le dessein de faciliter ce résultat, j'ai pris sur moi d'adresser aux divers Etats les propositions suivantes :

1°. Que les gouvernements de Colombie et du Pérou autorisent leurs plénipotentiaires, réunis en conférences préparatoires à l'isthme de Panama, à entrer en correspondance directe avec les ministres des affaires étrangères du Mexique, de Guatimala, du Chili et de Buenos Ayres, pour leur faire sentir la nécessité d'envoyer sans délai des plénipotentiaires à l'assemblée générale;

2°. Que les plénipotentiaires seront libres de choisir sur l'isthme le lieu qu'ils trouveront le plus convenable sous le rapport de la salubrité, pour tenir leurs conférences préparatoires;

3°. Qu'aussitôt que les plénipotentiaires de Colombie, du Pérou, du Mexique et de Guatimala, ou seulement de trois de ces Etats, seront réunis, ils pourront fixer de concert le jour où l'assemblée générale sera installée;

4°. Que l'assemblée générale des Etats confédérés sera libre de choisir le lieu qu'elle jugera le plus convenable pour tenir ses séances;

5° Que les plénipotentiaires de Colombie et du Pérou ne pourront s'absenter de l'isthme après avoir commencé les conférences préparatoires, jusqu'à ce que le Congrès général se soit assemblé et qu'il ait terminé ses travaux. »

Le ministre des affaires étrangères de Colombie adressa alors une note à son chargé d'affaires à Buenos Ayres, dans laquelle on lisait :

« Les objets qui devront occuper l'assemblée de Panama sont :

1°. Renouveler le grand traité d'union, d'alliance et de confédération perpétuelle contre l'Espagne ou toute autre puissance qui entreprendrait de nous attaquer;

2°. Publier un manifeste exposant la justice de notre cause, les projets insensés de l'Espagne et notre système politique envers les autres puissances de la chrétienté;

3°. Prendre une détermination à l'égard des îles de Cuba et de Porto-Rico, et décider s'il convient de combiner pour cet objet les forces de tous les Etats qui se sont affranchis du joug de l'Espagne, et, dans ce cas, de régler le contingent de troupes que chaque Etat devra fournir; enfin, décider si

ces îles seront annexées à quelqu'un des Etats confédérés, ou si on les laissera libres de se choisir un gouvernement;

4°. Conclure ou renouveler les traités de commerce entre les différents États;

5°. Régler, par des conventions, les attributions et prérogatives des consuls établis dans les ports respectifs des Etats confédérés;

6°. Prendre en considération les moyens de s'opposer à toute tentative ultérieure de colonisation sur ce continent de la part des puissances de l'Europe, et de résister à toute intervention dans nos affaires intérieures;

7°. Fixer de concert les principes du droit des gens qui sont susceptibles de discussion, et principalement ceux qui se rapportent à deux nations dont l'une est en guerre, et l'autre neutre. »

On ne savait pour quel motif Bolivar et le gouvernement de Colombie avaient placé le sort futur de l'île de Cuba et de Porto-Rico au nombre des premiers objets des délibérations qui doivent occuper l'attention du Congrès de Panama. On ignorait qu'une adresse des habitants de Cuba avait été envoyée au général Bolivar. Dans cette adresse, qui fut imprimée et publiée à Panama avec la

date du 26 février 1825, les habitants félicitaient Bolivar sur ses succès et les services qu'il avait rendus à sa patrie et au Pérou, et le priaient de voler à leur secours.

« Que le Ciel et la nature, disaient-ils en terminant, conservent V. Exc. autant que nous le désirons, afin que votre génie sublime et votre épée, encore plus forte que la fatalité, puissent contribuer à la délivrance de Cuba et de la belle île de Porto-Rico, dernier débris de la domination espagnole dans l'Atlantique, d'où elle doit être expulsée. »

Le 12 juillet 1825, le directeur suprême du Chili, publia une proclamation pour la convocation d'un nouveau Congrès dont l'ouverture était fixée au 15 septembre. Le but de cette convocation était la nécessité de concerter, avec une assemblée législative, les mesures nécessaires pour répondre à l'invitation d'envoyer des plénipotentiaires au Congrès général de Panama.

Dans une note jointe à un projet de loi présenté, dans le mois d'août, au Congrès général constituant de Buenos Ayres, le gouvernement de cet Etat déclarait qu'à une époque antérieure il avait refusé d'adhérer à l'invitation d'envoyer des députés au

Congrès de Panama, et que les motifs qui avaient déterminé ce refus n'avaient pas été affaiblis par les évènements arrivés depuis; mais que la majeure partie des républiques américaines ayant approuvé le projet d'un Congrès à Panama, le gouvernement pensait qu'il n'était pas convenable de paraître dans un état de dissension positive avec les autres républiques. En conséquence, il proposait d'envoyer des députés, chargés d'exposer franchement et clairement, aux républiques alliées, les moyens que le gouvernement de Buenos Ayres considérait comme les plus propres à consolider et à rendre indissoluble l'alliance entre tous les nouveaux États américains.

Le projet de loi présenté n'avait d'autre but que de faire sanctionner par le Congrès la doctrine du gouvernement dont la dissidence avec les autres républiques était fondée principalement sur l'intention manifestée par les Etats qui avaient provoqué la réunion du Congrès de Panama, d'établir une autorité suprême qui réglerait les affaires générales de la confédération des Etats américains, dirigerait leur politique extérieure et serait arbitre dans les différents qui pourraient s'élever entre les confédérés; aussi était-il dit dans le projet de loi :

« Aucun gouvernement ne peut s'arroger le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre état indépendant. »

Dans les premiers jours de septembre, le comité de législature, dans son rapport sur ce projet de loi, exprima sa surprise de ce que de pareilles questions aient été soumises à l'assemblée, puisqu'elles rentraient entièrement dans les attributions du pouvoir exécutif qui devait les décider sous sa responsabilité. D'après ces motifs, le comité conseillait à l'assemblée de n'intervenir dans l'affaire d'aucune autre manière que pour pourvoir aux dépenses que la mission, si elle est envoyée par le gouvernement, pourra occasionner à la nation.

En conséquence de ce rapport, l'assemblée, dans sa séance du 9 septembre, a adopté une loi qui met à la disposition du gouvernement les fonds nécessaires aux dépenses de l'envoi et de l'entretien de deux plénipotentiaires au Congrès de Panama.

Le 25 janvier l'empereur don Pedro rendit un décret pour la nomination d'un plénipotentiaire :

« Voulant accepter, y est-il dit, l'invitation qui m'a été faite, au nom du gouvernement de Co-

lombie, de prendre part au Congrès qui doit s'assembler à Panama, dans le but de proposer, discuter et débattre les importantes mesures qui pourront servir à établir et à consolider la position des divers Etats indépendants, à poser les vrais principes de leurs relations politiques, en ayant égard aux intérêts légitimes et bien entendus des puissances de l'Europe, et en général de toutes les autres parties du monde civilisé, ainsi qu'aux principes lumineux de la loi universelle des nations, et cette mission exigeant une personne faite, par ses connaissances, ses talents et son patriotisme, pour la remplir dignement, il m'a plu de nommer Théodore Biancardi, membre de mon conseil, mon plénipotentiaire au Congrès de Panama.»

Cette décision de l'empereur du Brésil doit être regardée comme un présage favorable pour amener la fin de la querelle qui existe entre lui et la république de Buenos Ayres. En prenant une part active au Congrès de Panama, don Pedro ne saurait éluder la médiation des autres républiques sans attirer contre lui les armes de toute la confédération; et l'issue d'une telle guerre ne pourrait que lui être funeste ainsi qu'au Brésil.

Dans le message du président des Etats-Unis à

la session du dix-neuvième Congrès, on remarque surtout ce passage relatif au Congrès de Panama :

« Parmi les mesures qu'ont suggérées, aux républiques de l'Amérique du sud, leurs nouvelles relations mutuelles, et qui résultent naturellement de leur changement de condition, est celle d'assembler à l'isthme de Panama un congrès où chacune d'elles serait représentée pour délibérer sur les objets importants pour le bien-être de toutes. Les républiques de Colombie, du Mexique et de l'Amérique centrale, ont déjà député des plénipotentiaires à cette assemblée, et elles ont invité les Etats-Unis à s'y faire représenter par des ministres : cette invitation a été acceptée et des ministres seront nommés pour assister aux délibérations et y prendre part, en tant qu'elles seront compatibles avec la neutralité de laquelle il n'est ni dans notre intention, ni dans le désir des autres Etats américains, que nous nous départions. »

Enfin, le 20 avril, la question de l'envoi de plénipotentiaires au Congrès de Panama a été décidée affirmativement par le Congrès des Etats-Unis, la motion à ce sujet ayant passé dans la chambre des représentants à la majorité de cent trente-quatre voix contre soixante-deux.

Déjà depuis quelque temps les plénipotentiaires de la majorité des républiques de l'Amérique du sud sont à Panama et ont eu des conférences ; mais rien n'a encore transpiré sur leur nature. Cependant l'assemblée générale ne peut tarder à se former, et, avant peu, les actes du Congrès de Panama apprendront à l'Europe si les Américains du sud sont dignes de la liberté.

FIN.

SOMMAIRES
DES CHAPITRES DU 3me VOLUME.

CHAPITRE Ier.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

ERRATA.

Page 3, ligne 3, au lieu de *ce qui passait*, lisez *ce qui se passait.*
Page 45, lignes 2 et 6, au lieu de *brig*, lisez *brick.*
Page 80, ligne 16, au lieu de *brig*, lisez *brick.*
Page 257, ligne 1re, au lieu de *la fin*, lisez *à la fin.*
Page 335, dernière ligne, au lieu de 1822, lisez 1823.
Page 385, ligne 6, au lieu de *Bolivar s'était*, lisez *Bolivar avait.*

sable à tous ceux qui possèdent la Collection de cet Auteur ; il complète les Éditions passées, Anciennes et Nouvelles, et ne se trouve dans aucune de Celles qui ont été publiées jusqu'à ce jour, parce que j'en suis le seul Propriétaire.)

MANUEL ALPHABÉTIQUE DU PROPRIÉTAIRE, et du locataire ou sous-locataire, tant des biens de ville que des biens ruraux, contenant les obligations et les droits respectifs de chacun d'eux, avec les lois, arrêts, décisions, usages et règlemens de police sur lesquels ils sont fondés; les formules, congés, [illegible], réparations locatives, etc.; enfin, des modèles de baux, congés, quittances, états des lieux et autres actes sous seing privé. 1 vol. in-18. Prix : [illegible], et [illegible] franco.

MÉDECINE (petite) DOMESTIQUE, ou moyens simples et faciles de secourir les malades, les blessés, les asphyxiés, les empoisonnés, etc., avec la manière de soigner les femmes enceintes ; suivie d'un traité sur la vaccine, d'observations sur les enfans nouveau-nés, sur la manière de les soigner et sur les soins qu'on doit leur donner ; par M. [illegible], chirurgien. 1 v. in-12. Prix : 3 f., et 3 f. 50 c. franco.

MÉMOIRES HISTORIQUES SUR FERDINAND VII, roi des Espagnes, et sur les événemens de son règne, par D*** ; traduits de l'espagnol en anglais, par Quin, et en français, par M. G. H. ; accompagnés de notes et de pièces officielles, et ornés d'un beau portrait du Roi. 1 fort vol. in-8. Prix : 6 fr., et 7 fr. 25 c. franco.

PORTEFEUILLE (le) DE 1813, ou Tableau politique et militaire renfermant avec le récit des événemens de cette période, un choix de la correspondance inédite de l'Empereur Napoléon, et l'histoire de la fin de son règne ; par M. de Norvins, auteur de L'HISTOIRE DE LA VIE DE NAPOLÉON. 2 forts vol. in-8. Prix : 15 fr., et 19 fr. franc de port. (Très-peu d'exemplaires.)

PRÉCIS DE L'HISTOIRE POLITIQUE ET MILITAIRE DE L'EUROPE, depuis l'année 1763 jusqu'à l'année 1819 ; contenant les troubles de la Hollande et du Brabant, des guerres entre la Russie, l'Autriche, la Porte-Ottomane et la Suède ; du partage de la Pologne ; de la Révolution Française et des événemens qui en ont été la suite ; des Révolutions d'Espagne, de Portugal et de Suède, de l'abdication de Napoléon, et du rétablissement des Bourbons sur le trône de France, etc., etc. ; par [illegible] ; traduit de l'anglais, et augmenté et continué jusqu'en 1819, par MacCarthy. 3 forts vol. in-8. Prix : [illegible] fr., et [illegible] fr. franco, et sur papier vélin, [illegible] fr., et [illegible] fr. franco.

TRAITÉ élémentaire de la richesse individuelle et de la richesse publique, et éclaircissemens sur les principales questions d'économie politique ; par Louis Say

